

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12459 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 19 FÉVRIER 1985

Coup de semence au Soudan ?

Les Etats-Unis et les puissances européennes vont-ils abandonner à son sort le régime, vieux maintenant de quinze ans, du maréchal Nemeiry ? Au moment où le Soudan traverse la crise économique et financière la plus grave de son existence, où la famine frappe quelque quatre millions de ses habitants, le département d'Etat a décidé de mettre fin à une aide économique de l'ordre de 200 millions de dollars.

Cette somme figurait dans le « programme de sauvetage économique » élaboré en 1982 par le Fonds monétaire international en collaboration avec diverses puissances occidentales ; ce programme assurait au Soudan un soutien financier de l'ordre de 1,5 milliard de dollars par an. Il a été suspendu, vraisemblablement sous l'impulsion de Washington.

Les raisons invoquées officiellement pour justifier l'interdiction de l'aide sont d'ordre technique : le gouvernement de Khartoum n'a pas été capable de redresser la situation économique, de payer les intérêts dus sur une dette publique évaluée à quelque 9 milliards de dollars. Bien que ces doléances soient fondées, elles ne suffisent pas pour expliquer une mesure aux allures de sanction qui risque de provoquer des révoltes, voire des bouleversements intérieurs.

La situation économique n'a pas cessé de se détériorer depuis quelques années, et ce n'est pas la première fois que le gouvernement soudanais n'a pas pu respecter ses engagements financiers. Les Etats-Unis, pourtant, fermaient les yeux sur l'incapacité et l'incertitude des autorités de Khartoum, au point que le Soudan était devenu le premier bénéficiaire de leur aide en Afrique noire.

Il s'agissait de sauver de la faillite un régime « ami » dans un pays occupant une position stratégique centrale. Le maréchal Nemeiry avait bien mérité la place privilégiée qu'on lui conféra. Mettant un terme à sa politique « progressiste » en 1971 - après l'échec d'une tentative de coup d'Etat attribué au Parti communiste - il avait décliné les rangs de toutes les formations de gauche et virtuellement rompu avec l'Union soviétique. Il fut l'un des rares chefs d'Etat arabes à signer la paix séparée israélo-égyptienne et à soutenir les mouvements d'opposition dans des pays jugés inféodés à Moscou, notamment en Ethiopie, en Libye, en Syrie, etc.

Le gouvernement de Washington n'en a pas moins été contraint de réexaminer sa politique à l'égard d'un régime qui, en introduisant une législation « islamique » aux allures moyennageuses, viole les droits de l'homme et contribue à aggraver les difficultés économiques du pays. En même temps, il tient le maréchal Nemeiry pour responsable de la persistance de la rébellion des autonomistes sudistes, laquelle a entraîné, entre autres, le « gel » de deux projets majeurs : le canal de Jongley (crucial pour l'agriculture du pays) et l'exploitation pétrolière.

L'interdiction de l'aide financière occidentale n'est peut-être cependant qu'un coup de semence. Le maréchal Nemeiry est attendu le mois prochain à Washington ; il lui reste un dernier délai pour s'engager à mener une politique plus conforme aux réalités nationales et internationales.

Saïda, au sud du Liban a fêté le retrait des Israéliens

L'armée israélienne a achevé la première phase de son retrait du Sud du Liban. L'évacuation, samedi 16 février, avec deux jours d'avance sur le calendrier prévu, de la ville de Saïda, - aussitôt occupée par l'armée libanaise - a été accueillie, dans la grande cité du sud, par une explosion de joie.

Le président Gemayel, qui s'est rendu dimanche à Saïda a rendu hommage à la résistance anti-israélienne.

De notre correspondant

Kfar-Falouh (Liban du sud). - « On rentre à la maison ! ». Le hurlement a jailli de la tourelle du véhicule de tête, dominant le vacarme des chenilles qui crampent la chaussée boueuse. Un cri du cœur assourdi.

Dernière le blindé A-21, une trentaine d'autres - dont plusieurs chars Patton M-60 - grimpent lentement la route de montagne qui serpente vers Jezzine, sous le regard muet du personnel de l'hôpital Hariri de Kfar-Falouh. L'étoile de David et le drapeau juif ont été hissés sur la brigade Golani flottant au vent. Un soldat, tout sourire, adresse un V de la victoire plutôt incongru. Un geste rare, il est vrai.

Tout au loin, derrière les collines embrumées, à une douzaine de kilomètres vers l'ouest, il y a Saïda, abandonnée sans remords deux heures plus tôt à la fureur d'une

bruyante libération. Saïda, occupée pendant trente-deux mois et à qui les tankistes israéliens tourment résolument le dos, sans esprit de retour.

Tout avait commencé inopinément à l'aube de ce samedi 16 février, et au beau milieu du sacro-saint repos sabbatique auquel sacrifier tout jûit, pieux ou non. Pour prendre ses adversaires par surprise et garantir un repli serein aux lourds convois de Tshahal, le gouvernement de Jérusalem avait choisi d'avancer de quarante-huit heures l'opération de redéploiement.

Le 18 février n'était en vérité qu'une échéance-butoir, pas une date impérative. La rumeur d'un retrait anticipé courait depuis quelques jours à Jérusalem. Mais qui avait songé au saïda ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(Lire la suite page 3.)

L'adhésion à la CEE de Madrid et de Lisbonne risque d'être retardée

Alors que les ministres des affaires étrangères des Dix devaient commencer, le lundi 18 février, à Bruxelles, avec l'Espagne et le Portugal, une nouvelle session de trois jours de négociations sur l'élargissement de la Communauté européenne, les derniers encore en souffrance (pêche, agriculture, prestations sociales) ne semblent pas près de trouver une solution satisfaisante. Ainsi, l'entrée de l'Espagne et du Portugal pourrait ne pas avoir lieu, comme prévu, le 1^{er} janvier 1986.

De notre correspondant

Madrid. - C'est dans un climat de franc pessimisme que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernando Moran, se rend ce lundi 18 février à Bruxelles pour y négocier à nouveau avec ses collègues les conditions d'adhésion de son pays à la CEE. L'impénitence et le mécontentement sont de plus en plus perceptibles à Madrid face aux difficultés qui se multiplient, et les responsables politiques espagnols ont décidé de durcir le ton.

A l'occasion de la visite que M. Bettino Craxi, premier ministre italien et président en exercice de la CEE, a effectuée à Madrid les 15 et 16 février, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe González, évoqua pour la première fois publiquement une possibilité déjà avancée par certains membres du gouvernement : celle que l'Espagne n'entre pas comme prévu dans la Communauté le 1^{er} janvier 1986, et même qu'elle n'y entre pas du tout. « Je ne doute pas de l'importance politique de l'adhésion », a affirmé M. González, mais nous ne sommes pas prêts à payer n'importe quel prix économique pour entrer. Nous craignons sérieusement que les chapitres non encore résolus ne puissent être débloqués de manière équilibrée. M. Craxi ne s'est pas montré plus optimiste, en évoquant de son côté « le risque que les négociations ne connaissent pas une fin heureuse ».

Tout à fait, les ministres espagnols de l'économie et de l'agriculture, MM. Boyer et Romero, ainsi que le secrétaire d'Etat aux relations avec la CEE, M. Marin, viennent de tenir des propos semblables.

THÉOPHILE MALINAK

(Lire la suite page 3.)

Le droit d'asile en péril

Les menaces s'accumulent sur le droit d'asile. Ce droit bénéficie largement jusqu'ici aux militants politiques fuyant les dictatures de l'Est ou d'Amérique latine, ainsi qu'aux réfugiés indochinois de la mer. Cette politique n'est pas complètement remise en cause, et la France entend respecter la tradition qui est la sienne en ce domaine et qui rappelle la Constitution depuis 1946 : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». Mais devant le flot grossissant des faux réfugiés politiques et des vrais réfugiés économiques, le gouvernement s'apprête à prendre des mesures qui visent à mieux séparer le bon grain de l'ivraie.

Les préfets devront notamment filtrer plus rigoureusement les personnes qui, prenant prétexte de « persécutions » politiques dans leur pays (c'est le terme de la convention de Genève de 1951) tentent de tourner l'interdiction faite aux étrangers de venir chercher du travail en France. Des textes sont prêts à l'Hôtel Matignon instituant une nouvelle procédure d'admission des personnes qui sollicitent l'asile politique. Ces textes auraient dû être publiés il y a plusieurs mois déjà, mais, sous la pression des associations qui œuvrent en faveur des réfugiés, M. Fabius ne les a pas encore signés.

La France, qui revendique une longue tradition de terre d'asile et compte actuellement quatre mille réfugiés, officiellement reconnus, risque d'être considérée, d'autres pays l'ont déjà longtemps précédée dans la voie de la rigueur, comme l'ont montré les débats des Assises européennes sur le droit d'asile organisées à Lausanne (Suisse) du 13 au 17 février.

La plupart des gouvernements européens, qui doivent faire face à une montée de la xénophobie et des égoïsmes nationaux, ont estimé aujourd'hui que la coupe est pleine. Il ne se passe pas de semaine sans que l'on assiste ici ou là à des expulsions de candidats à l'asile politiques. Des Tamaous et des Afghans en ont fait récemment l'expérience en France.

Alors que les frontières européennes se ferment, le nombre de réfugiés ne cesse de croître dans le monde (quatre millions aujourd'hui), sans que les organisations internationales chargées de leur venir en aide ou de leur faire respecter un minimum de solidarité (Nations unies, Conseil de l'Europe...) aient pour l'instant trouvé la solution.

BERTRAND LE GENDRE

(Lire nos Informations page 14.)

Nouméa : la montée des extrêmes

Les incidents survenus le dimanche 17 février dans la localité indienne de Thio, au cours desquels sept Métais ont été deux gendarmes mobiles ont été blessés, ont mis fin à l'accalmie que la Nouvelle-Calédonie connaissait depuis la visite de M. Mitterrand. Les dirigeants du Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) ont demandé, lundi, l'expulsion du territoire des représentants du Front calédonien (extrême droite), organisateurs du « pique-nique » qui a été à l'origine des heurts violents entre Canaques et forces de l'ordre. Ils ont aussi suspendu leurs négociations avec M. Pisual.

1. - « Nous refusons d'être les immigrés des Canaques »

Nouméa. - « Je l'ai dit à Pisual : je suis prêt à organiser des milices. Si les incidents qui ont eu lieu à Thio après les élections du 18 novembre se reproduisent, nous y ferons monter des Nouméens avec armes et bagages pour défendre la ville contre les terroristes du FLNKS. » Puisque c'est M. Roger Laroque qui le dit, il faut le croire. Le maire de Nouméa agace parfois ses amis du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), mais, s'il est resté sans interruption depuis 1953, c'est bien parce que beaucoup de ses concitoyens se reconnaissent dans son franc-parler.

De notre envoyé spécial ALAIN ROLLAT

D'ailleurs, les milices se lui sont pas étrangères. Il y en a déjà eu à Nouméa, en juin 1958, pour soutenir l'action du Comité de salut public de l'Algérie française, créé à Alger, et ce n'est pas un hasard si l'on retrouve aujourd'hui certains acteurs de cette période algérienne à la tête du Comité de salut national pour la Nouvelle-Calédonie française.

Ici, à Nouméa, on l'aime aussi, ce « cher Laroque » - comme disait familièrement le général de Gaulle, lors de sa visite dans le territoire, en septembre 1966 - parce que l'histoire de sa famille tient une bonne place dans l'imaginaire collective de la communauté calédonienne, et parce que sa propre carrière représente localement un modèle de réussite politico-sociale. Son arrière-grand-père, modeste ouvrier suzerain, débarrassé avec les évangélistes, en 1843, fut, en effet, l'un des premiers colons à s'établir librement en Nouvelle-Calédonie et à y prospérer après avoir amassé un joli magot en Australie. Quant à son rôle politique, il le doit pour l'essentiel au pouvoir économique d'une autre vieille famille, bordelaise celle-là, les Balande (actuellement plus de 3 milliards de francs CFP de chiffre d'affaires - 165 millions de francs - dans l'alimentation, la distribution, l'électroménager, l'élevage, l'industrie mécanique, le chalutage, etc.), dont il fut longtemps l'un des principaux employés. Nul ne lui conteste sa qualité de porte-parole de la « ville blanche ». M. Roger Laroque exprime donc un sentiment largement répandu, au sein de la communauté d'origine européenne, quand il ajoute, à propos de ses amis politiques : « Nos élus ont été jusqu'à présenter trop modérés face à des gouvernements laxistes ».

Mais si le jugement du maire de Nouméa correspond à la « norme » calédonienne, où situer le Front calédonien - l'organisateur, ce dimanche 17 février, du « pique-

nique » de Thio, - qui dit la même chose que lui ? A l'extrême droite ? Ses dirigeants, bien entendu, refusent cette étiquette. « Nous ne sommes pas des extrémistes », dit le président de ce nouveau parti, apparu sur la scène calédonienne à l'automne 1981. « Nous sommes, c'est vrai, à droite du RPCR, mais nous représentons la Calédonie profonde et nous sommes extrêmement légalistes ; nous demandons simplement l'application dans le territoire des lois de la République française ».

(Lire la suite page 8.)

LIRE

4. ÉTRANGER

Au Salvador, le président Duarte en position difficile.

9. POLITIQUE

MM. Lecanuet et Gaudin pour la démission de M. Mitterrand en 1986.

12. SOCIÉTÉ

La guerre des entarremements.

15. SPECTACLES

« Les Possédés » mis en scène par Lioubov à l'Odéon.

18. COMMUNICATION

Au Festival de Monte-Carlo, les marchands font la loi.

35. ÉCONOMIE

Le Brésil négocie à nouveau avec le FMI son plan de rigueur.

Le peuple veut du pain et des jeux !



Jean Baudrillard
La Gauche divine

« Si les masses ont élu le PS, ce n'est pas du tout pour un programme, c'est pour le voir au pouvoir. »
Jacques Duquesne/Le Point

« Un livre indigne et joyeux. »
Art-Press

Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy



سكنا من الاصل

débats

LE JUGE D'INSTRUCTION

L'homme le plus dangereux de France ?

par MARCEL LEMONDE (*)

À la suite de plusieurs affaires judiciaires retentissantes, un nouveau sport a récemment fait son apparition dans une certaine presse : la chasse aux juges d'instruction. Le gibier est d'autant plus vulnérable qu'il est, par nature, dans l'impossibilité de se défendre ou, plus exactement, qu'il ne peut le faire que maladroitement, en s'exposant davantage : on attend de lui qu'il reste silencieux. Certes, il vaut mieux qu'il taise sa langue que de se voir infliger des coups de révolver : c'est en quelque sorte un progrès. Mais certains sont allés trop loin pour que l'on puisse encore se taire.

La crédibilité de la justice est une valeur fondamentale dans une démocratie, et si la confiance des citoyens envers leurs juges est ébranlée, le mal est profond ; or des aberrations ont été dites ou écrites, et il est temps de faire une mise au point, non pas sur tel ou tel dossier en cours d'instruction (on en a déjà trop parlé), mais sur l'institution elle-même puisque c'est elle qui, globalement, est mise en cause.

En résumé (pour s'en tenir aux réflexions les plus modérées), on a dit du juge d'instruction à peu près ceci : ses pouvoirs sont exorbitants ; il les exerce sans contrôle ; c'est d'autant plus inquiétant qu'il est en général très jeune, qu'il n'a parfois aucune expérience, voire aucune maturité. En somme, celui qu'on surnomme tantôt « l'homme le plus puissant de France » tantôt « le petit juge » (on ferait bien mieux de l'appeler tout simplement par son nom), serait en fait l'homme le plus dangereux de France...

Que répondre ? Exorbitants, les pouvoirs du juge d'instruction ? On ne compte plus les réformes qui ont multiplié les garanties, limité les pouvoirs en question : depuis toujours les décisions les plus importantes du magistrat instructeur peuvent être frappées d'appel, ce qui signifie qu'une décision contestée du juge doit, pour continuer à produire ses effets, être confirmée par trois autres magistrats (qui, eux, ne sont pas particulièrement jeunes) : une loi du 3 décembre 1897 a introduit l'avocat dans le cabinet du juge d'instruction, permettant ainsi à l'inculpé d'avoir accès au dossier et de préparer sa défense ; une loi du 17 juillet 1970 a obligé le juge à motiver la mise en détention provisoire en matière correctionnelle ; une loi du 6 août 1975 a limité à six mois la durée de cette détention pour certains inculpés ; récemment, la loi du 9 juillet 1984 a institué un débat contradictoire à l'occasion de la mise en détention.

On pourrait multiplier les exemples. Tout cela ramené à leur juste valeur, les affirmations selon lesquelles l'activité des juges d'instruction se caractériserait par l'arbitraire le plus absolu. Et qu'on n' imagine pas que les intéressés déplorent cette évolution : l'Association française des magistrats chargés de l'instruction, par exemple, a approuvé le nouveau texte sur le débat contradictoire qui constitue indiscutablement un progrès dans notre droit. La seule réserve qu'elle a émise concerne les conditions matérielles de travail des juges d'instruction, extrêmement difficiles et aggravées par la nouvelle proc-

duire (ce qui n'est pas négligeable, mais est un autre problème). Trop jeunes les juges d'instruction ? On a, tout d'abord, envie de citer Brassens : « Le temps ne fait rien à l'affaire... ». Il n'est pas certain que la qualité de la justice soit proportionnelle à l'âge de ceux qui la rendent... Remarquons d'ailleurs que cette critique est généralement adressée aux seuls juges d'instruction. Serait-il sans importance qu'un magistrat à peine sorti de l'adolescence soit juge aux affaires matrimoniales et tranche à long terme l'année des problèmes de garde d'enfants dans le cadre des procédures de divorce ? Et les juges d'instance, qui règlent des litiges essentiels concernant la vie quotidienne de leurs concitoyens ? Et les juges des enfants, qui, tous les jours, retiennent à leurs parents des mineurs en danger, etc. ?

« Ils compliquent tout »

Si les juges d'instruction sont trop jeunes, il est urgent de se préoccuper de l'âge des magistrats en général. Mais il est tout de même étonnant qu'on ait mis vingt-cinq ans pour s'apercevoir des inconvénients d'un système faisant confiance aux jeunes : c'est le 1^{er} mars 1959 qu'a été créé le Centre national d'études judiciaires (devenu en 1970 l'actuelle Ecole nationale de la magistrature). Si la jeunesse inquiétait la « bavarre », celle-ci aurait dû, logiquement, disparaître plus rapidement.

En fait, n'est-ce pas ailleurs qu'il faut chercher l'explication au malaise actuel ? Ce qui est nouveau, ce n'est pas l'existence du juge d'instruction (il a été introduit dans notre procédure, sous sa forme actuelle, par une loi du 20 avril 1810) : ce ne sont pas ses pouvoirs (ils sont en élimination depuis le XIX^e siècle) ; ce n'est pas non plus (il est recruté de la même façon depuis un quart de siècle). Ce qui est nouveau, c'est le contexte dans lequel il travaille : un phénomène relativement récent a fait son appa-

rition, consistant à faire du juge d'instruction une sorte de vedette du fait divers, à multiplier autour de lui micros et caméras, ce qui n'est certainement pas la meilleure garantie d'une bonne justice.

La première condition pour qu'un magistrat travaille correctement est qu'il travaille dans le secret, avec le recul nécessaire. A cet égard, l'évolution constante des dernières années est préoccupante. Elle mérite qu'on s'interroge et peut-être qu'on corrige certaines pratiques. Elle n'est cependant pas de nature, comme certains voudraient le faire croire, à remettre en question les bases mêmes de notre procédure pénale.

Il est certes concevable, en théorie, de construire un système procédural sans juge d'instruction. Mais il faut alors admettre incidemment que l'entreprise n'est ni simple ni sans risque. Les institutions judiciaires d'un pays se façonnent au fil des siècles et on ne peut, du jour au lendemain, faire du passé table rase, sans peine de voir surgir de nouveaux problèmes, peut-être infiniment plus graves que les précédents.

Le juge d'instruction est avant tout un magistrat du siège, gardien des libertés individuelles, obstacle incontournable pour le parquet hiérarchisé et dépendant de l'exécutif. N'est-il pas d'ailleurs significatif que, lorsqu'un régime veut attenter aux libertés, il commence toujours par neutraliser « ces juges d'instruction qui compliquent tout », selon la formule célèbre d'un ancien procureur général ?

Plutôt que de remettre en question l'équilibre fragile de nos institutions, plutôt que de voir dans les juges d'instruction, hier des shérifs ou des tortionnaires, aujourd'hui des irresponsables totalement immatures, demain des dangers publics à supprimer d'urgence, qu'on les prenne donc pour ce qu'ils sont : des magistrats qui, dans leur grande majorité, s'efforcent d'accomplir leur tâche dans le souci d'une bonne administration de la justice.

(*) Président de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction.

COURRIER DES LECTEURS

Pas de nostalgie en Autriche

Dans un article intitulé « Nostalgie et politique à Vienne » (le Monde du 1^{er} février), votre éditeur a porté sur l'Autriche et particulièrement sur sa façon de venir à bout du cauchemar national qu'étaient sept ans d'occupation nazie un jugement que les Autrichiens d'aujourd'hui - non moins fidèles aux idéaux démocratiques que le reste de l'Europe occidentale - ne peuvent pas laisser sans réponse. Ce serait, tout d'abord, méconnaître totalement la nouvelle conscience nationale autrichienne - née bien avant la libération de 1945 dans les camps de concentration nazis, dans

l'émigration autrichienne ainsi que dans l'Autriche occupée même - que d'affirmer que ce peuple soit incapable de « porter sur sept années de son histoire un regard autocritique enfin dépourvu de toute trace de nostalgie ».

Loin de connaître la moindre nostalgie du passé, les gouvernements d'Autriche depuis 1945 se sont tous engagés résolument à effacer toute trace du nazisme (...). En vérité, tous les membres de ce parti - dont le nombre était d'ailleurs bien inférieur au chiffre cité par votre éditeur - ont été systématiquement éliminés des administrations publiques, un grand nombre de leurs responsables ont été jugés et condamnés par les tribunaux autrichiens (...).

Dans quelques semaines, les créées monies qui rappelleront aux Autrichiens et au monde la joie d'un peuple libéré qui reconstruit sa République, il y a quarante ans, manifesteront aussi sans l'ombre d'un doute. Dans quelle direction sont tournés les yeux autrichiens ? Sûrement pas vers le passé.

PETER JANKOWITZCH
(député de Vienne).

Longue vie, monsieur Chevènement !

Je ne suis pas socialiste : c'est le moins que je puisse dire. N'empêche que, depuis plus de trente ans que m'est offert le loisir d'apprendre et de réapprendre mon métier d'éducateur, c'est la première fois que je me sens à tel point d'accord avec mon ministre (...).

Bravo, monsieur Chevènement ! Du coup, j'en oubliais presque le passé : même votre visite, jadis, à ma université et la démagogie arborée pour la circonstance. Il est vrai qu'une démagogie coulée de si gros fils blancs ne pouvait enfoncer que quelques têtes bien décidées d'avance à se noyer - par vos bons soins ou par ceux d'un autre. Peut-être vous fallait-il passer par des égarements de ce genre pour en arriver où vous êtes arrivé. Tout le monde se trompe. Tout le monde n'a pas le mérite de tirer parti de ses er-

« JE VOUS SALUE MARIE »

Foi et fantasmes

par HENRI FESQUET

N'avez-vous pas cette merveilleuse ? Voilà cent treize ans qu'un couple parfait, car leur mariage fut blanc. N'allons pas chercher si loin : le vin de chassotte ou la simple promesse de céder des clercs conserve quelque chose d'exemplaire. Du même coup, par la force des choses, la femme devient une épouse et, parce qu'elle l'est, elle est respectée dans ses besoins secondaires : vaisselle, ravantage des chassottes.

Au-devant du succès

Jean-Luc Godard n'y a pas forcément pensé, mais en insérant dans son film un zeste de religion et un autre de réformisme social, il court au-devant du succès. La marie vend saillie à un jeune homme supplémentaire à ce mélange détonnant et contribue à remplir les salles obscures.

Quoi qu'elle en pense et quoi qu'on en pense, l'Eglise romaine a un sens inné de la publicité : elle mis en évidence le plus extraordinaire des mystères. L'agnosticisme contemporain en fait ses choux gras. L'immaculée Conception - ne l'interdisse pas, et le dogme de Pie IX est tombé dans une trappe d'indifférence comme celui de l'Assommoir (1950). Ce qui l'intéresse, c'est le sein inviolé de Marie, la naissance virgine de Christ.

Il n'en reste pas moins que le dogme marié a placé la femme en tête de l'humanité. Elle est « mère de Dieu » (qui dit mieux ?), elle est vierge parternie : elle est exempte de péché ; elle est en son corps et dans son âme au paradis (Assommoir). Et pourtant, ces privilèges exorbitants - hormis pour les protestants - n'ont guère aidé les femmes de l'histoire à sortir de leur situation précaire. Au contraire : comme si à trop donner par les sommets on abandonnait le quotidien.

La où l'antiféminisme est le plus virulent, c'est généralement là où les hommes d'Eglise sont les plus puissants.

Chassez le malic et il revient au galop... Dieu le Père n'y peut rien...

Comment l'entendez-vous ? Que Dieu est indifférent, qu'il n'a aucun goût à fausser les lois de sa propre création et que l'homme suffit bien à broder autour du plus éloquent des thèmes ; il ne pense, dit-on, qu'à ça.

Comment l'entendez-vous ? Que l'Eglise se plait à séparer ce que Dieu a prévu pour être uni. A Bernadette Soubirous, la Vierge a parlé : « Que soy-je immaculée conception » (1858), soit quatre ans après la promulgation dogmatique. Une bonne nouvelle arrivant du ciel... l'enfant de Lourdes ne pouvait que terminer sa vie dans un couvent. On doit conclure que, si on reconnaît l'arbre à ses fruits, l'immense armée pacifique des religieuses donne dans l'ensemble le témoignage de femmes épanouies. Dans les autres religions aussi, et ce c'est généralement pas au cinéma qu'elles ont découvert leur vocation.

HAROLD SMITH,
maître de conférences
à l'université Paris-Dauphine.

LU

UN CAHIER SPÉCIAL
D'« AUTREMENT »

« Le Caire, mille et une villes »

APRÈS les capitales noires, le Caire, ou Marrakech, la revue d'analyse des comportements contemporains. Autrement, qui fête cette année son dixième anniversaire, publie un numéro hors série sur Le Caire. On n'y cherche pas des plans détaillés, des coupes et des coupes, des études démographiques. En revanche, le voyageur - plus que le touriste - désireux d'appréhender l'économie ville de trois millions d'habitants, à la fois dans sa poésie la plus délicate et dans son réalisme le plus cru, sera servi et bien servi. Certes, l'exercice consistant à réunir une quarantaine de signatures sur un même thème fait toujours courir le risque d'un tableau chatoyé mais disparate, il suffit pourtant d'un lien commun pour que l'ensemble retombe sur ses pieds. Dans ce cahier sur « Le Caire, mille et une villes », le lien magique a été l'humour affectueux des différents auteurs.

C'est un trait de génie d'avoir demandé au professeur suisse Jean-Jacques Luthi de s'extraire de ses savantes études sur la francophonie égyptienne pour nous faire entendre les « cris du Caire ». On saura ainsi que les « Français exotiques » exaltés au coin des rues caennaises, ne sont que des hommes de terre. Quant aux « crises de pied » du périmètre, ce sont de simples carottes, l'esprit populaire d'ex-prime aussi traditionnellement au Caire par des blagues où se mêlent volontiers vie privée, religion, et politique. Ainsi, la femme d'un rais rentrant en colère d'un séjour en Israël, avant le paix, et qui calme son jaloux de mari par ces mots : « Tu devrais remarquer le Ciel, pour une fois que nous faisons un prisonnier ! ».

Le journaliste Gilles Kappel nous ramène sur terre avec lui « dix mille haut-parleurs », qui, bien plus que les « mille minarets », symbolisent, hélas ! aujourd'hui au Caire une religion saisie du vertige du bruit. Un non moins jeune copologue, Luc Barbaud, nous promène avec perspicacité parmi les objets vivants de son étude, mais on contestera son affirmation selon laquelle il n'y a pas de quartier copte au Caire. Qu'est-ce alors que Choubra, où vivent entassés un demi-million de chrétiens ?

« Corruption »

Pour le cinéma égyptien, c'est encore à un jeune artisan français, Yves Thoraval, accompagné cette fois d'une spécialiste égyptienne, Magda Wassaf, qu'il revient de nous révéler que ce septième art, si prisé aujourd'hui dans le Paris branché, n'est plus ce qu'il était, ne serait-ce que par le Caire ne compte plus qu'un jour d'hui qu'une quinzaine de salles dignes de ce nom.

C'est à un égyptien - notre collaborateur Alexandre Buciant, Carote dans l'âme en dépit de ses origines italo-chalcéennes - qu'il appartient de lever avec ironie le voile sur ce que l'Occident appelle désespérément - chez les autres - la « corruption » et qui, dans le cas de l'Égypte, est, bien souvent, « une manière de survivre plutôt qu'un désir de s'enrichir ». Le romancier populiste Gamal Ghitani (récompensé traduit en France) nous conduit enfin dans les cafés du Caire populaire, les « bars débout » et autres inventions barbares n'ont pas encore réussi à éliminer. Si ces cafés, où fermentent les inspirations littéraires ou politiques, venaient un jour à disparaître, il y aurait une ville de moins, mais non le moindre, parmi les mille cités qui, dans la plus belle anarchie, composent Le Caire.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
★ Le Caire, mille et une villes, n° 12 hors-série de la revue Autrement, février 1985, 260 pages (avec 30 photos de Laurent Monah et Roger Steinberg), 75 F, diffusion Le Seuil.

isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel... Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important... Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ». Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables.

L'ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre envergure.

Réunions d'information, avec le Directeur de l'ISA et des Anciens « ISA » :

BORDEAUX : mardi 19 février à 18 h 30
Hôtel Frontal, 5, rue Robert-Le-Toulade

MARSEILLE : mardi 5 mars à 18 h 30
Hôtel Frontal, rue Neuve-Saint-Martin

LYON : mardi 19 mars à 18 h 30
Hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956-80-00 POSTE 476 OU (3) 956-24-26 (LIGNE SPÉCIALE « RENSEIGNEMENTS »)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Centre HEC-ISA de Jouy-en-Josas

En vue de la rentrée de septembre 1985 date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la deuxième session : Vendredi 1^{er} mars 1985

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Parution de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimé de « Le Monde » à Paris, 17, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS : 674 F 1309 F 1913 F 2480 F

ÉTRANGER (par mandats) : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG : 386 F 772 F 1158 F 1330 F

2 - SUISSE, TUNISIE : 491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'ordre tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Danemark, 120 kr. ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Espagne, 700 pt. ; Égypte, 110 pt. ; E.U., 1 \$; Grèce, 50 dr. ; Hongrie, 96 pt. ; Inde, 1700 Rs. ; Liban, 800 L. ; Libye, 3.000 Lt. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 120 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; Thaïlande, 110 ba.

المنشور من الامم المتحدة

étranger

LE RETRAIT ISRAËLIEN DU LIBAN ET LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

Un hommage du président Gemayel à la « noble résistance nationale »

De notre correspondant

Saïda. — L'armée israélienne a évacué Saïda et ses environs le samedi 16 février à midi, avec quarante-huit heures d'avance sur la date limite du 18 février fixée par le gouvernement de Jérusalem. Dans la foulée, le contingent de l'armée libanaise — mille deux cents hommes de toutes confessions — qui attendait patiemment devant le pont enjambant l'Awali, position avancée des forces israéliennes depuis leur repli du Chouf en septembre 1983, a fait son entrée dans la ville, la troisième du pays, avec ses deux cent mille habitants sans neuf dixièmes musulmans sunnites.

Ce fut aussitôt une explosion de joie. Exagérée ? Certes, l'armée libanaise ne venait pas de libérer cette portion de territoire national par la force de ses armes et le sacrifice de ses soldats et avait subi de multiples avanies avant d'atteindre les portes de Saïda. Elle n'y avait de plus jamais pénétré ni tenté de le faire si les Israéliens y étaient restés.

Mais les Israéliens ne paraissent pas par bonté d'âme ou en échange de concessions imposées au Liban. C'est bien contraints qu'ils se sont retirés à un repli sans contrepartie, cernés englobés en trois étapes tout le territoire libanais sous leur occupation. La guérilla de tous les instants menée crescendo par la résistance libanaise a, pour la première fois, imposé à Israël l'évacuation d'un territoire arabe conquis.

Le sort des « collaborateurs »

Incontestable victoire, ressentie comme telle à Saïda, et que le notable des lieux, le docteur Nazih Bizri — député modéré entre tous — a souligné devant le président Amine Gemayel, venu à Saïda dimanche dans un de ces gestes bien inspirés dont il a le secret. « Vous devez être convaincu, lui a-t-il dit, qu'une résistance forte vous renforce. (...) L'armée doit être à l'image de la résistance ».

Le président Gemayel, à d'ailleurs, rendu hommage aux combattants de l'ombre. « La noble résistance nationale libanaise, a-t-il dit, a élevé la dignité libanaise et a redonné courage au peuple du Liban. (...) Nous promettons aux habitants du Sud et aux Libanais que le sang versé sur le sol béni du Sud sera une plate-forme pour la poursuite du processus de libération, de réunification et de reconstruction du Liban ». Ce qui témoigne de l'évolution des mentalités au sein des chrétiens, maintenant convaincus de la nécessité de la lutte contre Israël et, en tout cas, admiratifs à l'égard de ceux qui la mènent.

La guerre du Liban a commencé, au Sud, elle se terminera au Sud.

● **Un ancien responsable palestinien expulsé de Cisjordanie.** — Israël a expulsé, dimanche 17 février, vers le Liban, un ancien responsable palestinien, Abdel Aziz Chahin, mettant ainsi fin à un moratoire de cinq ans sur l'expulsion des Arabes originaires de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Un porte-parole du ministère de la Défense a déclaré qu'Abdel Aziz Chahin, autrefois responsable du Fatah à Hébron (Cisjordanie), avait cherché à troubler l'ordre public dans les territoires occupés et en Israël même. La Cour suprême israélienne a rejeté un appel contre son expulsion, a-t-il ajouté. — (Reuters).

● **Le patriarche melkite à Paris.** — Sa Béatitude Maximos V Hakin, chef spirituel de l'Eglise melkite (appelée aussi grecque-catholique, rite byzantin uni à Rome), qui compte environ un million de fidèles au Proche-Orient, notamment au Liban, a commencé, dimanche 17 février, à Paris, une tournée à l'étranger. Il devait s'entretenir, ce lundi, avec M. Dumas, ministre des relations extérieures. Il sera reçu, mardi, par M. Mitterrand.

estime-t-on de longue date à Beyrouth. Certains ont cru que l'on touchait au but après l'invasion israélienne de 1982 et l'entrée en scène de l'Occident et de sa force multinationale. Leur désillusion n'en fut que plus amère. Est-ce cette fois le début de la fin ?

Ainsi que le souligne l'éditorialiste de *Al-Nahar*, ce n'est pas parce que la première journée après le retrait israélien et même la seconde se sont déroulées le mieux du monde à Saïda que tout est joué. Les causes de troubles subsistent, et chacun regarde ici avec inquiétude du côté des Israéliens, estimant que ceux-ci ont trop annoncé chaos et massacres intercommunautaires après leur retrait sans assister impassibles à l'événement contraire.

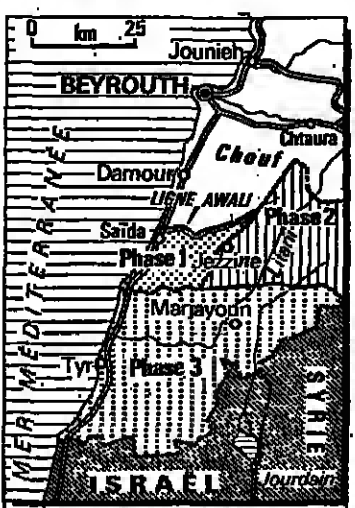
Aussi, les autorités libanaises et les forces agissantes sur place s'emploient-elles à désamorcer les causes potentielles de troubles. « Nous essayons de ne pas tomber dans les mêmes erreurs qu'auparavant, en ne laissant rien au hasard, nous appliquant à garder la situation constamment sous contrôle », nous a déclaré le docteur Bizri. La sécurité de Saïda et de ses environs ne procède finalement ni des milices des uns et des autres ni même de l'armée ou de la police, mais de la bonne entente entre la population de toutes les communautés.

Les conflits virtuels sont connus. Ce sont, pour l'essentiel, un prolongement local de la confrontation générale entre chrétiens et musulmans du Liban. La cohabitation latente sunnito-chiite pour l'exercice du pouvoir dans les régions à dominante musulmane, la présence palestinienne. Les dirigeants de Saïda sont convaincus de pouvoir en venir à bout, sans autres troubles que la liquidation des « collaborateurs » qu'ils préfèrent appeler « agents d'Israël ».

« Ceux qui ont du sang sur les mains doivent partir. Le plupart ont d'ailleurs quitté Saïda dans les jours de l'armée israélienne, les autres ont encore une chance de disparaître, sinon, ils seront liquidés », nous a déclaré à ce sujet le docteur Bizri, en refusant cependant de

confirmer l'existence de trois d'entre eux la nuit précédente. Confirmation qui nous a été donnée par un autre notable de Saïda, en précisant que l'un d'eux est le « tristement célèbre » Mohamed Habihi dit « Captain Habihi ». « Israël avait une certaine d'agents à Saïda, autour de Habihi et d'Abou Arida. Presque tous des musulmans, voyous ou criminels, exécuteurs naguères des basses œuvres des Palestiniens, passés aux Israéliens pour la même bennighe. Ils ont assassiné près de soixante-quinze personnes à Saïda, et il serait impensable qu'ils demeurent parmi nous, impunis ».

Et les miliciens chrétiens des forces libanaises ? Ceux qui sont étrangers à la région ont été discrètement et progressivement retirés au cours des derniers mois, selon le témoignage des musulmans de



Conformément au plan d'évacuation par étapes du sud du Liban, rendu public à Jérusalem le 14 janvier 1985, la première phase de retrait devait se terminer le 18 février. Aucune date n'a été fixée officiellement en ce qui concerne les deux autres phases. Mais le général Ori Orr, commandant des troupes israéliennes du sud du Liban, a estimé que la deuxième phase du retrait israélien commencerait à la fin du mois d'avril et que l'ensemble de la population sera terminée en septembre.

Saïda. Les autochtones, car Saïda est entourée et surplombée d'un chalet de villages chrétiens, ont, encore plus discrètement, abandonné leurs uniformes et rangé leurs armes.

Point final de cette reconversion feutrée : les forces libanaises ont vidé samedi leur bureau d'Abra, localité chrétienne de la banlieue de Saïda, sans officiellement le fermer. Ayant arrêté un Palestinien qui leur semblait suspect, les (ex) miliciens chrétiens l'ont remis à l'armée au lieu de le garder prisonnier. Le docteur Bizri confirme que le président Gemayel et le chef des forces libanaises, M. Abounader, ont pris l'engagement de fermer les permanences armées relevant d'eux. Ce qui n'exclut pas un sentiment de peur chez les chrétiens de la zone évacuée.

Pour couper court à toute possibilité de contre-évacuations de la part des Palestiniens, les chefs locaux des deux camps de Saïda — Afn Heloueh et Myeh Myeh — ont été convoqués par les notables de Saïda il y a quatre jours et forcés de prendre l'engagement qu'il n'y aurait pas de vengeance, l'exécution des « éléments incontrôlés » chère aux Palestiniens étant refusée a priori.

Des manifestants ayant récemment arboré le portrait du chef de l'O.L.P. M. Yasser Arafat, dans les rues de Saïda, ont été châtés. Un des participants nous a même assuré que les Palestiniens se sont engagés à se conformer aux « décisions de Saïda », fussent-elles contraires aux instructions de l'O.L.P. Les chutes du Sud sont catégoriques : si les Palestiniens s'aventurent à rouvrir un bureau à Saïda, il sera brûlé dans l'heure. « Et par nous », aurait fait savoir Afn à la population de Saïda.

M. Yasser Arafat a, c'est ici notoire, tenté de reprendre pied au Liban en faisant alliance avec les sunnites de Saïda. Tout bien pesé, ceux-ci ont refusé, malgré leur crainte du flux chiite, pour éviter toute possibilité de reconstitution d'un quelconque pouvoir palestinien dans leur ville.

LUCIEN GEORGE.

Saïda en fête

(Suite de la première page.)

Le premier ministre, M. Shimon Pérès aurait, dit-on, décidé de hâter le mouvement il y a une semaine après que la mort de quatre soldats en l'espace de vingt-quatre heures eut rappelé à tous le caractère plus que jamais désastreux des sacrifices désormais consentis par Tshahal au Liban.

Samedi vers 6 heures, le dernier contingent de l'unité Golani qui campait sur les hauteurs de Saïda, la fameuse « Tel Khara » (en hébreu, la « colline de la mort ») reçut l'ordre de plier bagages en deux heures. Les hommes mirent du cœur à l'ouvrage car une heure plus tard, ils étaient prêts au départ.

Sur les cols proches de Jezzine, les bulldozers chassaient la neige, tandis que le gouvernement israélien informait de sa décision l'ambassade américaine à Tel-Aviv et les autorités de Beyrouth par l'entremise du quartier général de la Force des Nations unies au Liban du Sud (F.L.N.U.). A 11 h 07 (heure locale), les soldats israéliens dirent adieu à Saïda.

Kfar-Falouh, à l'heure du déjeuner. Peu après le passage du convoi, arrivent dans deux Range-Rover, le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, le général Moshe Lévy, chef d'Etat-major, et le général Ori Orr, commandant de la « région nord » et responsable à ce titre des opérations au Liban. Habillé en civil, M. Rabin affirme, d'une voix enrouée, qu'Israéliens et Libanais ont « coopéré à l'échelon local afin d'éviter un bain de sang ». Deux hélicoptères Skyhawk viennent de passer dans le ciel. Un peu plus tôt, ils jetaient sur Saïda des milliers de tracts signés du général Orr et mettant en garde la population contre tout regain de « terrorisme anti-Israélien ».

Le ministre de la Défense éclate de rire en rappelant à un journaliste, à propos de la violation du repos sabbatique, sa mésaventure de 1977. Il avait alors, en tant que premier ministre, commis la fatale erreur d'accueillir sur une base militaire une escadrille d'avions F-15 quelques minutes après le début de sabbat. Les portes religieuses, en mal de rébellion, saisirent ce prétexte pour renverser son gouvernement. La crise ouvrit la route du pouvoir au Likoud.

« Cette fois, note M. Rabin, notre décision est conforme à la loi religieuse ». Celle-ci accepte en effet une transgression de la trêve sabbatique, lorsque sont en jeu « la vie ou la mort ». N'est-ce pas le cas au Liban ? Plusieurs ministres religieux ont néanmoins protesté, dimanche, plutôt pour la forme, au cours du conseil hebdomadaire contre le « sacrilège » commis.

A 2 kilomètres de Kfar-Falouh, la pancarte qui signalait en hébreu la présence d'un camp militaire, démonté quelques jours plus tôt, est déjà recouverte de peinture noire. L'endroit s'appelle Masbaka. Cette ancienne base n'est plus qu'un vaste terrain plein où les blindés marquent une pause. Plusieurs soldats, dont un juif éthiopien, font la queue devant deux téléphones de campagne.

Le sergent Shavit Snir n'a que vingt ans et sert au Liban depuis dix semaines. Il vient de parler avec son père, qui habite le kibboutz Bet-Hashita, en Galilée, et lui a appris la mort la veille au pays du Cédre d'un de ses meilleurs amis, tué en manipulant une mine. Pendant son séjour au Liban, Shavit a déjà essuyé trois attaques. Commentaire : « Je suis trop jeune pour crever ici ! ».

Une ligne de repli inconfortable

La première phase du retrait israélien du Liban s'est achevée ce week-end sans incident notable. Et maintenant ? L'armée israélienne ne contrôle plus que 2 300 kilomètres carrés, soit 22 % du territoire libanais (un lieu de 2 800 kilomètres carrés) où vivent environ 400 000 personnes réparties ainsi : 230 000 chiites, 70 000 chrétiens, 40 000 Palestiniens et 30 000 druzes. La première étape du repli n'a entraîné aucune réduction spectaculaire des effectifs mobilisés au Liban. Trois cents soldats seulement restaient dans la zone évacuée samedi.

Il est trop tôt pour savoir quand s'achèvera la deuxième phase du repli. « Dans trois mois », selon le général Lévy. « Dans dix à douze semaines », selon le général Orr. C'est un ordre de grandeur. Une chose est sûre : le temps travaille contre les Israéliens, qui ont donc intérêt à accélérer les choses.

Israël s'attend, pour de nombreuses raisons, à une recrudescence des attaques contre son armée. Les adversaires de Tshahal vivent pour la plupart dans les zones restées sous son contrôle, où courent lieu jusqu'ici deux attaques sur trois. « La région est infestée de terroristes », reconnaît samedi M. Rabin. Les divers groupes libanais présents dans le sud ont intérêt à une telle escalade.

La nouvelle ligne, qui commence à l'embouchure de la rivière Litani, est inconfortable. Pour la première fois, les soldats stationneront, sans défenses fixes, au milieu d'une région chiite très hostile. Aucun obstacle naturel n'empêchera plus les infiltrations. La capture de combattants sera beaucoup plus difficile dans une région rocailleuse propice aux attentats.

« Nous protégerons au mieux la vie de nos soldats », assure M. Rabin. Comment ? En multipliant les opérations surprises, les contrôles routiers, les patrouilles à pied, en limitant au minimum le trafic automobile, en stoppant la circulation du nord au sud. Assurément, pour les soldats israéliens restés au Liban, les mois qui viennent ne s'annoncent pas roses.

« Et quand tout sera fini, observe amèrement Al-Hamishmar, journal du Mapam (opposition de gauche), il y aura ni albums de photos ni chansons héroïques, mais seulement le silence pesant d'une nation faisant son examen de conscience en se demandant comment elle a pu abandonner son destit d'es vengeur ».

J.-P. LANGELLIER.

A LA VEILLE DES CONVERSATIONS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES DE VIENNE

Un rapprochement se précise entre Washington et Damas

De notre correspondant

Washington. — Les deux journées de conversations soviéto-américaines sur le Proche-Orient qui doivent s'ouvrir le mardi 19 février à Vienne ont été précédées de gestes de bonne volonté entre les États-Unis et la Syrie. Cette détente dans les relations entre deux pays qui étaient, il y a à peine plus d'un an, au bord d'un affrontement militaire direct au Liban ajoute un nouvel élément — de taille, car il n'est pas de règlement régional possible sans l'aval de Damas — au rapprochement en cours de la donne proche-orientale.

Le premier signe de cette amélioration des rapports américano-syriens est venu de Washington lorsque le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a réaffirmé, le mercredi 13 février, que l'application de la résolution 242 de l'ONU, qui appelle à la restitution des territoires occupés par Israël en échange de sa reconnaissance par les pays arabes, devait aux yeux des États-Unis concerner non seulement la Cisjordanie mais aussi les hauteurs du Golan.

Il s'agit là d'une position connue de Washington, qui avait condamné l'annexion du Golan par Israël en décembre 1981. Mais sa confirmation deux jours après que M. Arafat et le roi Hussein se farent mis d'accord avec l'appui de l'Égypte et de l'Arabie saoudite pour œuvrer ensemble dans l'esprit de cette

déclaration, a été sans délai transféré à Damas et remis à l'ambassade américaine.

Loïn de s'interroger publiquement sur le rôle de la Syrie dans cette affaire, le département d'Etat l'a qualifié de « positif ». Samedi soir, M. Reagan lui-même appelait le président Assad au téléphone pour le féliciter de sa réflexion il y a une semaine à la tête de l'État syrien, le remerciait de l'apport de son pays à la libération de M. Levin et exprimait l'espoir que de semblables efforts permettront celle des quatre autres ressortissants américains qui seraient entre les mains des mêmes mystérieux terroristes ayant revendiqué l'attentat commis en 1983 contre les « marines » à Beyrouth.

A la veille des conversations soviéto-américaines, dont Washington s'efforce à affirmer qu'elles n'iront pas au-delà d'un simple échange de vues, les choses ont donc beaucoup plus bougé qu'on ne veut bien le dire. Outre l'ébauche d'un front formé par M. Arafat avec les capitales arabes pro-américaines en faveur d'un début d'ouverture vers Israël, une amorce de rapprochement américano-syrien s'esquisse et s'ajoute aux possibilités que le dirigeant palestinien et le roi Hussein ont offertes à l'URSS en demandant la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Mais l'essentiel est que M. Levin, ayant trouvé refuge auprès de l'armée syrienne présente dans la plaine de la Bekaa, n'a été

détenu, a été sans délai transféré à Damas et remis à l'ambassade américaine.

Loïn de s'interroger publiquement sur le rôle de la Syrie dans cette affaire, le département d'Etat l'a qualifié de « positif ». Samedi soir, M. Reagan lui-même appelait le président Assad au téléphone pour le féliciter de sa réflexion il y a une semaine à la tête de l'État syrien, le remerciait de l'apport de son pays à la libération de M. Levin et exprimait l'espoir que de semblables efforts permettront celle des quatre autres ressortissants américains qui seraient entre les mains des mêmes mystérieux terroristes ayant revendiqué l'attentat commis en 1983 contre les « marines » à Beyrouth.

A la veille des conversations soviéto-américaines, dont Washington s'efforce à affirmer qu'elles n'iront pas au-delà d'un simple échange de vues, les choses ont donc beaucoup plus bougé qu'on ne veut bien le dire. Outre l'ébauche d'un front formé par M. Arafat avec les capitales arabes pro-américaines en faveur d'un début d'ouverture vers Israël, une amorce de rapprochement américano-syrien s'esquisse et s'ajoute aux possibilités que le dirigeant palestinien et le roi Hussein ont offertes à l'URSS en demandant la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

BERNARD GUETTA.

Los Angeles, San Francisco, San Diego 5.590 F.

La Côte Ouest c'est à côté.

Vois quotidiens de Paris CDG1 pour une de ces 3 destinations au choix. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des États-Unis.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif Loisir a/r-14-50 jours. Prix valable jusqu'au 31 mars.

ASIE

LA GUERRE DU CAMBODGE

La chute de Phnom-Malai est pour le Vietnam une victoire plus politique que militaire

nous déclare le prince Sihanouk

Après avoir occupé, la semaine dernière, le quartier général des Khmers rouges à Phnom-Malai, à proximité de la frontière thaïlandaise, les forces vietnamiennes ont entrepris des opérations contre les repaires de leurs adversaires dans la chaîne des Cardamones (Sud-Ouest cambodgien).

Bangkok. - La prise, par les troupes vietnamiennes, de la zone de Phnom-Malai représente pour Hanoï une incontestable victoire politique, estime le prince Sihanouk. « Venant après la chute de la plupart des camps frontaliers du Front national de libération du peuple khmer, les récents succès vietnamiens peuvent facilement donner l'impression au monde que la résistance est bel et bien liquidée », nous dit-il. En revanche, sur le plan militaire, le prince, qui nous a reçu samedi dans la résidence qu'il occupe à une centaine de kilomètres de Bangkok, estime que « rien n'est dit ».

La plupart des observateurs sont en effet d'accord pour penser que les pertes subies par les Khmers rouges au cours de cette offensive, qui a duré plus d'un mois, sont relativement légères et que les quelques milliers de soldats présents à Phnom-Malai ont réussi à se disperser à l'intérieur du pays.

Le prince n'a relevé que la Chine allait prochainement effectuer une nouvelle livraison d'armes aux nationalistes cambodgiens. Commentant la récente déclaration des

En Thaïlande, l'armée a commencé, le dimanche 17 février, à déplacer vers l'intérieur du pays quelque quarante mille civils cambodgiens qui ont fui les combats de ces derniers jours.

Sur la frontière sino-vietnamienne, quatorze civils vietnamiens ont été tués par des obus

Correspondance

ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (1), qui, réunis la semaine dernière dans la capitale thaïlandaise, avaient prié les Etats-Unis de fournir, eux aussi, des armes à la résistance non communiste, le prince Sihanouk nous a dit : « J'ai l'impression que le président Reagan n'y est pas opposé ; il suffit de voir ce qui se passe en Amérique latine. Mais il est clair que le Congrès est actuellement en retard d'engagement de type militaire en Asie du Sud-Est. Pour ce qui est des forces de l'Armée nationale sihanoukiste (ANS), nous n'avons du reste pas besoin d'armes supplémentaires ».

Selon le prince, l'ANS compterait aujourd'hui quelque dix mille hommes armés. Deux ou trois mille autres seraient à l'entraînement, « et nous disposons déjà d'armes en quantité suffisante pour les équiper ». Tout comme M. Son Sann, (FNLK, Front national de libération du peuple khmer), le prince Sihanouk a vivement encouragé ses hommes à se comporter en

guérilleros. « Ce sont, du reste, les Vietnamiens eux-mêmes qui nous obligent à adopter ce genre de tactique ».

« Ce que nous devons faire, c'est mettre sur pied des petites bases, ne plus répéter l'erreur de concentrer nos soldats dans ces grands camps frontaliers qui ne demandent qu'à être attaqués... et détruits. Les Vietnamiens ne peuvent être partout au Cambodge. Il y a de vastes zones où ils ne pénètrent pratiquement pas. C'est là que nous devons nous installer. Dans la jungle, dans les forêts, dans les montagnes », dit-il.

C'est, en fait, déjà le cas de l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique (ANKD), qui a récemment déplacé son quartier général dans les Cardamones et qui dispose d'un réseau de bases et de caches jusque dans les provinces limitrophes du Vietnam. Des éléments des 4^e, 330^e et 339^e divisions de l'armée populaire du Vietnam font d'ailleurs mouvement vers les Cardamones.

chinois les 15 et 16 février, a affirmé, samedi, l'agence vietnamienne de presse VNA. Mais rien n'indique qu'une offensive chinoise soit en préparation à Kuning, quartier général de la région militaire sud-ouest, selon un envoyé spécial de l'AFP.

Seules jusqu'à présent les bases sihanoukistes n'ont pas été attaquées. « En bonne logique, elles devraient l'être tôt ou tard », commente le prince. « Mais on pourrait aussi concevoir que, pour des raisons politiques, le Vietnam s'abstienne ».

Peut-être pour laisser la porte ouverte à d'éventuelles négociations, peut-être simplement pour jeter la suspicion dans les rangs de la résistance nationaliste. Plusieurs personnalités du PLNPK m'accusent d'avoir conclu un accord secret avec Hanoï. C'est absolument faux. Je vous jure que je n'ai rencontré ni les Vietnamiens ni M. Hun Sen lors de mon passage à Paris en décembre dernier », nous a-t-il déclaré, en ajoutant : « Je ne puis tout de même pas priver le Vietnam d'attaquer les sihanoukistes simplement pour prouver ma bonne foi ».

JACQUES BEKAERT.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

Discrétion à Pékin

De notre correspondant

Pékin. - La Chine a réagi avec la plus grande modération apparente et avec discrétion à la chute de la base khmère de Phnom-Malai, à la frontière khmère-thaïlandaise. Pékin savait déjà depuis plusieurs jours que les Khmers rouges avaient décidé d'abandonner la base sans combattre et de se replier ailleurs au Cambodge. Les Chinois avaient également vu Maseon venir demandé très fermement à son allié vietnamien d'éviter toute violation massive de la frontière thaïlandaise. C'est donc par un petit encadré à la « une » du *Quotidien du peuple* que la nouvelle a été annoncée.

Pékin a beau dire que cette retraite en bon ordre constitue une défaite pour Hanoï, qui n'a pas réussi à anéantir la résistance, il ne s'agit pas moins d'un sévère revers pour la Chine. Ses protégés khmers rouges ont été, une fois de plus, incapables de faire face à une puissance de feu massive vietnamienne. Mais, lors de la guerre contre le régime Lon-Nol, soutenu par l'aviation américaine, les Khmers rouges avaient fait preuve d'une toute autre agilité. Ce ne sont pas les opérations de commandos à l'intérieur du pays qui ont changé l'équilibre des forces ; elles s'ont, d'ailleurs, guère gêné l'offensive vietnamienne.

La Chine a aussi montré qu'elle n'était pas capable, contrairement à ses déclarations, de venir en aide à son allié thaïlandais menacé par la présence massive de troupes vietnamiennes à sa frontière. Les violents bombardements et les coups d'épée donnés le long de la frontière sino-vietnamienne par l'armée chinoise, s'ils irritent Hanoï, ne sont toujours pas en mesure de faire céder des dirigeants endurcis par cinquante années de combats.

Il faut donc, pour le moment, se contenter de déclarations de circonstance. Le *Quotidien du peuple* affirme ainsi que l'offensive vietnamienne est un « combat désespéré et vain » à l'issue. Il minimise l'impact causé par la perte de plusieurs camps. Le *China Daily* titre ce lundi à la « une » que « la guérilla khmère attaque les Vietnamiens sur leurs arrières ». Les Chinois espèrent que cet échec de la résistance la convaincre enfin de s'implanter davantage à l'intérieur du Cambodge.

A la veille des congrès de la Fête du printemps - le Noeuv An chinois, le 20 février - on ne croit guère à l'imminence d'une « seconde leçon » chinoise, car les dirigeants de Pékin souhaitent que cette fête soit le symbole de la prospérité retrouvée. L'effet de surprise ne doit cependant pas être exclu.

Ensuite, toutes les options restent ouvertes. Le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, s'est rendu à la frontière vietnamienne la semaine dernière, alors que les combats faisaient rage au Cambodge. « C'est une politique importante de la Chine que de repousser la menace causée par les autorités vietnamiennes contre la sécurité de ses régions frontalières et de sauvegarder la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. A aucun moment nous ne fléchirons », a-t-il déclaré à cette occasion.

Pour le moment, les deux armées se préparent à passer le réveil sur le pied de guerre, tandis que les stratèges chinois ruminent ce problème : comment infliger à coup sûr et sans trop de pertes, à une armée mieux équipée et plus aguerrie, une « seconde leçon » plus efficace que la première ?

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

COUP DE THÉÂTRE AU PROCÈS DE NEW-YORK

Le général Westmoreland retire sa plainte en diffamation contre la chaîne CBS

Coup de théâtre dans le procès qui opposait depuis le 9 octobre dernier devant un tribunal de New-York le général Westmoreland à la chaîne de télévision CBS : à la suite d'un accord entre les deux parties, CBS a annoncé, dimanche 17 février, que l'ancien commandant en chef des forces américaines au Vietnam (1964-1968) retirait sa plainte en diffamation.

Les dirigeants de la chaîne CBS devaient apporter des précisions sur cet épilogue au cours d'une conférence de presse, lundi. Selon des informations publiées par le *New*

York Times et la chaîne de télévision CNN, le général reconnaît à sa demande de dommages intérêts d'un montant de 120 millions de dollars et CBS, pour sa part, ne désavouerait pas les auteurs du documentaire de quatre-vingt-dix minutes, diffusé en 1982 sous le titre : « Les ennemis non recensés : tromperie au Vietnam » et qui avait été à l'origine de l'action de M. Westmoreland. Les deux parties reconnaissent que le procès s'est déroulé, jusqu'à la date de son interruption, dans des conditions correctes.

L'abandon de sa plainte par le général Westmoreland apparaît clairement comme une victoire de CBS tant sur le plan moral que sur le fond du dossier. L'ancien commandant américain au Vietnam avait, en effet, justifié sa démarche devant le tribunal en déclarant qu'il s'était senti « humilié » par les accusations des auteurs du documentaire d'avoir délibérément sous-estimé la force réelle des effectifs vietcongs engagés face aux GI's pendant la guerre du Vietnam (le *Monde* des 9 octobre et 21 novembre 1984). Or plusieurs témoignages-clés d'anciens officiers de renseignements américains, ayant agi sous les ordres du général Westmoreland, ont, au cours des deux dernières semaines, conforté la thèse défendue par CBS.

En particulier, les déclarations faites, le 6 février, par le général Joseph McCristian, ancien chef des services de renseignement à Saigon pendant la période incriminée, aujourd'hui à la retraite, ont porté un coup sévère à la défense de son ancien patron.

Devant le tribunal, le témoin a affirmé avoir présenté au général Westmoreland, en mai 1977, un rapport lui proposant de quasiment doubler les estimations de troupes ennemies, les faisant ainsi passer de 300 000 à près de 600 000. Le commandant en chef américain, après avoir pris connaissance du document, aurait déclaré à son subordonné : « Si j'envoyais ce télégramme à Washington, cela provoquerait une bombe politique ».

A la suite de ce témoignage et de ceux de deux autres importants officiers de renseignement, la semaine dernière, allant dans le même sens, les avocats de M. Westmoreland auraient conseillé à leur client d'arrêter ses poursuites, ses chances de succès étant désormais considérablement réduites.

M. L.

A TRAVERS LE MONDE

Inde

● LA TRAGÉDIE DE BHOPAL. - Près de 25 % des bébés nés de mères qui avaient été exposées aux fuites de gaz toxiques de l'usine de l'Union Carbide, à Bhopal, sont morts peu après leur naissance, a rapporté, dimanche 17 février, le *Hindustan Times*. D'autre part, le docteur Iswar Das, membre du gouvernement du Madhya Pradesh, a accusé le groupe américain de ne pas vouloir transmettre certaines informations nécessaires au traitement des victimes de la catastrophe de décembre dernier. Enfin, sur place, plus de mille personnes ont manifesté, samedi, pour obtenir la fermeture de l'usine. - (AFP, AP.)

République sud-africaine

● POURSUITES ABANDONNÉES CONTRE Mgr HURLEY. - Les autorités de Pretoria ont renoncé à poursuivre Mgr Denis Hurley, soixante-neuf ans, prêtre de l'Eglise catholique sud-africain, qui était accusé d'avoir fausement accusé la police de brutalités, il y a deux ans, au cours d'une conférence de presse. Mgr Hurley, une personnalité de la lutte anti-apartheid, avait dit qu'il se félicitait de son procès car « beaucoup de vérités chères y seront révélées ». Selon le procureur régional, une enquête a établi que les accusations reposaient sur des oui-dire et le parquet a décidé de ne pas poursuivre l'affaire. - (AP.)

AVANT LES ÉLECTIONS DU 31 MARS AU SALVADOR

L'alliance de la droite avec l'extrême droite met le président Duarte en position difficile

De notre envoyé spécial

San-José-de-Costa-Rica. - L'ARENA, la formation d'extrême droite salvadorienne durement touchée par la victoire de Jose-Napoleon Duarte à l'élection présidentielle de mai 1984, a retrouvé tout son punch. Elle dénonce haut et fort la « trahison » de Duarte qui a engagé en octobre un dialogue avec la guérilla et a suscité de « faux espoirs de paix ». Le chef de l'ARENA, le major Roberto d'Abasquon poursuit, avec succès, sa tournée des popotes pour encourager des militaires, déjà réticents, à ne plus soutenir la politique de pacification par la négociation engagée par le président. Des groupuscules, encore plus à droite que l'ARENA, lancent carrément des appels « à la dissolution des partis par l'armée ».

Sur le terrain, l'armée est une nouvelle fois repartie à l'assaut des positions tenues par les insurgés du Front Farabundo-Martí. Plus que

janvier, il apparaît que la mort, juste après la rencontre de La Palma, entre M. Duarte et la guérilla, du lieutenant-colonel Domingo Monterrosa, a fait pencher la balance du côté des adversaires du dialogue. C'est le colonel Ochoa, commandant en chef des opérations dans le Nord du pays, qui a maintenant la vedette. Ses unités d'élite ont saisi symboliquement réoccupé La Palma, où la guérilla se déplaçait à peu près librement.

Dans le Chalatenango, l'un des fiefs des insurgés, la population civile est de nouveau prise entre deux feux et le colonel Ochoa accélère la formation de groupes d'« autodéfense civile » sur le modèle de ceux qui, au Guatemala, servent de « tampons » entre les forces armées et la guérilla.

Relance des opérations militaires, assorties d'un programme d'action « psychologique », escalade de la violence politique dans les villes et les campagnes : les Escadrons de la mort ont recommencé leurs actions punitives après une période de relative discrétion. Selon les services juridiques de l'archevêché de San-Salvador, le nombre des victimes de la violence politique a doublé de décembre à janvier. L'approche des élections législatives, d'abord fixées au 17 mars puis reportées au 31 mars, s'est ajoutée à cette recrudescence de meurtres politiques. Des fonctionnaires du gouvernement, des partisans de la démocratie chrétienne, des dirigeants syndicaux, mais également des notables de l'ARENA ont été froidement assassinés ces dernières semaines par des tueurs à gages.

Coup dur pour M. Duarte qui doit absolument remporter ces élections s'il veut avoir quelque chance de poursuivre son programme de « lutte contre la violence de tous bords » et de « pacification » du pays : l'ARENA et le Parti de conciliation nationale (PCN) de « Chachi » Guerrero (qui s'était rapproché du dirigeant démocrate-chrétien après sa victoire de mai 1984) ont décidé d'aller ensemble à la bataille électorale de mars. Il s'agit d'éviter les soixante députés de la nouvelle Assemblée ainsi que les deux cent trente et un maires. L'alliance avec l'extrême droite ruine à peu près certainement les espoirs de la démocratie chrétienne de conquérir la majorité.

L'actuelle Assemblée nationale est dominée par la droite et l'extrême droite. La prochaine risque de l'être encore davantage puisque la Cour suprême - en majorité hostile au président - a rejeté le veto que ce dernier avait opposé à la loi martiale. Les nouvelles dispositions favorisent les adversaires regroupés de la démocratie chrétienne.

Huit mois après son élection triomphale à la présidence - et quatre mois seulement après la rencontre de La Palma - M. Duarte doit constater avec amertume que sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Les critiques fusent de toutes parts, dans la classe politique, dans les milieux d'affaires. Les réserves de l'armée à l'égard d'une véritable négociation avec le Front Farabundo-Martí (qu'elle espère maintenant vaincre sur le terrain grâce à une assistance militaire américaine plus importante et plus sophistiquée) sont de plus en plus

fortes. Surtout, l'Eglise, qui a joué le rôle difficile du médiateur au cours des deux premières rencontres entre les autorités et les représentants de la guérilla, s'est vue à réclamer une relance du dialogue. « C'est le seul chemin qui mène à la paix », affirme Mgr Rivera y Damas, archevêque de San-Salvador.

La rencontre de La Palma était spectaculaire et symbolique. Mais le fond n'avait pas été réellement abordé, le programme de règlement politique « maximaliste » présenté par la guérilla à la seconde rencontre - celle d'Aguaquero en novembre - a fait l'effet d'une douche froide sur les conseillers de M. Duarte, eux-mêmes peu enclins à proposer une troisième rencontre avant les élections du 31 mars. « Dans le contexte actuel, disent-ils, ce serait du suicide. » Mais ils n'excluent pas une initiative du président pour tenter de reprendre un avantage, si faible soit-il, avant l'échéance de mars.

MARCEL NIEDERGAANG.

Au CREA
18, rue de l'Arche, 75008 PARIS
Tél. : 266-42-83
ARABE LITTÉRAIRE MODERNE :
- Session extensive (nouveau) du 20 février au 30 juin 1985.
- Session intensive (pour débutants) 300 h réparties par l'état de 10 semaines à compter du 25 février, 11 mars, 13 mai 1985.
ANGLAIS : Sessions intensives 240 h réparties par l'état (très bonnes bases requises) durant 11 semaines à compter du 25 février ou du 6 mai 1985.

Barnett
Chémisier Habilleur
19, AV. VICTOR-HUGO 16^e
OFFRE EXCEPTIONNELLE
"ENTRÉE DE SAISON"
COSTUME PURE LAINE
SUR MESURE
1980 F
Cadeau aux lecteurs
9 h 30 à 19 h - Tél. 501.66.39

150 من الاموال

150 من الدار

ASIE

L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE ET LE COMMERCE FRANCO-INDIEN

15 milliards de francs de contrats en balance

De notre correspondant

Il est prévu pour 15 milliards de francs, voilà en gros ce que la découverte des activités clandestines du colonel Alain Bolley pourrait coûter dans un premier temps à l'industrie française, civile et militaire en Inde.

Une somme dont le paiement s'échelonnait bien entendu sur plusieurs années et qui représentait cinq fois la valeur des ventes françaises à l'Inde en 1984.

New-Delhi. - Ces huit contrats, qui sont à des stades plus ou moins avancés de discussions, devaient être conclus avec la France d'ici quelques semaines, ou quelques mois. Les délais indiens ne sont jamais très précis et les « urgences » souvent très relatives.

Ainsi il y a six ans que l'armée indienne réclame à cor et à cri des canons tractés de 155 millimètres ; un contrat fabuleux (400 pièces) d'environ 10 milliards de francs, pour lequel la fabrique d'armement de Bourges (FABE) dans le cadre du Groupement industriel de l'armement terrestre (GIAT) est, en fait, particulièrement bien placée. Les Autrichiens, les Suédois et le Royaume-Uni (en association avec l'Italie et l'Allemagne de l'Ouest) offrent un canon similaire, mais, selon le patron de l'artillerie indienne lui-même, le général J.-R. Malhotra, « l'engin français est le meilleur ».

Cette constatation, qui faisait suite à des rumeurs persistantes et des fuites habilement répandues dans la presse, selon lesquelles le canon autrichien avait la faveur des grands « décideurs » politiques indiens - à défaut de celle des militaires - date du 12 janvier 1985. La tournure d'espionnage, qui devait provoquer la « mutation » à Paris de l'ambassadeur de France en

Inde, commença de souffler sur la capitale deux semaines plus tard. Depuis, on dit que les Britanniques, qui semblaient hors course, sont revenus très forts et talonnent les Autrichiens.

Autres contrats sur lesquels Français et Britanniques s'affrontent : la livraison de systèmes de lance-missiles pour équiper dix ou vingt appareils Dornier (ouest-allemands) parmi les cent cinquante qui sont en préparation d'assemblage en Inde. Thomson offre un radar de guidage, l'Aérospatiale le missile AS 15 TT. Montant du contrat : 200 millions de francs, avec à la clé l'espoir d'équiper d'autres avions. « Les besoins de l'armée de l'air indienne sont énormes », affirme un spécialiste.

Les hélicoptères Dauphin

L'Inde a acheté, en 1983, quarante Mirage 2000 - les deux premiers seront livrés incessamment, - mais l'offre d'en assembler une centaine de plus localement a été déclinée. Reste que Delhi songe ou songeait à acquérir une dizaine d'appareils supplémentaires de manière à parer toute défaillance des quarante premiers. Des conversations étaient en cours à ce sujet avec Dassault ; elles sont, dit-on, revenues au point mort.

Voilà pour les contrats militaires. Du côté des affaires civiles, l'acquisition par Indian Airlines d'un demi-douzaine d'Airbus (pour 2,5 milliards de francs, dont 40 % pour la part française) est ou était en bonne voie. Mais le contrat définitif n'est pas encore signé car le montage du financement n'est pas terminé. Affaire à suivre.

L'Aérospatiale, qui fut bien placée pour vendre vingt-sept hélicoptères Dauphin à l'Office indien des pétroles (pour 500 millions de francs environ), ne sait plus très bien non plus si l'affaire sera ou non conclue. Les Britanniques, qui offrent un appareil à la fois plus cher et nettement moins performant, auraient repris confiance : à échéance de quelques années, c'est un marché potentiel d'au moins deux cents appareils qui est en jeu.

L'affaire Bull, qui concerne la fabrication en Inde, sous licence française, de gros ordinateurs (pour 200 à 250 millions de francs), devait ou devrait sortir d'ici quelques jours. De même la fourniture à la Compagnie nationale productrice d'électricité (DESU) de six turbines à gaz par le groupe Alsthom pour environ 300 millions de francs. Et le même groupe, par l'entremise de la CGCE Alsthom, était ou demeure bien placé pour obtenir la part de génie civil dans la construction d'un barrage et d'une centrale au Cachemire (pour 2,5 milliards de francs environ). Idem pour la fourniture, d'ici quelques mois, de chaudières pour la centrale hydro-électrique par Sein Industries, autre filiale du groupe.

Enfin, le contrat d'assistance technique de cinq ans signé par la Compagnie française des pétroles (CFP) avec l'Office pétrolier indien (ONGC) expire le mois prochain. La CFP négocie depuis plusieurs mois sa reconduction pour cinq ans. C'est un contrat qui devrait rapporter autour d'un demi-milliard de francs sur cette période. Comme les Charbonnages de France qui s'apprêtent à signer un accord d'ingénierie avec leur équivalent indien pour la mise en valeur de certaines

mines locales, toutes les sociétés citées plus haut ignorent quel sera leur sort. Certaines, par les conditions exceptionnelles qu'elles offrent à leurs interlocuteurs ou par la qualité supérieure de leurs produits, demeurent confiantes. D'autres sont plus inquiètes et craignent d'avoir à payer non seulement les pots cassés par le colonel Bolley, mais aussi, peut-être, le déséquilibre persistant et grandissant au profit de Paris de la balance des échanges franco-indiens.

Ce déséquilibre s'est encore très fortement aggravé en 1984. La France ayant vendu pour 3,36 milliards de francs (+ 46 % sur l'exercice précédent) de matériels divers, tandis que la valeur des exportations indiennes vers l'Hexagone atteignait moins de 2 milliards (1,98 milliard, soit + 14,5 % seulement). Du coup, pour la première fois, l'Inde est devenue le second marché des produits français en Asie, derrière le Japon, et avant Hongkong. Cette situation gêne les industriels français. Le moins qu'on puisse dire est que l'affaire Bolley tombe politiquement à pic. New-Delhi, ce n'est un secret pour personne, se plaint en effet régulièrement de ne pas parvenir à pénétrer en France, les produits indiens étant souvent inadaptes et trop chers.

Les chiffres de 1984, habilement transmis à la presse, vont permettre aux deux partenaires de justifier d'éventuelles annulations de contrats par des considérations économiques et non pas politiques. A moins d'expliquer la percée des industriels français en Inde par la qualité du travail réalisé par le colonel Bolley.

PATRICE-CLAUDE.

Afghanistan

Deux livres sur l'intervention soviétique

La bibliographie sur l'Afghanistan vient de s'enrichir sous le coup de deux ouvrages, dont le premier est de Michel Boudier (1) et le second de Jean-Christophe Victor (2). Il y a dans le monde francophone un intérêt exceptionnel pour l'Afghanistan et son peuple, de la part d'anciens coopérateurs ou scientifiques, qui ont tous l'expérience de séjours sur place avant et généralement aussi après l'intervention soviétique. Ils suivent l'évolution du conflit et en relèvent les péripéties avec attention (3).

Résumons les études de certains de ces observateurs, le premier livre, *Afghanistan, la colonisation impossible* (4), a pour propos de présenter la réalité afghane et y réussir largement. Le lecteur entrevoit en tout cas le complexe du pays et de sa société, au terme d'une présentation didactique et érudite. Les auteurs n'ont, affirmes-ils, « nul a priori idéologique dans leur regard si ce n'est la volonté de respecter les faits et de les présenter dans toute leur richesse et leur diversité ». Mais ils ne se placent bien entendu pas du point de vue de Kaboul, ni de celui de l'URSS. Leur description, dans l'ensemble, la rigueur d'un travail de chercheur sans les excès d'un essai politique. Et, en fin de compte, le lecteur n'a guère de peine à mesurer pourquoi les Soviétiques n'ont pas la partie facile en Afghanistan.

Cet ouvrage collectif servira sans doute de référence sur un sujet dont on n'a pas fini d'entendre parler. Peuples d'Afghanistan de Bernard Dupaigne, souligne l'indépendance de ces populations chez lesquelles dominent les Pachotans, que leurs « incurables divisions empêchent de s'unir durablement ». « L'hétérogénéité sociale » est mise en relief par Pierre et Micheline Carrière, ainsi que le type de production agricole. Mais le vœu de réforme - inspiré par le modèle soviétique - a creusé l'écart, disent ces auteurs, entre la société rurale, où les hommes por-

tent haut l'esprit de liberté, et l'Etat, à l'égard duquel les paysans sont traditionnellement très méfiants. Un Etat d'abord, par ailleurs, Gilles Rosengard décrit la formation historique. En qui tend à montrer que la pouvoir s'est isolé, coupé de ses racines traditionnelles. Olivier Roy analyse, dans la société et la résistance afghanes, il relève notamment que « les islamistes proviennent toujours du réseau scolaire gouvernemental et jamais des multiples madrasas et *madrasas* », qui fournissent l'essentiel du clergé afghan ». Et il affirme qu'il ne faut pas percevoir le mouvement islamiste comme « conservateur » et extrémiste de droite, alors qu'il a un côté « révolutionnaire et réformiste », « s'inspire de la conception étatique occidentale » et fait même montre d'un « progressisme social ». Au reste, souligne-t-il, les mouvements de résistance sont très divisés entre « réformistes » et « radicaux » par des querelles à la fois idéologiques et stratégiques.

Jean-José Puig porte un regard plus général sur la résistance, à savoir brièvement l'Etat afghan, et son lien avec le tissu social ; il dénie toute représentativité à une résistance de gauche (d'obédience nationaliste prochinoise) et estime, d'autre part, qu'une « éventuelle soumission des Afghans au système soviétique n'a rien d'inévitable ». Etienne Gille-recherche, pour sa part, témoignages à l'appui, les racines du marxisme en Afghanistan, voulant démontrer que les communistes, déterminés et organisés, ont infiltré le régime Daoud, pour finalement chasser cet aristocrate républicain du pouvoir, en 1978, et faire le jeu de l'URSS. Selon lui, Hafizullah Amin avait signé son arrêt de mort en n'autorisant pas les troupes soviétiques à entrer, en 1979, en Afghanistan. Et « le handicap, constitué par la haine anticomuniste et antisoviétique qui s'est développée dans tout l'Afghanistan, sera de toute

manière difficile à surmonter ». Enfin, Jacky Hérisson décrit un bilan mitigé du développement de l'économie afghane et *impulsé de l'extérieur*, avant la révolution d'avril 1978, la période postérieure restant, par la force des choses, largement encore dans l'ombre. Sa dépendance, dit-il, n'aurait eu rien d'alarmant si l'URSS n'avait eu des visées expansionnistes.

C'est, en revanche, un aspect de la pénétration soviétique qui est analysé en profondeur par Pierre Bled, dans *l'URSS en Afghanistan, de la coopération à l'occupation, 1947-1984* (5). Malgré sa présentation ingrate et son caractère tout à fait universitaire, ce cahier d'études stratégiques du CIRPES est d'une lecture accessible à un large public. L'auteur est, lui aussi, un bon connaisseur de la région. Son analyse prend quelque peu le contre-pied de la thèse en vigueur en Occident et qu'Etienne Gille, par exemple, résume par le « volontarisme des Soviétiques de prendre le contrôle de leur voisin méditerranéen ». Au terme d'une recherche historique s'appuyant sur quasiment toutes les sources accessibles, il conclut que « l'engagement soviétique apparaît plutôt comme le produit indélébile d'un processus qui, de coopération économique et militaire en intervention dans la vie politique, a conduit l'URSS à se ranger de plus en plus étroitement aux côtés d'un régime dont elle avait encouragé l'accession au pouvoir et qui se proclamait son ami ».

Pierre Meïge cherche à démontrer ainsi comment, abandonné par l'Occident, l'Afghanistan s'est placé dans l'orbite soviétique sous les régimes monarchique de Zheher Shah et républicain de Daoud. Et comment l'avènement d'une « classe étatique » a favorisé la prise du pouvoir par des communistes afghans qui ne sont pas passés par le moule idéologique soviétique. Pour lui, la révolution de 1979 a plutôt devancé une opé-

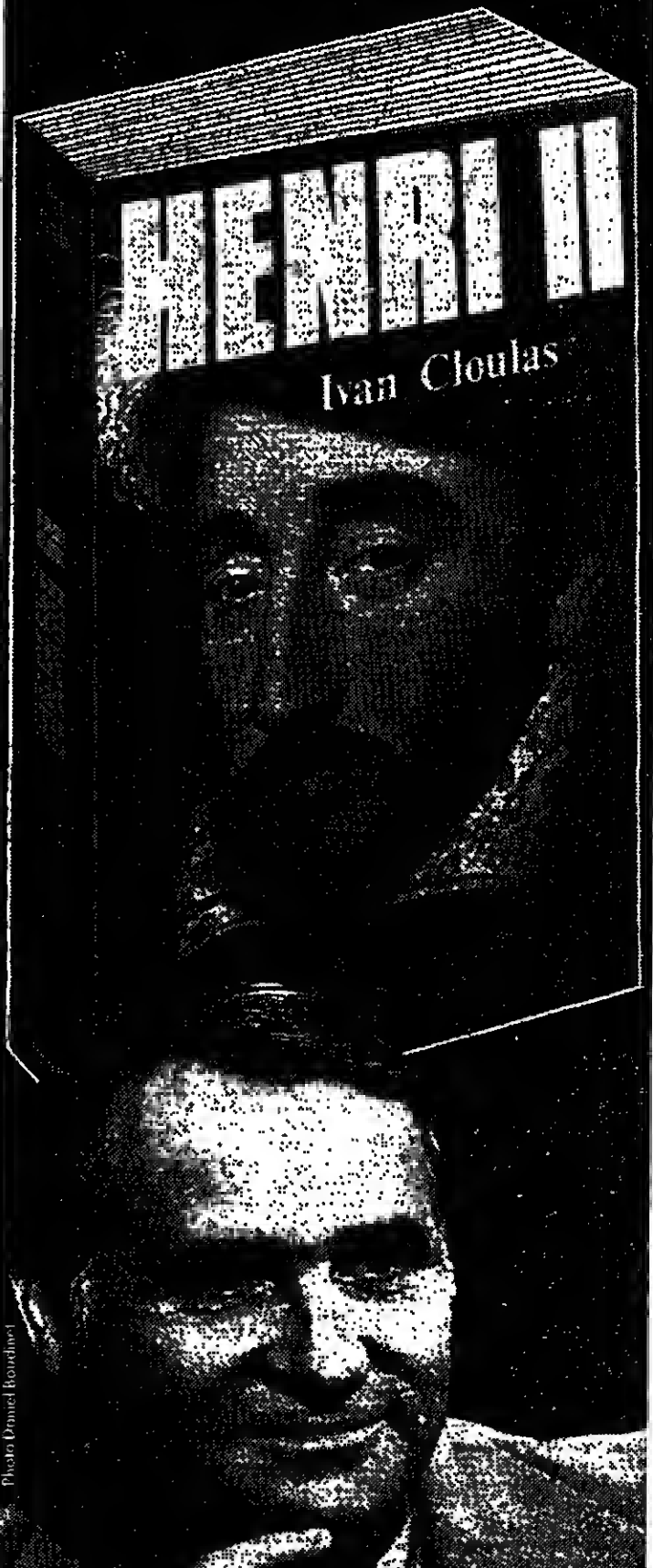
ration de répression (des communistes par Daoud) et, par la suite, les Soviétiques ont voulu pousser Tarek à éliminer Amin. N'étant pas parvenus à cet objectif, ils se sont finalement chargés du travail eux-mêmes - lors de l'intervention militaire - mais n'ont jamais parfaitement maîtrisé l'enchaînement des événements à Kaboul. Au terme de ses recherches, l'auteur n'a pas trouvé confirmation de la thèse d'un « plan d'absorption de l'Afghanistan » par l'URSS et doute, par ailleurs, que celle-ci ne soit engagée de plein gré dans le processus conduisant à l'affrontement actuel. Elle a été prise, selon lui, dans un « engrenage ».

Signalons enfin le dossier de *Problèmes politiques et sociaux*, constitué pour le Documentation française, par Pierre Gentsile (n° 499 du 16 novembre 1984). Sous le titre *Afghanistan cinq ans après l'intervention soviétique*, on y trouve, outre une chronologie (1947-1984), de nombreux articles sur « l'impossible révolution bourgeoise », les raisons de l'intervention soviétique, les origines, les composantes et difficultés de la résistance, et les implications régionales et mondiales du conflit.

GÉRARD VRIATTE.

- (1) *Afghanistan « Petite Planète »* Le Seuil, et *Le Royaume de l'Inde* (la résistance afghane de Grand-Mogol à l'invasion soviétique). Flammarion 305 p., 86 F. (le Monde daté 30-31 décembre 1984).
- (2) *La Cité des murrures : l'enjeu afghan*, J.-C. Lathé, 88 F.
- (3) Notamment dans les *Nouvelles d'Afghanistan*, édité par AFRANE (Amis de l'Afghanistan), BP 254 75 324 Paris Cedex 11, et *De l'Afghanistan revu du Bureau international Afghanistan (BIA)*, 24, rue de Chaligny, 75012 Paris.
- (4) Cof. 274 p., 70 F.
- (5) Ed. Centre Interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (CIRPES), 54, boulevard Raspail, 75006 Paris, 60 F.

après "CATHERINE DE MEDICIS" et "LAURENT LE MAGNIFIQUE" le nouveau livre d'Ivan Cloulas



aventures et passion
dans l'été
de la Renaissance

FAYARD

696 pages
dont 16 de hors texte
150 F

à Pékin

pendant

Il faut dire que le moment est propice. Les relations sino-françaises ont connu une détente notable depuis la visite de Mitterrand en Chine. Les échanges commerciaux ont augmenté. Les investissements français en Chine sont en hausse. Les relations diplomatiques sont aussi meilleures. Les deux pays ont signé plusieurs accords de coopération. Les relations sino-françaises sont donc à un bon moment.

Les relations sino-françaises ont connu une détente notable depuis la visite de Mitterrand en Chine. Les échanges commerciaux ont augmenté. Les investissements français en Chine sont en hausse. Les relations diplomatiques sont aussi meilleures. Les deux pays ont signé plusieurs accords de coopération. Les relations sino-françaises sont donc à un bon moment.

PATRICE-CLAUDE.

droite difficile

La droite est en difficulté. Elle a perdu son élan. Elle est divisée. Elle a des problèmes de financement. Elle a des problèmes de recrutement. Elle a des problèmes de visibilité. Elle a des problèmes de crédibilité. Elle a des problèmes de légitimité. Elle a des problèmes de représentativité. Elle a des problèmes de participation. Elle a des problèmes de consultation. Elle a des problèmes de concertation. Elle a des problèmes de coopération. Elle a des problèmes de collaboration. Elle a des problèmes de partenariat. Elle a des problèmes de synergie. Elle a des problèmes de complémentarité. Elle a des problèmes de complémentarité.

La droite est en difficulté. Elle a perdu son élan. Elle est divisée. Elle a des problèmes de financement. Elle a des problèmes de recrutement. Elle a des problèmes de visibilité. Elle a des problèmes de crédibilité. Elle a des problèmes de légitimité. Elle a des problèmes de représentativité. Elle a des problèmes de participation. Elle a des problèmes de consultation. Elle a des problèmes de concertation. Elle a des problèmes de coopération. Elle a des problèmes de collaboration. Elle a des problèmes de partenariat. Elle a des problèmes de synergie. Elle a des problèmes de complémentarité. Elle a des problèmes de complémentarité.

La droite est en difficulté. Elle a perdu son élan. Elle est divisée. Elle a des problèmes de financement. Elle a des problèmes de recrutement. Elle a des problèmes de visibilité. Elle a des problèmes de crédibilité. Elle a des problèmes de légitimité. Elle a des problèmes de représentativité. Elle a des problèmes de participation. Elle a des problèmes de consultation. Elle a des problèmes de concertation. Elle a des problèmes de coopération. Elle a des problèmes de collaboration. Elle a des problèmes de partenariat. Elle a des problèmes de synergie. Elle a des problèmes de complémentarité. Elle a des problèmes de complémentarité.

PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

**100 idées
très originales
pour votre
ordinateur
familial.**

167. EN VENTE PARTOUT.

apparaît plus aiguë que jamais

٥٥٢١ من الاصل

AFRIQUE

Djibouti

Les nomades sinistrés du camp d'As-Eyla guettent les premières pluies

De notre envoyé spécial.

As-Eyla. — Un peu à l'écart du campement, des petits tas de pierres noires — ici, la roche est volcanique, — signalent les tombes d'enfants en bas âge enterrés à la sauvette. Les tukuls — huttes rondes pour les Aïtas et caravans pour les Isas — sont faits de nattes ou de chiffons posés sur des branches de bois mort. Vers midi, le soleil est brûlant. Des bidons vides, de toutes dimensions, sont alignés au pied d'une énorme brique pleine d'eau, dans l'attente d'une distribution fatiguante, trop chère. « De quel cuisiner, mais pas de quel se laver », dit tristement le docteur Aden, un médecin djiboutien. Des enfants maigris, vêtus souvent d'un seul bout de tissu crasseux, traînent entre les tukuls. La prochaine distribution mensuelle de vivres aura lieu pendant le week-end, car les premiers camions chargés de sacs de céréales commencent à arriver. La précédente remonte au 14 janvier.

A 150 km au sud de Djibouti, pratiquement sur la frontière éthiopienne, As-Eyla offre le spectacle, désormais d'une terrible banalité, d'un camp de sinistrés de cette sécheresse qui ronge peu à peu, tel un cancer, la corne de l'Afrique. Ils sont environ 6 000, dont l'immense majorité sont venus de la rive éthiopienne du lac Abbé, qui a été à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'As-Eyla, à cheval sur la frontière entre l'Éthiopie et Djibouti. « Vingt-quatre heures de marche pour un être valide, mais il leur a fallu quatre à cinq jours pour se trainer jusqu'ici, et beaucoup sont morts en arrivant », raconte M. Ali Malo, secrétaire exécutif de l'ONARS, l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés. Les premiers sont arrivés à l'époque la plus chaude de l'année, l'été dernier. « Au début, poursuit M. Ali Malo, il s'agissait de chefs de famille en quête de vivres. Nous avons créé un centre de distribution, afin qu'ils ne soient pas tentés de se fixer sur place. Ils repartaient chargés de nourriture. Nous avons ainsi ravitaillé 8 000 familles. Mais, assez vite, les hommes qui venaient d'installer plus la force de retourner chez eux. Puis des familles entières se sont présentées. Vers la fin de l'année, nous avons été contraints d'ouvrir un camp pour les nourrir et les soigner. » Ces affamés souffraient, comme partout ailleurs dans la région, de tous les maux de la sous-alimentation : diarrhée, vomissements, tuberculose, pneumonie et rougeole chez les enfants.

As-Eyla, en bordure du lac d'un oued et de ses nappes d'eau souterraines, est l'un des rares « jardins » de la petite République de Djibouti. 170 familles — de 1 000 à

1 200 personnes — s'y adonnent au maraîchage. As-Eyla est également doté d'un petit gîte d'étape, qui vient d'être réaménagé pour les rares touristes attirés par les étonnantes cheminées d'où s'échappe la vapeur formée par les sources d'eau chaude du lac Abbé. Les sinistrés y ont été regroupés non loin des jardins, sur la piste qui conduit à Dikhil, le chef-lieu de district djiboutien le plus proche. Quand le camp s'est formé, tukul contre tukul, la situation a failli tourner à la catastrophe. « Les gens allaient chercher de l'eau dans l'oued, rapporte le docteur Aden. Diarrhées et vomissements se sont propagés. Nous avons très vite eu une soixantaine de morts au camp. Il y a eu également des victimes parmi la population locale. » Les malades présentaient tous les symptômes du choléra, mais, selon M. Ali Malo, « les analyses de laboratoire n'ont confirmé qu'un cas, dans un campement de nomades, à une quinzaine de kilomètres d'ici ». La choléra, fidèle inconnu des affamés de toute la région.

Un manque cruel de moyens

Pour enrayer l'épidémie, les autorités ont pris un certain nombre de dispositions. Les tukuls ont été espacés. L'accès de l'oued a été interdit aux sinistrés, ravitaillés en eau grâce à la fourniture, par la CEE et l'UNICEF, de 91 baches d'eau alimentées par un camion-citerne fourni par les Américains. Les équipes du Croissant-Rouge djiboutien et une antenne du ministère de la santé ont été renforcées en janvier. Des intrins ont été croisées. La population a été vaccinée contre le choléra. Fin janvier, l'épidémie a été enravée, mais plus de 200 personnes sont mortes dans le camp, et on a compté une quarantaine de victimes parmi la population locale.

Depuis la guerre de l'Ogaden, en 1977-1978, Djibouti accueille une quinzaine de milliers de réfugiés, regroupés à Dikhil. De nombreux Somaliens et Éthiopiens se sont plus ou moins installés à Djibouti-ville même, en dépit de leur situation irrégulière. « Les deux tiers des gens que nous soignons sont des étrangers », nous dira l'un des médecins de l'hôpital. En outre, la petite République a également souffert de la sécheresse l'an dernier, puisque, dès avril, l'appel a été lancé pour secourir 80 000 sinistrés locaux, soit le quart de la population. « Pratiquement, tous nos nomades », résume le président Hassan Gouled. A l'époque, la base française a fourni des camions aux autorités pour ravitailler les nomades affamés du territoire.

Pour toutes ces raisons, les autorités répugnent à demander le statut de réfugiés pour les sinistrés d'As-Eyla, qui sont des victimes de la sécheresse et non des réfugiés politiques. Le HCR — Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU — adopte une attitude identique. Djibouti redoute que ces malheureux ne se fixent sur place s'ils obtiennent le statut de réfugiés. « Nous voulons pouvoir leur dire, quand cela sera possible, de retourner chez eux », résume le chef de l'Etat djiboutien. Les sinistrés d'As-Eyla sont donc aidés avec les moyens du bord. Ils ont eux-mêmes construit leurs tukuls, mais les rations alimentaires sont insuffisantes. « Certaines familles partagent ce qu'on leur donne avec des parents demeurés de l'autre côté du lac, et, au bout de trois semaines, ils n'ont plus rien. En outre, le camion-citerne est insuffisant, et des familles n'ont pas eu d'eau pendant quarante-huit heures », explique le docteur Aden. Faute de vêtements, les mères ne peuvent pas protéger les enfants de la fraîcheur nocturne, sensible en cette saison.

• Nouvelle revue africaine. — Le Réveil africain, revue bimestrielle publiée à Paris, vient de diffuser son premier numéro, qui comprend notamment une étude sur « Les mythes et réalités de l'unité nationale en Guinée » ainsi qu'une analyse de « La monnaie en première ligne » du président Conté. 1304, rue Saint-Honoré, Paris 75001. Tél. : 260-91-63. 60 F l'abonnement annuel.

La situation sanitaire à As-Eyla s'est, cependant, nettement améliorée. Début janvier, on y a compté jusqu'à dix morts par jour. Ce chiffre a été réduit, depuis, à quatre décès par semaine. Au dispensaire local, qui ne compte que onze lits, les malades s'installent sur des nattes ou des bouts de carton, et même le sol. Mais tout risque de nouvelle épidémie semble écarté pour l'instant, et les vivres promis par le PAM (Programme alimentaire mondial) — 2 500 tonnes de céréales, 400 tonnes de lait en poudre et 250 tonnes d'huile — devraient permettre, en dépit des retards, de faire face à la situation. Quant aux 1 000 tonnes de farine de blé offertes par la France, elles seront revendues sur le marché pour acheter des médicaments, entre autres.

Il reste que, dans cette région désertifiée, les autorités manquent de moyens pour ravitailler les campements de nomades, pour la plupart sinistrés de la sécheresse, et que le transport des malades, en particulier, pose des problèmes insurmontables. Les Djiboutiens font ce qu'ils peuvent, mais même le dispensaire d'As-Eyla a du mal à soigner son monde. « La plus tragique, raconte le médecin, c'est que nous arrivons à remettre sur pied, en le soignant et en le nourrissant, un enfant, tout en sachant qu'une semaine plus tard il nous sera retourné dans un état quasi déficitaire qu'il aura dû, car il n'aura pratiquement rien mangé dans l'intervalle. » Si les pluies interviennent en avril-mai, à l'époque où elles sont attendues, les nomades sinistrés d'As-Eyla retourneront de l'autre côté du lac Abbé. « Ils partiront », tentent de se convaincre les Djiboutiens. Et s'il ne pleut pas ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Mauritanie

La nouvelle équipe a soulevé de grands espoirs nous déclare M. Miské, ancien ambassadeur à l'ONU

Ancien dirigeant du mouvement anticolonialiste mauritanien Nabda, ancien ambassadeur à l'ONU, M. Ahmed Baba Miské est considéré dans son pays comme une figure politique. Arrêté le 24 avril 1984, il a été mis en résidence surveillée dans sa ville natale, Akjoujt, début juin. Il n'a été libéré que le 16 décembre, à la suite des mesures d'amnistie prises par le nouveau président, le colonel Moawya Ould Sid Ahmed Ould Taya. De passage à Paris, il a répondu à nos questions, et d'abord à celle de savoir ce que lui reprochait le gouvernement de M. Haidalla :

— Je l'ignore. Je suis d'autant plus surpris de ce bannissement intérieur que, depuis quelques années, je me suis mis à l'écart de la politique pour m'occuper, à titre privé, de coopération internationale.

— Que s'est-il donc passé ? — Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées et maintenues en prison sans être jugées. Des responsables syndicaux et des étudiants étaient accusés d'appartenir à des associations nassériennes et d'avoir participé à un complot prolyrien, encore que le mot n'ait pas été officiellement prononcé. Mais la plupart des décrets étaient des lyndes et des collègues d'une quinzaine d'années. On a appris, après leur libération, que presque tous ont été gravement torturés. Il y a eu plusieurs morts. D'autres demeureront estropiés pour la vie.

— Les responsables de la répression ont-ils été châtiés ? — L'opinion, espère que toute la lumière sera faite sur cette affaire et que les mesures qui s'imposent

seront prises. Il est remarquable qu'à la suite du changement du 12 décembre, il y eu des manifestations de rue sans précédent par l'ampleur et la spontanéité. Les gens de toutes les tendances politiques se sont retrouvés à côté des non-politiques dans une sorte d'union nationale. La nouvelle équipe a soulevé de grands espoirs car, dès le 12 décembre, elle s'est engagée en faveur du « respect des droits de l'homme et des libertés » et a déclaré la guerre à la corruption. Elle a présenté ces choix comme les principales orientations de la restructuration venant s'ajouter aux trois engagements pris le 10 juillet 1978, à savoir la fin de la guerre contre les Sahraouis — qu'il faut prolonger par le maintien de la paix — le redressement économique et l'instauration de la démocratie.

— Comment expliquer la dégradation de l'économie après un début de redressement ? — Elle est due à la sécheresse, mais aussi à une mauvaise gestion et au tarissement de l'aide arabe, lequel est la conséquence des maladroites commises à l'égard de régimes aussi différents que ceux de l'Arabie saoudite, de l'Irak et de la Libye. Dans l'opinion publique, le marasme économique et la diplomatie sont étroitement liés.

— Pourquoi le président Taya réussit-il mieux que son prédécesseur ? — Il est connu lui aussi pour son intégrité mais c'est un homme pondéré, ouvert, méthodique. C'est aussi un patriote qui n'appartient à aucun clan. Mais c'est seulement à

l'épreuve du pouvoir qu'on peut juger les hommes d'Etat. Pour le moment, il bénéficie d'un préjugé favorable.

— Alors qu'il est question de réunir un sommet maghrébin, comment le conflit saharien est-il perçu aujourd'hui par les Mauritanais ?

— Ce n'est pas un problème qui passionne l'opinion commune au Maroc, bien que les Sahraouis soient des frères particulièrement proches. Les Mauritanais n'ont pas toujours compris la politique menée. Il est vrai que la Mauritanie n'a jamais eu de politique saharienne cohérente et suivie. Dans les années 60 et 70, elle a perdu une occasion exceptionnelle de soutenir les Sahraouis contre le colonisateur, ce qui aurait permis à l'union de se faire naturellement entre les deux entités. Puis il y a eu l'erreur de la guerre contre les Sahraouis. En 1978, elle s'est dégauchée de la guerre et le nouveau pouvoir a revendiqué l'ambition de créer dans la région « une dynamique de la paix » qui a paru un moment susceptible de déboucher une situation figée et difficile. Mais ces intentions n'ont pas débouché sur une politique cohérente et persévérante.

— La Mauritanie en avait-elle les moyens ?

— Elle n'a pas les moyens de pression de ses deux grands voisins, mais elle bénéficie d'une position stratégique essentielle. Les Mauritanais, sensibles aux conséquences du conflit, espèrent donc que leur pays pourra jouer un rôle actif pour favoriser la paix dans la région.

Propos recueillis par PAUL BALTA.

HP150, DES PROGRAMMES A METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS.

La force d'un micro-ordinateur c'est la richesse et la diversité de ses programmes. Hewlett-Packard et ses partenaires proposent avec le HP150 un catalogue de plus de 200 logiciels, répondant avec précision aux besoins les plus diversifiés d'un grand nombre de professions et de métiers. Plus qu'un simple programme ou logiciel c'est en fait une solution complète qui est offerte.

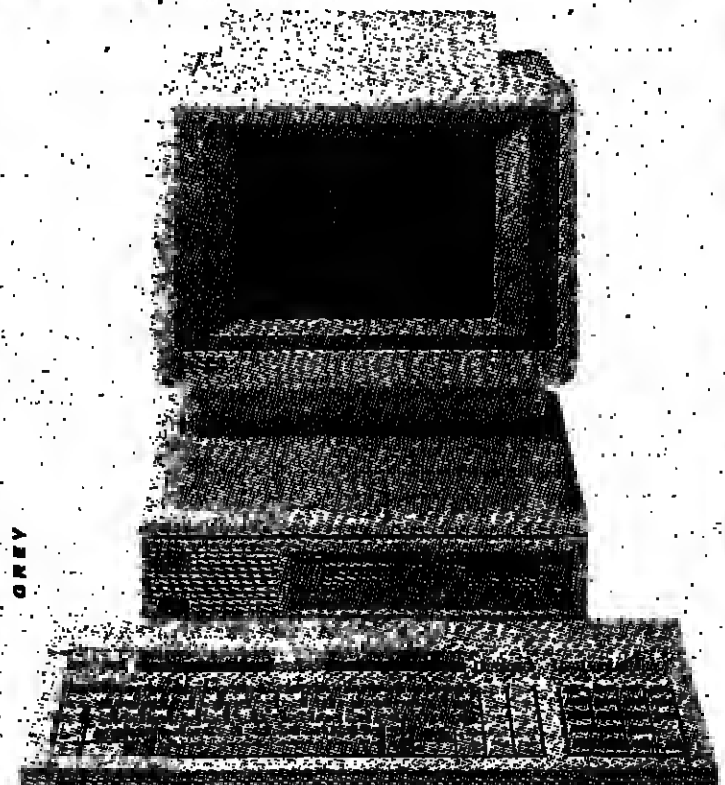
Cadres et dirigeants d'entreprises, vous qui devez prendre les bonnes décisions, au bon moment, avec les programmes HP vous disposez de tableaux électroniques, de logiciels graphiques, de programmes de traitement de texte, de gestion de fichiers, de budgets, etc. autant d'outils indispensables pour accélérer et faciliter la prise de décision.

Dirigeants de PME-PMI, vous qui voulez accroître la rentabilité et la productivité de votre entreprise avec un investissement peu élevé, nous vous proposons avec le HP150 des programmes pour la comptabilité, la gestion commerciale, les stocks, la paie, le personnel et les ressources humaines, etc. Ce sont des outils de management efficaces et faciles à utiliser.

Professions médicales et libérales, artisans, agriculteurs et collectivités, il existe pour vous des logiciels spécialisés et des programmes spécifiques mis au point par HP et ses partenaires en fonction de vos activités et besoins. Faciles à utiliser, particulièrement adaptés à vos attentes, les logiciels HP150 vous aideront à améliorer votre gestion, dans votre domaine.

Ingénieurs, techniciens, scientifiques, dans le domaine des logiciels techniques, HP et ses partenaires ont développé pour vous une panoplie de programmes techniques et scientifiques : calculs, statistiques - CAO - Bâtiment - Architecture - Chantiers, énergie, calculs thermiques, devis...

Tous ces logiciels sont disponibles en français auprès du réseau des distributeurs HP Partout en France, ils sont là pour vous les montrer et vous les expliquer. Si vous désirez en savoir plus, reportez-vous à la page suivante où vous trouverez la liste des distributeurs agréés Hewlett-Packard.



HP France Parc d'Activité du Bois Briard 91040 Evry Cedex

HP150 PREMIER MICRO-ORDINATEUR A ÉCRAN TACTILE.

ÉLU "MICRO" DE L'ANNÉE*

* COUPE 84, ORGANISÉE PAR LA REVUE "L'ORDINATEUR PERSONNEL"

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goulons d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 350 F TTC
Pose et dépt. comp.
PARIS-BAULEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineux
☎ 554.58.06
554.41.35
FACILITES DE PAIEMENT



Les machines
de demain
en direct
des USA.
16 F. EN VENTE PARTOUT.

politique

APRÈS LES VIOLENTS INCIDENTS DE THIO

Le FLNKS reproche à M. Pisani de jouer «son propre jeu au profit de la droite»

De notre correspondant

Nouméa. — L'impression de glissement qui prévaut dès dimanche soir en Nouvelle-Calédonie après les incidents violents survenus à Thio (sept blessés et deux gendarmes mobiles blessés) était accentuée, lundi, par les diverses réactions enregistrées sur place. Ce lundi, en fin de matinée, une maison non occupée se trouvant à proximité de la tribu de Saint-Philippe a été incendiée, confirmant ainsi les craintes exprimées par les rares commerçants demeurés dans la cité sinistrée après les élections du 18 novembre.

Parmi la centaine de personnes résidant habituellement à Thio et venues de Nouméa à l'occasion du Front calédonien, aucune famille n'avait l'intention de se réinstaller. Après les événements de dimanche, elles risquent de passer encore plus longtemps dans les tours de Saint-Philippe, (bâtiments de Nouméa) avant de pouvoir regagner leur village. Les premières victimes de cette initiative sont donc les habitants de Thio, réfugiés et résidents.

Dans les tribus de Saint-Philippe, Thio-Mission et Saint-Pierre, la colère est grande. «C'est avec la bénédiction des mobiles que les «faches» sont venus nous provoquer», affirme M. Marie-Françoise Machoro. «Vivre comme ça faire de la publicité pour un «pique-nique» à l'appel de deux groupes politiques, c'est de la

provocation, ce n'était pas un pique-nique ordinaire». Un membre de la tribu de Saint-Philippe ajoutait lundi : «Ils ont fait une grosse erreur. M. Pisani avait dit que la région commençait à redevenir calme, et nous ne sommes que des gendarmes mobiles! Ils ont voulu nous montrer que nous ne sommes pas des gendarmes mobiles! La réaction des Canaques va être encore plus dure qu'il était prévu!».

Les Mélanésiens de Thio s'indignent. D'ailleurs, car, samedi, ils avaient laissé lever par les gendarmes mobiles les barrières de la tribu de Saint-Philippe. Dans leur esprit, il s'agissait d'une compensation offerte par l'administration aux Caldoches, furieux après l'interdiction qui leur avait été signifiée.

Quant à la raison principale des incidents, elle tient au revirement des autorités locales sur l'interdiction du rassemblement de Thio, décrétée, samedi soir, par M. Pisani. Il semble qu'il y ait eu d'abord, sur le terrain, un défaut de transmission imputable au capitaine qui commandait l'escadron de gendarmes mobiles mis en place au col de Nastro. Dans la série des comptes rendus faits au général Delebar, cet officier n'aurait pas assez insisté sur le fait qu'autour d'un petit deux non-

résidents à accompagner sur place les réfugiés de Thio revenant, en fait, à laisser passer les membres les plus actifs du Front calédonien, dans la mesure où chacun de ceux-ci s'était arrangé pour prendre avec lui, en voiture, un réfugié qu'il pouvait «exhiber» — si l'on ose dire — au contrôle des gendarmes comme preuve de sa «bonne foi». Cette omission aurait donné au général Delebar, qui supervisait l'opération depuis Nouméa, une fausse idée de la situation sur le terrain et l'aurait conduit à sous-estimer les conséquences de la décision finalement arrêtée. La seconde erreur, à l'origine directe des incidents, semble incombent à un autre officier, celui qui commandait le détachement de gendarmes mobiles chargé de contrôler les membres de la tribu de Saint-Philippe. Il apparaît, en effet, difficile que, compte tenu de la brièveté de l'action, celui-ci ait eu le temps de prendre des instructions. Ce capitaine n'a pas pu empêcher ses hommes de tirer un grand nombre de grenades lacrymogènes et d'effectuer des rafales dans la tribu sur un large périmètre. Dans l'état d'appréhension, l'investiture «réserve mélanésienne» — alors que les Canaques sont déjà fort allergiques à cette notion — constitue un fait grave pour des hommes qui attachent à leur terre une importance symbolique.

Dans cette affaire, M. Pisani n'a, pour une fois, pas trahi dans les faits l'opposition de la sécurité qu'il manifeste depuis sa nomination en Nouvelle-Calédonie. Ces incidents, en tout cas, ont compromis les chances d'une reprise normale de l'activité à Thio, à quinze jours de la rentrée scolaire et à un moment où se poursuivait de difficiles négociations sur la réactivation du centre minier. Une réunion prévue lundi matin à Thio à ce sujet a été annulée. Le comité FLNKS local a affirmé que «rien ne se fera dorénavant, à Thio, sans la participation du peuple canaque». A Nouméa, le bureau politique du FLNKS a demandé, en invitant la loi sur l'état d'urgence, que les dirigeants du Front calédonien soient exclus du territoire. Il a ajouté que désormais il lui sera «plus difficile de faire confiance à Edgar Pisani, qui fait son propre jeu au profit de la droite anti-indépendantiste» et appelle «tous les militants à mettre en œuvre avec plus de détermination la motion votée au congrès de Nakety», c'est-à-dire le texte prévoyant la préparation d'actions de déstabilisation économique de Nouméa. La délégation indépendantiste que M. Pisani devait normalement rencontrer lundi n'était pas en mesure de le faire.

F. F.

UN DROLE DE PIQUE-NIQUE

Poulet froid et grenades

De notre correspondant

Nouméa. — Le «pique-nique» projeté par le Front calédonien, dimanche à Thio s'est aussi mal passé que possible. Tout le monde y a perdu : les «pique-niqueurs» eux-mêmes, qui ont connu des moments difficiles; M. Edgar Pisani, qui a interdit, puis finalement autorisé cette expédition de l'extrême droite et surtout les Mélanésiens de cette localité minière qui ont été blessés dans leurs rangs à la suite d'une charge des gendarmes mobiles.

Après l'interdiction de ce «pique-nique de solidarité» décidée par le député du gouvernement (nos éditions datées 17-18 février), le Front calédonien avait annoncé le maintien de son mot d'ordre. Son objectif était d'organiser un rassemblement pacifique sous le couvert d'une sorte de pèlerinage pour les habitants de Thio réfugiés à Nouméa. «Dans notre esprit», disait M. Claude Sarran, président du groupement, il ne s'agit aucunement d'une provocation. Nous voulons simplement pique-niquer sur une plage de Thio».

Le pique-nique en question se trouve à 300 mètres de la tribu de Thio-Mission, l'une des plus violentes du FLNKS.

La dimanche matin vers 6 h 45, à Nouméa un premier convoi de voitures se rend aux tours de Saint-Quentin où sont logés les réfugiés de Thio. Pour les transporter, le Front calédonien a loué deux cars. On y emmène hommes, femmes et enfants. Européens, Tahitiens, Wallisiens, un peu dépassés par les événements. Secord point de ralliement à 7 h 15 — «Pour les voitures complètes», avait-il été précisé dans une petite annonce du quotidien local — au piège de la voie rapide qui sort de l'agglomération nouméenne. Ambiance d'un grand départ, d'un mois d'août métropolitain. On fait le plein d'essence et de boissons fraîches. Un quart d'heure plus tard, le convoi s'élance. Cent cinquante voitures particulières et les deux cars partent vers Thio. Il y a 80 kilomètres jusqu'à Bouloubari, où l'on tourne à droite pour prendre la route de Thio. Pas un gendarme jusqu'au col de Nastro à 11 kilomètres de l'embranchement, là, un escadron de gendarmes mobiles (une centaine d'hommes) barre la route.

Il est 8 h 45 et le chœur est déjà accablant. Face aux forces de l'ordre, le groupe de «pique-niqueurs» s'agrandit. Peu d'entre eux sont effectivement des habitants de Thio. Le reste : des militants et des sympathisants du Front calédonien. L'un de ces derniers vend des canettes de bière et distribue des cartes de visite barrées de tricolore sur lesquelles ont été écrits : «Jean-Marie Le Pen nous a chargés d'une mission : conserver la Calédonie française». Le limonadier-militant se déclare d'ailleurs cousin du président du Front national. La foule est tranquille et décontractée.

Le président du Front calédonien négocie avec le capitaine de gendarmerie. «Nous avons le droit de circuler librement, lance-t-il : vous n'avez rien à faire ici. Il existe d'autres endroits pour pique-niquer que Thio», répond l'officier. Nous ne laisserons passer que ceux qui ont quelque chose à faire.

— Il y a justement beaucoup d'habitants de Thio parmi nous.

— Alors, ils passeront !

— Alors, ils passeront !

— Alors, ils passeront !

— Alors, ils passeront !

taines de gendarmes, qui transpire sous son képi, et la responsable calédoche, qui rougit à vue d'œil : «Il y a un problème, dit-elle. Les gens de Thio n'ont pas de voitures; ce sont des Nouméens qui les ont amenés; il faut donc qu'ils les accompagnent». La capitaine court vers sa voiture pour rendre compte à l'autorité. C'est-à-dire le général Delebar, qui suit l'opération depuis Nouméa. L'officier revient face aux manifestants : «D'accord, concède-t-il : pas plus d'un habitant de Nouméa par voiture accompagnant vos gens de Thio. — Mon capitaine, répond M. Sarran, tout le monde est venu en famille. On

d'une habitation. Il en sort un homme plutôt âgé, M. Jacob Népomucène, petit chef d'une tribu voisine, ancien candidat à l'élection territoriale de septembre 1983. Il est criblé d'écailles de métal et signe abondamment du bras. A l'entrée de la tribu, un autre Canaque, d'une cinquantaine d'années, est assis par terre; une grenade lui a explosé dans la tête; choqué, il tremble de tous ses membres. Malgré un garrot de fortune, il perd beaucoup de sang. Deux journalistes le transportent jusqu'à une jeep.

Après ce «nettoyage» qui a duré moins de cinq minutes, le convoi de véhicules passe sans encombre. Quatre kilomètres plus loin, on s'installe sur la plage où

se va pas laisser ici les femmes et les enfants. Tout de même. — Attendez...» Nouvelle consultation du capitaine. Il revient et accepte. Le Front calédonien a gagné. Judicieusement repartis, les «passeports» humains que sont les habitants de Thio persistent à se rendre dans la cité minière. Les gendarmes mobiles inspectent minutieusement chaque voiture. Ils auraient pu faire une découverte gênante : juste avant le contrôle, un homme a jeté un revolver dans les fourrés. Les discussions ont duré trois heures.

Pendant ce temps, à 50 kilomètres de là, on palabre également. Cette fois, ce sont les Canaques de la tribu de Saint-Philippe — la plupart, membres du FLNKS ou du PALIKA (Parti de libération kanak) — qui sont face aux gendarmes mobiles. Ils ont déjà des pierres et des bâtons à la main. L'arrivée du convoi est annoncée à l'officier commandant le détachement; celui-ci prend la décision de déloger la route. «On va vous repousser jusqu'aux portes de la tribu», prévient-il. La police, qui défend l'entrée, est à 30 mètres. Les gendarmes prennent position.

Il est 13 h 10. «Allez, on pousse!» ordonne l'officier. Les Mélanésiens résistent, les projectiles fusent; une pierre atteint un photographe au ventre. A côté de lui, un gendarme lance une première grenade; c'est le signal de la ruse. Aux grenades lacrymogènes succèdent les grenades offensives au bruit assourdissant. Pour plus d'efficacité, elles sont projetées en tir tendu. Les Canaques ont été refoulés à l'intérieur de la tribu où les gendarmes se sont déployés.

On se bat à coups de bâton au milieu des explosions. M. Marie-Françoise Machoro, la sœur aînée de l'ancien secrétaire général de l'Union calédonienne (UC) tué le 12 janvier, armée d'un bâton, s'oppose à un gendarme qui n'ose pas la frapper et trébuche en reculant. Faisant preuve d'un zèle superflu, un autre gendarme jette une grenade offensive à l'intérieur

sur le parking des locaux de la société La Michel.

La limonade et le poulet froid circulent, mais la retour s'annonce difficile à l'an est inquiet. «Je suis mort de peur», dit M. Sarran. «J'ai peur qu'il n'arrive quelque chose à une femme ou à un gosse, nous n'avons cherché aucune provocation», réplique-t-il. L'insécurité, ailleurs, sur l'herbe, on est plus catégorique : «Pas de pitié pour les Canaques!», lance, la bouche pleine, un Caldoche, on aurait dû en juguler cinq ou six.

Vers 18 heures, les toilettes crées sont remplées et les glacières fermées.

Pour les gendarmes, il est difficile de rééditer l'opération de la tribu de Saint-Philippe en dégageant les Mélanésiens qui se trouvent sur le bord de la route, afin d'éviter qu'ils ne s'en prennent au convoi. Pour garantir la sécurité des Nouméens, il est alors décidé que ce seront les gendarmes qui ouvriront la route. Un véhicule blindé part en tête, suivi de deux camions remplis de gendarmes mobiles casqués, les fusils chargés. Mais sur le pont, face à la tribu de Thio-Mission, des pierres se mettent à pleuvoir sur les véhicules des «pique-niqueurs». Les gendarmes ne peuvent rien faire et attendent que cela s'arrête. L'ensemble du convoi compte une cinquantaine de voitures qui sont ainsi bombardées.

Plus loin, après la tribu de Saint-Philippe, nouveaux jets de pierres, encore plus nouméa. La voiture des envoyés spéciaux de TF 1, partie avant le convoi, a toutes ses vitres brisées par une douzaine de cailloux de grosse taille. Pour déloger les abords de la chaussée, les gendarmes tirent quelques grenades. Jusqu'à la côte ouest le convoi est refoulé à 30 kilomètres de l'heure, sous l'escorte de la gendarmerie et sous la pluie qui entre par les vitres et les pare-brise cassés des véhicules dont aucun ou presque n'a échappé aux pierres des Canaques en colère. L'aller avait été conquérant. Le retour ressemble à un exode.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

La montée des extrêmes

(Suite de la première page.)

«La Calédonie profonde» ? Le premier chef de file du Front calédonien, M. Justin Guillemand, l'un des plus actifs représentants de la communauté calédoche de la région agricole de Bourail, pourrait légitimement espérer à la représentation, en raison de ses ascendances. Son successeur, M. Claude Sarran, lui, fait figure de néophyte. Calédonien de fraîche date, cet employé de commerce de trente-quatre ans est, en effet, né dans le Gers. Il ne vit en Nouvelle-Calédonie que depuis quatre ans. Son second, M. Alain Degostini, quarante et un ans, professeur de sciences économiques, est un pied-noir, arrivé à Nouméa il y a treize ans. Leurs compagnons — fonctionnaires, commerçants, artisans, chefs d'entreprise — sont assurément représentatifs, mais ils le sont surtout des classes moyennes de la communauté européenne, pour partie d'immigration récente, qui s'est toujours tenue pour la préservation de ses intérêts économiques.

«Nous sommes nés dans la rue», dit fièrement M. Sarran. C'est vrai. La première irruption publique du Front calédonien, qui n'était pas encore vraiment organisé, date de ce jour de juillet 1982 où une trentaine de jeunes activistes locaux se livrèrent à un assaut violent contre la nouvelle majorité de l'Assemblée territoriale, candidate pour la première fois par le Front indépendantiste. Un simple chahut, selon M. Sarran, qui évoque en souriant son bref séjour en prison.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en métropole, M. Sarran et ses compagnons se considèrent donc en état de résistance. Pour eux, «la Nouvelle-Calédonie est devenue la Pologne». «Le gouvernement socialiste est le pire ennemi de la France et des Français», il faut que les Calédoniens ripostent «aux pressions et menaces qui visent à fausser le jeu démocratique» et s'accrochent «à leur territoire et à leurs convictions sans se laisser manipuler». «C'est là que se trouve le salut», disent-ils, le gouvernement socialiste n'est pas éternel. Le drame calédonien doit être le Watergate de l'histoire.

La solution de quoi? C'est tout simple: il suffit de traiter la revendication canaque comme n'importe lequel des particularismes provinciaux. Sinon, «autant accorder leur indépendance aux Savoyards, aux

Bretons, aux Corses, aux Basques...». Le Front calédonien se veut plus progressiste que M. Laroque, fervent départementaliste. Ses dirigeants préconisent pour le territoire un statut d'autonomie calqué sur celui de la Corse. Le reste n'est qu'une affaire d'ordre : de «sécurité», de «défense d'une société démocratique et libérale garantissant la libre entreprise et la propriété privée pour toutes les ethnies du territoire». Il convient évidemment de «déserrer le coréen administratif, afin de favoriser l'initiative privée et d'alléger la fiscalité, en supprimant notamment l'impôt sur le revenu».

Tout naturellement, le Front calédonien a appelé à voter pour la liste de M. Jean-Marie Le Pen aux élections européennes de juin dernier. Et le chef de file de l'extrême droite française a fait un tabac en Nouvelle-Calédonie : 15,72 % des suffrages exprimés (5 044 voix) sur l'ensemble du territoire et 19,54 % à Nouméa (3 200). Pour autant, le Front calédonien reste distinct du Front national, de même qu'il a refusé de suivre M. Justin Guillemand dans son ralliement au RPR; d'où la démission de celui-ci et son remplacement par M. Sarran.

Si le Front calédonien n'a pas rejoint le Front national, la cause en est surtout aux querelles de personnes qui ont divisé les partisans locaux de M. Le Pen à l'occasion des élections territoriales du 18 novembre. Les deux partis d'extrême droite ont abordé le scrutin séparément : le Front calédonien, sous la conduite de M. Sarran; le Front national, sous celle de M. Roger Galliot, alors maire de Thio. Aucune des deux formations n'a récupéré le potentiel de suffrages réunis en juin par le président du Front national. Le Front national continue de faire cavalier seul, animé principalement par un autre néophyte de la cause calédoche, le romancier ADG, M. Alain Camille, correspondant de Minute à Nouméa, qui publie depuis deux semaines un hebdomadaire, Combat calédonien, dont l'objectif militant est de «résister aux «dessins tortueux du gouvernement» rate».

Le Front calédonien veut rester autonome pour «aligner» sur le terrain les élus de la majorité territoriale. Son slogan fleurit à Nou-

mea : «Le ROC» ! Entendez par là le Renouveau de l'opposition calédonienne. Le FLNKS ? Un faux problème, selon M. Sarran. «Tibbou est le chef d'une bande de touristes. Quand il se lève, il a dit que si le référendum ne lui donnait pas l'indépendance, il n'accepterait pas le verdict des urnes, heureusement que les crachats ne traversent pas l'écran, parce que à ce moment-là, beaucoup de Français en auraient regretté dans la soupe...». Les indignités dont ont été victimes les Canaques ? Quelles indignités ? «Les Mélanésiens se laissent aller facilement», souligne M. Degostini, professeur rapatrié d'Algérie.

«A la bonne franquette»

Au Front calédonien la tonalité des mots d'ordre reste très modérée si on la compare à celle qui prévalait à l'automne 1981, quand d'autres groupuscules d'extrême droite diffusaient des tracts, signés «Légitime défense», sur lesquels on pouvait lire : «Nous sommes trahis et livrés aux sauvages. Aux armées Calédoniennes ! L'heure n'est plus à la tolérance ni à la patience mais à la contre-attaque armée...». Les mêmes tracts désignaient alors nommément «les responsables de la haine raciale et de la violence sauvage» : les «Guillots, ces voyous», Machoro, l'irrépressible, Naisseth, l'illuminé, Tibbou, le défrégé...».

Les auteurs de ces lignes haineuses n'ont pas déserté. On les retrouve au sein d'un mystérieux «Comité de crise», embryon d'un «Comité de salut», Comité de salut public, dont les animateurs, broussards jusqu'aux bottes, policiers en retraite, anciens parachutistes devenus instructeurs dans les nombreux clubs de tir, se réunissent du temps en temps, à la tombée du jour, sur le parking de la baie de la Moselle pour préparer la défense de la Calédonie en cas d'«air mystérieux».

«A la différence des gens en place, nous agissons», dit-il.

A l'époque des premières occupations de terres, les membres de ce parti ont souvent prêté main forte aux colons visés par les revendications indépendantistes. Après le 18 novembre aussi, quand il fallu mettre en place, dans les zones à forte concentration européenne, un dispositif de surveillance permanent.

Le Front calédonien entretient d'excellents rapports avec les cercles militaires et certains policiers. Grâce à ses cibles, il capte les messages de la gendarmerie. «On a quelques moyens d'écoute», admet volontiers M. Sarran en montrant des photocopies de quelques-uns de ces messages. Quoi de plus naturel que d'espionner la gendarmerie ?

«Ici, tout le monde se connaît, tout se sait. C'est pour cela que le terrorisme est faible par l'instant...» Non, ce qui choque davantage le président du Front calédonien, pour parler d'autre chose, c'est que la presse métropolitaine ait tendance à réduire la crise territoriale à un problème de cohabitation entre les différentes ethnies : «Ici, on a vécu à la bonne franquette, dit-il. Avant il y avait les Canaques, les enforçés, les z'ouilles, mais on ne parlait pas des noirs ou des blancs... Cette introduction de la couleur est venue nous...».

Et si, comme il l'a annoncé, le FLNKS engage maintenant une bataille économique contre Nouméa ? «Nous montrerons que nous refusons d'être les immigrés des Canaques».

ALAIN ROLLAT.

Prochain article :

LE PLAN SECRET DES

CANAQUES

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

FEVRIER

5521 من الاموال

LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

MM. Lecanuet et Gaudin se prononcent pour la démission de M. Mitterrand en 1986

Invité, dimanche 17 février, de « Midi-press » sur TF 1, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a affirmé qu'il croyait nécessaire de « recentrer la politique française » et que « cela ne serait possible » que si l'année prochaine, grande année des législatures, le président de la République lui-même acceptait de démissionner.

Développant son propos, M. Lecanuet a expliqué : « Si l'on veut véritablement avoir une force politique nouvelle dans ce pays et qui tienne compte des énormes mutations qui viennent de se produire (rupture socialiste-communiste) alors il faut se donner un président avec une politique et des élections législatives, plutôt que d'envisager le retrait du président de la République après les législatives. Il me semble qu'il serait clairvoyant et courageux de la part du président de remettre en jeu son mandat. Parce que, en V^e République, le système ne fonctionne que s'il y a une harmonie de conception entre le chef de l'Etat et la majorité parlementaire... »

Interrogé sur le phénomène Le Pen, le président de l'UDF a jugé que ce phénomène est « fâcheux pour tout le monde, pour la République, pour la gauche, pour la droite, pour la République elle-même ». Il a ajouté que « si l'on veut vraiment avoir une force politique nouvelle dans ce pays, il faut se donner un président avec une politique et des élections législatives, plutôt que d'envisager le retrait du président de la République après les législatives. Il me semble qu'il serait clairvoyant et courageux de la part du président de remettre en jeu son mandat. Parce que, en V^e République, le système ne fonctionne que s'il y a une harmonie de conception entre le chef de l'Etat et la majorité parlementaire... »

Se démarquant de M. Philippe Séguin, qui avait déclaré à l'hebdomadaire « L'Express » que, « à la limite », il prendrait le risque de faire passer un candidat socialiste plutôt que de faire alliance avec le Front national (le Monde daté 17-18 février), M. Lecanuet a précisé : « Aussi longtemps que la comédie de la division de la France en deux camps continuera, vous obligerez au deuxième tour les socialistes à se désister pour les communistes, et les communistes à se désister pour les socialistes. Et vous obligerez l'opposition à trouver à moindre frais localement les moyens de battre la gauche. » Il a ajouté qu'il « n'y aura pas d'accord dans les cantons, car je suis convaincu que nous serons en tête. Nous avons pris des précautions. Elles constituent, dans les zones où il peut y avoir une poussée du Front national, à ne présenter qu'un candidat d'union UDF-RPR ».

La « concurrence » du Front national

De son côté, M. Gaudin, au cours du « Club de la presse » d'Europe 1 dont il était, dimanche 17 février, l'invité, a affirmé qu'il « se rapprochait assez du point de vue » exprimé quelques heures plus tôt par M. Lecanuet, estimant qu'il serait souhaitable que M. Mitterrand démissionne avant les élections législatives. Il a notamment expliqué : « En 1981, c'est sur un programme, c'est avec l'appui du Parti communiste, c'est par les forces de gauche que M. Mitterrand a été élu. Or depuis les élections européennes de juin dernier, on se rend compte qu'il n'y a plus pour le Parti socialiste que 20 à 25 % des suffrages, que les communistes se sont retirés

du gouvernement et que la gauche gouvernementale est réduite à la portion congrue. Alors nous sommes en droit de poser des questions. Avec qui, demain, le président de la République voudrait-il gouverner ? Tenons compte de tout cela, le président de la République, s'il le désire - lui seul a cette décision - pourrait dire qu'il remet son mandat en jeu. (...) »

Interrogé sur les difficultés suscitées par l'affirmation d'un courant d'extrême-droite, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a affirmé que le Front national n'est pas son « adversaire », il est son « concurrent ». M. Gaudin a indiqué qu'il n'est pas, « personnellement, très favorable aux thèmes simplistes et caricaturaux » de M. Le Pen, mais, a-t-il ajouté, il dispose d'un parti reconnu par la République et dont les électeurs sont « de bon sens ».

Interrogé sur le passé de M. Le Pen et sur la pratique de la torture, M. Gaudin a précisé : « Quand vous êtes lieutenant ou sous-lieutenant, quand on vous amène quelqu'un dont vous savez qu'il a peut-être déposé une bombe avant une bombe dans un lieu public qui risque de tuer quantité de personnes, quand il est soupçonné de cela et qu'il faut le faire parler parce qu'il faut retrouver la bombe et peut-être la désamorcer, l'image que vous ne lui offrez pas du whisky ou des chocolats à M. Le Pen servait la France là-bas, aux ordres d'un gouvernement qui était un gouvernement socialiste, qui avait lui-même déclenché la guerre d'Algérie, cela suffit, qu'on ne nous parle plus de tout cela ! »

M. Jospin : LA COHABITATION EST POSSIBLE

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé récemment, à Reims, que l'engagement du président de la République dans les prochaines batailles électorales était « logique ». Pour M. Jospin, la possibilité ou non d'une éventuelle cohabitation après les élections de 1986 ne dépend pas du comportement de M. Mitterrand avant ces échéances. « C'est le rapport de forces établi au moment des élections législatives qui déterminera ou non le problème de la cohabitation », a-t-il dit. Pour lui, « s'il y a échec de peu, la cohabitation est possible ». Sinon, elle serait plus « difficile ».

A propos du rôle du président de la République, il a souligné sa « double nature » : dans un système bipartite, « l'homme élu par l'un des deux blocs (...) doit exercer sa charge (...) et est aussi chargé d'incarner la politique de cette majorité ».

« Le Parti radical dit non à la « dérive droite » et à la « restauration ». S'adressant aux délégués de son parti, réunis samedi 16 février en convention nationale, M. Rossinot a déclaré : « L'attitude adoptée depuis 1981 consistait à jouer sur le discrédit et les erreurs de l'adversaire (...) n'était pas sans risque. (...) Il y a un durcissement de plus en plus accéléré d'une part de l'opposition, qui joue dans le sens de la dérive droite, voire extrême-droitière. Le Pen, a-t-il ajouté, est un révélateur à la crise, et Le Pen est une mauvaise façon de traiter cette crise. »

M. Rossinot a affirmé : « Nous ne préparons pas la restauration ».

Une parade tactique

En affirmant dimanche 17 février qu'il serait souhaitable que M. Mitterrand remette en jeu son mandat avant même les élections législatives de 1986, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a dû surprendre bon nombre de ses « amis » et « porteurs » de l'opposition qui, jusqu'à présent, se perdent surtout en discussions sur l'après-86 et se divisent entre partisans et adversaires de la cohabitation.

Invité, le premier, à réagir aux propos de M. Lecanuet, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale n'arrivait pas au Club de la presse d'Europe 1, à cacher un certain embarras. Il était amené à rappeler que jamais l'UDF n'avait jusqu'ici remis en cause le calendrier électoral, ni le président, clé de voûte des institutions. L'absence d'une réelle majorité de gauche et le départ des ministres communistes du gouvernement (intervenue en juillet 1984) sont devenus des événements suffisamment importants pour entraîner, de sa part, un changement d'attitude.

La discussion sur la cohabitation que devait ensuite tenir M. Gaudin, estimant, d'une part, que ce serait à l'opposition victorieuse en 1986 de juger si M. Mitterrand était ou non « cohabitable », et, d'autre part, que la décision dépendait du seul pré-

sident de la République, montra bien l'aspect tactique de la démarche de l'UDF. En suggérant une remise en cause des institutions, celle-ci s'efforce de détourner l'opposition d'un débat sur lequel elle revient jour après jour et dans lequel elle s'entonce malicieusement.

Le président de l'UDF intervient aussi à un moment où son mouvement se sent désemparé - à la fois par MM. Giscard d'Estaing et Chirac qui organisent l'après-86, et par M. Barre qui ne perd pas une occasion de se démarquer des partis politiques - de toute responsabilité dans le débat politique.

M. Lecanuet peut aussi vouloir rattrapper cette partie de l'électorat de l'opposition qui se sent étirée par les discours plus « musclés » de M. Le Pen.

Il doit pourtant être le premier à juger la fragilité d'une telle parade et ses dangers.

Fragile parce qu'en plaçant la barre au plus haut, en mettant en cause l'institution suprême de la République - la présidence - il risque de passer pour un apprenti sorcier dangereux parce qu'il apparaît rapidement que la demande de démission adressée à M. Mitterrand n'est qu'un moyen de traiter le délicat problème de la cohabitation des chefs de l'opposition entre eux, et de caser les mêmes chefs avec... M. Le Pen.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Propos et débats

M. Barre : comment gagner en 1986

Dans un entretien accordé au Dauphiné Libéré daté du 18 février, M. Raymond Barre affirme que, pour gagner en 1986, l'opposition ne peut adopter qu'une seule stratégie : mobiliser l'opinion pour obtenir un vote franc et massif qui manifeste la volonté de changement total des Français et qui ne puisse laisser au chef de l'Etat d'autre issue que de se retirer. « N'oublions jamais que les institutions de la V^e République reposent sur le contrat de confiance entre le président de la République et le peuple qui l'a élu, poursuit l'ancien premier ministre. Comment le président de la République pourrait-il se maintenir après une consultation électorale nationale montrant qu'il ne dispose plus de la confiance du peuple ? D'autre part, M. Barre rappelle qu'il continuera, « quelles que soient les circonstances, à pratiquer l'union au sein de l'opposition. Je pratique et je pratiquerai l'union comme je l'ai toujours fait. Qui peut m'imputer avant 1981, et depuis 1981, la moindre manœuvre contre ceux avec lesquels je mène le combat de l'opposition, à quelque formation politique qu'ils appartiennent ? »

M. Toubon (RPR) : pas d'hostilité avec le courant du Front national

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré samedi 16 février, à Perpignan, au cours d'une conférence de presse, que le RPR n'a pas d'hostilité avec le courant du Front national, précisant : « Il n'est pas question que le RPR fasse un pacte pour qu'il n'y ait pas d'alliance avec le Front national. D'ailleurs, les électeurs ont le droit de voter comme ils le veulent. »

« Ce que je peux certifier, c'est qu'il n'y aura pas d'accord national avec ce parti. Au plan local, les fédérations seront libres d'agir à leur guise. »

M. Séguin (RPR) : j'ai voulu être provocant

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, déclare, dans une interview au Quotidien de Paris du 16 février : « Popereau Le Pen, même combat ! Toute cette opération de propagande et d'attaques contre Le Pen vise à servir cette stratégie de grignotage et de réduction du RPR et de l'UDF. C'est le comble du cynisme politique. » M. Séguin explique ainsi la déclaration qu'il a faite à l'Express où il disait que pour les cantonales il préférerait « prendre le risque de faire passer un socialiste plutôt que de faire alliance avec le Front national ». « J'ai voulu être provocant pour donner de l'écho à cette idée : la seule majorité d'alternance n'est l'UDF plus le RPR, et toute voix qui lui manquerait serait une voix pour les socialistes, une voix contre l'alternance. » Il rappelle qu'il n'a aucun désaccord avec M. Chirac, qui a toujours au sur ce point une attitude impeccable. »

M. Le Pen : le complot

M. Jean-Marie Le Pen, invité du « Forum de RMC », dimanche 17 février, a estimé qu'un « complot » était ourdi contre lui par « une cellule composée de hauts fonctionnaires de police ». Selon lui, « les socialistes carraient le fantôme fasciste et l'illusion que l'on pourrait regrouper la gauche dans une grande offensive antifasciste ». Dans une interview au Quotidien de Paris du 18 février, le président du Front national affirme : « La campagne actuelle n'est pas seulement dirigée contre moi. Elle accompagne aussi une entreprise de déformation liée au terrorisme. Il s'agit de culpabiliser les organismes de défense dans leur lutte contre le terrorisme actuel en leur faisant comprendre qu'ils seront accusés à leur tour dans vingt ou trente ans d'avoir violé les droits de l'homme. »



En avant-première : la gamme Atari ST et le Commodore 128.

16K. EN VENTE PARTOUT.

LOGICIELS HP150

LISTE DES DISTRIBUTEURS AGRÉÉS

01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA Carrefour de l'Europe 01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA Carrefour de l'Europe 05000 NICE - SORBONNE INFORMATIQUE - 33 rue Giffredo 05400 CANNES - SORBONNE INFORMATIQUE - 7 rue des Belges 06700 ST-JAQUEMONT-DU-VAIR COMPUTERLAND - Sortie Cap 3000 Rue Léon Béranger 10000 TROYES - STE-AUBE INFORMATIQUE - 10 place Foch 13006 MARSEILLE - L'ORDINATEUR 114 Cours Lieutaud 13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 48 rue Paradis 13006 MARSEILLE COMPUTERLAND - 1 av. de Corinthe 13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 111 rue Paradis 13006 MARSEILLE - DNS L'ORDINATEUR - 3 rue Lefon 13100 AIX-EN-PROVENCE - FBI FRANCE BUREAU INFORMATIQUE BUREAU SERVICE IMMOBILIER LE MIRABEAU - 3 av. des Belges 13770 VENEUILLES - DNS L'ORDINATEUR - 21 Les Proulles Avenue des Ribes 14000 CAEN - COMPUTERLAND 12 rue St-Pierre 14000 CAEN - CAEN MICRO INFORMATIQUE - 154-156 rue St-Jean 16000 ANGOULÊME - SCENI 6 terrasses d'Argenteuil 1 allée des Châumes de Crèpe 17000 LA ROCHELLE - SATI INFORMATIQUE - 7 rue St-Côme 17100 SAINTES - SATI INFORMATIQUE 1 ter qui de la République 21000 DIJON - DIALOG INFORMATIQUE GUE 19-20 av. du Marché Foch 24001 PÉZENNEUX - M&B 4 av. d'Aquitaine 25400 AUDINCOURT - SGL 21 Les Arbelières - B.P. 88 29000 QUIMPER - RADIO SELL SIREVE - Centre Commercial du Rallye	29239 DUESNOU - RADIO SELL SIREVE - ZAC de Kergardec 27 rue Gaston Planté 31000 TOULOUSE - ACTION INFORMATIQUE - 33 rue Bertrand de Born 31000 TOULOUSE-COMPUTERLAND 32 rue des Pavillons 31000 TOULOUSE - STE TECHNIQUE CALUL - 11 bd des Roquetaux 31000 TOULOUSE - SOUBIRON 9 rue Kennedy 31000 TOULOUSE - AGENA 5-7 rue St-Antoine du T. 33000 BORDEAUX - AEA 48 allée de Tourmy 34000 MONTPELLIER - INTERFACES 4 av. Georges Clemenceau 34000 MONTPELLIER - INFOCOOP Croix d'Argent (Centre Paro) Avenue Paul Volery 35000 RENNES - COMPUTERLAND 13 rue du Mail 35014 RENNES - VICATEL 6 rue du Bois Rondel 37000 SAINT-PIERRE-DES-CORPS G.M.L. - 11 rue Martin Audenot 38000 GRENOBLE - AXIAL 11 bd Gambetta 38240 MEYLAN - KRISTAL - Chemin des Clos - 21.R.S.T. 42100 SAINT-ETIENNE - PONY 35 rue du Coq sur Charcot 44000 NANTES - GFO INFORMATIQUE - 2 place Danton 44000 NANTES - AGENA OUEST 28 bd Guichard 44154 SAINT-BREVIN-LES-PINS TORRIQ - 21 de la Guerre 45140 SAINT-JEAN-DE- LA-RUE - Els OLIVIER - Centre Café-Grain-Grain - Rue Henri Dunant 45200 MONTARGIS - INFORMATIX 34 rue des Déportés 49000 ANGERS - ORISOFT 17 place Molère 49000 ANGERS - ORISOFT 53 rue Boissier 48300 CHOLET - ACS INFORMATIQUE Plessis 17 bd Dehumeau 49400 BAUMUR - ORISOFT 19 rue du Marché 51000 REIMS - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 27 bd de la Paix 51200 EPERNAY - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 56 av. du Marché Foch 54000 NANCY - ETS RITTER 1 place Carnot 58000 LORENT - COMPUTERLAND 2 rue Léo Bourgo 58400 AURAY - VIDEOIR 40 bd Anne de Bretagne	59000 LILLE - RYO INFORMATIQUE 42 rue de Paris 59000 LILLE - AGENA NORD 115-117 rue Nationale 59000 LILLE - ETS CATRY 38 rue Faidherbe 59110 LA MURELLE-LES-LILLE 59000 LILLE - ILL CENTER INFORMATIQUE - 143 av. Félix Faure 59015 PARIS - L.T.A. - B n de l'Arrivée 59016 PARIS-RANDOM - 49 av. Kaber 59016 PARIS - BATSTEM 5 rue Boileau 59017 PARIS - GAMIC 27 bd Guersant 59017 PARIS - STE MENTHOR 28 rue Vernier 59017 PARIS - RANDOM 75 bd Péreire 59018 PARIS - LOCATEL 1 square Clignancourt 59018 PARIS - INFOGRAPH 28 rue d'Hauteville 59018 PARIS - MICRO 15 COMPUTERLAND PARIS XV Centre Commercial Beaugrenelle 16 rue Linois - B.P. 84 76000 ROUEN - COMPUTERLAND 62 rue Jeanne d'Arc 76000 ROUEN - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc 76000 LE HAVRE - V.P.C. 87 rue Louis Braille 76000 ROUENVILLE L'ORCHER DN 6 - RN 15 78140 VÉLIZY - AS MICRO CONSEIL 54 bis place Louvois 78200 MANTES-LE-JULE - MICRO & SYSTEMS - 12 rue Henri Rivière 78000 MONT - C.M.L. - 38 rue Méliès 80000 AMIENS - LOGIC 20 rue St-Fuscien 84000 AVIGNON - INTERFACES 32 rue de la Balance 85000 LA-ROCHE-SUR-YON - G.L.R. 18 rue des Primaires 87000 LIMOGES - MACORSUR 12 rue Jean Jaurès 91000 EVRY - COMPTA FRANCE Centre Artisanal Les Passages Vennal B. Franklin 91840 LES ULIS - C.M.G. 21 Courtabouf - Le Perre 92000 NANTERRE - H.D.S. 37 rue Henri Barbus 92100 BOULOGNE-BELLAUCOURT COMPTA FRANCE - 3 route de la Reine 92160 ANTOIN - ALMEX 48 rue de l'Aubépine 92380 GARCHES - S.T.L. 19 bis rue de Villeneuve 92800 PUTEAUX - E.A.C. Centre Commercial RER - La Défense 4 94150 BURESS - SCAB Sic 137 - 80 rue d'Arcueil 98000 MONTE-CARLO - IMCO 13 rue St-Michel	75013 PARIS - RANDOM 69 bd St-Marc 75013 PARIS - HAMILTON HGL 25 rue de Tolbiac 75014 PARIS - RYO INFORMATIQUE 54 bd de Montparnasse 75015 PARIS - ILL CENTER INFORMATIQUE - 143 av. Félix Faure 75015 PARIS - L.T.A. - B n de l'Arrivée 75016 PARIS-RANDOM - 49 av. Kaber 75016 PARIS - BATSTEM 5 rue Boileau 75017 PARIS - GAMIC 27 bd Guersant 75017 PARIS - STE MENTHOR 28 rue Vernier 75017 PARIS - RANDOM 75 bd Péreire 75018 PARIS - LOCATEL 1 square Clignancourt 75018 PARIS - INFOGRAPH 28 rue d'Hauteville 75018 PARIS - MICRO 15 COMPUTERLAND PARIS XV Centre Commercial Beaugrenelle 16 rue Linois - B.P. 84 76000 ROUEN - COMPUTERLAND 62 rue Jeanne d'Arc 76000 ROUEN - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc 76000 LE HAVRE - V.P.C. 87 rue Louis Braille 76000 ROUENVILLE L'ORCHER DN 6 - RN 15 78140 VÉLIZY - AS MICRO CONSEIL 54 bis place Louvois 78200 MANTES-LE-JULE - MICRO & SYSTEMS - 12 rue Henri Rivière 78000 MONT - C.M.L. - 38 rue Méliès 80000 AMIENS - LOGIC 20 rue St-Fuscien 84000 AVIGNON - INTERFACES 32 rue de la Balance 85000 LA-ROCHE-SUR-YON - G.L.R. 18 rue des Primaires 87000 LIMOGES - MACORSUR 12 rue Jean Jaurès 91000 EVRY - COMPTA FRANCE Centre Artisanal Les Passages Vennal B. Franklin 91840 LES ULIS - C.M.G. 21 Courtabouf - Le Perre 92000 NANTERRE - H.D.S. 37 rue Henri Barbus 92100 BOULOGNE-BELLAUCOURT COMPTA FRANCE - 3 route de la Reine 92160 ANTOIN - ALMEX 48 rue de l'Aubépine 92380 GARCHES - S.T.L. 19 bis rue de Villeneuve 92800 PUTEAUX - E.A.C. Centre Commercial RER - La Défense 4 94150 BURESS - SCAB Sic 137 - 80 rue d'Arcueil 98000 MONTE-CARLO - IMCO 13 rue St-Michel
--	---	---	---

Catalogue des logiciels HP 150 à consulter chez les distributeurs agréés HP

 **HEWLETT PACKARD**

Prochain article : LE PLAN SECRET DES CANAQUES

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

En Aquitaine, le scrutin se joue en Gironde

De notre envoyée spéciale

En Aquitaine, tous les regards sont tournés vers la Gironde, dont dépend en quelque sorte le « sort » de la région, aujourd'hui entre les mains des socialistes.

Pour l'opposition, l'affaire paraît entendue : les 10 et 17 mars, la Gironde « basculera » à droite et, avec elle, l'ensemble de la région.

Ce n'est pas si simple. D'une part, parce que le « basculement » de la Gironde, s'il se produit, ne donne pas pour autant à l'opposition la majorité des sièges au conseil régional, mais exactement la moitié. D'autre part, parce qu'un tel scénario peut être balayé par la publication du décret modifiant le mode de désignation des conseillers régionaux. L'Aquitaine, en ce cas, resterait, quel que soit le vote de la Gironde, dirigée par un président de gauche. Commence alors une autre histoire, riche, elle aussi, en péripéties : l'histoire d'une cohabitation, a priori difficile, entre une opposition qui se sentira « flouée » et parle déjà de « coup fourré », de « tricherie » et une majorité qui, dans la région, ne manque pas de ministres, mais souffre de n'avoir pas de véritable « patron ».

Bordeaux. — A moins que — le vent ne se mette à souffler dans les voiles socialistes —, l'opposition girondine est persuadée qu'elle ne peut, lors des élections cantonales, que consolider ses positions. Et il est

vrai qu'aux dernières élections municipales, elle avait ravi à la gauche des villes importantes comme Talence, Pessac et Le Bouscat, et repris le contrôle de la communauté urbaine de Bordeaux. Ce « reflux de la vague rose » s'était confirmé lors des élections européennes, où la gauche avait encore reculé dans des zones où elle paraissait pourtant inexpugnable.

Pour se retrouver majoritaire au conseil général de la Gironde, il suffit à l'opposition de reprendre trois cantons. Elle est à ce point sûre d'y parvenir qu'on raconte même qu'un court d'une partie de golf, des accords ont déjà été passés entre le RPR et l'UDF : M. Jacques Valade (RPR), premier adjoint au maire de Bordeaux, succéderait à M. Philippe Madrelle (PS) à la tête du conseil général, tandis que M. Yves Lecaudry (UDF), maire de Sainte-Hélène, prendrait la présidence de la commission la plus convoitée, celle des finances.

« Indigne »

Ainsi, la Gironde basculant à droite rejoindrait le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques, déjà acquis à l'opposition, qui n'ont pas tardé à se rallier à ce trio la Dordogne, même si le scrutin promet d'être serré, et encore moins les Landes, où la gauche est très solidement implantée.

Une victoire en Gironde suffirait-elle à l'opposition pour enlever aussi la présidence du conseil régional à M. Madrelle. Même en l'absence d'un décret modifiant le mode de représentation des conseils régionaux, l'affaire n'est pas si simple.

Actuellement, au conseil régional, l'opposition détient 29 sièges, et la majorité 47. Si le conseil général de la Gironde, qui désigne 9 représentants au conseil régional, change de majorité, c'est l'équilibre : 38 sièges pour la droite, 38 sièges pour la gauche. Plusieurs solutions sont alors possibles.

L'assemblée régionale peut porter à sa présidence son doyen d'âge, qui, aujourd'hui, serait M. Henri Grenet, maire (UDF-rad.) de Bayonne. L'opposition comme la majorité, tout en pensant à tel ou tel de ses conseillers généraux ou maires suffisamment âgés pour le moment venu, emporter la décision, affirment toutes deux qu'une telle solution serait « indigne ». Telle est en tout cas l'expression employée par M. Valade. M. Madrelle estime pour sa part que « gouverner d'ici vers les hospices n'est pas souhaitable ». Il est vrai aussi que, tout naturellement, M. Madrelle se refuse à envisager une telle hypothèse, car la Gironde devrait « rester à gauche ».

Autre solution envisageable, en cas d'équilibre des forces à l'assemblée départementale : le recours à un homme de consensus. M. Jacques Chaban-Delmas a cultivé cette image et la cultive encore. Par le

passé, chabanistes et socialistes avaient eu, sous son autorité, se répartir les rôles. Si l'opposition arrive au conseil régional « auto-lé » de son succès en Gironde, l'ancien premier ministre de Georges Pompidou peut nourrir l'espoir de retrouver la présidence du conseil régional, qu'il a perdu, en 1979 au profit de M. Labarrère. Cette année-là, une rigoureuse discipline de vote au sein du groupe socialiste et radical de gauche n'avait pas permis au maire de Bordeaux de bénéficier des voix de quelques « transfuges » et de se maintenir à un poste qu'il occupait depuis 1974.

Aujourd'hui, même si les clivages se sont accentués, M. Chaban-Delmas peut croire que de nouvelles « défaites » joueront en sa faveur. Mais il peut aussi considérer que des élus de gauche pourraient accepter de constituer, sous sa présidence, un bureau mixte d'entente politique et bordelaise où ils domineraient.

Une cohabitation

Une telle entente paraît, pourtant, difficile à trouver. Dans l'opposition, la frange la plus dure du RPR, ou la plus « orthodoxe » si l'on veut, redoute ce genre d'accord, tout comme cette partie de l'opposition qui, derrière M. Jean François-Poncet, sénateur, président du conseil général de Lot-et-Garonne, essaie de s'organiser pour exister face au PS et au RPR (le Monde du 24 janvier). A gauche, la situation ne sera pas moins confuse entre le MRG, qui a dans le passé accordé des voix au maire de Bordeaux, le PC, qui dénonçait de telles « colla-

sions » et le « virage à droite » des socialistes, et enfin les socialistes eux-mêmes divisés sur l'éventualité d'une cohabitation.

De telles solutions cependant ne tiennent pas compte de la publication possible du décret gouvernemental, qui, en modifiant le mode de désignation des représentants des conseils généraux au conseil régional, permettrait à la gauche, dans tous les cas de figure, de garder la région les élus aquitains, dans cette hypothèse, s'assureraient à la cohabitation, mais sous l'arbitrage d'un président de gauche qui déciderait d'ouvrir plus ou moins largement le bureau et éventuellement d'attribuer des présidences de commission à l'opposition.

D'ores et déjà, celle-ci réagit violemment. Selon M. Chaban-Delmas, un tel décret enlèverait à l'opposition « la moindre chance de reprendre la direction de la région ». Pour M. François-Poncet, « il va mettre le feu aux poudres ».

L'opposition se demande si « mise en minorité par une telle manœuvre », elle pourrait accepter de participer au bureau, de « se mettre à table avec les tricheurs ». Après avoir déposé un recours au Conseil d'Etat, elle pourrait décider, en attendant, d'appliquer ce qu'elle considère comme la loi. Se référant à l'article 41 de la loi de décentralisation, qui prévoit que toutes les décisions du conseil général doivent être prises à la majorité, elle déciderait de continuer à désigner ses représentants au conseil régional au scrutin majoritaire. Ce que M. Gérard Gouzes, député (PS) de Lot-et-Garonne, maire de Marmande et candidat aux élections cantonales, qualifie de règle « du totalitarisme de la majorité ».

Il ne se trouve pas d'élus socialistes en Aquitaine pour dénoncer ce

projet de décret. Leurs interrogations portent plutôt sur le degré d'ouverture possible du bureau du conseil. M. Christian Laurissargues, député (PS) de Lot-et-Garonne et premier vice-président du conseil régional, se déclare favorable à une représentation proportionnelle : au sein du bureau, représentation qui pourrait, dit-on, être rendue obligatoire par un texte de loi. M. Philippe Madrelle, précise qu'il lui paraît toutefois « difficile » d'attribuer à des élus de l'opposition qui ne votent pas le budget de la région des présidences de commission.

De cette ouverture éventuelle, les élus socialistes d'Aquitaine auront tout loisir de discuter en lendemain des élections cantonales, quand ils auront à déterminer leur stratégie et à désigner éventuellement le successeur de M. Madrelle à la tête de la région. Si celui-ci est resté à la présidence du conseil général de la Gironde, le jeu peut rester entre ses mains, bien qu'il soit contesté au sein du PS (le Monde du 11 octobre 1984). Si, en revanche, il est battu, mais que les socialistes gardent la présidence du conseil régional, son maintien à la tête de la région n'est pas évident. Pas plus, en fait, que ne l'est sa succession, dans la mesure où les candidats potentiels sont aujourd'hui au gouvernement, qu'il s'agisse de M. Labarrère dans les Pyrénées-Atlantiques, de M. Roland Dumas en Dordogne, de M. Catherine Lalumière en Gironde ou de M. Henri Emmanuelli dans les Landes. Si ne se trouvait personne pour arbitrer une situation aussi délicate, M. Madrelle pourrait bien continuer à assurer la transition, devenant en quelque sorte, et selon le mot de son prédécesseur, M. Labarrère, le « Jean XXIII » de l'Aquitaine.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA

TEXTOR
(durée 3 jours, 12 sessions par an)
D-BASE II et III
(durée 3 ou 5 jours, 10 sessions par an)
MULTIPLAN
(durée 3 jours, 10 sessions par an)
LOTUS 1-2-3
(durée 3 jours, 5 sessions par an)
FRAMEWORK
(durée 3 jours, 5 sessions par an)
BASIC
(durée 5 jours, 8 sessions par an)

STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE

RESEIGNEMENTS
Frédérique MARTIN
Groupe Sigma
Services Informatiques
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
(1) 325.63.30

GROUPE SIGMA

Institutions politiques

Droit constitutionnel

Pierre Pactet

7^e éd., 544 p.
120 F.
Prix public TTC au 15.2.85

Chez votre Libraire

OBJECTIF JAPON
COMPRENDRE ET REUSSIR

I.S.G. VIDEO

organise à Paris
Hôtel SOTTEL-SÈVRES

LE 13 MARS 1985

JOURNÉE DE TRAVAIL
ET DE FORMATION

AVEC LA PARTICIPATION DE L'

Association Française pour les Cercles de Qualité

SOUS LE PARRAINAGE :

Du Ministère du Redéploiement Industriel
et du Commerce Extérieur
De la Communauté Economique Européenne
De la Chambre de Commerce et d'Industrie
Française au Japon
De la Mairie de Paris

De l'Ambassade du Japon en France
De l'Ambassade de France au Japon
De l'Ambassade de Suisse au Japon
Du JETRO - Japan External Trade
Organization
Du Comité Japon du CNPF

Renseignements et inscriptions :

I.S.G. VIDEO : 8 rue de Lota 75116 Paris
Tél. (1) 553.11.05 (poste 16)

ISG

NOUVELLES BRÈVES

● **Au Mans, un adjoint au maire en congé du Parti communiste.** — L'adjoint chargé de la culture au sein de la municipalité de gauche du Mans, M. Henri Leblond, militant du PCF depuis quarante ans, a décidé de se mettre en congé de parti. « Communiste il est, communiste il demeure », mais en toute indépendance, d'ailleurs, de l'équipe dirigeante actuelle. « Reste la même après le vingt-cinquième congrès, une équipe qui se trompe depuis sept ans et se complait dans l'autosatisfaction », a-t-il déclaré.

Le maire, M. Robert Jarry, et deux de ses adjoints avaient, lors de la conférence fédérale précédant le congrès, voté contre la résolution du comité central. — (Corresp.)

● **Le maire RPR de Dragignan met en cause la gestion de l'ancienne municipalité socialiste.** — Une vive polémique s'est engagée à Dragignan entre le maire, M. Jean-Paul Claustres (RPR), et M. Edouard Soldani, sénateur socialiste et président du conseil général du Var. M. Claustres, qui a rendu publiques, mardi 12 février, les conclusions d'un « Livre blanc sur la gestion socialiste de la ville », accuse la municipalité précédente d'avoir laissé un déficit d'au moins 13,7 millions de francs. M. Edouard Soldani a annoncé pour sa part, mercredi 13 février, qu'il venait de demander aux ministres des finances et de l'intérieur ainsi qu'à la Cour des comptes d'ouvrir « immédiatement » une enquête pour vérifier les comptes de ses vingt-quatre années de gestion mais aussi ceux de « onze mois de gestion Claustres ».

● **Regroupement des gaullistes de gauche.** — Le Mouvement gaulliste populaire (MGP), dont le secrétaire général est M. Jean-Louis Delcoeur, et la Fédération nationale des gaullistes de progrès, dont le secrétaire général est M. Jacques Blache, ont décidé d'unifier leurs actions pour organiser « la composante gaulliste de la majorité présidentielle ». M. Blache a été chargé, dans un premier temps, d'animer une association nationale d'élus gaullistes, démocrates et républicains de progrès qui devrait être élargie à « tous les élus divers gauche ou modérés favorables à la majorité ». Les deux mouvements, dont la fusion est envisagée, ont d'ores et déjà entamé une réflexion commune au sein du club Action gaullienne.

● **M. Mitterrand sur la tombe de George Sand.** — Le président de la République s'est rendu, samedi 16 février, dans l'Indre, pour une visite privée de quelques heures à Nohant, où il a visité la maison de George Sand, avant de se rendre sur la tombe de l'écrivain.

Le n° 4 de **Gauche** est paru

● INVITÉE : Edith Cresson
● DOSSIER : Le pouvoir face aux pouvoirs
● ARTICLE de Danielle Mitterrand

vente en kiosques 35 F
abonnement (11 n° par an)
320 F à l'ordre de

GAUCHE
10 rue de Bellechasse 75007 PARIS

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

LE FRONT NATIONAL

L'ASSAUT DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Dans la série de portraits de candidats aux élections cantonales, membres du Front national ou soutenus par lui (le Monde du 17-18 février), des coupes et un masque ont rendu inintelligible un passage de l'article consacré au docteur André Cathala-Delmas, candidat dans le septième canton de Toulouse. Il fallait lire (avant dernière colonne, la fin) :

« L'armoire pleine de cadavres... le goût amer de la trahison » au PR, les cris dans le désert à propos du Vietnam, de 1981, des immigrés, des débats difficiles ou ratés, il l'a montée, bizarre et puissante locomotive de vie sur les routes du toujours plus et de l'autre chose.

« Alors, pourquoi pas un tour de piste cantonale symbolique, tout en maugrant qu'on aurait bien autre chose à faire, sous la bannière Le Pen, contre un sortant socialiste, Gérard Bapt, qui pèse aussi son poids électoral, de député ?

Sur une étagère de l'armoire-locomotive, on trouvera bien, entre autres réflexions et gambes, le bocal « immigrés », la boîte étiquetée « sécurité » et dans le sac à sentances : « d travail égal, salaire égal ».

Donc va pour la candidature, va pour les « quatre ou cinq mille ballons à dégonfler pour la campagne même si c'est joué par la fenêtre ». Le docteur Cathala-Delmas pourra les clamer ses idées, dénoncer le « sentiment de ras-le-bol général », proclamer qu'il « faut des hommes responsables et honnêtes ».

● **M. Mitterrand sur la tombe de George Sand.** — Le président de la République s'est rendu, samedi 16 février, dans l'Indre, pour une visite privée de quelques heures à Nohant, où il a visité la maison de George Sand, avant de se rendre sur la tombe de l'écrivain.

Le n° 4 de **Gauche** est paru

● INVITÉE : Edith Cresson
● DOSSIER : Le pouvoir face aux pouvoirs
● ARTICLE de Danielle Mitterrand

vente en kiosques 35 F
abonnement (11 n° par an)
320 F à l'ordre de

GAUCHE
10 rue de Bellechasse 75007 PARIS

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

DEUX TEXTES POUR

CONTROLLER LES PRODUITS

TOXIQUES ET LES SUB-

STANCES CHIMIQUES

Un arrêté et un décret publiés respectivement samedi 16 et dimanche 17 février au Journal officiel contiennent de nouveaux pouvoirs au ministre de l'Environnement pour mieux contrôler les produits toxiques et les substances chimiques.

Désormais, tout producteur de déchets solides restera responsable de ses résidus jusqu'à leur élimination totale. Un bordereau accompagnera leur pégrification et sera visé à chaque étape. L'éliminateur final devra informer le producteur de la destruction des produits, et s'il ne le fait pas dans les trois mois, le producteur devra informer l'administration, qui, ainsi, devrait garder le contrôle — avec l'aide d'un réseau informatisé — de tous les produits toxiques circulant en France.

Pour ce qui concerne les nouvelles substances chimiques, elles seront d'ores et déjà soumises à trois contraintes. Tout fabricant lançant sur le marché un nouveau produit chimique devra d'abord en faire la déclaration au ministre de l'Environnement. Son dossier comprendra non seulement les caractéristiques du produit mais aussi son mode de transport, ses techniques de stockage, les résultats des essais de toxicité sur les animaux et les modalités d'évolution du produit avec le temps.

Ces dossiers seront ensuite examinés par une commission d'évaluation de la toxicité, comprenant des fonctionnaires des différents ministères concernés et une trentaine de personnalités qualifiées. Enfin, en cas d'urgence, le ministre de l'Environnement pourra interdire la vente d'un produit chimique. Il communiquera aux centres antipoisons toutes les indications concernant cette substance, y compris les renseignements commerciaux considérés comme confidentiels.

Lisez LE MONDE diplomatique

VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE PORTUGAL

Vaste choix de locations en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tous standing.

Renseignements
SLAM Vacances
17, rue du Fbg Montmartre
75003 Paris
(Mo Rue Montmartre)
Brochure sur demande contre 9,50F en timbres pour participer aux frais d'envoi.

Les lon
12h25 et ar
le mardi, le

des pre

La flot
courriers T
les nouvea
jour vers 10

Atlanta
une po

Delta o
quelle autr
autre ville
de 90 villes
Angeles, Ne
Center Wa
Les fac
d'Atlanta of
nationales
plexe de ter
sont regroup
directemen

d'u
Nous a
fessionnels

صكزا من الاميل

ATLANTA SUR DELTA

[illegible]

DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS

Lisez
LE MONDE
diplomatique

**VACANCES EN
ESPAGNE - ITALIE
PORTUGAL**

Votre choix de vacances
au bord de mer
supplémentaire de confort

GRANDS PAYSAGES
SLAM VACANCES

8, rue de Valenciennes - 59000 LILLE
Tél. 03 20 39 10 00 - 20 39 10 01
75000 PARIS - Tél. 01 47 78 10 00
du mardi au dimanche

société

LA GUERRE DES ENTERREMENTS

Michel Leclerc mène l'assaut contre le monopole des Pompes funèbres

Les constats d'huissier pleuvent, les procès se succèdent en première instance, comme en appel, et c'est tout juste si les convois mortuaires ne tombent pas dans des embuscades. Les défunts reposent encore en paix dans nos cimetières, mais le chemin qui les y conduit est plus agité. Dans le petit monde des pompes funèbres, la guerre fait rage depuis que M. Michel Leclerc, quarante-cinq ans, le frère d'Edouard, un gaillard de 1,83 m, casseur de prix et de monopole, a lancé la bagarre contre le système français des enterrements, qu'il trouve en contradiction avec la liberté établie par le traité du Marché commun.

Une loi de 1904 a organisé les enterrements en France. Elle est fondée sur le principe du monopole. Dans une commune donnée, une seule entreprise est soit une régie municipale (comme à Paris, Lyon ou Marseille), soit une firme privée à qui la mairie concède le monopole. C'est le cas dans 80 % des villes moyennes, qui, en raison de leur faible population, ne recourent ni à la régie ni à la concession, et laissent les familles se débrouiller.

En préfaçant dans le domaine réservé des obsèques, Michel Leclerc s'attaque donc à la fois aux grands maîtres de France (Jacques Chirac, Gaston Defferre, François Colcomb) et à la société qui n'emporte les trois quarts des concessions dans les villes moyennes : les Pompes funèbres générales (PFG), filiale de la puissante Lyonnaise des eaux.

Prix d'ami

Pour mener l'assaut contre de telles fortresses, Leclerc a recruté de petits entrepreneurs de pompes funèbres qui se sont, comme on dit, «franchisés». Ces «aventuriers» payent 20 000 F de droit pour entrer dans la «bande» à Leclerc, et s'engagent à verser 0,8 % de leur chiffre d'affaires à la caisse commune. En contrepartie, la mairie leur assure des fournitures à prix d'ami, les conseils d'un avocat et, même, le remboursement des frais en cas de procès perdu.

Dans une vingtaine de villes, en neuf mois, ces «pirates» des pompes funèbres ont organisé 1 600 convois en violation du monopole. A Chaumont et Antibes, ils ont

conquis la moitié du marché : à Provins, Charleville, Alençon, Angoulême, Périgueux, le tiers ; à Paris et Lyon, quelques mièges seulement. L'argument des «franchisés» Leclerc est partout le même : «Nos factures sont moins élevées que celles de la régie municipale ou de l'entreprise privée concessionnaire».

Bien entendu, les pompes funèbres officielles affirment qu'il n'est ni riche, ni elles contre-attaquent en assignant leurs concurrents devant les tribunaux de commerce ou les juges de grande instance. Les Pompes funèbres générales, qui assurent la moitié des enterrements, se trouvent en première ligne. Et Leclerc a trouvé à qui parler. Le PDG des PFG, M. Pierre Poinsignon, est un ancien militaire. Il a tenu récemment à faire un premier bilan des opérations au PC parisien de sa société. Sur dix-sept procès intentés à des «franchisés» Leclerc par des villes ou des concessionnaires privés (PFG ou Roblot), les défendeurs du monopole en ont gagné seize. Seuls les juges de Lyon ont abouti à l'annulation, dans cette ville, de la concession à la régie municipale. Partout ailleurs, les juridictions ont donné tort aux irréguliers : chaque violation constatée leur coûte désormais de 2 000 à 3 000 francs.

Trois cents convois par mois

Mais on tire de barrage juridique n'arrête pas l'élan du réseau Leclerc. Deux «franchisés» seulement se sont désoufflés. Les autres continuent. Michel Leclerc les soutient en payant les astreintes auxquelles ils sont condamnés. Il a même prévu dans son budget de 1985 un crédit de 10 millions de francs pour payer les pots cassés. Le nerf de la guerre ne fera donc pas défaut.

Les hommes de Leclerc se conduisent comme des partisans en face d'une armée régulière. Corps de main, harcèlement, puis débandade. L'un d'eux, M. Janin, qui chasse sur les terres des PFG à Angoulême, Périgueux et Cognac, est passé maître dans l'esquive. Les hommes de loi lancés contre lui par M. Poinsignon n'arrivent pas à le coïncier, malgré de multiples condamnations. L'entreprise change de nom et il n'y a jamais un sou sur

ses comptes en banque. Veut-on faire saisir le matériel ? On s'aperçoit que les cercueils sont en dépôt et que les corbillards sont loués. La guerre des enterrements a déjà coûté en neuf mois 4,5 millions de francs aux PFG. Une piqûre d'épingle pour la puissante maison : 0,2 % de son chiffre d'affaires. Mais plusieurs des succursales de province sont à présent en déficit. Et, surtout, M. Poinsignon redoute que la révolte qui ne touche encore que seize départements ne gangrène l'ensemble du territoire.

Cet état de guerre en retraite, Michel Leclerc, comme un général en campagne, œuvre de nouveaux fronts à Strasbourg, Colmar, Arcachon et Toulouse. Le nombre des convois en violation de monopole atteint trois cents par mois.

M. Poinsignon veut ne briser les rangs, dit-il. C'est moi qui aurai raison du monopole. Bref, on paraît s'installer dans un conflit de longue durée. En réalité, les maquisards comptent sur un retournement en leur faveur des mentalités et de la législation. Les familles s'agitent en Bretagne et dans les Pays de la Loire, les partisans de la création sont obligés de faire transporter leurs défunts en région parisienne parce qu'il n'existe aucun crématorium dans l'Ouest. Ils viennent d'écrire au président de la République pour demander que la municipalité communaliste de Carhaix (Finistère) soit autorisée à construire une de ces installations avec l'aide de la région, des départements et de l'Etat.

M. Jean-Louis Masson, député RPR de Metz, vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi qui révolutionnerait les habitudes. Dans les communes qui n'assurent pas elles-mêmes le service des pompes funèbres, liberté totale serait rendue aux entreprises privées. Plus de monopole mais interdiction de toute publicité. Enfin le régime particulier de l'Alsace et de la Lorraine serait aligné sur le droit commun.

An. Parlement, enfin, M. Roger Roquetti, député socialiste de Paris, anime un groupe de parlementaires qui doivent proposer une réforme du système des obsèques. On en est, pour l'instant, à écouter les avis des professionnels, et des associations de familles. Le nouveau texte devrait être présenté au gouvernement au début d'avril.

MARC AMBROISE-RENDU.

A Anglet

UNE CACHE D'ARMES EST DÉCOUVERTE AU PAYS BASQUE FRANÇAIS

Une cache d'armes, utilisée par les séparatistes basques espagnols, a été découverte, le vendredi 15 janvier, à Anglet près de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Il s'agit de la troisième cache d'armes au Pays basque français en l'espace de quinze jours.

Plusieurs pistolets, deux mitrailleurs, des détonateurs, du corde détonant, des faux-papiers français et espagnols ainsi qu'une douzaine de gilets pare-balles étaient dissimulés dans un garage à bateaux, loué par des inconnus, près du port de plaisance d'Anglet. Les enquêteurs ont également trouvé du matériel de fausseur, un équipement de personnel, l'écoute des postes français et espagnols et des émetteurs-récepteurs portatifs.

Cette saisie intervient au terme d'une longue surveillance menée par la police judiciaire autour du garage, devant lequel des voitures immatriculées en Espagne avaient été remarquées à de nombreuses reprises. Les enquêteurs estiment que le matériel découvert correspond à celui qui est utilisé par les Commandos autonomes antipolitiques (CAA).

● Assignation à résidence d'un membre de l'ETA militaire. — Tomas Linaza Echeverria (vingt-huit ans), responsable présumé de l'ETA militaire, a été assigné à résidence dans le Pas-de-Calais, le samedi 16 février, au terme d'une peine de détention de six mois, à la prison de Bayonne, pour part d'armes.

● Attentats antinucléaires. — Des inconnus ont provoqué un court-circuit, dimanche 19 février, vers une heure de l'après-midi, deux postes d'interconnexion d'EDF, l'un situé à Tavel (Gard), l'autre en Ardèche. Le courant n'a été rétabli qu'après plusieurs heures. Les gendarmes chargés de l'enquête parlaient d'un « attentat ou tout au moins d'un acte de malveillance ». Ces deux sabotages ont été révélés par l'Agence France-Presse par un groupe inconnu baptisé « Investissement nucléaire, investissement suicidaire ». Les circuits électriques visés desservent les centrales nucléaires de Tricastin et de Cruas.

En Grande-Bretagne

LES POMPIERS ONT PEUR DU SIDA

La panique règne dans certaines prisons londoniennes, celles de Chelmsford et du Wormwood Scrubs notamment, depuis la mort le 6 février d'un amonier homosexuel, Gregory Richards, qui était atteint du SIDA. Un employé de la prison de Wormwood Scrubs a été hospitalisé et placé en isolement, de même qu'un prisonnier homosexuel de vingt-cinq ans. L'un et l'autre présentant des signes de la maladie. Deux autres prisonniers subissent des examens biologiques complémentaires.

A Londres, le syndicat des gardiens de prison annonce qu'il s'opposera dorénavant à tout transfert, dans l'attente d'une enquête sur les services médicaux des établissements et sur les possibilités de dépeçage. Les gardiens craignent, en effet, qu'une véritable épidémie ne se déclare au sein des établissements pénitentiaires, dont les équipements médicaux sont particulièrement frustes.

Pour sa part, le syndicat des pompiers britanniques a recommandé à ses adhérents de ne pas pratiquer de bouche-à-bouche sur des homosexuels, et notamment en cas d'accident dans les communautés ou les clubs «gay», par crainte d'une contamination.

Au total, cent vingt cas de SIDA ont été officiellement recensés en Grande-Bretagne depuis l'été 1983, et cinquante-trois malades sont morts.

Don d'ovule et transfert d'embryon : une première en Italie

Un enfant de 3 kilos est né en Italie par fécondation après que sa mère eut reçu l'embryon qu'elle avait porté jusqu'à son cinquième jour de développement. Cette dernière avait été fécondée par insémination artificielle avec le sperme de mari de la femme stérile. Le docteur Leonardo Formigli, gynécologue de l'université de Rome, a dirigé cette opération après avoir fait plusieurs séjours d'étude à Londres. L'insémination avait eu lieu le 24 mai 1984, et l'embryon a été prélevé chez la mère volontaire au cinquième jour de sa formation le 29 mai 1984, puis transféré chez la mère stérile.

Ce type d'intervention équivaut à un «don d'ovule» et peut être envisagé lorsque la stérilité d'une femme est due à une absence d'ovulation. L'aspect technique — et éthique — de ce type de procédé tient à la nécessité de procéder chez la femme «donneuse d'ovule» à un lavage de la cavité utérine pour récupérer au cinquième jour de la gestation l'embryon qui s'y est implanté. Une concordance hormonale rigoureuse

AUX ÉTATS-UNIS

Troisième implantation d'un cœur artificiel

Le docteur William de Vries, qui a procédé dimanche matin 17 février à sa troisième implantation d'un cœur artificiel sur un être humain, est satisfait de l'état de son malade. M. Murray Haydon, cinquante-huit ans, s'est réveillé «sans problèmes», selon les déclarations du centre Humant de Louisville (Kentucky), après une intervention qui n'a duré que trois heures et demie. L'inventeur du cœur artificiel, le docteur Robert Jarvik, a procédé à de nouveaux perfectionnements et il a déclaré qu'il ne considère plus l'intervention comme de nature expérimentale.

On ne peut oublier néanmoins que les deux opérés précédents, le docteur Barney Clark et M. W. Schroeder, ont présenté des troubles vasculaires cérébraux sérieux, qui ont gravement altéré la qualité de leur survie. Le premier est décédé (il y a deux ans) au bout de cent douze jours. Le second, opéré il y a quatre-vingt-trois jours, est toujours hospitalisé au centre hospitalier d'Humana, mais il a quasiment perdu l'usage de la parole : il ne trouve, depuis la thrombose cérébrale dont il a souffert le 14 décembre, vingt jours après l'intervention, dans un état psychologique dépressif, et il ne peut se servir seul de son cœur artificiel portatif.

M. Murray Haydon souffrait depuis 1981 d'une cardiomyopathie grave, et avait été considéré comme trop âgé pour être candidat à une transplantation cardiaque. L'équipe médicale a déclaré que, si des complications cérébrales comme celles qui furent observées chez les deux

prédécesseurs de M. Haydon devaient survenir, elle pourrait être amenée à retarder d'autres tentatives. Il semble que les embolies étaient formées au niveau de la jonction entre ce qu'il reste du cœur malade et le cœur artificiel implanté, et des mesures palliatives (anticoagulants à hautes doses) ont cette fois été adoptées.

La chaîne hospitalière privée Humana Inc., qui assume les frais de ces interventions, s'est engagée à en financer une centaine, pour un montant total de 25 millions de dollars. Ses dirigeants voient dans cette initiative un double aspect, publicitaire d'une part et financier de l'autre, qui pourrait donner de leur groupe (quatre-vingt-onze hôpitaux répartis dans vingt-deux États américains et trois pays étrangers) une image de haute technologie et de qualité, pour les soins d'avant-garde, qui ne pourrait qu'améliorer encore sa rentabilité.

Le bénéfice de la chaîne Humana Inc. en 1984 s'élève à 193 millions de dollars, et les quelques 100 000 à 200 000 dollars que coûte chaque implantation de cœur artificiel sont à l'évidence une quantité négligeable dans un tel budget. Cependant, un tel coût risque de peser très lourd si l'amélioration des techniques aidant, les quelques cinquante mille Américains qui pourraient bénéficier chaque année d'une telle technique en exigeant la prise en charge par les autorités sanitaires ou les compagnies d'assurances.

Il est permis d'ajouter quelques doutes sur la qualité de la survie dont bénéficieront provisoirement les malades ainsi opérés. Parfaitement avertis de son caractère aléatoire, par une note de dix-sept pages que leur fait signer le docteur de Vries et qui leur fait reculer les plus audacieux, des hommes se présentent néanmoins qui, pour quelques jours ou quelques mois d'une existence amoindrie, sont prêts à toutes les souffrances, à toutes les déceptions intellectuelles, à toutes les invalidités... et même, comme le précise la note en question, «à une survie purement végétative».

Dr. E.-L.

UNE NOUVELLE COTATION DES ÉLECTROCARDIOGRAMMES SATISFAIT LES MÉDECINS SPÉCIALISTES

Le Journal officiel du 14 février a publié un arrêté de M^{me} Georgina Dufouix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, modifiant la cotation de l'électrocardiogramme dans le sens souhaité par les syndicats de médecins. Cette publication intervient au même temps que l'ouverture des négociations entre les médecins et les caisses sur la nouvelle convention. Elle constitue un geste d'apaisement du ministre, dans la controverse qui l'oppose à un certain nombre de médecins depuis la révision à la baisse du tarif de certains actes médicaux décidée en octobre 1984.

Cet arrêté apporte une innovation : jusqu'à présent, la consultation de cardiologue était cotée uniquement sous son aspect technique (actes en K), ce qui ne permettait pas de dissocier l'acte intellectuel du médecin (l'évaluation de l'électrocardiogramme) de l'amortissement de son matériel.

La nouvelle cotation prévoit l'addition d'une «consultation de spécialiste» (C = 103 F), sanctionnant l'acte intellectuel, et de la lettre eif K (11,65 F) affectée d'un coefficient 6,5, soit un coût total pour le patient de 178,72 F. Auparavant, l'électrocardiogramme était coté soit K 10 (ECG simple/116,50 F), soit K 14 (ECG complexe/163,10 F).

Cette révision a provoqué de vives réactions des médecins généralistes. En effet, lorsqu'ils pratiquent un ECG, ces médecins se verraient cumuler qu'une «consultation de généraliste» (C = 70 F) et K 6,5, soit un coût total de 145,72 F.

L'Union nationale des omnipraticiens français, qui réunit les généralistes au sein du principal syndicat de médecins, la CSMF, estime que cette nouvelle cotation «pénalise» les médecins de famille, même si «elle sauve la situation des cardiologues».

Pour sa part, l'Union syndicale de la médecine, qui regroupe des médecins classés à gauche, stigmatise l'attitude des deux centrales représentatives de médecins, qui sacrifient la visite à domicile aux intérêts des médecins spécialistes.

JEAN-YVES MAU.

Un commando fait sauter une caserne à Ajaccio

Un commando de six hommes en casque et armés a fait exploser, dimanche 17 février, à 5 heures, trois charges de la caserne de la caserne Grossetti à Ajaccio (Corse) — siège de la 55^e division militaire territoriale. Les dégâts matériels sont considérables, mais l'explosion n'a pas fait de victimes.

L'entrée, la sentinelle, sans arme, avait auparavant été ligotée, ainsi que les sept plantons en service à l'intérieur de la caserne. L'attentat n'était pas encore revendiqué lundi 18 février en fin de matinée. Les enquêteurs du SRPJ d'Ajaccio penchent pour l'hypothèse d'une action de l'ex-FLNC. L'organisation dissoute a, en effet, depuis 1979, visé à plusieurs reprises des objectifs militaires en Corse — dont la caserne de

la légion à Corte et diverses casernes de gendarmerie.

Ce nouvel attentat survient trois semaines après l'assassinat de Jean Dupuy (responsable du service d'ordre de l'Association pour la Corse française et républicaine) — nous encore revendiqué. Il se situe aussi à la veille des prochaines élections cantonales.

M. Charles Henu, ministre de la défense, a dépêché sur place le général Bernard Philippouat, inspecteur général de l'armée de terre, pour «enquêter sur les mesures à prendre à la suite de cet attentat», selon les termes d'un communiqué émanant du commandement de la 5^e région militaire — dont dépend la 55^e division stationnée à la caserne Grossetti.

Une facilité déconcertante

Pour se lever de l'accusation de laisser-aller dans la garde des armes militaires acquises en France, comme en Algérie en 1981 et en Corse, à plusieurs reprises jusqu'au dernier incident d'Ajaccio, le ministre de la défense explique tantôt qu'il s'agit d'agressions menées par des commandos supérieurement organisés et déterminés, tantôt qu'il s'agit d'opérations de sabotage contre des bâtiments administratifs sans intérêt, comme des messes de garnison ou des services annexes d'état-major.

Dans l'un comme l'autre cas, un découvrant aussitôt que la commande était une bande de voyous sans envergure et que, dans le bâtiment militaire qui a servi de cible symbolique à une action d'État, l'armée de

terre se contente de quelques concierges démunis d'armes ou de protection passive.

Certes, on ne peut disposer de sentinelles en armes devant tous les bâtiments militaires, surtout les plus anodins, et on ne peut leur donner à toutes des enseignes inévitables d'ouverture du feu, à moins d'accepter le risque de «bavures» graves et irréparables. Mais la facilité avec laquelle les coups de main ont lieu contre des enceintes militaires, insuffisamment ou mal gardées, a de quoi déconcerter en cette période de terrorisme actif de tous bords en France, surtout lorsque le gouvernement considère officiellement ce terrorisme comme un acte de guerre.

JACQUES ISNARD.

● Incendie dans les locaux du journal Pour l'Autogestion. Un incendie a ravagé, pendant la nuit du samedi 17 au dimanche 18 février, les locaux du journal Pour l'Autogestion, organe de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), au 42, rue d'Avron, dans le vingtième arrondissement de Paris. La police enquête sur les causes de

cet incendie qui a détruit les machines de composition, les archives et la bibliothèque du journal. Le local de la rue d'Avron abritait également la rédaction de l'organe de la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRJ), sous le drapeau du socialisme.

هكذا من الاصل

S-UNIS

plantation
artificiel

Lettre ouverte à Monsieur Laurent Fabius, Premier Ministre.

Aimez-vous les abricots?

Même si par vocation vous préférez les fruits rouges, merci de ne pas avoir été indifférent au toucher particulier de l'abricot.

Le micro-ordinateur s'entend.

Déjà enfant, sa peau, du fruit s'entend, vous donnait des frissons... Et dans la chaleur de l'été, vous adoriez sa mystérieuse acidité sucrée.

Ces sensations particulières, ce goût inimitable, nos écoliers gourmands aimeraient peut-être s'en régaler toute l'année.

Car, s'il est vrai que nous arrivons tard, c'est que nous avons mûri plus longtemps et que tous nos abricots ont déjà le goût du futur. Et pour nous cueillir, pas besoin de traverser l'Atlantique. Il suffit de tendre le bras dans le verger européen.

Vous souriez? Vous voyez, vous nous aimez déjà.



apricot

Périls sur le droit d'asile

● De nouvelles femmes rabbins.
L'Assemblée rabbinique, mouvement conservateur américain, a décidé d'accepter des femmes rabbins. Amy Ellberg, vingt ans, sera la première femme du mouvement à être ordonnée, eu mai prochain.
L'Assemblée rabbinique, qui siège à New-York et dit rassembler plus de 100 rabbins dans le monde entier, prie cette décision à 636 voix pour et 267 voix contre. Elle s'appose au mouvement orthodoxe, qui estime que l'ordination des femmes dans le rabbinat est une violation de l'*Halakha*, la loi juive. En revanche, elle rejoint les libéraux américains du Reformist and Reconstructionist Judaism qui, ces dix dernières années, ont ordonné plus de quatre-vingts femmes.

M. Régis Debray est nommé maître des requêtes

Tél: 628.02.32 (4 lignes)
1, av. du Général de Gaulle, Paris 12

Joseph A. L.
ŒUVRES GRAN

سكزا من الامثل

culture

MUSIQUE

LES MANCA DE NICE

La traversée du désert

Après un mois de prosélytisme intense et désintéressé, les MANCA (Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur) ferment leurs portes jusqu'à l'année prochaine en laissant à l'Ensemble Intercontemporain le soin de tirer le bouquet final, ce lundi 18 février, au Nouveau Théâtre : un programme des *Domaines*, de Boulez, une nouvelle œuvre de Pascal Dusapin : *Hop!* et, en reprise, l'étonnante *Folie de Jocelin*, de Pierre Stravinsky (1).

A moins d'habiter Nice ou d'y prendre ses quartiers d'hiver à la mode de jadis, il n'est pas possible de dresser un bilan exhaustif d'une manifestation si pléthorique. Si le projet de réunir tous les compositeurs de musique expérimentale du Midi et d'inviter la plupart des ensembles instrumentaux et chorals n'a pu être complètement réalisé cette année, c'est que l'ancien « désert musical de la France » est en pleine mutation.

On regrettera d'autant plus que le Programme musical de France-Culture ait dû se borner aux récitals de Joëlle Léandre, Alexandre Ouzounoff et Daniel Kienry, qui seront partiellement retransmis le 2 mars à 22 h 30.

Les récitals de basse sont trop rares pour ne pas faire figure de curiosité et, cependant, au fil des années, Alexandre Ouzounoff (né en 1955) s'attache à susciter de nou-

velles œuvres pour son instrument et constitue un répertoire qui comporte déjà plusieurs œuvres marquantes. A Nice, il a présenté, en particulier, *Monolog*, d'Isang Yun, d'un caractère presque pastoral, mélodique sans facilité, exploitant toutes les ressources traditionnelles de l'instrument, et *Vang-Vong*, de Nguyen Thien Dao, d'une grande intensité dramatique, utilisant les sons multiples avec une véhémenence qui fait sortir le basson des limites qu'on lui impose généralement, sans exclure ses accents chaleureux ni sa délicatesse naturelle (2).

La contrebasse est un peu la seule alliée du basson : Joëlle Léandre continue à solliciter les compositeurs et à écrire (*Taxi*, *Pour Joseph...*). Betsy Jolas lui a confié la création d'un nouvel *Episode*, économie d'effet. En comparaison, *Vêtement*, de Steve Lacy, semble plus fruste, proche du courant répétitif américain. On s'attendait à quelques clins d'œil au jazz, mais Steve Lacy s'en est bien gardé : *Vêtement*, est une œuvre d'inspiration plutôt austère, très aimable en apparence et périlleuse à jouer.

Quelques jours avant ces récitals, le public nicois avait été fort intrigué - mais visiblement séduit - par la venue de l'ensemble Hypérion. Organe principal de la création musicale actuelle en Roumanie, cet ensemble témoigne, dans ses orientations, de la recherche d'une synthèse « Orient-Occident » ; il a développé la pratique de l'improvisation collective, des musiques intuitives, et la référence à l'harmonie de la résonance naturelle des corps sonores.

On retiendra les curieux *Flashes*, d'Octavian Nemescu (1940), une série de pièces brèves comme l'éclair, généralement violentes mais toujours différentes, et dont on a le temps d'apprécier la singularité pendant le long silence qui suit. La *Sonate pour trois clarinettes*, de Tiberiu Olah (1928) met en valeur les qualités de virtuosité et de timbre du très remarquable clarinettiste de l'ensemble : Aurelian-Octav Popa, dans un langage où la modalité retrouve ses droits. Enfin, dans *Movment et surmises*, pour trois contrebasses et percussions, lancu Dumitrescu (1944) tire des sonorités inouïes qu'on croirait réservées au domaine de l'électronique, et crée une atmosphère de méditation aux confins du silence.

GERARD CONDÉ

- 1) Ces deux dernières œuvres seront retransmises à Paris les 27 et 28 février, au Centre Pompidou.
- 2) *Vang-Vong* sera diffusé sur France-Culture le 28 février, dans une série d'émissions consacrées au basson, du 25 février au 1^{er} mars, de 20 heures à 20 h 30.

LE GROUPE LO A MALAKOFF

« Cinéma-concert »

Le groupe LO présentait à la Malakoff de la culture de La Rochelle, les 2 et 3 février, son spectacle *Cinéma-concert*. Le groupe LO, c'est quatre musiciens : Pierre Sauvageot (trompette), Luc le Masse (saxophone), Denis Cuiot (piano), Geneviève Cabannes (contrebasse), qui jouent sur scène pendant les trois courts-métrages du programme.

Les références à Debussy épousent l'inspiration mythologique du film de Pierre Zucca *Mélieux-vous d'Echo*, tiré d'un passage d'Ovide. Puis, les inflexions jazzy des deux piano-saxophone, alternent avec le travail du son plus provocant des deux contrebasse-synthétiseur, guidant dans ses amours déçues la jeune veuve du film de Jean-François Goyet *Le Jour et la Nuit*. Avec pour finir, les harmonies troubles sur lesquelles évolue la strip-teuse d'un cabaret minable, aux prises avec un voisin Quasimodo qui veut l'effeuiller pour lui tout seul, dans *Albino des yeux de Francis Verpillat*, à mi-chemin entre la *Fantôme de l'Opéra* et *Notre-Dame de Paris*, tous les genres sont abordés, tous habillent les images sur mesure.

Un spectacle fondé sur un jeu de communication entre la scène et l'écran, l'endroit et l'envers, le vrai et le faux. Les musiciens sont partout, sortent du film pour y replonger. Ni retour au temps où ils accompagnaient, de leur fosse obscure, un film muet, ni pendant théâtral du vidéo-clip (l'image ici n'est pas la faire-valoir du son), *Cinéma-concert* propose une solution, comme pour en finir avec le rapport de force entre le film et « sa » musique : les deux y sont logés à la même enseigne, et chacun bénéficie des trouvailles de l'autre. Témoin, le réalisateur Jean-François Goyet : « La musique du groupe LO m'a toujours paru riche en scénarios ».

Le Théâtre 71 accueillera LO à Malakoff les 5, 7, 8 et 9 mars. D'ici là, le groupe aura sans doute réinventé quelques points de détail et consolidé ce que Pierre Sauvageot appelle modestement un « spectacle fragile ».

GALERIE DENISE RENÉ
102, bd Saint-Germain, PARIS 7^e
Anni ALBERS
Joseph ALBERS
ŒUVRES GRAPHIQUES

CULTURE FRANÇAISE A STOCKHOLM

Un Printemps précoce

Les températures oscillent le jour entre -15° et -23° à Stockholm, où il n'a pas fait aussi froid depuis quarante ans. Malgré le soleil et une lumière divinement pure, le temps n'incite guère à la promenade. Mais on ne s'enferme pas pour autant : la saison d'opéra avec *Jules César* et *Xerxès* pour l'année Haendel et des concerts est en pleine activité. Le tout est de disposer de vestiaires assez généreux pour accueillir manteaux de fourrure, canadiennes, chapkas, bottes, voire « vêtements de dessous » des dames avant que celles-ci n'apparaissent dans leur élégance la plus désinvolte.

C'est le moment choisi pour *Frank Markkvar* le Printemps (précoce) de musique française, qui ne dure pas moins de trois mois, avec trente-six concerts en présence d'Henri Dutilleul, Jannis Xenakis, Philippe Manoury, Mario-Claire Alain, Elizabeth Chojnacka, et l'Ensemble intercontemporain entre autres.

Il ne s'agit pourtant pas d'un débarquement en force des nos artistes. Depuis deux ans, Jean-Pierre Armengaud, conseiller culturel et directeur de l'Institut français, qui a été auparavant délégué musical de la région Provence-Côte d'Azur, a établi des liens solides avec les institutions suédoises et a persuadé leurs responsables de l'intérêt que présente cette vaste exposition de musique française.

Ce sont ainsi les grands orchestres de Stockholm, les quatuors à cordes, les solistes suédois, d'admirables chanteurs, comme ceux de la radio dirigés par Eric Ericson, qui donneront la plupart des concerts et pouront se familiariser avec les œuvres de Debussy et de Poulenc, de Jolivet et de Taille, de Chausson et de Xenakis.

L'absence d'un accord culturel entre les deux États (pour des raisons qui tiennent à la neutralité de la Suède) n'a pas gêné, et peut-être même a-t-elle facilité un contact plus naturel et plus profond avec notre culture, que l'ambassade et l'Institut français s'efforcent de développer dans tous les domaines : une campagne de publicité par affiches dans le métro a fait augmenter l'enseignement de notre langue de 20 % ; l'ouverture de librairies permet aujourd'hui d'exposer les nouveautés les plus importantes ; les traductions de nos livres sont relayées et ont atteint deux cents titres l'an passé ; les débats d'Apostrophes sont suivis et commentés dans les journaux, et une émission spéciale a même été réalisée dernièrement par Bernard Pivot à la radio suédoise.

Dans ce pays où il y a deux cents ans la plupart des textes officiels étaient rédigés en français demeurent un intérêt et une curiosité particulière pour ce qui vient de notre pays, même si notre langue n'est plus guère parlée que par les intellectuels d'un âge certain. Ainsi l'exposition Malaise qui vient de s'achever a reçu cent cinquante mille visiteurs et *Un dimanche à la campagne*, le film de Bertrand Tavernier, a été un succès commer-

cial qui a surpris les producteurs suédois.

En ce moment même, on peut voir à Stockholm deux expositions Erik Satie, organisées par Ornella Volta, dont l'une, au Musée de la danse (l'un des seuls d'Europe, sur lequel veille M. Bengt Häger), est un véritable bijou et devrait bien voyager à travers le monde.

Le public suédois a réservé jeudi, dans la grande salle du Konserthus, un accueil très chaleureux à Henri Dutilleul pour la première audition de *Tout un monde lointain*, joué avec beaucoup de subtilité et de transparence par l'Orchestre philharmonique de Stockholm, excellentement préparé par Jacques Mercier, entourant Alain Meunier, admirable de souffle et de poésie intérieure pour recréer ce grand poème lyrique qu'a si bien magnifié Rostropovitch.

Succès plus mitigé pour les *Marches du soleil*, de Jean-Louis Florentz, partition toute nouvelle dont nous avons parlé récemment, d'un climat harmonieux et poétique, inspiré par les paysages et les rites sacrés du Kenya, qui ne semble pas cependant avoir encore atteint son plein développement, tandis que deux autres de Dutilleul, *Chloé* et *Chloé* déchaînent l'enthousiasme habituel. Mais il y a longtemps

qu'Ernest Ansermet, qui a donné ici de nombreux concerts avant et après la guerre, avait fait triompher l'œuvre de Ravel.

On retrouvait Alain Meunier avec Sylvio Gazeau, Christian Ivaldi et Michel Portal (un favori des mélomanes suédois) dans un programme alliant le *Trio* de Fauré, si beau dans ce grand mouvement d'enthousiasme et cette sérénité d'un compositeur sourd de soixante-dix-huit ans, et le *Quatuor pour la fin du temps*, d'Olivier Messiaen. Leur interprétation n'est bouleversante de simplicité et de grandeur, comme un ciel étoilé, avec des « fouillis d'arcs-en-ciel » et des « liturgies de cristal » et ses succès où chacun mettrait une extraordinaire sonorité intérieure, presque immatérielle, à la limite du silence de l'éternité, soutenu par cette tension et cette émotion intime que l'on sentait dans l'expression immobile de ses camarades silencieux.

Le plaisir de voir accueillir de si grand cœur notre musique ne doit pas faire oublier la nécessité d'acquiescer nous-mêmes celle d'autres pays, dont nous ne nous préoccupons guère, alors qu'ils ont aussi le droit et l'envie de nous parler. On reviendra sur la musique suédoise, actuellement en plein développement.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉÂTRE

« LES POSSÉDÉS », de Dostoïevski, mis en scène par Lioubimov

La magie russe et ses mystères

Echappant semble-t-il à la perte de veine créatrice et d'énergie que subissent souvent les exilés russes, Lioubimov, par la mise en scène de *Possédés*, de Dostoïevski, qui a réalisée avec les acteurs de l'Almeida Theatre de Londres, présente aujourd'hui à l'Odéon, prouve une fois de plus qu'il est un « magicien supérieur » des planches.

Sous la bague de Lioubimov, la totalité du volume scénique se met à vivre, ici, là, à gauche, à droite, devant, derrière, partout, par excès brusques distincts, succédant ou coexistants. Il n'y a pas une seconde, un fragment d'espace, qui ne participe d'une effervescence merveilleuse.

Tout est en mêle : les ruptures brutales d'éclairage doux ou violent, les inventions acrobatiques dissonantes des comédiens qui, chacun pour soi mais dans des bonheurs d'ensemble, volent d'un point à un autre, les coups de vent de la musique, les paroles graves ou cristallines qui tombent du ciel dans des silences.

Par des ruses d'illusionniste, Lioubimov se joue comme un diable des difficultés de l'appareil scénique, des distances, de l'opacité des parois, du problème de l'entrée et de la sortie des acteurs.

« Satire » soviétique

Dans la *Mère* (1), de Gorki, c'était des projecteurs, sautant tout à coup d'un lieu ou d'un autre du sol, pointés sur le public, éblouissant les spectateurs, juste un moment, et l'émotion de voir paraître ou disparaître le protagoniste. Dans *Hamlet* (1), c'était un gigantesque balai-râteau qui ne cessait de courir, de vider, d'un bout à l'autre des planches, avalant ou recrachant Polonius, Ophélie, les autres, comme une vague d'équinoxe.

Dans les *Possédés*, c'est l'idée d'avoir fabriqué les trois murs, au fond, à droite et à gauche, non pas dans une substance rigide, mais avec des bandes verticales de tissu noir élastique, d'une dizaine de centimètres de large, tendues l'une contre l'autre, si bien que les acteurs traversent ces murs en un clin d'œil, comme des spectres.

Le style d'ensemble de cette mise en scène des *Possédés* combine dans la foule la « satire » soviétique et la « musical comedy » américaine.

Appelons, pour simplifier, satire soviétique un théâtre qui s'est précipité surtout avec *Le Pêcheur*, de Malakovsky, théâtre qui évite le naturalisme et la psychologie flottants, qui a des traits carrés, qui utilise les pancartes et un peu les masques, qui n'est pas étranger à un « décalage » parfois mécanisé des cloques. Pour les *Possédés*, Lioubimov fait cet expressionnisme explicatif et drôle avec les chansons et les pas de danse de la comédie musicale de Broadway, ce qui

apporte un allant et une gaieté supplémentaires à la rigueur quand même « constructiviste » de la satire.

Maintenant, car il faut en venir là, une question se pose : qu'avait donc en tête Lioubimov lorsqu'il a entrepris de passer à cette moulinette déchaînée le roman de Dostoïevski les *Possédés* ? Roman qui ne compte pas moins de mille grandes pages, qui met en jeu l'ensemble des techniques directes et indirectes de destruction et d'analyse, et dont une adaptation théâtrale ne peut donner qu'un semblant, qu'un schéma extérieur.

Lioubimov affirme que, « contrairement à ce que prétendait Léon Tolstoï, les *Possédés* n'est pas un pamphlet politique ».

Il est permis de penser que c'est Tolstoï qui a raison. Dostoïevski, par ce roman, s'ingénie à déconsidérer, à déshonorer, par les coups les plus bas, tout ce que la Russie de 1870 pouvait compter d'opposants actifs à l'abolitionnisme tsariste, de militants révolutionnaires.

Tous ces mouvements révolutionnaires russes prenaient appui sur des programmes, sur des figures, situés en Europe occidentale, et sur des actions de citoyens russes expatriés dans les mêmes régions. Aussi bien Dostoïevski, dans les *Possédés*, ne se contente pas de présenter les militants comme des malades mentaux ou des pervers abjects, il fonde sa défense du tsarisme sur une défense de l'originalité nationale russe contre le poison étranger.

Eblouissant

Envoiant son roman au tsarévitch Alexandre, qui allait devenir le tsar Alexandre III, il écrit : « L'espoir me flatte et me transporte que vous, Seigneur, héritier d'un des trônes les plus hauts du monde, appelé à être le guide et le maître de la terre russe, vous avez peut-être considéré avec quelque attention ma tentative, faible, je le sais, mais consciencieuse, de représenter, avec les moyens de l'art, l'un des maux les plus dangereux de notre civilisation actuelle ».

Ce qui est sinistre, dans les *Possédés*, c'est le côté spirituel mon-

Année Victor Hugo

Le ministère de la culture publie une brochure, 1985, *Année Victor Hugo*, qui donne le programme complet des activités rendant hommage à l'écrivain dans toute la France. Elle est notamment disponible au siège du Comité national Victor Hugo, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris CEDEX 03.

Dans le même temps, la mairie de Paris diffuse une plaquette, *Victor Hugo et Paris*, qui, en plus du calendrier des manifestations parisiennes qui lui sont consacrées, propose un choix de textes sur la vie du poète et de l'homme d'État. On peut se la procurer dans les mairies annexes ou dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli, Paris-4.

Architecture d'islam

La Commission pour la sauvegarde de l'héritage culturel islamique, organisme dépendant de la Conférence islamique, réunie dernièrement à Istanbul, a décidé d'ouvrir un concours international d'architecture islamique doté du prix Roi Fahd, du nom du souverain saoudien. Ce concours aura lieu tous les trois ans.

La commission a également décidé de lancer une campagne internationale destinée à réunir des fonds pour la restauration de la mosquée de Damak, en Indonésie.

Or l'attitude de Lioubimov est à double tranchant. Il rend hommage à ce roman dans la mesure où il lui consacre une mise en scène éblouissante. Il en souligne et il en renforce le propos, puisqu'il exprime très clairement, par la méthode au sens didactique de la satire, tous les péchés du monde dont Dostoïevski charge les militants, et puisqu'il nous fait entendre, cette fois sans les caricaturer, les paroles conservatrices et slavophiles du personnage de Chatov. Mais, en revanche, tout le spectacle se passe comme si Lioubimov, traitant les *Possédés* en quasi-clownerie chantante et dansante, tournait, jusqu'à un certain point, ce roman en dérision.

Mais, après tout, rien n'est simple, pas même un livre aussi partisan que les *Possédés*. L'imagination créatrice de Lioubimov, son talent, répondent à la richesse du génie de Dostoïevski, dont chacun fait passer les opinions par profits et pertes, c'est selon. Malgré les conflits que Lioubimov a connus à Moscou (sa mise en scène de *Boris Godounov* de Pouchkine fut interdite parce qu'elle était « trop russe », y figurait la phrase de Pouchkine « le peuple se tait », et malgré le fait qu'il vive aujourd'hui, plus ou moins à contre-cœur, loin de son pays et déchu depuis juillet 1984 de la nationalité soviétique, il n'est pas possible encore, en esprit, de séparer ce grand metteur en scène d'aujourd'hui de l'action qu'il mena il-y-a, durant des années, dans son théâtre de la Taganka. Il y a défendu l'une des hautes missions du théâtre : la vigilance civique.

Aussi gardons-nous confiance à Lioubimov si la richesse de sa mise en scène des *Possédés* nous étonne par moments sans bien nous dire où elle nous mène.

MICHEL COURNOT.

* Odéon, 20 heures, jusqu'au 28.

(1). Présenté à Chailloz pour le Festival d'automne 1978.

CHATELAIN
FÉVRIER 85

Au banc d'essai :
Apricot F1.
Un étonnant
cocktail
à l'anglaise,
mi-professionnel
mi-personnel.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

SPECTACLES

GREMLIN (A.L. v.a.) : UGC Marbeuf, 8° (561-45-76) - V.L. : Paramount Orion, 4° (74-56-31).
GREYSTONE, LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang. v.a.) : George-V, 8° (562-41-46) : Riello, 19° (607-87-61) - V.L. : Capi, 2° (562-41-46).
HEIMAT (All. v.a.) : Cinesy Palaco, 5° (135-47-76).
L'HISTOIRE SANS FIN (All. v.a.) : Saint-Ambrose (H. sp.), 11° (700-89-16).
HORROR END (A.L. v.a.) : Paramount-Cine, 6° (562-45-76).
IL FAUT TOUTER ENFANT EN AMÉRIQUE (A.L. v.a.) : Cinescoy Saint-Germain, 6° (633-10-82).
INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A.L. v.a.) : Marbeuf, 8° (561-45-76) - V.L. : Capi, 2° (508-11-26).
JE VOUS SAUVE (H. sp.) : 19° (607-87-61).
99-9999-Palco, 19° (597-40-46).

Opéra, 2° (574-93-50) : Loge-1, 3° (354-42-34) : Studio de la Flèche, 5° (634-55-52) : Théâtre d'Automne, 6° (354-50-00) : Opéra, 7° (705-12-15) : Comédie-Française, 8° (359-26-46) : Juliette Bastille, 11° (357-90-81) : Glyptic-Marilly, 12° (357-51-14) : Montparnasse, 14° (327-55-77).

KAGÉ, CÉSAR SULLIENS (L. v.),
— *Journal*, 1890-1900 (233-26-18).
— Juliette Racine, 6° (326-19-68).
— Juliette Racine, 6° (326-58-00) : Marguerite, 7° (359-92-82) : Juliette Bastille, 11° (357-90-81).
— *Journal*, 1890-1901. PLEU, Saint-Jacques, 14° (389-58-16).
— *Journal*, 1890-1901. PLEU, Saint-Jacques, 14° (375-79-79). — V.J. : Impérial, 2° (742-72-82).

LOVE STRIDES (L. v.),
— *Journal*, 1890-1901. PLEU, Saint-Jacques, 14° (375-79-79).
— Glyptic Saint-Germain, 6° (326-19-68).
— Juliette Racine, 6° (326-58-00).
— Opéra, 2° (574-93-50).

MARCHÉ A L'OMÈRE (E. v.) : PLEU, Saint-Jacques, 14° (375-79-79).

[illegible]

BARBEROUSSE (Esp. v.a.) : Saï-
 Lambert, 15 (532-91-68).
BARRY LYNDON (Angl. v.a.) : Gros-
 toulon, 15 (54-64-85).
LA BELLE GARÇONNE (Fr.) : Des-
 tins, 15 (321-41-09).
HEADE RUNNER (A.v.) : Stou-
 Calmeuse, 9 (354-72-71) ; Bepan Cal-
 14 (327-95-94).
BLANCHÉ COLOMBE ET VILAIN
MURDERER (A.v.) : Action Cin-
 éma, 6 (329-11-30).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE
 (v.j.) : Napoléon, 17 (287-63-42).
LE CHEUX DE SOPHIE (A.v.) : Ter-
 plicus, 9 (272-94-56).
CLÉOPÂTRE (A.v.) : Peïche des Ar-
 15 (57-77-78).
COUP DE CISEAU (A.v.) : Raining-
 10 (285-64-44).
LA CORSE (A.v.) : Epée de Bois,
 (357-57-47).

1

LES FILMS M

LA DECHIRURE, film américain de Roland Joffé, v.o. : Paramount Hallés, 1^{re} (297-49-40) ; Paramount Odéon, 6^e (235-59-83) ; Gaumont, 7^e (705-12-55) ; Gaumont Ambassade, 8^e (235-59-83) ; 14-70 (705-12-55) ; Gaumont Média, 15^e (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2^e (235-56-50) ; Prestige, 6^e (235-57-57) ; Paramount Opéra, 9^e (705-51-31) ; Victoria, 13^e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-16-03) ; Paramount Gobelins, 13^e (707-42-28) ; Gaumont Sud, 14^e (327-02-20) ; Gaumont Snc, 14^e (327-02-27) ; Paramount Molière, 17^e (728-54-24) ; Pathé Cécily, 18^e (552-04-60) ; Gaumont Gaumont, 18^e (552-04-60).

GWEN, LE LIVRE DE SAËLÉ, film français de Jean-François Laguionie : Cluny Ecoles, 5^e (354-20-42) ; Gaumont Colisée, 6^e (354-20-46) ; Paramount, 14^e (335-21-21).

OUT OF ORDER, film allemand de Carl Schenkeli, v.o. : UGC Danton, 6^e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 6^e (225-10-30) ; UGC Cinéma, 12^e (99-75) ; v.f. : Rex, 2^e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6^e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9^e (574-94-94) ; UGC Cinéma, 12^e (99-75) ; 343-01-59) ; UGC Convention, 13^e (336-23-44) ; UGC Convention, 13^e (574-93-40) ; Secrétan, 15^e (241-77-99).

PEUZE, LE CHAT, film suisse de Stig Lasseby-John Gimsberg, v.f. : Rivoli Bouchay, 6^e (272-63-32) ; Reflet Quartier Latin, 5^e (326-94-64) ; Reflet Balzac, 6^e (326-94-65) ; Secrétan, 9^e (770-60-60).

PERIL EN LA DEMEURÉE, film français de Michel Deville, Forum, 1^{re} (297-53-64) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Studio 14, 7^e (705-12-55) ; Gaumont Média, 15^e (575-79-79) ; UGC Danton, 12^e (99-75) ; 343-01-59) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (720-76-23) ; St-Louis Paqueux, 9^e (343-55-43) ; Français, 9^e (770-

QUÉVEAUX

33-88) : 14-Juillet Bastille, 116 (257-90-31); Adhélie, 127 (343-00-63); Flavette, 13 (331-56-56); Mistral, 14 (539-32-43); Montparnasse Paris, 14 (539-32-43); Osmont, 14 (539-32-43); Juliette Beauregard, 15 (575-79-79); Mayfair Paroiss, 16 (525-27-66); Marguerite, 17 (380-90-31); Eugénie, 18 (527-94-94).

PURPLE RAIN, Film américain d'Albert Magoon, v.a. : Cinq Beaubourg, 3 (271-52-33); Quentina, 5 (663-16-16); Les Femmes de l'air, 10-15 (525-10-30); UGC Normandie, 5 (663-16-16); Mirat, 16 (651-89-75); L'E. Rex, 2 (636-83-83); UGC Métropole, 17 (574-54-54); UGC Boulevard, 17 (574-54-54); UGC Gare de Lyon, 18 (343-01-59); UGC Gobelins, 18 (336-23-44); Mistral, 14 (539-32-43); UGC Convention, 19 (374-01-45); Parfait Wapler, 18 (522-46-46); Sorcier, 19 (241-77-99).

STAR TREK III - A LA RECHERCHE DU CAPELON NÉCESSAIRE, Film américain de TERRY JONES, v.a. : Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount City Triomphe, 8 (562-45-45); UGC Etoile, 8 (562-45-45); UGC Convention, 19 (374-01-45); m.t. Opéra, 5 (742-56-31); Bastille, 11 (300-54-40); Paramount Galérie, 19 (587-44-44); UGC Gobelins, 18 (336-23-44); Montparnasse, 14 (535-30-40); Paramount Orfèvre, 14 (540-45-91); Convention St-Charles, 15 (579-89-89); Imagerie, 18 (522-46-46); Paramount Normandie, 18 (666-34-25).

A VIE DE FAMILLE, Film français de Jacques Daudin : Forum, 1 (579-89-89); Le Capitole, 1 (579-89-89); 72-52; Hante/Ouille, 6 (633-79-38); Marignan, 9 (339-92-82); Favartre, 19 (331-56-56); Parisienne, 14 (335-21-21); 14-Juillet Bastille, 116 (257-90-31).

ROVÉTOUR NI SANS TOUT (Fr.) : UGC
Amazzone, 16 (575-94-94); Biarritz, 2
(582-40-40).

LES NITS DU LA PLEINE LUNE (Fr.) :
Quintette, 9 (633-79-38); Relle
Belle, 3 (561-10-60).

LES MARCHES DE CALEGRIA (It.) :
(Fr.) : Paramount Marivac, 2
(286-40-60).

PALACE (Fr.) : Paramount City, 8 (562-
45-70); Paramount Opéra, 5 (742-
56-56); Paramount Montparnasse, 14
(335-30-40).

PARIS, TEXAS (Fr.) : UGC Opéra,
2 (574-93-50); Pantheon, 5 (584-
50-50); UGC Opéra, 5 (742-56-56); UGC
48-18); UGC Biarritz, 2 (582-40-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) :
Amazzone, 8 (339-08-38); Miramar, 14
(330-49-62).

**LE PAYS OU VIENT LES FOURMIS
(Esp. u.) :** UGC Opéra, 2 (574-93-50);
Relle Belle, 3 (561-10-60).

**PHILADELPHIA EXPERIMENT (A.
v. L.) :** Lumière, 9 (247-49-07).

PROMEN. CARMEN (Fr.) : Grand
Opéra, 1 (574-93-50).

PROFESSION MAGIARI (It. v.a.) :
Relle quartier Latin, 9 (326-84-65).

QUILombo (Brésilien, v.a.) : Dufour,
14 (321-41-01).

RAZBOURCH (Fr.) : UGC Opéra,
2 (574-93-50); UGC Opéra, 2 (574-93-50);
Montparnasse, 6 (574-94-54); UGC
Boulevard, 9 (574-95-40).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Opéra, 2
(574-93-50); UGC Dufour, 6 (225-
49-62); UGC Opéra, 2 (574-93-50);
Paramount Montparnasse, 14 (335-
30-40); Convention Saint-Charles, 15
(979-33-00); Ranelagh, 16 (282-
60-60).

ROUGE GORGE (Fr.) : Boritz, 2 (748-
60-33); Saint-Germain-Village, 5 (633-
63-20); Amazzone, 8 (339-08-38).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.a.) :
Forum Opéra-Exposé, 1 (233-42-26);
Olympic Luxembourg, 6 (633-91-77);
Olympic Extrême, 14 (544-43-43).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount
Opéra, 2 (574-93-50); Paramount
Odéon, 6 (325-39-33); Monte-Carlo, 5

(321-41).

LA MAGNANIME DU BOU (Fr., v.) : *Le Magnanime* (1778-78-80).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr., v.a.) : *Saint-Ambrès* (R. sp.), 1 (70-89-16).

DERSOU OUZALA (Sor., v.a.) : *Chêne de l'Esclavage* (1508-94-14) ; *Saint-Ambrès* (R. sp.), 2 (322-91-52) ; *Rainco*, 1 (80-77-61).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : *Arcaïde*, 2 (233-54-58).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : *Chêne de l'Esclavage*, 1 (269-44-64).

EXCALIBUR (A., v.f.) : *Opéra Night*, 2 (296-62-56).

LA FLÛTE ENCHANTEE (Svéd., v.a.) : *Réflex* (Quarta Latine), 5 (376-84-85).

GADIN (Belg.) : *Latine*, 6 (278-87-87).

GAUDIN (A., v.a.) : *Chêne Présent*, 15 (203-52-55).

GET CRASY (A., v.a.) : *Templars*, 3 (272-94-56).

HELLZAPOPPIN (A., v.a.) : *Réflex* (Ménck), 5 (353-25-57) ; *Réflex* (Belg.), 5 (353-25-57) ; *Réflex* (Belg.), 5 (353-25-57).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.a.) : *Fénich des Arts*, 16 (527-77-55).

INDRA SONG (Fr.) : *Èpe de l'Art*, 2 (327-57-47) ; *Saint-Ambrès*, 11 (700-89-16).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr., v.) : *Belle à l'Esclavage*, 17 (622-44-21).

INDETERMINÉS (A., v.a.) : *Champo*, 5 (354-60-60).

JESUS DE NAZARETH (It.) : *Grand Paveia*, 19 (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛLAND (A., v.a.) : *Cucucha*, 6 (603-10-82) ; *Marbail*, 5 (561-94-95).

LOULOU (Alb., v.a.) : *Logos* It., 5 (354-60-60).

MADAME-PORTIE LA CULOITE (A., v.a.) : *Action Chénique*, 6 (329-11-30).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.a.) : *Action Chénique* (Belg.), 6 (329-11-30).

MADAME TU' ME HARRY ? (A., v.a.) : *Quarta Latine*, 17 (337-74-29).

**CONCOURS
DE CINEMA
« VICTOR
HUGO »**

Un concours d'un ou deux jeunes créateurs étrangers travaillant professionnels ou non, de moins de 40 ans et n'ayant jamais réalisé d'un film de long métrage.

Le Ministère de la Culture apportera une aide financière de 10 millions de francs ou de ces films.

Les concurrents doivent adresser un synopsis de 40 à 60 lignes, un scénario de 120 à 150 pages, un budget de 10 à 20 millions de francs, et une lettre de motivation.

**COURS
CINÉMA
R-HUGO »**

*pour la réalisation
est ouvert aux
urs-français ou
lant en France, pro-
n, âgés de moins de
nt pas réalisé plus
métrage.*

*re de la Culture
art substantielle du
la réalisation de ce*

*ts doivent envoyer un
GO pages sur un sujet*

1

CONCOURS DE CINÉMA « VICTOR-HUGO »

Un concours pour la réalisation d'un ou deux films est ouvert aux jeunes créateurs-français ou étrangers travaillant en France, professionnels ou non, âgés de moins de 40 ans et n'ayant pas réalisé plus d'un film de long métrage.

*Le Ministère de la Culture
apportera une part substantielle du
financement de la réalisation de ce
ou de ces films.*

Les concurrents doivent envoyer un synopsis de 40 à 60 pages sur un sujet de leur choix, avant le 1^{er} Mai 1985.

**INSCRIPTIONS CLOSES
LE 1^{er} MARS PROCHAIN.**

S'adresser :
CENTRE NATIONAL DU CINÉMA
Concours VICTOR-HUGO
11, rue Galilée
75116 PARIS
Tél. : 720-81-07

MERCREDI
un film de
François Truffaut
LES DEUX ANGLAISES
dans sa version intégrale

avec **JEAN-PIERRE LEAUD**
 et **HERNAN-PIERRE ROCHE**
KIKI MARGHAM - STACEY TENDETER
 avec **ANDRÉE LAURENT - JACQUES SÉGURA**

Produit et réalisé par **JEAN-PIERRE LEAUD**
 Scénario de **JEAN-PIERRE LEAUD**
 Musique de **JEAN-PIERRE LEAUD**

7

ISABELLE HUPPERT
NIELS ARESTRUP
CHRISTINE PASCAL

PRODUCTION: VIZZU & ASSOCIÉS / GÉNÉRAL PRODUCTIONS

JOUE EN FILM DE
CAROLINE HUPPERT

**ELLE VOUS PROMET
CHÂTEAUX EN ESPAGNE...**



**SORTIE
LE 20 FÉVRIER**

signe
Charlotte



**ELLE VOUS PLANTE À
UN CARREFOUR DANS UNE
VOITURE VOLÉE.**

www.généralproductions.com

[illegible]

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.l.) :
Napoléon, 1° (267-63-42).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.l.) (**) :
Capri, 2° (508-11-69).
OLIMPE MÈRE ROQUE (A. v.l.) (**) :
Cannes, 3° (321-41-01) ; Bata, 4° films
1° (322-44-21).
PAS DE PRINTemps POUR MARINE
(A. v.a.) : Action Christiane bis, 6° (329-
11-30) ; Châlet Balzac, 9° (561-10-30).
PARADES DE TROIS PARADES (A. v.l.) :
Vau, (*) : Radio-Cité Victoria, 1° (508-
94-14).
PILOTE LA LOI DU PLUS FAIBLE
(Réd. v.a.) (*) : Cinéma Prince, 19° (267-
63-42).
RACING BULL (A. v.a.) : Studio
trans, 7° (783-64-65).
ROBIN DES BOIS (A. v.l.) : UGC
Rondeau, 6° (575-94-94) ; UGC Mar-
seil, 9° (561-94-94) ; UGC Gare de
Paris, 1° (536-23-49) ; UGC Gobelins,
1° (536-23-49) ; Napoléon, 1° (267-
63-42) ; Tourneval, 20° (364-51-98).
RUE CASSIN (Réd. v.a.) : Grand
écran, 1° (561-94-95).
SUPERMAN III (A. v.l.) : Paris
Bowling, 19° (606-54-36).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Rivoli Beau-
bourg, 6° (272-63-32) ; Grand Pavée, 15°
1° (354-66-65).
TUE AVEUX LES LIÈGES (A. v.a.) : Action
Paris, 1° (325-72-07).
TIGRE DE DAMES (A. v.a.) : Champe-
s, 9° (354-51-60).
20 000 LIÈGES SOUS LES LIÈGES (A. v.a.) :
Action Paris Ganche, 5° (329-
11-30) ; UGC Rondau, 6° (575-94-94).
UGC Opéra, 2° (574-93-99) ; UGC De-
non, 6° (225-10-30) ; UGC Montpar-
nasse, 9° (574-94-94) ; UGC Rémington,
1° (536-23-49) ; UGC Gobelins, 1°
1° (574-95-00) ; UGC Gobelins, 1° (336-
23-44) ; Mistril, 14° (539-52-13) ; UGC
Convention, 15° (574-93-40) ; Mistril, 16°
1° (536-23-49) ; UGC Boulevard, 17° (267-
63-42) ; Images, 19° (522-47-68).
VICTOR VICTORIA (A. v.a.) : Saint-
Michel, 5° (326-74-17).
Les festivals
BERGMAN (v.a.), Rossoparo, 6° (326-
11-12). Révisé de femmes.
COMÉDIES MUSICALES (v.a.),
Comins, 6° (544-28-80). 20 h : Les Joyeux
Garcoux ; 16 h : Volga Volga ; 18 h : Le
Princesse ; 22 h : Nois pas tristes.
COMÉDIES MUSICALES ANGI-
CAINES (v.a.), Maa-Medion, 1° (280-
24-81). Bianches colombes et violons
menemus.
JACQUES DOUILLOIN Studio 43, 9° (770-
40-40). 20 h : Un sac de billes ; 22 h : Le
Carnaval.
LES GRANDS AVENTURES (v.a.),
Action Paris ganche, 5° (329-44-40). Les
Wildes.
CARY GRANT (v.a.), Action-Eclair, 5°
Cannes, 1° (561-94-94).
A. KUBOSAWA (v.a.), Saint-Lambert,
1° (531-91-68) ; 11 h 30 : Barbecous.
S. KUBERKE (v.a.), Desfont 14° (321-
41-01) 22 h : Lottia ; 19 h 40 : Orzani.
LES MOI MÈRE R O U L'ÉCHÉ EN L'R :
Robbe-Rohmer-Recher-Resnais,
République-Cinéma, 1° (1) (805-31-31).
Carnaval, 1° (805-31-31). 20 h : Chro-
nique d'un été.
HOMMAGE A TREUFFAUT, Studio
Cajal, 5° (354-89-28) ; La Posa du
Carnaval, 1° (354-89-28).
21-22-23-24 : Excursions, 14° (355-
21-22).

**INSCRIPTION
LE 1^{er} MARS**

S'adresser :
CENTRE NATIONAL
Concours V
11, rue
75111
Tél. :

ME

FRANÇOIS

LES ANGLAIS

dans sa version



Directeur général délégué
FRANÇOIS TRÉPAST et JEAN GRILLAT
Associés Fondateurs - Société Générale de Cinéma

avec
KIKI MA
DOLBY DIGITAL



ONS CLOSES
S PROCHAIN.

NAL DU CINÉMA
CTOR HUGO
e Galilée
5 PARIS
20-81-07

CREDI

film de
s Truffaut

DEUX
AISES

sion intégrale



AN-PIERRE LEAUD
N-PIERRE ROGÉ
HAM - STACEY KENEDY
N-PIERRE LEAUD - AN-PIERRE ROGÉ
N-PIERRE LEAUD - AN-PIERRE ROGÉ
N-PIERRE LEAUD - AN-PIERRE ROGÉ

— 10 —

Les marchands font la loi

Le prix du pétrole : des prévisions toujours fausses

Les prix du pétrole vont-ils diminuer jusqu'à la fin de la décennie, pour reprendre, après 1990, leur escalade? C'est ce qu'affirment aujourd'hui tous les experts, avec un bel ensemble. Mais une étude récente révèle les erreurs commises avec constance par tous les spécialistes depuis quinze ans.

SUR le prix du pétrole, matière première la plus échangée dans le monde, qui représente à elle seule 20 % du commerce mondial, reposent chaque année des centaines de milliards d'investissements. Les revenus d'une bonne partie des habitants du globe en dépendent. On voit justement en lui l'une des données les plus importantes de l'économie mondiale. Pourtant il est peu de domaines où, en dépit des innombrables études qui lui sont consacrées, les erreurs de prévision aient été plus grandes. Les plus puissantes compagnies, les principales institutions financières, une foule de consultants, de gouvernements et d'organismes internationaux y affectent chaque année des sommes considérables. « Pourtant, depuis quinze ans, les prix du pétrole ont obstinément refusé d'évoluer comme prévu », assure une étude intitulée « L'avenir des prix pétroliers : les risques de la prévision », récemment publiée par les sociétés Arthur Andersen et Cambridge Energy Associates (1).

Mieux placés que quiconque pour eux-mêmes spécialisés dans ce type de prévisions, les auteurs analysent, sans sans humour, après enquête auprès de cent vingt-cinq experts ou responsables de compagnies dans douze pays, les causes de cet aveuglement collectif. Car, ce n'est pas le moindre paradoxe, l'évolution à moyen et long terme des prix du pétrole a toujours fait l'objet d'un accord quasi unanime au sein de l'industrie pétrolière et de la communauté financière; dont les experts, avec ensemble, se sont tous trompés depuis que la prévision moderne existe, avec une constance dans l'erreur qui n'a d'égal que leur consensus du moment.

Depuis le début des années 70, la prévision pétrolière a été une suite de périodes de quasi-unanimité ponctuées de remises en question fondamentales ou « crises de consensus ». Comme les vins, note l'étude, les prévisions de chaque période peuvent être classées en récoltes. Elle en distingue cinq (voir graphique). La première, avant 1973, changeait en fonction de l'ampleur de la hausse des prix du pétrole. A cette époque, la plupart des responsables privilégiaient les prévisions de demande et se souciaient relativement peu des prix, les considérant peu ou prou comme une

Le consensus actuel

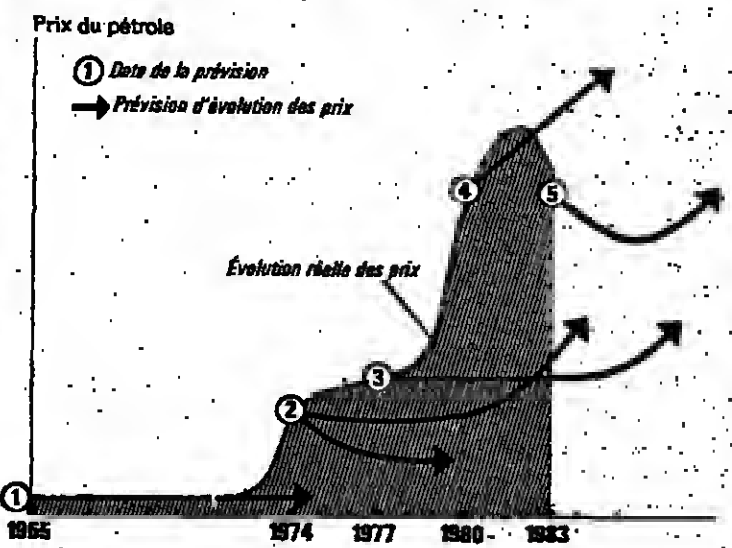
Un nouveau consensus entre Américains et Européens émerge en 1976 et se prolonge jusqu'à la troisième récolte (1977-1979), basée sur la conviction que les contraintes pesant sur l'offre de pétrole vont demeurer fortes et qu'en conséquence les prix, après une longue période de stabilité relative, augmenteraient de nouveau brutalement. Après la révolution iranienne et le second choc pétrolier, les prévisions sont de nouveau remises en cause. La récolte numéro 4 (1980-1982) a pour titre « L'OEPE aux commandes ». Elle assure que les prix du pétrole ne peuvent « que » continuer à augmenter rapidement (2 % à 3 % l'an) en termes réels jusqu'en 1990 pour atteindre 50 à 55 dollars (en dollars de 1980) par baril en l'an 2000.

De nouveau surpris, non par l'OEPE cette fois, mais par les réactions des consommateurs aux hausses de prix, et par la baisse de la demande, les prévisionnistes de 1982 changeant encore leurs schémas. La cinquième récolte fait l'objet du consensus actuel. La quasi-totalité des experts interrogés par les auteurs attendent une baisse du prix réel du baril en cours des

par les auteurs attendent une baisse du prix réel du baril en cours des prochaines années, suivie à la fin de la décennie — entre 1988 et 1992 — d'une reprise de la hausse au rythme de 1 % à 3 % par an en termes réels jusqu'à la fin du siècle.

Comment expliquer un tel consensus, alors que l'expérience montre amplement les incertitudes attachées à ce type de prévisions? Il est d'abord une raison qui tient au cercle relativement restreint et très fermé des véritables responsables. En dépit du large éventail d'entreprises et d'organismes qui publient ce type d'étude, « le monde de la prévision en matière de prix du pétrole est petit — comme toutes les professions spécialisées », assurent les auteurs. Le travail de base est fait par un petit nombre de grandes compagnies pétrolières, quelques

tion, qui déclare : « Puisque vous ne savez pas, ou du moins que vous ne pouvez être sûrs de rien, le mieux est de vous situer à mi-chemin entre Exxon et Shell ». La situation de l'expert indépendant, le « mouton noir », qui échoit de se démarquer du consensus et, offrant une opinion contrariante, oblige la majorité à se remettre en question, est particulièrement difficile. Il tend à être rapidement ignoré, voire éliminé. « Si vous êtes différents, vous devez défendre vos propositions. Dans les prévisions sur un sujet comme les prix du pétrole, c'est difficile. Il est très facile d'attaquer n'importe quelle analyse. Il n'y a pas de réponse définitive. Comment puis-je prouver quelles quantités de pétrole l'Union soviétique produira dans cinq ans? », explique l'économiste en chef d'une société de gaz.



consultants, des institutions financières clés et certaines organisations gouvernementales ou internationales. Mais surtout ces experts forment une véritable communauté, échangeant sans cesse leurs idées, participant aux mêmes colloques, citant l'un l'autre à l'appui. Citons un certain nombre d'exemples savoureux, l'étude montre à quel point les interactions sont fortes dans ce cercle, où l'effet de feedback joue sans cesse.

Les outsiders éliminés

Paradoxalement, c'est précisément le caractère hautement incertain de la prévision en matière pétrolière, qui renforce le besoin de consensus. « La plupart de ceux que nous avons interrogés ont dit se sentir plus sûrs d'eux lorsque leurs prévisions étaient analogues à celles de leurs collègues », notent les auteurs, citant le vice-président d'une grande compagnie américaine, responsable de la planification,

Somme de toutes les incertitudes, la prévision en matière de prix du pétrole n'est constituée pas moins d'un outil indispensable aux prises de décision, non seulement dans l'industrie pétrolière, mais aussi dans bon nombre de secteurs (banque, automobile, chimie, sidérurgie, etc.). Pour les seules années 1980 et 1981, environ 500 milliards de dollars (5 000 milliards de francs!) ont été investis dans le monde sur la foi de prévisions qui assuraient que les prix du pétrole continueraient d'augmenter jusqu'à la fin du siècle, estime l'étude, ajoutant qu'une part significative de ces investissements se révéleront à l'avenir faire partie de l'une des erreurs de gestion les plus coûteuses de l'histoire.

Trois sources d'erreur

Le consensus actuel, comme les précédents, a de bonnes chances d'être à son tour remis en cause. Trois éléments au moins, selon les auteurs, risquent de s'avérer d'importantes sources d'erreur :

● L'évolution de la demande. De nouvelles forces sont en jeu, qui risquent notamment de modifier les liens entre la demande d'énergie et la croissance. Elles sont « mal perçues et reçoivent une insuffisante attention », notent les auteurs, pour qui le marché pétrolier reste exposé à une nouvelle « surprise » de la demande.

● Les modifications structurelles de l'industrie pétrolière. Le pétrole tend à devenir une matière première comme les autres, faisant l'objet d'un large commerce, de plus en plus élargi, ce qui implique des fluctuations de prix de forte ampleur.

● Les risques géopolitiques. Peu de pays exportateurs ont des systèmes politiques stables, l'âge de leurs régimes varie de 10 à cinquante-deux ans — avec une moyenne de quinze années.

Dans ces conditions, conclut l'étude, la seule solution raisonnable pour les décideurs est d'adopter des stratégies qui intègrent de façon claire le risque et l'incertitude. Mieux vaut, expliquent-ils en résumant, que ce soit rarement le cas, utiliser systématiquement des scénarios différents — ce qui implique des stratégies très souples — que de partir d'une seule évolution des prix et de se croiser les mains. « L'incertitude et les troubles sont inhérents à l'avenir du pétrole », assurent les auteurs. « Les entreprises ne peuvent pas prévoir cet avenir, mais elles peuvent s'y préparer et transformer l'incertitude en bonnes occasions. »

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) « The future of oil prices: the peril of prophecy », Arthur Andersen et Cambridge Energy Associates, 2, rue Duphot, 75001 Paris. Tél. (1) 296-10-15.

Brésil et Mexique de nouveau sur la sellette

ENTRE d'une part le Brésil et le Mexique, naguère les « bons élèves » du Fonds monétaire international, et d'autre part cette dernière institution, le torchon brûle. Il est probable que la querelle, qui a déjà conduit M. Jacques de Larosière, directeur général du FMI, à suspendre l'octroi d'une nouvelle tranche de crédit promise à Brésil, s'apaisera, étant donné les intérêts politiques en jeu. Elle soulève toutefois des questions de méthodes de politique économique et financière qui ne concernent pas que les pays en voie de développement, lourdement endettés. Ce qui devrait être mis en cause, c'est l'utilisation abusive qui est faite de la comptabilité nationale pour la détermination d'un programme de redressement.

Tant au Brésil qu'au Mexique, il est notamment fait reproche de ne pas avoir respecté leurs objectifs respectifs en matière d'inflation, le dépassement le plus spectaculaire étant celui du premier cité de ces deux pays. L'inflation brésilienne aura atteint en 1984 223 % au lieu des 50 % retenus d'un commun accord avec le FMI. Vendra un jour, ou le moins doit-on l'espérer, où fixer comme objectif un taux d'inflation (passer par exemple de 80 % à 50 % ou 30 %) apparaîtra un exercice aussi dépourvu de sens que de faire voter par le Parlement un taux de croissance (ce que la France faisait il n'y a pas très longtemps). La seule démarche rationnelle serait de prendre les mesures propres à fermer une à une les principales sources d'inflation. On aura toujours le temps de constater le résultat après coup.

Tel est, dira-t-on, le sens des programmes imposés par le FMI. Cependant, le fait que ces programmes soient formulés laisse planer un doute sur leur applicabilité. Le Mexique, par exemple, est sévèrement critiqué pour s'être révélé incapable de ramener son déficit budgétaire au pourcentage prévu (de concert avec le FMI) de 5,5 % du PNB. Ce déficit aurait en réalité été de 8,9 % et probablement davantage.

Dans les pays à inflation débridée, on peut très bien voir, par exemple, un déficit doubler ou tripler en valeur nominale tout en diminuant dans une forte proportion par rapport au PNB. Or ce sera le plus souvent à cause du dérapage des dépenses publiques que l'inflation n'aura pu finalement être maîtrisée. Tout l'exercice repose sur une pétition de principe. On comprend dans ces conditions que la seule réussite des programmes du FMI soit le rétablissement de l'équilibre extérieur parce qu'il n'y a pas d'exemple que ce résultat ne puisse être atteint rapidement par une réduction brutale du pouvoir d'achat intérieur obtenue au besoin au moyen de... l'inflation.

PAUL FABRA.

LA REDOUTABLE CONCURRENCE ANGLAISE SUR LA MANCHE

Les Français aiment le service public, mais nos bateaux n'ont que 16 % du trafic

A travers la Manche, le trafic maritime ne cesse de se développer. Mais seuls les armateurs britanniques savent en profiter. Comment et pourquoi les Français se sont-ils laissés distancer? Un bel exemple des effets pervers de la politique dans les affaires.

L'ARMEMENT français aborde la « bataille navale » qui bat son plein sur la Manche en position de faiblesse. Il ne détient plus que 16 % environ du trafic entre la France et la Grande-Bretagne, alors qu'il en assurait 22 % il y a quatre ans et que le trafic d'origine française représente 27 % des échanges totaux. Depuis le mois de décembre dernier, l'armement naval de la SNCF voit ses carteries paralysées, à tour de rôle, par des grèves déclenchées par la CGT, qui défend bec et ongles les avantages acquis des marins.

On ne se bouscule pas, du côté français, pour acheter les 16 millions de passagers, les 2 millions de voitures et les 540 000 camions qui traversent la Manche chaque année. Quatre armateurs seulement tentent d'exploiter ce marché de 4,5 milliards de francs : deux « petites », Truckline Ferries (Cberboing-Poole) et Dieppe-Ro-Ro (Dieppe-Newhaven), spécialisées dans l'acheminement de véhicules routiers, deux « grands », Brittany Ferries, implanté sur l'Ouest, à Saint-Malo, et à Roscoff, et l'armement naval SNCF, qui travaille en pool avec les Britanniques ou sein de Sealink au

Newhaven et Dunkerque-Douvres), liquide des emplois, investi dans les installations portuaires de Harwich et commande deux nouveaux ferries. Même schéma pour Townsend Thoresen, qui a racheté, le 4 janvier, son concurrent Normandy Ferries. Il va retirer plusieurs unités pour laisser la place à des bateaux de grande capacité, des « jumbos » de plus de 2 000 passagers. Quant à Sally Line, elle a investi dans le port de Ramsgate, qu'elle relie à Dunkerque.

La politique et les syndicats

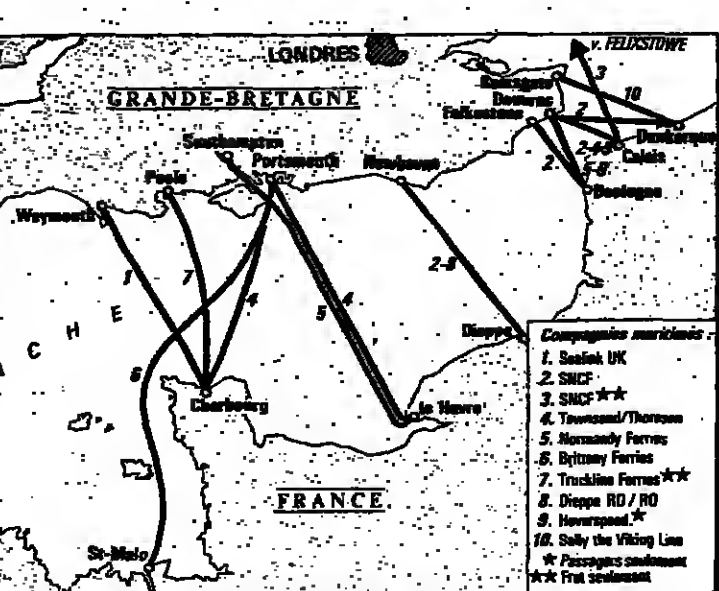
Autrement dit, les armements français obtiennent le déficit quand ils n'y sont pas, et les Britanniques rationalisent et investissent pour rester à la pointe de la rentabilité. Comment expliquer une telle différence de comportement et de résultats? On pourrait faire valoir que plus de 70 % du trafic sur la Manche est d'origine britannique et qu'il est donc normal que la prédominance britannique se soit affirmée. Les vraies raisons sont à rechercher dans les traits de caractère des deux nations. Le Français est un terrien coarcté qui a la triple politique et l'Anglais un marin qui aime la bonne gestion.

Prenez l'exemple de la compagnie Townsend Thoresen. Elle dispose des bâtiments les plus performants parce que les plus neufs (1980), les plus vastes (1 800 passagers) et les plus rapides (cinq aller et retour par jour entre Calais et Douvres contre quatre pour la

SNCF). Elle adapte le nombre de ses traversées au trafic, le réduisant l'hiver et le doublant l'été. Enfin, Townsend a conquis le marché de la « voiture accompagnée », plus rémunérateur que celui des passagers ferroviaires ou des camions, puisqu'une voiture occupe peu de place dans un bateau, mais y amène trois ou quatre personnes. La recette globale par traversée est ainsi supérieure d'un tiers à celle de la SNCF.

Les lignes françaises sur la Manche nébuleuses, à une logique d'aménagement du territoire. Leur création ne dépend pas d'études de marché ou de coefficients de remplissage, mais de la pression exercée par les élus et les chambres de commerce. De Roscoff à Dunkerque, tout le monde vante les beautés touristiques de l'arrière-pays, l'importance d'un trafic portuaire pour l'emploi et la nécessité d'exporter les productions industrielles ou agricoles de la région.

Certains ont si astucieusement joué de cette demande, comme Brittany Ferries, qui exploite six navires appartenant à une société d'économie mixte, la Sabem, dans



LES SERVICES ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE

le capital de laquelle se retrouvent la région et les départements de Bretagne, ainsi que le Crédit agricole. La SNCF n'a pas su résister aux injonctions des politiques. Ceux-ci lui ont imposé un Naviplane 500, aéroglossier calamiteux, qui lui a coûté 450 millions de francs de pertes cumulées. Sa vocation de service public l'astreint à faire circuler des bateaux presque vides aux périodes creuses, tout en maintenant à bord — sous menace de grèves — un effec-

tif hôtelier supérieur au nombre des passagers embarqués.

Car l'armement naval de la SNCF n'a pas seulement été la vache à lait des hommes politiques. Les syndicats ont contribué à sa déliquescence en lui arrachant des conditions de travail exorbitantes. La convention collective des gens de mer prévoit 1 940 heures de travail par an; l'armement naval a accordé 1 583 heures.

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 20.)

LE SYMPOSIUM DE DAVOS

Esprit d'entreprise es-tu là ?

Au colloque de Davos, présidé par M. Raymond Barre, les pays du tiers-monde n'ont pas été les derniers à voir dans l'esprit d'entreprise la clé du développement. Mais, au Nord comme au Sud, le temps des entrepreneurs se heurte à bien des résistances.

« **V**ive l'esprit d'entreprise, l'homme d'entreprise, prioritaire à tout ce qui peut les développer et les favoriser, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. » Tel a été le leitmotiv du quinzième Symposium de Davos, présidé par M. Raymond Barre, organisé comme les précédents par l'European Management Forum de Genève et son président, le professeur Klaus Schwab.

A l'origine de ce discours, dont le ton est, malgré tout, nouveau, on trouve l'évolution de la situation mondiale. Comme le soulignait M. Barre, on s'interrogeait en 1983 sur la reprise, en 1984 sur sa durée et en 1985 sur les conditions de cette durée.

Pour les orateurs, et manifestement pour les cinq cents participants du symposium, l'une de ces conditions est la stimulation de l'esprit d'entreprise. Pourquoi ? Tout simplement parce que les temps ont changé. Dans les années 50, pour conjurer le souvenir de la grande dépression d'après-guerre, la priorité était au plein emploi. Puis l'accent fut mis sur la croissance, indispensable à tous, pays développés ou en voie de développement. Puis le thème principal devint celui de la croissance équilibrée, avec la réduction des déséquilibres intérieurs et extérieurs. L'étape suivante, à partir du début des années 70 et jusqu'au début des années 80, fut celle de la justice sociale et de la redistribution des revenus.

Après 1982, sous l'effet de la crise mondiale, il fallut abandonner l'idée, largement répandue, que d'une année sur l'autre l'augmentation des PNB et des pouvoirs d'achat était garantie et même inéluctable au profit de tous les citoyens. Aujourd'hui, cette progression automatique n'est plus garantie on cherche à la faire renaître en développant l'esprit d'entreprise pour le secteur public comme pour le secteur privé.

Au cours des débats, le président du symposium, M. Barre, évoquait la prise de conscience générale de cette contrainte. Parmi les plus « conscients » figurent les pays en voie de développement, farouches partisans, au départ, de l'intervention de l'Etat, et qui ont pu mesurer par la suite les limites de cette intervention. Aujourd'hui, pour éviter les gaspillages, accélérer les transferts de technologie et rendre à leur économie une certaine rentabilité, ils encouragent les investissements directs d'entreprises étrangères tout en s'efforçant de stimuler leurs propres entrepreneurs nationaux.

« Presque avec exagérations »

Les propos tenus au symposium par le représentant de l'Indonésie (le ministre du Plan) et par la Malaisie étaient, à cet égard, tout à fait significatifs.

Allant plus loin, on se rend compte actuellement que tout pays est un pays en voie de développement et que les plus industrialisés doivent se renouveler et innover. La compétition internationale est devenue si vive que personne ne peut plus se permettre de prendre du retard. Cette année, a souligné M. Barre, cette prise de conscience a été totale, « presque avec exagération ».

Les orateurs se sont efforcés de déterminer les principes fondamentaux d'une politique économique qui stimule l'esprit d'entreprise. Au premier plan figure l'offre d'entreprises, les mentalités et les structures sociales sont telles que cette offre est inégale suivant les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Or, « il n'y a pas d'esprit d'entreprise s'il n'y a pas de gens prêts à parler ». Conséquence, il faut encourager ceux qui sont prêts à assumer des risques, évaluer ainsi des vocations selon un propos de l'économiste Schumpeter : « Les entrepreneurs sont suivis par des groupes d'entrepreneurs-imitateurs ». Pratiquement, cela

veut dire que les chefs d'entreprise méritent une situation particulière dans la société actuelle : « La distribution des décorations doit être revue », ironise M. Raymond Barre.

Cela veut dire, également, que l'éducation et la formation doivent être différenciées. En France, poursuit M. Barre, au sortir des grandes écoles, ce sont les carrières les plus « sûres » qui ont la préférence et non les chemins aventureux de la création d'entreprise. A cet égard, l'importance du secteur public dans un pays peut limiter cette création, que ce soit par son attirance et les garanties qu'il offre ou par la concurrence, parfois déloyale, à laquelle il se livre, notamment par le biais d'avantages fiscaux, cela surtout en Europe.

Deuxième grand principe, il faut « une règle du jeu », un environnement stable, notamment dans les régimes juridiques et la fiscalité des entreprises et des individus, et éviter les changements brutaux qui risquent de démotiver. Cette règle du jeu, établie à long terme, doit se doubler d'un consensus sur ladite règle : elle existe en Allemagne, beaucoup moins en France ou en Grande-Bretagne.

Un troisième grand principe est la redéfinition des pouvoirs de l'Etat et des chefs d'entreprise. La conclusion du symposium, dans ce domaine, est que le choix des investissements est fondamentalement celui des entrepreneurs, sauf peut-être quand il s'agit de parier sur des structures totalement nouvelles ou de permettre l'accès à des activités vraiment nouvelles.

Dans ces conditions, la subvention gouvernementale est un « très mauvais moyen ». Bien plus, la fonction exercée par l'Etat sur les ressources des marchés financiers doit être limitée afin d'éviter un renchérissement des taux d'intérêt et, donc, des coûts. A cet égard, les orateurs et intervenants ont tous dénoncé la contradiction interne qui pèse sur les Etats-Unis, où les entreprises sont contraintes de recourir aux capitaux de l'étranger. « L'économie américaine vit au-dessus de ses moyens ».

Le pouvoir le plus dangereux

Au fil des interventions s'est posé, dans toute son ampleur, le problème des relations entre les entreprises et les autres formes de pouvoir. Ainsi, selon M. Barre, le pouvoir le plus dangereux pour l'esprit d'entreprise est le pouvoir syndical, « excessif en Europe ».

« La pire des erreurs serait de supprimer les syndicats, mais il faut rétablir la règle du jeu : les syndicats ne doivent pas exercer leur pouvoir par l'entremise de l'Etat ».

En contrepoint de ces conclusions générales, les participants ont vivement apprécié, et fortement applaudi, les critiques et les recommandations pratiques d'un entrepreneur, M. Bert Twaalfhoven, président et fondateur d'une entreprise moyenne, N.-V. Indiviers (Amster-

dam et Boston), qui occupe 850 personnes dans 23 sociétés dans 17 pays, et dont le chiffre d'affaires est passé de 100 000 dollars (1 million de francs en 1963) à 50 millions de dollars (500 000 millions de francs en 1984), réalisé dans des activités de services (entretien, maintenance de turbines notamment). L'orateur, avec une certaine verve, a énuméré les divergences qui existent entre les Etats-Unis et l'Europe en ce qui concerne l'environnement et les conditions de vie des entreprises. A son avis, l'entrepreneur européen se sent enfermé dans des barrières que dressent les gouvernements, la société, le monde financier et les universités. A l'entendre, travailler aux Etats-Unis donne l'impression d'agir dans un climat « ensoleillé et encourageant ».

Pour M. Twaalfhoven, la CEE est « un marché non commun », entravé par la bureaucratie, une fiscalité décourageante (notamment pour le capital risque), une protection de l'emploi souvent paralysante, un engagement trop marqué du gouvernement dans le monde des affaires, des politiques industrielles manquant de clarté. Au passage, il a « exécuté » les universités européennes, « tours d'ivoire » soumises au contrôle du gouvernement et financées par lui : pour lui, pas de concurrence entre ces universités, dont les étudiants sont trop bien assurés de leur situation, dont les professeurs sont pénalisés pécuniairement ou administrativement lorsqu'ils travaillent pour l'industrie.

Il a en des mots assez durs pour les grandes entreprises européennes, dont la structure verticale et les promotions verticales encouragent peu les cadres doués d'esprit d'entreprise, et qui vieillissent sous le harnais sans pouvoir mettre en œuvre cet esprit. En Californie, les entreprises récentes ont été créées par des hommes âgés de moins de trente-trois ans.

Ses recommandations ? Réduire l'impôt sur les capitaux constitués par des revenus réinvestis et sur les gains en capitaux lorsqu'il y a risque ; promouvoir l'esprit d'entreprise, quitte à encourager les cadres à quitter les grandes sociétés ; pousser les universités à pénétrer davantage dans le monde réel et à se faire concurrence. Il va jusqu'à préconiser la disparition des postes universitaires « à vie » (c'est !). Pour lui, enfin, le paradis serait le Japon, où les entreprises de moins de 10 personnes fournissent 85 % des postes de travail, où les entreprises meurent et naissent deux fois plus vite qu'en Europe et aux Etats-Unis ; où le coût du travail dans les petites entreprises est la moitié de celui des grandes ; où les emplois « à vie » sont illégaux dans les petites entreprises et où les grandes obtiennent en cas de besoin de leurs petits fournisseurs les plus larges accommodements. Une seule question : combien de chefs d'entreprise européens ou américains accepteraient de travailler « à la japonaise » ?

FRANÇOIS RENARD.

Où l'individualisme des Italiens devient un atout

EN 1984, 255 000 entreprises sont nées en Italie, et 163 000 faillites ont été enregistrées. Ces données, rassemblées par la CERVED, Institut de recherche des chambres de commerce, témoignent de la vitalité de l'appareil productif italien. Au cours du dernier trimestre de l'année dernière, ce dynamisme s'est encore accentué : le taux d'augmentation des créations de firmes s'est élevé à 0,690 contre 0,490 pour la même période de 1983.

Sans doute convient-il de souligner ces résultats en tenant compte des créations d'entreprises de complaisance, pour frauder le fisco ou servir de couverture à certaines transactions. Il n'est pas moins certain que ce pullulement d'initiatives privées est significatif d'une évolution dans la conception du travail salarié en particulier d'une nouvelle propension au travail indépendant - et d'une restructuration du système de production caractérisée par un développement rapide du secteur tertiaire. Alors que, d'une manière générale, le nombre des emplois stagne, celui des travailleurs indépendants connaît une croissance continue (+ 2,70 % en 1983 et + 3,70 % en 1984). Le secteur tertiaire étant le plus dynamique (+ 3,90 % en 1983 et + 80 % en 1984).

Du point de vue structurel, le phénomène de la création de nouvelles entreprises s'explique par une modification du tissu productif et en particulier par l'apparition d'un nouveau type de décentralisation. Il ne s'agit plus seulement, comme pendant les années 70, d'un développement de la sous-traitance. Aujourd'hui se manifeste une volonté d'autonomie. On cherche à fabriquer pour son propre compte et à se créer une marque. Parallèlement, des entreprises qui formaient autrefois l'économie immergée tendent désormais à se doter d'une structure légale.

La décentralisation nouvelle est surtout sensible dans le secteur des services (conseil, dessin, publicité). Mais, d'une manière générale, l'entreprise de petite dimension, par définition plus flexible, semble aussi mieux adaptée à l'expérimentation de nouvelles technologies qui lui permettent la fabrication de produits incorporant une forte valeur ajoutée. Le phénomène est évidemment plus marqué dans les grands centres industriels, comme Milan ; mais il est sensible aussi dans des régions qui ont connu ces dernières années un essor rapide, comme les Abruzzes, les Marches, Molise.

Près de Viterbe, dans le Latium, une petite ville comme Civita Castellana, par exemple, qui produit des céramiques depuis une cinquantaine d'années, est en train de voir naître de nouvelles entreprises indépendantes et à leur suite une série de sociétés de services qui les aident à se construire une image et un marché. A Rome, souligne le dernier rapport annuel du Censis (centre de recherches sociales), les sociétés de services

se sont développées soit de manière traditionnelle, soit sous forme de nouvelles activités cherchant à répondre à une demande du marché. L'apparition de sociétés spécialisées dans les analyses médicales (+ 14,90 % d'augmentation à Rome en 1984) est, en outre, symptomatique d'une demande sociale croissante due aux carences des services sanitaires publics.

Si les restructurations de l'appareil productif et les nouvelles demandes du marché expliquent en partie les créations d'entreprises, celles-ci répondent aussi à une évolution des motivations individuelles. Il existe en Italie une attirance traditionnelle pour le travail indépendant, la profession libérale, le professionnalisme jouissant d'un prestige certain. Aujourd'hui le système économique, le secteur tertiaire en particulier, ont démultiplié les occasions de trouver un travail indépendant.

L'attraction est d'autant plus forte que se manifeste une désaffection pour le travail salarié traditionnel, jugé trop rigide, faisant l'objet d'une syndicalisation souvent excessive, et accordant peu d'attention aux compétences. Ainsi beaucoup d'employés de banque préfèrent-ils se mettre à leur compte et tenter leur chance par exemple dans un travail de conseil financier. Selon une enquête du Censis faite dans deux cents sociétés de conseil, 62 % des personnes interrogées ont déclaré avoir exercé auparavant une activité dépendante, dont 44 % dans une grande entreprise. Les motiva-

tions qui les ont conduits à quitter leur premier travail sont soit l'insatisfaction (45 %), soit un choix antérieur, le premier travail ayant été perçu comme un tremplin.

Le désir d'autonomie est également fort chez les jeunes qui arrivent sur le marché du travail avec des diplômes techniques ou scientifiques. Selon une autre enquête du Censis et de la Selenia, autre centre de recherche, 40 % des diplômés de 1980 désirent avoir un travail plus créatif que celui offert par une grande entreprise. On peut donc penser qu'une bonne partie cherchera à s'établir à leur compte.

Ce dynamisme de l'initiative privée contribue sans doute à créer des emplois, mais les experts estiment qu'il est difficile de quantifier le phénomène, ce qui conduit, dans une certaine mesure, à nuancer les statistiques du chômage. La Cassa integrazione (chômage technique) a certes des aspects dramatiques - dont témoignent par exemple des cas de suicide à Turin ; mais elle permet aussi à certains, tirant partie du salaire minimum qu'ils reçoivent, de se lancer dans des activités qui peu à peu peuvent devenir un métier rentable, voire être l'origine d'une petite entreprise. Certes, ces cas demeurent minoritaires, mais il ne sont pas moins symptomatiques d'une redécouverte des vertus de l'initiative individuelle après une longue période où a dominé l'assistancisme.

PHILIPPE PONS.

La redoutable concurrence anglaise sur la Manche

(Suite de la page 19.)

Le rythme de travail en étonnera plus d'un : 24 heures de travail à bord donnent droit, à Calais, à 48 heures de repos à terre, c'est-à-dire qu'un marin qui aura travaillé le lundi ne retournera en mer, les congés aidant, que le vendredi à midi. Ce système aberrant s'explique les marins, qui y trouvent l'occasion d'exercer un deuxième métier.

Les armateurs français se devaient de réagir s'ils ne voulaient pas sombrer. A la SNCF, on a décidé d'appliquer les recommandations de la Cour des comptes. « Nous avons élagué les branches mortes », explique M. Michel Fève, directeur général adjoint (commercial). « Nous avons supprimé la liaison du Transcoteur 1 entre Dunkerque et Felixtore, dont le déficit annuel équivalait à la recette, soit 15 millions de francs. Nous avons passé un accord avec Hoversped, qui a repris définitivement le Naviplan 300, dont il récupère les pièces pour ses autres avions glisseurs. Cela nous économise 30 millions de francs par an. Nous avons révisé l'accord qui nous lie à Sealink UK pour remanier de 30 à 36 % notre part de pool. Malheureusement la privatisation de notre partenaire britannique nous oblige à accélérer la rationalisation et à remodeler le régime de travail de nos équipages, faute de quoi nous reprendrions notre charge de dé-

cit dont se débarrasse Sealink UK en arrêtant Dieppe-Newhaven et Dunkerque-Douvres ».

M. Fève vient de remporter une première manche à Dieppe. Après une grève du 2 au 9 février, la CGT laisse fonctionner trois bateaux avec les effectifs prévus pour deux. Sur le détroit, les négociations se poursuivent pour la suppression de quatre cents postes de travail sur mille deux cents, sans licenciements.

La CGT éprouve du mal à admettre ce qu'elle appelle un « diktat ». « C'est un drame pour un syndicat de négocier une régression des conditions de travail », se plaint M. François Lagain, secrétaire général de la Fédération des syndicats maritimes CGT. A Dieppe, le temps de présence à bord va être augmenté de 1 032 heures par an. Il aurait fallu prévoir des étapes et non cette marche forcée pour rapprocher les conditions d'armement de la SNCF de ceux en vigueur chez Brittany Ferries et Trunklines.

Le mauvais alibi du tunnel

Chef Brittany Ferries, on dénonce, certes, le surcoût salarial de 27 % des marins français par rapport à leurs collègues britanniques, dont les cotisations sociales sont en partie supportées par le budget de l'Etat. Toutefois, les préoccupations stratégiques l'emportent chez cet armateur dynamique qui n'a pas

hésité à se faire voyageur pour vendre les glisseurs aux Bretons aux Anglais avec un budget de publicité de 22 millions de francs en 1983.

M. Michel Micheli, directeur général, voit se dessiner un monopole britannique de fait sur le détroit. « L'absorption de Normandy Ferries par Townsend Thoresen en jette les bases, dit-il. Les deux groupes résistent, Sealink UK et Townsend Thoresen, ne résisteront pas à la tentation d'une entente tarifaire profitable, puisqu'ils détiennent 85 % du trafic. Toute concurrence risque de disparaître entre Calais et Cherbourg. C'est pourquoi nous avons décidé d'ouvrir une ligne entre Caen et Portsmouth afin d'apporter une réponse française à ce danger de monopole ». Comme en Bretagne, le bateau mettra en ligne, en juin 1986, la compagnie sera la propriété d'une société d'économie mixte régionale, la Senacal, où se côtoient la ville et la chambre de commerce de Caen, le département du Calvados et le Crédit agricole.

Cette contre-attaque d'un armement national prélude-t-elle à des concentrations du côté français ? Quelle réponse Townsend Thoresen, directement visé puisqu'il dessert Le Havre, préparera-t-il ? M. Jim Sherwood, qui mène d'une poigne de fer la nouvelle société Sealink UK, laissera-t-il souffler son partenaire de la SNCF ou lui imposera-t-il d'autres rationalisations doulou-

reuses ? La SNCF persistera-t-elle dans son désir de se défaire de son armement naval ? Il existe beaucoup d'inconnues dans la nouvelle bataille de la Manche qui vient de s'ouvrir, mais aussi quelques certitudes. La Manche est l'un des rares secours du monde maritime à connaître une croissance soutenue. Selon un groupe de travail franco-britannique, le trafic des passagers triplera sur le détroit, entre 1980 et l'an 2000, pour atteindre 27 millions de clients. Sur les lignes du centre et de l'ouest, le doublement portera de 5 à 9,5 millions le nombre de passagers.

Même le fameux tunnel sous le Channel ne supprimera pas les services maritimes. Dans le pire des cas, pour eux, c'est-à-dire un double tunnel de 7 mètres de diamètre, il resterait, pour les ferries du détroit, un flux de véhicules et de passagers équivalent à celui de 1980. Les lignes du centre et de l'ouest ne seraient pratiquement pas touchées.

Comme le concluait un rapport adressé en 1983 au secrétaire d'Etat chargé de la mer : « L'éventualité de la construction d'un tunnel qui a servi, en France, d'alibi à un certain abandon maritime du détroit ne devrait plus justifier le désintérêt pour des activités maritimes qui suscitent autre-Manche un intérêt accru ».

ALAIN FAUJAS.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

1. OBJET : La République du Zaïre lance un appel d'offres international pour l'acquisition de matériel destiné à la Société nationale des chemins de fer zairois, SNCFZ.

2. DESCRIPTION DES FOURNITURES.

Les fournitures consistent en :

1. RAIL - 102 800 m de rails de 40 kg, nuance A ;

154 200 m de rails de 40kg, nuance normale.

2. PETIT MATERIEL DE VOIE

Lot 1. - 45 000 boulons d'écrous pour voie en rail de 40 kg/m ;

Lot 2. - 400 000 boulons d'agrafes M-N pour voie en rail de 40 kg/m

Lot 3. - 400 000 rondelles doubles pour boulons d'agrafes.

Lot 4. - 200 000 agrafes type M ;

200 000 agrafes type N ;

Lot 4. - 5 600 paires d'écrous pour voie en rail SNCFZ de 40 kg/m.

3. FINANCEMENT.

L'acquisition des fournitures est financée par la Banque africaine de développement (BAD).

4. ÉLIGIBILITÉ.

La participation est ouverte à toutes les firmes des pays membres de la Banque africaine de développement (BAD).

5. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Le dossier complet d'appel d'offres est constitué par :

a) Les clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures à la SNCFZ (édition de janvier 1979) ;

b) Le présent avis ;

c) Le cahier spécial des charges pour la fourniture de rails et/ou du petit matériel de voie ;

d) Les spécifications techniques pour la fourniture des rails et/ou du petit matériel de voie.

En cas de contradiction, le document qui porte le numéro le plus grand dans la liste ci-dessus fera seul foi.

6. REMISE ET OUVERTURE DES OFFRES.

Les offres devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 23 avril 1985 à 10 heures, date à laquelle sera procédé en séance publique à l'ouverture des offres.

Président de la commission des marchés.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS, BP 297.

LUBUMBASHI (RÉPUBLIQUE DU ZAIRE).

7. ADRESSE.

Le dossier complet d'appel d'offres peut être retiré contre paiement de 4 000 zaires auprès de :

- SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS

Direction des approvisionnements et direction des aides, BP 297, Lubumbashi (République du Zaïre).

- SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS, BUREAU DE LIAISON

17, avenue du Parc, Kinshasa (BP 10597 ; tél. : 26810, 22707) ou contre paiement de 7 000 FB auprès de la :

- SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS

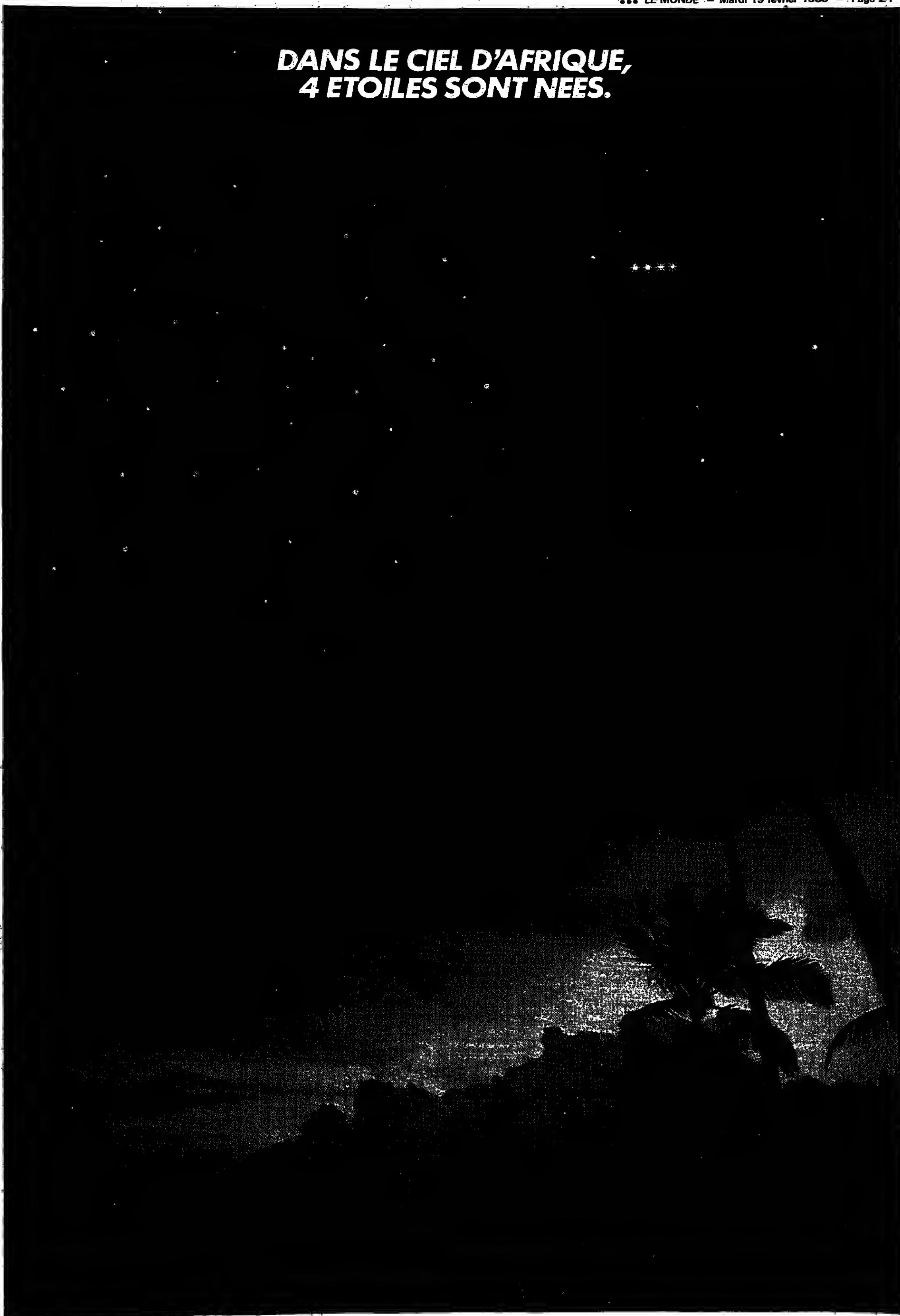
Agence de Bruxelles, 108, rue d'Arion, B 1040 - Bruxelles (Tél. : 230-13-751).

Il peut également être consulté auprès des représentations diplomatiques de la République du Zaïre à l'étranger.

1550 من الأصل

هكذا من الامل

DANS LE CIEL D'AFRIQUE, 4 ETOILES SONT NEES.



FRANÇOIS REMOND

ont un atout

Les entreprises africaines ont un atout : elles sont jeunes. Elles ont été créées après l'indépendance, et elles ont donc une certaine fraîcheur. Elles ont aussi une certaine flexibilité, et elles sont capables de s'adapter rapidement aux changements du marché. Elles ont enfin une certaine créativité, et elles sont capables de trouver des solutions innovantes aux problèmes qu'elles rencontrent. Ces atouts leur permettent de concurrencer efficacement les entreprises européennes et américaines sur le marché international.

PHILIPPE PONS

sur la Manche

Les entreprises africaines ont un atout : elles sont jeunes. Elles ont été créées après l'indépendance, et elles ont donc une certaine fraîcheur. Elles ont aussi une certaine flexibilité, et elles sont capables de s'adapter rapidement aux changements du marché. Elles ont enfin une certaine créativité, et elles sont capables de trouver des solutions innovantes aux problèmes qu'elles rencontrent. Ces atouts leur permettent de concurrencer efficacement les entreprises européennes et américaines sur le marché international.

ALAN PONS

sports

RUGBY

LA FRANCE BAT L'ÉCOSSE

Serge Blanco, une hirondelle en hiver

L'équipe de France de rugby a désormais l'avantage sur celle d'Ecosse au palmarès de leur rencontre. Après le succès acquis samedi 16 février au Parc des Princes dans le cadre du Tournoi des cinq nations, la France compte en effet vingt-sept victoires contre vingt-six à l'Ecosse en cinquante-cinq matches, dont deux depuis 1910. Depuis 1947, la domination

française est plus forte : vingt-trois victoires contre quinze et un nul.

La défaite du « quinze » au chardon, qui, au demeurant, n'a plus gagné en France depuis 1969, a constitué une revanche sur l'échec de Murrayfield, qui, l'an passé, avait coûté le grand chelem aux tricolores.

En attaque, ses trois-quarts ont

entant que les Français ? Le quinze écossais, qui avait été humilié deux semaines auparavant à Edimbourg par les Irlandais, avait certes à cœur de se racheter, mais il n'a plus grand-chose de commun avec la formation qui avait enlevé le grand chelem l'an passé.

En attaque, ses trois-quarts ont

entant que les Français ? Le quinze écossais, qui avait été humilié deux semaines auparavant à Edimbourg par les Irlandais, avait certes à cœur de se racheter, mais il n'a plus grand-chose de commun avec la formation qui avait enlevé le grand chelem l'an passé.

En attaque, ses trois-quarts ont

entant que les Français ? Le quinze écossais, qui avait été humilié deux semaines auparavant à Edimbourg par les Irlandais, avait certes à cœur de se racheter, mais il n'a plus grand-chose de commun avec la formation qui avait enlevé le grand chelem l'an passé.

En attaque, ses trois-quarts ont

entant que les Français ? Le quinze écossais, qui avait été humilié deux semaines auparavant à Edimbourg par les Irlandais, avait certes à cœur de se racheter, mais il n'a plus grand-chose de commun avec la formation qui avait enlevé le grand chelem l'an passé.

En attaque, ses trois-quarts ont

Elle a aussi permis à la formation animée par Philippe Dintrens d'effacer la mauvaise impression laissée deux semaines auparavant par le match nul contre l'Angleterre sur la pelouse de Twickenham. Tous les problèmes de cette équipe sélectionnée par l'ancien capitaine de grand chelem 1977, Jacques Fouroux, ne sont pas résolus pour autant.

L'entraîneur Jacques Fouroux a sélectionné une équipe sur le modèle de celle qu'il dirigea lors du grand chelem de 1977. Il a mis tout la poids possible devant. On retrouve donc sur le pelouse les « gros » comme Guernat et Dospital, les « vieux » comme Haget et Joliel, les « durs » comme Condom et Rodriguez, tandis que restent sur le banc de touche des avants dynamiques comme Orso et Erhami. Cela donne un pack très puissant à la pensée. Mais lorsqu'il s'agit de galoper — et on galope souvent dans le jeu moderne, — c'est une autre histoire. En 1977, cela n'avait pas encore d'importance parce que les avants à la mode bitraverse qui commandaient Fouroux progressaient à petits pas mais avaient gardé le ballon en faisant un bon usage de leur force. Aujourd'hui les avants français ne font plus peur à personne. Accablés samedi sur leur ligne de but, les Ecossais n'ont pas eu le temps de se remettre en selle.

En faisant faire au demi de mêlée, Jérôme Gallion, les remises en touche, comme le faisait naguère Richard Astre à Béziers, Jacques Fouroux obéit à la même logique de la puissance à tout prix. Or, même si le Toulonnais est mieux synchronisé avec les sauteurs que le talonneur Dintrens, dont c'est normalement l'emploi, il n'a pas le temps ensuite de se replacer pour exploiter correctement les belles ainsi gagnées. L'équipe est de la sorte privée du formidable détonateur que constitue le dentiste varois.

A cet égard rien n'a changé par rapport au match nul de Twickenham. Dans ces conditions, on peut se demander si, au lieu de rassurer l'équipe, cette victoire ne risque pas d'aviver les malentendus entre les avants et les arrières. On déraperait alors dans des querelles d'un autre âge.

ALAIN GRAUDO.

MOTOCYCLISME

L'ENDURO DU TOUQUET

Van der Ven, le Hollandais volant

Le Néerlandais Kees Van der Ven, sur KTM, a remporté, dimanche 17 février, la onzième édition de l'Enduro du Touquet, pour la quatrième année consécutive. Une centaine de milliers de spectateurs ont assisté à l'épreuve qui a eu lieu sur une piste de 16 kilomètres tracée sur la plage et dans les dunes de la station balnéaire.

De notre envoyé spécial

Le Touquet. — Dans une dune exposée au vent glacial du nord, un enfant a interpellé son père : « Dis, papa, est-ce qu'on va voir Sardou ? » Question vaine. Le chanteur n'était pas là. Le Touquet n'est pas Dakar. Sans doute. Et pourtant, la plage de la Côte d'Opale n'a d'étranges ressemblances avec celle de Yoff. Sur les plages de sable, Thierry Sabine est l'organisateur, chaque année, de deux épreuves dont le succès ne se dément pas : le rallye et l'Enduro. Entre les deux, il n'y a pas d'autres ressemblances.

Quand le jeune homme barbu a imaginé, en 1974, sa première organisation d'épreuves sportives, c'est au Touquet, dont il est quasiment originaire, qu'il a pensé. Une grande fête populaire : série de « Dakar du poney » où, contrairement au célèbre rallye, l'organisateur reçoit les candidatures contre seulement 400 francs et un matériel conforme à la réglementation.

M. Sabine aime les sables. Son idée de faire courir des motos dans les dunes était, au départ, à tout le moins originale. An après an, par la suite, de certaines règles de sécurité. Elle a fait, depuis, son chemin. Après onze années de carrière, la course a fini par trouver un rythme qui ne met plus en danger ni les concurrents ni les spectateurs.

Comme Paris-Dakar, l'Enduro du Touquet a son terrain : une piste tracée sur les 6 ou 7 kilomètres de la plage et à travers les dunes, faite de longues monitons et de descentes raides, de virages serrés, de grosses buttes artificielles. Si on s'arrête même un peu d'enfant. L'Enduro a également ses champions qui sont, à peu de chose près, les mêmes que ceux du rallye. Ces derniers font partie des grandes écoles des constructeurs japonais : Honda avec le Belge André Malherbe, champion du monde en titre du cross (550 centimètres cubes) et le Français Gilles Lalay ; Yamaha, avec l'Américain Chuck Stearns, le Belge Jean-Paul Minguets, les Français Serge Bacou et Jean-Claude Olivier, PDG de

Sonanto-Ganloises, importateur français ; Kawasaki, avec le Belge, Gaston Rabier.

Malgré les velléités du Suédois Hakan Karlqvist, longtemps numéro 1 du cross mondial, c'est pourtant le constructeur autrichien KTM qui, pour la quatrième fois consécutive, s'est imposé sur la plage de la Côte d'Opale avec le Néerlandais Van der Ven. Ce n'est pas vraiment un hasard. La moto a fait la preuve de sa résistance et de son efficacité sur les terrains les plus difficiles. Au demeurant, l'écureuil autrichien avait manifesté au départ ses objectifs. N'avait-elle pas engagé dix motos dans la compétition ? Pas de super-velocités mais des « pros » originaires de France, de Belgique et des Pays-Bas, qui ont appris à piloter dans les sables du « plat pays ». Il ne faut pas, en effet, manquer de qualité pour réussir là où tous les champions du monde ont échoué. Jean-Claude Olivier, qui a terminé cette année deuxième du Paris-Dakar, dit à ce sujet : « Pour gagner ici, il convient déjà d'être en tête au bout de la ligne droite. » Cela n'a pas l'air simple. Le PDG-motard a bien fait la ligne droite en tête en compagnie de l'Américain Stearns. En vain, son moteur a serré.

Reste que le vainqueur de l'Enduro était bel et bien dans sa zone au côté du Français Jacky Vimond. Et Van der Ven a fait merveille sans s'inquiéter outre-mesure quand Vimond et son coéquipier Maertens se sont tout à tour portés en tête de la course. Peu importent alors que le Néerlandais, arborescent sur son guidon, rencontrait dans les différentes chicanes des bouchons provoqués par des concurrents tombés de leurs machines. Plus vite que tous ses adversaires, il sautait d'une dune à l'autre, accélérant sur les bosses, s'envolait sur les buttes et plantait même la dernière banderille à son coéquipier Maertens moins d'une heure avant l'arrivée.

GILLES MARTINEAU.

CIRAGE DE « POMPES »

La manière de jouer du quinze de France n'est pas le seul souci des sélectionneurs de la FFR. Ils se préoccupent aussi de ce qu'ils portent sur le terrain, parce que la firme Nike a payé 10 millions de francs le droit de l'équiper. Pour une fois, il ne s'agit pas d'un commanditaire trop gourmand puisque, à la place d'un logo sur leur manche, les joueurs portent le rappel de leur numéro. Pourtant, cela crée quelques difficultés avec certains sélectionnés qui sont employés par d'autres marques.

Ainsi, Didier Codorniou, qui travaille pour le Coq sportif, et Jean-Luc Joliel, qui est représenté d'Adidas, n'ont-ils, samedi, passé du cirage noir sur leur chaussure pour les benitiers. Les joueurs réputés amateurs ont le droit de choisir chaussures à leur pied.

Le problème risque néanmoins de se compliquer singulièrement à partir des quarts de finale du championnat. A ce niveau, les équipes doivent jouer avec les tenues de Nike, mais la plupart d'entre elles sont sous contrat avec Adidas.

Tout le poids à l'avant

Comme le pack écossais n'a posé de problèmes aux avants de Philippe Dintrens ni en mêlée, ni en touche, ni dans les regroupements, la faible marge des tricolores peut être imputée, d'abord aux lacunes des attaquants. A l'ouverture, Lescarboura, qui a montré le chemin du deuxième essai e qui a trouvé de très belles touches pour soulager les avants en fin de partie, n'a pas toujours été aussi bien inspiré. Aux ailes, Patrick Estève, encore traumatisé par l'essai perdu de Twickenham, et Laurent Pardo, les jambes trop lourdes, n'ont pas suivi le rythme imprimé par les centres Codorniou et Stélie. La situation est accidentelle. Si elle ne l'est pas, il y a suffisamment de réserve pour y remédier facilement. Mais il y a fort à parier que les responsables de la Fédération française de rugby (FFR), qui avaient déjà mis sur le compte des arrières la mauvaise prestation contre l'Angleterre, feront la même analyse.

Les résultats

Athlétisme

PERFORMANCES EN SALLE

Deux meilleures performances françaises ont été battues à l'occasion des championnats de France en salle, disputés les 16 et 17 février à l'INSEP, par Pascal Barré sur 200 mètres (21 s. 20) et par Suzanne Glaser sur 3 km marche (14 min. 7 sec. 41).

Trois meilleures performances mondiales ont, d'autre part, été améliorées par les Allemands de l'Est Ulf Timmermann (23.11 m au lancer du poids) et Maria Koch (17 sec. 04 sur 60 mètres), et par la Soviétique Galina Tchestikova (7.25 m au saut en longueur).

Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DU MONDE à Munich (RFA)

L'Allemand de l'Ouest Klaus-Peter Thaler a remporté à trente-cinq ans, après deux années sans compétition, le titre professionnel. Il a devancé le Néerlandais Van der Poel de 2 sec. et le Luxembourgeois Michel de 4 sec. Le Français Jérôme Gavignat a terminé septième à 5 min. 6 sec. L'Allemand de l'Ouest Mike Kluge a gagné chez les amateurs.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première division (Vingt-cinquième journée)

* Nancy b. Lens 2-1
* Nantes b. Tours 4-0
* Brest b. Bastia 4-2
* Monaco b. Rouen 2-0
* Toulouse et Sochaux 0-0
* Lille b. Metz 1-0
* Toulon b. Auxerre 2-0
Laval-RC Paris et Strasbourg-Marseille reportés, Paris SG-Bordeaux programmé le 19 février.

Classement. — 1. Bordeaux, 39 pts ; 2. Nantes, 36 ; 3. Toulon, 31 ; 4. Auxerre, 30 ; 5. Brest, Metz, 27.

Deuxième division (Vingt-troisième journée)

* Amiens et Valenciennes 1-1
* Reims b. Stade français 92 1-0
* Clermont b. Besançon 4-0
* Le Havre b. Abbeville 4-0
* Sedan b. Dunkerque 2-1
Angers-Red Star, Châteauroux-Quimper, Rennes, Guingamp et Orléans-Mulhouse reportés.

Classement. — 1. Le Havre, 32 pts ; 2. Mulhouse, 31 ; 3. Rennes, 30 ; 4. Orléans, Guingamp, 27.

GROUPE B

* Montpellier et Nîmes 2-2
* La Roche b. Valence 2-0
* Cîteaux-Louhans b. Sète 4-2
* Ales et Limoges 1-1
* Martignas et L. Ray 1-1
* Guéugnon b. « Cannes » 2-1
* Béziers b. Lyon 2-1
* Saint-Etienne b. Nice 1-0
Thonon-Grenoble reporté.

Classement. — 1. Nice, 30 pts ; 2. Saint-Etienne, Nîmes, 28 ; 4. Montpellier, 27.

Rugby

COUPE DE FRANCE (Sélections de finale)

Carcassonne b. Perpignan 18-3
Rouen b. La Voulte (a.p.) 21-18
Brive b. Agen 15-9
Nice b. Bayonne 19-9
Stade toulousain b. Bègles 21-0
Graillet b. Hyères 34-12
Narbonne b. Dax 38-3
Lourdes b. Biarritz 9-6
Racing CF b. Toulon 22-12
Grenoble b. Montferrand 8-7
Béziers b. Oloron 16-7
Le Creusot b. Le Boucau 16-6
St-Gaudens b. La Rochelle 12-4
Haguenau b. St-Jean-de-Luz 6-3
Foix b. Colomiers 19-16
Angoulême-Mauthouzin reporté.

Ski alpin

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Slalom géant féminin à Méribel
1. Carole Merle ; 2. Perrine Pelca ; 3. Anne-Flore Rey.

Slalom spécial féminin à Val-Thorens
1. Perrine Pelca ; 2. Christelle Guignard ; 3. Carole Merle.

COUPE DU MONDE

Slalom spécial masculin à Kranjska Gora
1. Marc Girardelli (Lux.) ; 2. Ingemar Stenmark (Sué.) ; 3. Jonas Nilsson (Sué.) et Paul Frommelt (Lie.) ; 4. Didier Bouvet (Fra.) ; 10. Michel Vion (Fra.).

Tennis

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX de Delray Beach

L'Américain Tim Mayotte a remporté, dimanche 17 février, les championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant en finale son compatriote Scott 4-6, 4-6, 6-3, 6-2. L'Américaine Martina Navratilova, d'origine tchécoslovaque, a gagné le tournoi féminin en battant en finale l'Américaine Chris Evert-Lloyd 6-2, 6-4.

Volley-ball

COUPES D'EUROPE

L'équipe de Parme a remporté la Coupe d'Europe des clubs champions dont la phase finale était organisée à Bruxelles, du 15 au 17 février. Les Italiens ont battu Zagreb, le CSKA Sofia et l'Étoile rouge de Prague.

La phase finale de la Coupe des vainqueurs de coupes, disputée à Saint-Nazaire, a été gagnée par le Dynamo de Moscou, devant le Spartak de Sofia, le Steaua de Bucarest et Hambourg.

SKI NORDIQUE

Pour un marathon des neiges

Disputée sur 63,5 kilomètres entre Lamoura et Moudon, la septième « Transjurassienne » a été gagnée, dimanche 17 février, par le Suédois Hans Persson en 3 h 08 min 53 s devant l'Américain Andrus Endestad et le Français Gérard Durand-Pouget. Quelque quatre mille cinq cents personnes ont participé à cette étape française du circuit mondial des longues distances nordiques (Worldloppet).

C'est la « guéguerre » dans le ski de fond. Comme l'athlétisme, qui a longtemps croisé le fer avec les courses sur route avant de se rendre à l'évidence, le « cross country des neiges » se partage entre conservateurs et rénovateurs face au développement important des courses populaires de longue distance dont la plus célèbre est la Vasaloppet suédoise chaque premier dimanche de mars, et dont les expressions françaises les plus achevées sont la Transjurassienne, organisée de Lamoura à Moudon, et La Poudie Blanche à Autrans dans l'Isère.

Leur principe est simple : rassembler des skieurs de tous niveaux sur une même parcours et surtout sur une même ligne de départ de sorte que la compétition soit parfaitement équitable entre les coureurs d'élite et les « ramasseurs de mètres » dont l'ambition se limite souvent à dire : « J'y étais ». Le noyau dur de cette population bétérocrite est constitué d'hommes et de femmes d'un niveau au-dessus de la moyenne, qui consacrent tous leurs loisirs au ski de fond, même hors saison en suivant une préparation spécifique. Chaque hiver, la Fédération française de ski leur propose un programme nourri dans le cadre d'un Challenge des longues distances partagé en deux circuits comprenant vingt et une épreuves en total. Cet ensemble de courses fini ou point en 1978-1979 est relativement concurrencé par des dizaines d'autres rassemblements plus ou moins connus.

La multiplication de ces épreuves dans tous les massifs s'accompagne d'incidences économiques et publicitaires. Le « sponsoring » a fait son entrée en force avec, pour fer de lance, la Société générale dont on

dit qu'elle investit 2,5 millions de francs dans le secteur chaque année. Elle « soutient » le Challenge de la fédération, mais en ce moment les responsables de cette compétition trouvent cette présence un peu trop envahissante.

Des rapports de force se nouent dans la mesure où le succès appelle l'argent et l'inversement. Le pouvoir sportif, représenté par la FFS, éprouve d'autant plus de difficultés à contrôler cette rapide évolution qu'en son sein même les opinions divergent sensiblement. En fait, elle a institutionnalisé la « concurrence » en ajoutant à sa commission sportive une structure uniquement consacrée au « ski de fond loisir ». Les responsables du ski de fond traditionnel ne pouvaient voir que d'un mauvais œil la croissance aussi rapide du loisir. Ils avaient refusé dans un premier temps le phénomène du ski de fond populaire et sentent aujourd'hui de rattraper le train porté par les vents sociologiques favorables aux sports de loisirs.

La tâche est difficile. Régi par des règlements internationaux qui valent pour les compétitions purement sportives (des championnats de France aux Jeux olympiques), ce fond est beaucoup moins attractif dans la mesure où il ne concerne que l'élite, ce qui ne constituerait pas un défaut aux yeux du grand public si ce dernier pouvait s'intéresser véritablement au déroulement des épreuves. Mais celles-ci sont organisées selon la formule rébarbative du « contre le montre » avec départ de chaque concurrent de trente

secondes en trente secondes, ce qui complique singulièrement leur compréhension immédiate. En clair, celui qui arrive le premier sur le stade n'est pas forcément le vainqueur. Ce handicap se traduit par une attention moins soutenue des télévisions et, partant de là, des firmes.

Les coureurs eux-mêmes pourraient à terme trouver intérêt à gagner facilement de l'argent (une voiture récompense le vainqueur de la Transjurassienne) sur les courses populaires plutôt que de rester dans un sport peu lucratif et beaucoup plus exigeant pour obtenir des résultats sur le plan international.

En somme, toutes les conditions sont réunies pour que se perpétue le « rififi » selon des formes plus ou moins turbulentes. Le règlement de cette situation, logiquement conflictuelle, ne passe pas tant par un rapprochement entre « gens de bonne poléité » — les bases d'un dialogue semblent d'ailleurs nouées — que par une réforme des compétitions traditionnelles. Celle-ci pourrait peut-être résider dans l'instauration d'une nouvelle épreuve récompensée par des titres : olympique, mondial, etc. Elle pourrait se disputer sur une distance supérieure à 50 kilomètres selon la formule du départ en ligne qui fait le succès du cyclisme et du fond populaire. De même que l'athlétisme s'est donné une course remplie de magie, le marathon, le « cross country des neiges » devrait sans doute songer à une course qu'il pourrait appeler « le grand fond ».

LIBERT TARRAGO.

AUTOMOBILISME

Nouveau succès de Vatanen (Peugeot 205 turbo) en Suède

Cinquième victoire consécutive et deuxième de la saison après le rallye de Monte-Carlo pour le Finlandais Ari Vatanen, qui a terminé premier, dimanche 17 février, le pilote de la Peugeot 205 turbo 16 a devancé le Suédois Stig Blomqvist, champion du monde en titre et sept fois vainqueur de cette épreuve durant laquelle a été organisée pour la première fois un contrôle antidopage.

En dépit du froid intense et de la neige, la « 205 » du Finlandais a surclassé l'Audi Sport Quattro du Suédois, qui a remporté une épreuve spéciale seulement à la faveur d'une sortie de route de Vatanen.

Avant le rallye du Portugal, qui doit avoir lieu dans deux semaines sur un terrain une nouvelle fois favorable aux voitures de la firme de Sochaux, Vatanen occupe la tête du championnat du monde des pilotes (40 points) devant Blomqvist (25 points). Salomon (24 points) et l'Allemand de l'Ouest Roehrl (15 points), qui a été abandonné en Suède sur bris du moteur de son Audi Sport Quattro.

Les constructeurs français et allemands, rivaux sur le terrain, font néanmoins cause commune contre les projets du président de la Fédération internationale du sport automobile, Jean-Marie Balestre, qui entend proposer au prochain congrès de la Fédération internationale automobile la suppression des voitures « évolution du type B », autrement dit la 205 et la Quattro. Un nouveau conflit en perspective donc !

TENNIS OPEN ETUDIANTS/ENTREPRISES BIARRITZ 85 EGOR/ESSEC

Une formule originale et inédite pour un tournoi (homologué) de tennis. D'une part, les plus prestigieuses universités et grandes écoles sont conviées simultanément. D'autre part, la compétition se jouera exclusivement par équipes (formule Coupe Davis) composées de 2 étudiants de formation différente (grande école/université) et d'un dirigeant d'entreprise. L'équipe sera associée pour toute la durée du tournoi. Le groupe EGOR (conseil en ressources humaines) et l'ESSEC se sont associés dans l'organisation de cette manifestation qui aura lieu à Biarritz les 16, 17, 18 et 19 mai 1985.

Pour renseignements, s'adresser à ESSEC TENNIS (3) 030-53-90.

سلاسل الأصل

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

CARNET DU Monde

Naissances

— Anne LOUCOT et Jean-Noël JEANNENEY, ont la joie d'annoncer la naissance de Julien.
Paris, le 14 février 1985.

— Jean-Pierre et Brigitte ROCHETTE, née Chelouet, Antoine et Paul sont heureux d'annoncer la naissance de Camille.
Paris, le 14 février 1985.

Décès

— François Abou Chahine, née Flix, Pierre, Sophie, Valérie, ont le regret de faire part du décès de leur époux et père.
Fouzi ABOU CHAHINE.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 18 février 1985, à 13 h 45, en l'église grecque orthodoxe Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, à Paris-16.

Prière de considérer cet avis comme un faire-part personnel.

Les donations seront faites en faveur des œuvres de l'église grecque orthodoxe d'Antioche.

Les condoléances seront reçues jusqu'au mardi 19 février à son domicile, 115, avenue Henri-Martin, à Paris-16.

— M. et M^{me} G. Walter Maccochia, ses enfants, M. Pierre Eeckman, M. et M^{me} Francis Eeckman, M^{me} Christine Laurain, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marc LAFERRIÈRE, née Groul.

survenu le mardi 12 février 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées, dans la plus stricte intimité, en l'église paroissiale de Saint-Germain du Chêne.

14, rue des Érables, 78150 Rocquencourt.

— Nous avons annoncé (le Monde du 16 février) le décès de

Sœur Laure, née Pauline LEDAN.

[Née le 6 février 1880 à Laramp-Guilhem, dans le Finistère, Sœur Laure fut parée, à vingt ans, du groupe de religieuses de Saint-Joseph de Cléry qui, parvenues en 1920, à l'ouverture de l'hôpital de l'Institut Pasteur, premier hôpital au monde construit pour permettre l'accueil des malades atteints de maladies contagieuses. Elle occupa ses soins au service des malades, qui résidaient, de 1916 jusqu'à sa mort en 1983. Sœur Laure put ainsi assister à l'histoire de la médecine moderne, et en 1980, le président de la République lui remit le diplôme de l'Ordre de la République.]

— M. Léon Merviel, M. et M^{me} François Toutain et leurs enfants, Toute la famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne MENVIELLE, née Debata.

survenue le 15 février 1985, dans sa soixante-quatrième année, en son domicile à Paris.

L'inhumation au cimetière de Bagneux-de-Bigorre aura lieu le mercredi 20 janvier 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36 bis, avenue Marceau, 75008 Paris.

— Claire-Lise et Philippe Weil-Rabaud, Catherine et Jean-Marie Gausson, Jean-François et Martine Monod, Gilles Monod, Luc Monod, Marie-Odile Barthélémy, M^{me} Yves Barthélémy, ont la douleur de faire part du décès de

Claire Dominique MONOD.

survenue le 9 février 1985, à l'âge de soixante-quatre ans, en son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.
7, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean-Yves PRAUD.

Agé de trente-trois ans, survenue le 14 février 1985.

Les obsèques auront lieu le mardi 19 février, à 10 h 30, en l'église de Grognon (Yvelines).

De la part de M^{me} Yves Praud.

22 bis, rue de Sully, 92100 Boulogne.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} veuve Jorge SCHRAMM, née Germaine Glan.

survenue à Nice le 2 février 1985. Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

De la part de M^{me} José Schramm, Le docteur Pierre Schramm et ses enfants, M. et M^{me} François Zovaco, M^{me} Felicia Blinco, Et de ses parents et alliés, 14 bis, rue Pierre-Nicolas, 75005 Paris, 35, rue Meyerbeer, 06000 Nice.

On nous prie d'annoncer le décès de

Marcel Jean-René TABOURET, ingénieur civil des mines,

à Regina-Saskatchewan (Canada).

Pour ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part de René et Marianne Tabouret.

— Hambye.

On prie d'annoncer le décès de

M^{me} Georges TUMOINE, née Jeanne Le Goff,

survenue le 15 février 1985 en son domicile à Hambye.

De la part de Docteur Georges Tumoine, son époux,

De M. et M^{me} Jean-Claude Majehrovic, M. et M^{me} Jacques Ducreux, M. et M^{me} Jacques Tumoine, ses enfants, Frédéric, Hélène, Corinne, Yann, Patrice, ses petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50650 Hambye.

— M^{me} Eugène Weil, M. et M^{me} Jacques-Henri Gengenheim et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques WEILL,

la 13 février 1985, dans sa soixante-quinzième année.

21, rue Villed, 75017 Paris.

Anniversaires

— Il y a quatre ans disparaissait

Marcel ROUFFIANGES.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

— Ses collègues, ses élèves Et ses amis

invitent à rendre un dernier hommage à

Marcelle BEAUVALET,

directeur honoraire de recherche au CNRS,

en assistant à la messe qui sera dite à son intention, le 22 février 1985 à 11 heures, en l'église Saint-Etienne du Mont, place Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

Messes anniversaires

— La famille, Les amis, Et les élèves du

docteur Gabriel LE BRAS

prêtent ceux qui sont restés fidèles à son souvenir d'assister ou de s'y unir en pensée à la messe qui sera célébrée à son intention, le mardi 19 février 1985 à 18 h 45, par l'abbé Perrelet, curé de la paroisse, en l'église Saint-Etienne du Mont, place Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Clermont-Ferrand-I, lundi 18 février, à 15 h 30, salle des Actes, M. Tahar Taleb : « Le président de la République algérienne, secrétaire général du FLN. »

— Université Clermont-Ferrand-I, vendredi 22 février, à 14 heures, salle des Actes, M. Gérard André : « Le développement touristique : la vie politique dans l'Allier sous la V^e République. »

— Université Paris-IV, samedi 23 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Abdelrahmane Tabé : « Essai sur les logiques des raisonnements argumentatifs et naturels. »

— Université Paris-I, lundi 25 février, à 14 heures, salle des Actes, M. Daniel Sibony : « Passage de lettre dans la tradition juive du livre. »

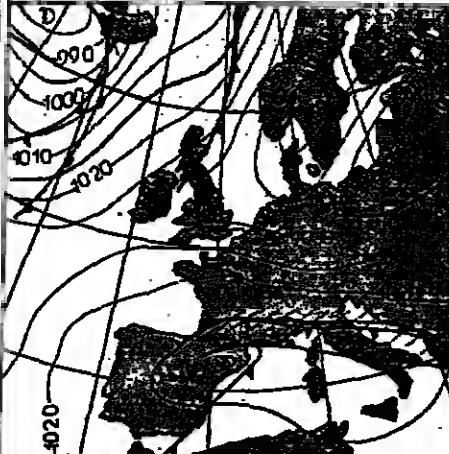
— Université Paris-IV, lundi 25 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Maurice Carreau : « Christianisme, gnosticisme humoriste : la création poétique dans l'Phantas Schloess et les Grotteleder. »

— Université Paris-II, mardi 26 février, à 14 heures, salle des Consoils, M. Panayotis Pouli : « Le service public des postes en Grèce. »

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.2.85 à 0 h G.M.T.



Évaluation probable du temps en France entre le lundi 18 février à 0 heure et le mardi 19 février à 24 heures.

Les hautes pressions centrées sur la Scandinavie se généralisent à l'ensemble de la France, repoussant le temps perturbé sur la Méditerranée.

Mardi, sur les régions allant du littoral méditerranéen à la Corse, le ciel sera encore souvent nuageux et quelques averses pourront se produire surtout en Corse, et sur les versants Est du relief.

Les températures minimales seront en légère baisse et avoisineront 1 à 5 degrés du Roussillon à la Côte d'Azur. Ailleurs le temps sera sec et froid prédominant en se généralisant au Sud-Ouest. Le ciel sera ainsi ensoleillé. Les températures minimales descendront alors en dessous de 0 degré sur le Sud-Ouest, où elles seront de l'ordre de -2 à -5 degrés, favorisant la formation de brumilles dans les vallées. Sur les autres régions, elles seront stables par rapport à la veille : de -2 à -10 degrés d'Ouest en Est.

Toutes ces températures remonteront assez bien dans l'après-midi et nous auront de 2 à 6 degrés de Nord au Sud, voire 10 degrés sur la Côte d'Azur.

Le vent d'est soufflera encore mais s'affaiblira en soirée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, était, le lundi 18 février, à 7 heures, de 1 026,4 millibars, soit 769 millibars de mercure.

Températures (de premier chiffre) indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 17 février ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 février : Ajaccio, 13 et 8 degrés ; Biarritz, 11 et 6 ; Bordeaux, 6 et 3 ; Boulogne, 2 et -3 ; Brét, 2 et -1 ; Caen, 6 et -4 ; Cherbourg, 3 et -1 ;

PRÉVISIONS POUR LE 19.02 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 FÉVRIER 1985 à 0 HEURE (G.M.T.)



Clermont-Ferrand, 2 et -3 ; Dijon, 1 et -6 ; Grenoble-St-Martin, 1 et -2 ; Grenoble-St-Georges, 1 et -2 ; Lille, 3 et -6 ; Lyon, 1 et -3 ; Marseille-Marguerite, 13 et 6 ; Nancy, 3 et -9 ; Nantes, 3 et -1 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et 7 ; Paris-Montsouris, 7 et -4 ; Paris-Orly, 7 et -5 ; Pau, 13 et 6 ; Perpignan, 12 et 8 ; Rennes, 3 et -4 ; Strasbourg, 1 et -9 ; Tours, 1 et -4 ; Toulouse, 11 et 8 ; Valenciennes, 2 et -2 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 9 ; Amsterdam, 2 et -8 ; Athènes, 8 et 7 ; Berlin, -3 et -9 ; Bonn, 4 et -15 ; Bruxelles, 2 et -8 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION

TOUT SUR LA POLYNÉSIE

« Sillages polynésiens », le titre de l'exposition présentée au Musée national des techniques par le Centre des hautes études du Pacifique, est bien trouvé.

L'installation humaine sur ces îles a nécessité d'incroyables voyages maritimes, tout comme, bien plus tard, la découverte des îles par les navigateurs européens a été faite au cours de longs trajets : pirogues, corvettes et autres vaisseaux ont donc couronné dans les eaux du Pacifique d'innombrables sillages.

Plusieurs organismes, français et étrangers, ont prêtés des documents ou des objets qui racontent les visiteurs aussi bien sur les bateaux que sur l'art de la navigation, sur les Polynésiens que sur les explorateurs, sur la vie dans les îles que sur la vie à bord des vaisseaux.

Y. R.
* Musée national des techniques (Conservatoire national des arts et métiers), 279, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Ouvert de 10 h à 17 h 30 tous les jours sauf le lundi et les jours fériés. Jusqu'au 11 avril. Entrée : 10 F (sans la visite du musée).

TOURISME

LES PROFESSIONNELLS DE L'HOTELLERIE JUGENT « POSITIF » L'ACCORD SUR LE RÉGIME DES PRIX 1985

La Chambre nationale de la restauration et de l'hôtellerie (CNRH) a qualifié de « positif », mercredi 13 février, l'accord signé le 8 février sur le régime des prix 1985, entre la profession et les pouvoirs publics. Bien qu'il soit, selon elle, « l'aboutissement d'une trop longue négociation », cet accord traduit en effet « une reconnaissance de l'importance économique de l'hôtellerie » et de sa contribution à l'équilibre de la balance des paiements. Il constitue également, relève le communiqué, une incitation à l'investissement (ce qui permettrait de sauvegarder la qualité du parc hôtelier) et favorise, à juste titre, les professionnels qui ont déjà fait des efforts d'équipement.

Aux termes de l'accord sont totalement libérés les prix des hôtels quatre étoiles luxueux, quatre étoiles et trois étoiles, et des bars d'hôtels et des établissements entièrement rénovés ou neufs. D'autres, cette année, pour les autres catégories, il prévoit la liberté des prix, soit sur 50 % des chambres avec sanitaires de l'établissement, soit sur 10 % de l'ensemble des chambres. Toutes les autres prestations restent soumises à une augmentation maximale de 3 %.

La CNRH regrette cependant que « les pouvoirs publics se refusent, comme tous les ans, à définir la réglementation des prix ou moins six mois à l'avance ». « Ce retard, estime-t-elle, pénalise gravement les professionnels de l'hôtellerie dans leurs efforts de promotion, notamment sur les marchés étrangers. »

P. Fr.

BREF

SOLIDARITÉ

SOS ÉTHIOPIE. — Depuis deux ans, la Croix-Rouge française apporte son aide à l'Éthiopie dans le cadre des programmes du Comité international de la Croix-Rouge et de L'Union des sociétés de Croix-Rouge. Étant donné l'aggravation de la situation, elle a décidé d'intensifier son action en envoyant du personnel médical, des tablettes protéinées et des fonds de soutien. Actuellement, plus de trois cent mille personnes, principalement des femmes et des enfants, sont secourues. Vous pouvez apporter votre aide en envoyant vos dons en chèques postaux ou bancaires à CCF Croix-Rouge Éthiopie 60000 Y Paris.

* Croix-Rouge française, 17, rue Condé-Bescher, 75284 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 261 51 65.

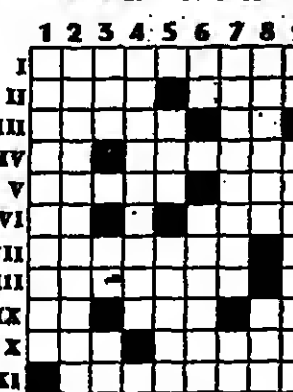
STAGES

ENGLISH SPOKEN. — Le centre d'éducation permanente de Paris-I organise deux stages d'anglais, tous sur l'anglais parlé, qui débuteront le 25 février et le 18 mars. Le premier comporte 90 heures de cours ; à raison de trois fois deux heures par semaine, sur une période de quatre mois. Coût : 2 900 F. Le second, 60 heures de cours (deux fois deux heures par semaine sur quatre mois). Coût : 2 600 F TTC.

* Renseignements et inscriptions : Université de Paris-I, centre d'éducation permanente, 14, rue Cochin, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 329-75-23 ou 329-12-13, poste 33-17 ou 33-20.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3905



HORIZONTALEMENT

I. Met le vieux à la retraite. — II. Les faiseurs de pastis le mettent au parfum. Condamné à tourner en bourrique. — III. Les femmes courent après le sale ; les filles après le beau. Chef de file. — IV. Courte manie. Soutiens de fortune. — V. Janvier, en septembre. Foyer de bien des trajectoires. — VI. Se voit très clairement dans la nuit. Devient célèbre en tombant sur un bec. — VII. Bien que n'ayant pas bonne

praise, elle obtient souvent le gratin. — VIII. Unicité. — IX. Point répété. Procom. Sont mis en musique. — X. Région où il serait aventureux d'investir dans la pierre. Généralement froid quand il s'empare. — XI. Dispense plus d'épines que de fleurs.

VERTICALEMENT

1. Fait son service dans la réserve. — 2. Crac et patras. — 3. Annonce. Pratiques. Divinité. — 4. Fait l'important. — 5. Son bloc est solidement armé. De lourdes charges sont souvent retenues contre elle. — 6. Expression d'une violence précoce. Se reconnaît à la gorge. — 7. Précieuse ridicule. Un certain rapport. — 8. Pour la donner, il faut d'abord recevoir. État d'un roi détroné. 9. Préparation. Joint parfois l'utile à l'agréable.

Solution du problème n° 3904

Horizontalement
I. Portefeuille. Va. — II. Lièvre. Souillon. — III. Un Am. UGé. — IV. Védetariat. Et. — V. Le Noël. Rétro. — VI. Olé Opacité. — VII. Mesquinerie. Noé. — VIII. Est. Rondelette. — IX. Tare. Al. — X. Ray. Archéologie. — XI. Escabe. Enée. — XII. Our. Russie. — XIII. Ossuair. Dédé. — XIV. Sées. Empeste. — XV. Testament. Os. St.

Verticalement
1. Pluviomètre. Ost. — 2. Oisellerie. Océ. — 3. Ré. Essayeuse. — 4. Tr. En. Trust. — 5. Erato. Ure. — 6. Fente. Jo. And. — 7. Salomard. Euse. — 8. Ure. Pédicure. — 9. Jo. Icara. Hui. Et. — 10. Li. Cil. Scit. — 11. Li. Trise. Te. Pô. — 12. Eln. Et. Brodes. — 13. Le. Tentacules. — 14. Voler. O. E. Tiède. — 15. Aneto. Eses. Est.

GUY BROUTY.

LOTTO

TRAPÉZÉDÉ

1 26 30 32 36 49 27

PROCHAINES TIRAGES : DIMANCHE 25 FÉVRIER 1985

VALABLES : 1. Numéro de 1 à 49. 2. Numéro de 1 à 49. 3. Numéro de 1 à 49. 4. Numéro de 1 à 49.

4 BOULES 10 500 000,00 F
3 BOULES 20 191 920,00 F
2 BOULES 10 500,00 F
1 BOULE 150,00 F

BOULES 15 F x 2 = 30 F

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^e

320-74-52

PARIS EN VISITES

MARDI 19 FÉVRIER

« Cité d'artistes de la Glacière et de la Butte-aux-Cailles », 15 heures, métro Glacière (G. Bouteau).
« Les salons de l'Ansel », 15 heures, 1, rue de Sully.
« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Conservatoire d'Art et d'Histoire).
« Les plus belles galeries et les plus beaux passages parisiens », 14 h 30, 6, rue Vivienne (Les Filigranes).
« La marquise de Sévigné au

Marais », 15 heures, métro Pont-Marie (CA Messier).
« Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin (Paris autrefois).
« Le musée Carnavalet », 15 heures, 7, avenue Velasquez (Téramme culturelle).

CONFÉRENCES

20 h 30 : 33, place Maubert, M. Tatichoff : « L'Union soviétique en Russie. »

مكتبة الادب

هكذا من الراحل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 19 février 1985 - Page 25

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	50,00	71,16
AUTOMOBILES	50,00	71,16
AGENDA	50,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Direction générale 400.000 F

Distribution équipements automobiles - Ce département (60 millions de francs, effectif : 45 personnes) d'un groupe français (2.500 personnes, 700 millions de francs de chiffre d'affaires) a pour vocation le séchage de produits liés à l'automobile (serres, auto-radios, parties de décoration extérieures...). Le groupe recherche pour dynamiser ce département porteur de profits, un "personne" qui, outre les responsabilités classiques de gestion, aura un rôle commercial prononcé. Il soumettra au directeur général du groupe les stratégies qu'il aura à mettre en œuvre dans le cadre d'une large autonomie et devra, principalement, définir de nouvelles gammes de produits, en agréger l'achat à l'étranger (Asie, USA, Europe) et développer la position commerciale, en France, en termes de chiffre d'affaires, de marges et de pénétration de marché. Ce poste de jeune manager, membre du comité de direction du groupe, s'adresse à un diplômé d'une grande école (un MBA étranger ou français en complément serait apprécié) ayant acquis une bonne connaissance des réseaux de distribution automobile. Il sera jugé sur les résultats financiers de son département. La maîtrise de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle, fonction des compétences du candidat, sera de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à P.E. LESAGE en précisant la référence A/26394.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

OFFICE PUBLIC D'ILM de SAU-

3.000 logements

RECHERCHES

par mutation ou concours sur

titres : post. diplôme pour

entrée : ENA, polytech, IUT,

adm., financ. agric.,

Adresser candid. et CV à :

M. le Président C.E.D. 18,

34, rue du Temple, B.P. 18,

49401 SAUMUR CEDEX.

Décl. de dépôt : 31 mars 1985.

TERRE DES HOMMES

cherche pour son programme

au NORD SAUVALOIS

DIRECTEUR

responsable de l'ensemble de

ses activités dans cette région

agricole. Travail facilement

exigeant. Notre programme

comporte un volet rural, un

MEDICAM sera soutenu (25 %

ind., 75 % social et gestion).

Des d'entra. : obs. que pos-

sible.

Durée du contrat : 2 ans,

renouvelable.

Préférence sera donnée aux

candidats ayant une expérience

dans un pays en voie de dé-

veloppement, si possible du sou-

continent indien.

Les personnes intéressées qui

en feront la demande à

l'adresse ci-dessus recevront

une notice détaillée ainsi qu'un

formulaire de candidature.

TERRE DES HOMMES

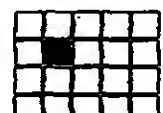
Casa postale 388,

réf. 100

CH-1000 Lausanne 9/Suisse.

Jeune Responsable Marketing

France et export



LUREM

Responsable du choix et de la mise en place de la stratégie Marketing. Il définit le

positionnement des produits, constitue une politique de vente, développe les

outils de communication.

Ce challenge est offert à un jeune diplômé d'études supérieures commerciales, dont l'expérience

mise, acquise en vente sur le terrain et comme Chef de Produit dans des sociétés de biens de

consommation, ou équipements de la maison lui permettra de développer ses qualités opération-

nelles de manager et de réalisateur.

La pratique courante de la langue anglaise ou allemande est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en

précisant la référence M 37602 à Nicole Le Breuilly TEG, 18 place Henri Bergson

75008 Paris.

division de SYSTEMA



The Executive Group

(France)

Management

Directeur Organisation et Informatique "Maître d'œuvre" de notre décentralisation

Nous sommes l'une des premières sociétés de Courtage d'Assurances en Europe. Notre organisation internationale et nationale se répartit en deux grands types de clientèle : les collectivités et entreprises, les particuliers.

Tout en prenant la direction opérationnelle de

notre site informatique équipé de matériel HP,

vous vous attacherez dans le même temps à

élaborer et mettre en place, avec une société

de conseil, notre futur système d'information

décentralisé.

Gestionnaire et homme de communication vous deviendrez l'homme de l'ensemble du système d'information du Groupe. Directement rattaché au Secrétaire Général, vous préserverez l'esprit de décentralisation en sachant exercer à terme une autorité essentielle fonctionnelle.

Vous êtes de formation supérieure, ingénieur ou grande école de commerce, vous avez depuis au moins 5 ans des responsabilités importantes en organisation et informatique. La connaissance de l'Assurance et du matériel HP serait un plus.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. DOI, à Jean-Marie VIOU à qui nous confions cette recherche.

SAGES Département Ressources Humaines 24, rue Henri Barbusse, 92110 Cligny.

Le directeur général d'un ensemble de sociétés (700 p., 800 MF de C.A., dont 30% à l'export) liées à une grande affaire industrielle cherche pour son siège (au nord de Paris), son

directeur administratif et financier

Assisté d'une dizaine de collaborateurs (dont un correspondant comptable par filiale), celui-ci traite la comptabilité générale et analytique des différentes sociétés du groupe, le trésorerie et les relations bancaires, les questions juridiques et fiscales, les assurances, le contentieux. Ses missions principales : homogénéiser les procédures, produire les comptes consolidés, mieux gérer les ressources en devises, contribuer à réaliser le plan informatique orienté vers la gestion de la production en temps réel, conseiller le président dans les investissements, rachats d'entreprises, monter les financements des contrats à l'export, etc.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant exercé son activité dans l'industrie (de préférence, l'industrie lourde) et connaissant l'anglais.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4820 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Directeur du marketing et des ventes France

Dépendant du Directeur Général, il conçoit et fait appliquer sur le terrain la politique commerciale de l'entreprise. Il anime une équipe de 70 per-

sonnes. Diplômé d'une grande école de commerce, âgé de 30 à 35 ans, il a fait la preuve d'une réussite incontestable dans des fonctions similaires.

Il est bilingue Français - Anglais. Poste basé en région parisienne (banlieue Ouest).

Envoyer (sous réf. 7810) CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Média-System, 104, rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

DIRECTEUR R & D

PARIS OUEST
280 000 F +

Nous sommes filiale d'un groupe international aux activités diversifiées. Notre domaine actuel : des biens d'équipement. Mais nous voulons voir plus loin et élargir notre gamme. Il nous faut donc engager une "équipe chercheuse" : ingénieur bien sûr (électronique, électrotechnique), ayant une formation de gestionnaire (MBA, CPA), l'esprit commercial, une expérience du Développement (pourquoi pas chef de groupe de produits industriels ?), et parlant au minimum l'anglais pour pouvoir fournir au niveau international.

Adresser votre dossier sous N° 849 M.

GABRIEL MARCU

154, bd. Malesherbes - 75017 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important fabricant d'appareils ménagers en province

recherche

UN DIRECTEUR DES VENTES

VOUS AVEZ :

- 30 à 35 ans.
- Une formation grandes écoles HEC, ESCP, ESSEC, etc.
- L'expérience réussie de la vente de produits de consommation, électro-ménager, TV, meubles, chauffage.
- Une grande autorité naturelle confirmée par quelques années d'expérience de direction d'équipes de terrain.
- De l'ambition, une bonne organisation, le sens aigu de l'animation.

NOUS VOUS OFFRONS :

- Un poste évolutif dans une entreprise performante.
- Une gamme de produits leader dans le chauffage.
- Une force de vente exclusive de haut niveau.
- L'opportunité de concrétiser vos idées sur le "produit-marché".
- Une rémunération attractive.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à Agence PARTENAIRE, 27, rue Michel-le-Comte, 75003 PARIS, qui nous transmettra votre candidature.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Banquier au service des entreprises de la région Nord

Notre vocation de banque d'affaires au contact des grandes et moyennes entreprises, avec une activité très orientée vers l'exportation, peut donner aujourd'hui un intérêt particulier à votre parcours professionnel. Pourquoi ne pas vivre à Lille une nouvelle tranchée de votre carrière ? Que vous soyez déjà installé(e) dans cette région et satisfait(e) d'y rester, que vous cherchiez l'occasion d'y retourner ou, tout simplement, que vous soyez conscient(e) des ressources qu'elle offre à un banquier, vous percevez qu'il y a sans doute là une opportunité.

Notre succursale de Lille, dont la compétence s'étend à toute la région Nord, recherche un responsable de clientèle Entreprises. Il sera naturellement à la pointe de l'effort vigoureux - et à l'initiative - que nous menons pour aider les entreprises dans leurs opérations vers l'étranger ou dans leurs processus de développement.

Votre expérience bancaire d'une dizaine d'années, vous l'avez acquise en bonne partie auprès d'une clientèle entreprises et vous vous sentez à l'aise dans ce rôle de conseil à jouer auprès d'elles. Peut-être aspirez-vous aujourd'hui à plus d'autonomie dans une structure plus légère. C'est peut-être bien, en effet, l'opportunité à saisir. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans cette recherche étudieront confidentiellement la candidature que vous leur adresserez sous référence 325 213 M. Il existe des possibilités d'évolution.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche, pour faire face à son développement à l'export, une

Assistante commerciale bilingue allemand

formation exigée du niveau

Maîtrise langues étrangères appliquées

Au sein du petit service chargé des affaires avec la clientèle germanophone, la personne choisie devra assurer l'entretien et le suivi des dossiers de la clientèle allemande et suédoise. Ce poste exigeant nécessite la maîtrise de la dactylographie et qui exige une excellente maîtrise de l'allemand parlé et écrit et à l'écrit. Possibilité de logement sur place. Ecrire au C.A.B. GATIER, 32 Rue Bontemps, 69006 LYON, sous réf. 187.

ligneroset



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Négociateur au plus haut niveau

INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORT

Europe Asie Moyen-Orient
Réf. M.3/1270 D., Réf. M.3/1270 F., Réf. M.3/1270 G.

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels européens, cette société emploie 2400 personnes et réalise un C.A. de 1,2 milliard de francs, principalement à l'export. Elle élabore des produits durables de haute technicité, commercialisés auprès de clients institutionnels. Pour conforter sa présence à l'export (60 % du C.A.), la société souhaite s'attacher le concours de jeunes INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORT sur des zones privilégiées de développement.

Les candidats recherchés ont pour mission de gérer le secteur dont ils sont responsables, d'animer leur réseau de représentation et de promouvoir les

produits de l'entreprise auprès d'acheteurs militaires de haut niveau.

Pour ces postes très évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de fort potentiel, indifféremment issus d'une formation économique (IEP, ESCAE...) ou technique de bonne qualité. Ils justifieront d'une expérience opérationnelle de l'export d'au moins 4 ans acquise dans les biens d'équipement lourds, l'ingénierie ou les produits industriels à forte valeur ajoutée.

Les postes sont basés à Paris mais impliquent des déplacements fréquents. Autonomie et pratique de l'anglais sont impératifs comme la connaissance des zones envisagées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous référence choisie, à :

EGOR SA

2, rue de Belfort, 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



INGENIEUR DE PRODUCTION

Diriger notre filiale à Madrid

Cette PME française est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de moules de verre. Sa filiale à Madrid occupe une position de leader sur le marché. Notre directeur de filiale est le responsable de l'amélioration, de l'optimisation de l'ensemble des moyens de production et du transfert des technologies nécessaires. Il exerce ses responsabilités sur le plan humain en prenant la direction de notre usine à Madrid (70 personnes) et collabore étroitement avec la direction générale France. Homme de réalisation, cet ingénieur de 35 ans minimum, AM, ECAM, INSA ou de formation équivalente a impérativement acquis dans notre domaine d'activité, ou similaire, pendant 5 années, une expérience industrielle en fabrication (mécanique, machines-outils, machines à commandes numériques...). La maîtrise de la langue espagnole est impérative. Une expérience de direction dans ce pays représente un atout supplémentaire. Les perspectives de l'entreprise, le contenu du poste et les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser un homme de terrain, animateur d'équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.15596 E, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servant
69431 Lyon Cédex 3

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



REDACTEUR(ICE)

travaillant à plein temps pour un journal d'information, français/anglais, formation spécialisée : linguistique ou enseignement du français langue étrangère. Adresser C.V. détaillé à M. LAMY Collier Macmillan, 12, Avenue de la République, 75011 PARIS ou tél. Londres (1) 439-73-84.

ZAIRE

INGENIEUR DE MAINTENANCE SALAIRE LOCAL + 200 000 FF

Responsable d'une usine de ciment produisant 1 000 tonnes par jour. Expérience minimum de 10 à 15 ans dans l'industrie du ciment plus qualifications. Contrat de 2 ans, statut familial avec maison, voiture et deux mois de vacances par an. Adresser C.V. A.T.P.R. LTD, 85A, HIGH ST, LEWIS, SUSSEX, Angleterre, BN1 1XN.

EURE

280.000 F

Un des Chefs de file dans son domaine d'activité cherche pour une de ses principales usines (600 personnes) son

chef du personnel et des affaires sociales

Rattaché au chef d'établissement, en liaison avec la Direction des Affaires Sociales du groupe, sa mission sera : • de maintenir une politique de communication et d'information particulièrement dynamique ; • d'animer une politique d'établissement motivante pour encadrement et personnel ; • de développer des contacts constructifs avec les partenaires sociaux ; • de participer à l'élaboration d'une politique cohérente au niveau du groupe ; et bien entendu, d'assurer les divers aspects de la fonction : administration, application des réglementations.

Par sa personnalité équilibrée, besoin de réaliser, diplomatie et rigueur, il doit être en mesure, au travers d'une conception évolutive de la fonction, d'épauler efficacement le Directeur d'Etablissement.

Il a plus de 30 ans et donc au minimum 5 ans d'expérience de la fonction acquise en milieu de production ou dans un cabinet de consultant.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2351-M) seront examinées avec la discrétion de :



CONSEILS DE DIRECTION
47, AVENUE D'ALSACE-LORRAINE
92100 ANTONY

Dans le cadre du développement de son service informatique, une importante Société de la métallurgie implantée dans le Nord de la France, employant plusieurs milliers de personnes et appartenant à un des principaux groupes mondiaux recherche :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Rattaché à un chef de Projet, vous serez chargé de la définition de programmes, de leur enchaînement et de leur exploitation. De niveau DUT, vous connaissez parfaitement le COBOL, CICS-DLI. Vous possédez une expérience de 3 ans minimum en gestion sur matériel IBM, systèmes DOS-VE et HP 1000. Vous allez des qualités de méthode, d'autonomie au sens de la communication.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo sous référence 60315, en précisant le poste choisi à CONTEXTE PUBLICITE, 16, place du Général de Gaulle, 59800 Lille, qui transmettra.

HOMME OU FEMME SYSTEME

Attaché au responsable système-exploitation, vous serez chargé de la mise en œuvre et de la maintenance de systèmes d'exploitation et de progiciels systèmes. De niveau DUT ou plus, vous maîtrisez parfaitement l'environnement IBM (DOS-VSE, CICS, DLI et UM et HP 1000). Votre sens de la rigueur, d'esprit d'analyse et de synthèse, votre sens du contact compenseront votre éventuel manque d'expérience.

DIRECTIONS

Chaîne Hôtelière Internationale recherche d'urgence pour son Service Développement Europe

attaché de direction

(environ 30 ans)
Trilingue anglais - allemand.
Débutant ou première expérience.

Qualités recherchées : esprit d'initiative et de rigueur, capacité de travail en équipe et d'organisation, sens de l'autonomie et adaptabilité.

Formations souhaitées : commerciale, juridique, financière.

Nombreux déplacements.

Adresser CV + photo + prétentions, sous réf. 33013 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publications, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Entreprise importante de Genève, 5.000 collaborateurs chiffre d'affaires 1,5 milliard, cherche un

CHEF COMPTABLE

pour son service comptabilité générale et financière

Cette personne aura la responsabilité de mettre en place et de contrôler l'exécution des directives se rapportant au fonctionnement et à l'analyse de l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'édition des comptes de résultats, ceci en collaboration avec notre service informatique.

Ce collaborateur devra posséder une formation comptable complète (DECS comptable ou examen préliminaire) ainsi que des connaissances confirmées en informatique.

Amené à diriger une petite équipe, il devra faire preuve d'une grande rigueur dans le travail ainsi que d'une détermination à réussir la tâche qui lui sera confiée.

Age 30-40 ans, nationalité suisse exigée, domicile à Genève. Fourchette de salaire : FF 250 000.-/320 000.-

Faire offres sous chiffre G-18-118466, avec curriculum vitae complet et prétentions de salaire, à PUBLICITAS, CH 12112 Genève 3.

SOCIÉTÉ DE SERVICES RÉGION ALSACE

recherche
INFORMATIENS PROJETS
ANALYSTES PROGRAMMEURS AVEC EXP.
INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMES
INFORMATIENS DEBUTANTS
(MIAGE, INGENIEUR)

Veuillez transmettre candidature avec C.V. détaillé et présent. Env. 1/2 à 857 le Monde Pub. serv. Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

GRENOBLE

Société ingénierie, informatique innovatrice
• INFORMATIQUE TEMPS REEL ET INDUSTRIEL
• MINI ET MICRO
• LOGICIEL ET MATERIEL

recherche
• **INGENIEURS**
(débutants à 3 ans d'expérience)
(Supélec, Ensimag, Esistag, etc.)

• **INGENIEURS CONFIRMES**
(connaissances en méthodologie du logiciel)
(X, ECP, TSEcom, Esistag, etc.)
Ces postes sont à pourvoir pour PARIS et PROVINCE.

Ecrire avec C.V. et prétentions Havas 2.852, 33, rue du Colonel-Bongault, 38100 GRENOBLE.

Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOON) de haute technologie.
- C.A. croissance annuelle : 60 à 70%
- onze filiales
- vocation exportatrice très marquée

recherche

CONTROLEUR DE GESTION EXPORT

Diplômé études supérieures
Titulaire DECS
Une à deux années d'expérience
Anglais impératif
Disponibilité immédiate

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + CV + photo à Lectra Systèmes S.A., Chemin de Marticot 33610 CESTAS.



Don sous la responsabilité d'une petite équipe de travail. Participer à la mise en œuvre des services commerciaux. Assurer la gestion de ces services. Assurer la gestion de ces services. Assurer la gestion de ces services.



Taites é...

ELECTRO...

INFORMATION...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

INGENIEUR...

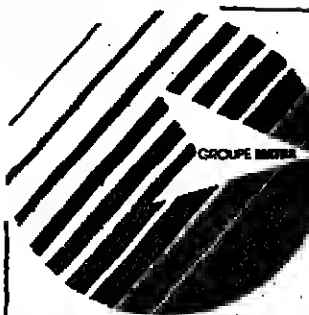
INGENIEUR...

551 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Responsable du service moyens électroniques

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE H/F.
Pour son centre d'intégration de matériel aéronautique de haute technicité à Selles-Saint-Denis, Loir et Cher, (170 personnes).

Placé sous la responsabilité du Chef de Production du Centre, il encadre une petite équipe de techniciens de bon niveau. Sa mission consiste à : Participer à la mise au point des moyens de tests (hard et soft) auprès des services concepteurs. Prendre en charge la mise en place de l'exploitation de ces moyens dans les ateliers. Suivre leurs évolutions techniques. Assurer la maintenance préventive et curative.

Ce poste nécessite une formation d'ingénieur en électronique (ESE - ENSI...) complétée par une première expérience industrielle sur des systèmes électroniques pilotés par ordinateur.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK1203 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3, avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

Faites équipe avec nous!

SOREP
entreprise de technologies
MICRO-ELECTRONIQUES
à forte croissance (Rennes, Paris, Houston)
recherche (H/F)

ELECTRONICIEN EXPERIMENTE

Fort de son expérience dans la conception d'équipements électroniques embarqués, il assurera le conseil technique des clients dans l'utilisation des technologies de micropackaging mettant en œuvre hybrides et préfabriqués.
(Poste à pourvoir à Paris)

INFORMATICIEN ouvert à l'ELECTRONIQUE
Ingénieur expérimenté en calcul scientifique, il supportera la mise en œuvre de logiciels intégrés de CAO et de tests sur un réseau de stations de conception de circuits hybrides et de circuits préfabriqués.
(Poste à pourvoir à Rennes)

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME
Expérimenté en conception et mesures de composants et de sous-ensembles complexes, il développera et mettra en œuvre des outils de test de circuits hybrides et de composants analogiques et logiques.
(Poste à pourvoir à Rennes)

TECHNOLOGUE
Ingénieur physico-chimiste ayant une première expérience en micro-électronique, il développera les procédés expérimentaux des futurs circuits hybrides et des nouvelles techniques de micropackaging.
(Poste à pourvoir à Rennes)

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT
Electronicien expérimenté, habitué aux relations avec les clients, il sera responsable des marchés à l'exportation dans leur aspect technique comme dans leur aspect commercial.
(Poste à pourvoir à Paris)



SOREP

Merci d'adresser votre candidature à :
SOREP S.A., Service du Personnel, B.P. 5, 35220 CHATEAUBOURG

CHEF D'AGENCE

200 - 220.000 F

Représentation, négoce, distribution

Une Société fille d'un groupe industriel français et spécialisée dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipement pour la région de Bourgogne. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de la gestion complète de cette Agence et de ses résultats en chiffre d'affaires et en marge. Il assurera l'animation et le suivi des équipes commerciales et il sera lui-même chargé des relations avec les principaux clients en particulier ceux du département agricole. Il assurera les relations avec les fournisseurs. Il sera chargé de la gestion des magasins et des stocks. Il sera responsable de l'administration générale de l'Agence suivant les directives et avec l'appui des services comptable et financier du siège. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possédant une formation de type technique BTS ou DUT (option génie électrique), et il aura acquis plusieurs années d'expérience dans le secteur de la distribution de matériels électriques ou de biens d'équipement intermédiaire destinés à une clientèle industrielle, mais aussi de PME. Il sera un animateur d'hommes et un excellent gestionnaire.
Ecrire sous référence 749/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

Juriste attaché au service contentieux

En étroite relation avec les Hommes de Loi, ce poste requiert une parfaite connaissance des différentes procédures.
De formation maîtrise de droit privé, vous avez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un Service Contentieux d'une banque ou dans un cabinet d'avocat, ainsi que de bonnes connaissances financières et comptables.

Poste basé au siège social en ARLES.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5230 à :

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

GRENOBLE

La mise en place d'un véritable outil industriel a permis à notre filiale EPCIS, spécialisée dans l'étude et la fabrication de circuits intégrés MOS, de connaître une croissance rapide avec un taux de progression de 85%.

Pour faire face à la compétition internationale, cette unité doit poursuivre ses efforts : optimiser ses moyens de production, renforcer ses équipes.
Elle offre à des INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES son environnement de très haute technologie, ses équipements ultra-modernes et leur propose de contribuer à la réalisation de ses objectifs en intégrant ses équipes particulièrement qualifiées.

INGÉNIEURS DE CONCEPTION GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Vous participerez à la définition du cahier des charges, à la conception des blocs fonctionnels, contrôlerez leur implantation, effectuerez la simulation logique et électrique de ces blocs à l'aide des moyens informatiques (CAO).

Vous réaliserez la validation des prototypes par analyse sur banc de test.

Ces postes peuvent s'adresser à des ingénieurs débutants capables de manager une équipe. Anglais indispensable.

Réf. 90 282/1M

INGÉNIEURS PRODUIT GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Issu d'une Grande École d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou avez déjà une expérience en production de semiconducteurs. Vous assurerez l'industrialisation des nouveaux produits MOS et le suivi en production des produits stabilisés. Vous participerez aux étapes de développement, à la définition et à la mise en place des moyens de test et de production. Vous définirez et mettez en œuvre des plans de rentabilité produits dont les objectifs sont : coûts de production/marges/délais/qualité.

Vous apporterez le soutien nécessaire au marketing produit. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Réf. 90 282/2M

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE CENTRALE, AM, ÉLECTRONICIEN

Notre large culture scientifique et technique vous permet d'aborder des domaines aussi variés que l'informatique, l'optique, le vide, la mécanique, l'électronique. Votre mission :

• Maintenir le caractère opérationnel d'équipements de production très sophistiqués et en constante évolution : maintenance préventive et sur appel.

• Améliorer la fiabilité et l'adaptation de ces équipements pour permettre l'atteinte des objectifs industriels.

Une première expérience de maintenance chez un fabricant micro-électronique ou dans un secteur utilisant des technologies industrielles très évoluées (soies blanches, informatique...), ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Réf. 90 282/3M

INGÉNIEURS DE PRODUCTION GRANDES ÉCOLES : CENTRALE, AM, ÉLECTRONIQUE MICROMÉCANIQUE

Pour prendre la responsabilité de la réalisation des programmes de production (fabrication plaquettes ou test) dans le respect des objectifs qualité/coûts/délais. Dans ce cadre, vous assurerez l'encadrement d'équipes de production, leur formation et leur adaptation à des moyens de production très évolutifs.

Des qualités d'animateur, une mentalité véritablement industrielle et une grande disponibilité sont les atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Réf. 90 282/4M

INGÉNIEURS DE TEST GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Vous aurez à définir, choisir et mettre en œuvre les méthodes permettant la réalisation des programmes de test de circuits. Votre mission vous conduira à assurer un service de support auprès des utilisateurs des équipements (testeurs type SENTRY, MEGA-TEST).

La maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. 90 282/5M

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) en précisant la référence choisie à :
Viviane CLERC - THOMSON EPCIS - Avenue des Martyrs -
B.P. 217, 38019 GRENOBLE CEDEX.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Acheter en centrale, un métier diversifié, opérationnel et mobile

Nord de la France

Nos points forts : une gestion moderne, des idées, la synergie et le dynamisme de nos équipes, des résultats commerciaux performants. Nous sommes un « GRAND DE LA DISTRIBUTION ».

En service des magasins, vous gérerez et développerez, à court terme, une ligne de produits non alimentaires d'environ 150 MF.

Vos missions :

- définir et réaliser votre stratégie commerciale, votre politique d'achat, vos objectifs ;
- rechercher de nouveaux fournisseurs, négocier les conditions d'achat et de livraison ;
- développer les produits « marque propre » de la conception du design à leur lancement ;
- proposer aux magasins une gamme d'articles qualitatifs, leur apporter des conseils promotionnels et de présentation des produits.

HEC, ESSEC ou SUP DE CO, 28 ans environ, vous avez prouvé dans votre première expérience professionnelle d'achat si possible, des qualités de négociateur, un esprit marketing et un sens réel de l'organisation. Le relationnel est un de vos points forts, vous investissez votre savoir.

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5115 LM, en précisant votre salaire actuel :

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT

135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

IMPORTANT GROUPE pour un de ses Bts. à Caen et nœud.

ADJOINT CHEF COMPTABLE (I.F.)
DECS comptable + expérience poste similaire. Brev. licence comptable, photo, prés. 1 LBI 38, r. des Mathématiques, Paris-5, qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES recherche pour son siège social à MONTREAL

UN DÉMARCHEUR JEUNE DIPLOMÉ
DÉBUTANT ESSEC - ESTIM - IUT

Anglais courant, allemand, italien souhaités. Déplacements fréquents FRANCE et étranger.

Adresser C.V., photo et prés. à :
REGIS-PRES
pour 901.920 M
7, rue de Montesson, Paris-7.

Nous sommes un groupe industriel français de renommée internationale. Nous cherchons

le chef de notre service comptabilité analytique

dans l'un de nos établissements de la région lyonnaise (900 p.).

Sous l'autorité du directeur administratif, vous prenez en charge le service (6 p.), doté d'un outil informatique performant et confrontez vos analyses avec le contrôle de gestion central.

Vous avez 28-30 ans, une formation de type ESSEC, Sup de Co., une première expérience de la fonction. Votre sens de la communication va vous permettre de progresser à l'intérieur de notre groupe. L'avenir dépend de vous.

Notre consultante, Mme F. JOUISHOMME, vous remercie de lui écrire (réf. 1015 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE CARBONE LORRAINE

Groupe industriel français à vocation internationale :
3 usines en France, 22 filiales dans le monde.
Dans son département **APPLICATIONS ELECTRIQUES** :
leader mondial de sa spécialité, réalisant 80% de son CA à l'étranger,

Unité de Production d'Amiens (600 personnes)
2 INGENIEURS MECANICIENS Diplômés Grande Ecole.

**Responsable travaux neufs
et maintenance**

10 ans d'expérience environ, connaissance des automatismes, anglais souhaitable.
Attiré par la diversité des technologies allant du processeur au continu à l'atelier de finition automatisé, capable d'animer une équipe de 80 personnes y compris la BE, et de conduire d'importantes projets d'investissement.
Le candidat recherché, pour ce poste de haut niveau, devra devenir un leader à même de faire avancer les techniques utilisées pour l'élaboration de produits de diffusion mondiale.

Réf. 72045/M

**Ingénieur développement
productique**

Débutant, option automatismes.

Il sera chargé de la conception de projets d'organisation et de modernisation de la production : ateliers flexibles, automatisations, liés à un important programme d'investissements.

Evolution possible vers l'appui technique aux filiales étrangères. Avenir en fabrication, services techniques ou technico-commerciaux en France ou à l'étranger.

Réf. 72046/M

**sélé
CEGOS**

Adresser lettre man. et CV détaillé, sous référence choisie, à Jean-Paul LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chanceliers, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

Membre de SYNTHEC

Opportunité d'être en pointe
en C.A.O./F.A.O.
Calculs de structures

UN CONSTRUCTEUR DE SYSTEMES ROBOTISES, membre d'un ensemble industriel national très performant au plan international (fortement exportateur) rech. pour son site très automatisé du SUD-OUEST.

**Jeune responsable
Sce INFORMATIQUE
DU BUREAU D'ETUDES**

POUR DEVELOPPER DES APPLICATIONS
ETUDE & CONCEPTION

CE POSTE REQUIERT

- UN INGENIEUR Automaticien ou Informaticien
- UNE 1^{re} EXPERIENCE PROFESSIONNELLE APPROPRIEE
- L'AMBITION DE S'ETENDRE DANS UN CONTEXTE TRÈS PERFORMANT (objectif de croissance important)

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 8185 à

SC selection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**THESE
Ingénieurs Grandes Ecoles
explorez
le domaine de la sidérurgie.**

Plusieurs branches d'industries s'intéressent aujourd'hui aux perspectives ouvertes par la combustion du charbon pulvérisé aux très hautes températures : Dans le cadre d'une Thèse pour Ingénieurs Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines...) de laboratoire « énergétique et combustion » de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse, et l'Institut de Recherche de la Sidérurgie (IRSID), vous proposez d'explorer ce domaine sur un dispositif expérimental sophistiqué, unique en Europe. Lieu de thèse Mulhouse.
■ Collaboration avec le MIT de BOSTON incluant un séjour aux U.S.A. de quelques mois. ■ Perspectives d'embauche à l'IRSID pour orientation des développements industriels.
Pour tous renseignements, contactez M. J.L. Roth à l'IRSID, 57210 Metz-lès-Metz, ou (8) 7802111, et/ou M. G. Prado à l'ENSC - C.N.R.S., à Mulhouse ou (89) 42.70.20, ou 42.01.55.

Société Nationale de Télévision
recherche
pour sa Direction Régionale à ROUEN

**UN ADMINISTRATEUR
REGIONAL**

Les fonctions d'Administrateur régional comportant de larges responsabilités en matière de réglementation, de gestion du personnel, de comptabilité, de budget et de contrôle de gestion, le candidat sera titulaire de l'un des diplômes suivants :
HEC, ESSEC, SUP. de Co-Paris, Doctorat de 3^e cycle...

Expérience professionnelle souhaitée mais non strictement indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions

au Directeur Administratif et Financier de FR3
116, avenue du Président-Kennedy, 75016 PARIS.

Usine de production, (51) appartenant à l'un des plus importants groupes nationaux, recherche un

**INGENIEUR D'ETUDE
Responsable du Service Entretien**

diplômé et justifiant, si possible, de quelques années d'expérience.

- Il assistera le directeur de l'usine pour :
- l'organisation du service entretien ;
- l'étude et travaux neufs ;
- la formation et la prévention.

Ses compétences et son dynamisme devront l'amener rapidement à participer activement à l'organisation de l'ensemble des services de production de l'usine.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions + photo d'identité, sous réf. 9879

Cabinet GENTILHOMME
8, place Goudimot - 51100 REIMS
132, rue du faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS
Qui vous garantira toute discrétion

**LA CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DU JURA**
recherche pour son Siège Social à
LONS LE SAUNIER

**INGENIEUR SYSTEME
RESPONSABLE DE
L'ACTIVITE SYSTEME**

Les équipements de la Caisse Régionale :
• Site central BURROUGHS LARGE SYSTEM
• Réseau TP NODORF en cours de développement.

Profil souhaité :
• Diplôme de l'enseignement supérieur.
• Expérience réelle du télétravail.
• Connaissance très approfondie des produits BURROUGHS, GENCOS, NOL, DMS.
• Pratique de l'anglais souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU JURA
Département Relations Sociales
B.P. 456 - 39006 LONS LE SAUNIER CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRANSPORTS
MARITIMES
recherche
pour son siège social à
MARSEILLE

**UN ANALYSTE
PROGRAMMEUR**

DÉBUTANT
NIVEAU MAG

Adresser C.V., photo et prêt. à
RÉGIE-PRESSE
sous n° 301.819 M
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS
pr adhésifs étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DUV
expérimenté, prêt à l'anglais,
plan rigoureux, poste permanent.
Ecrire avec C.V. détaillé
sous n° 301.895 M
RÉGIE-PRESSE

7, rue de Montessuy, Paris-7^e.
P.M.E. dynamique Nice, recherche son Directeur administratif et financier. Le candidat devra avoir une formation supérieure DECES, Ecole des Commerces... Une bonne pratique de l'informatique de gestion. Une expérience dans le poste de 5 années. Envoyer C.V. et prétentions à Rosarium S.A., Z.I. 06516 CARROS CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS



Première société française d'ingénierie géothermique
recherche dans le cadre de son développement

**INGENIEUR
ELECTRO-MECANICIEN**

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il sera intégré au sein d'une équipe de 40 personnes où lui sera confiée la responsabilité progressive de la maîtrise d'œuvre de marchés importants : conception, consultation, suivi de la réalisation, mise en service d'installations destinées à l'exploitation des ressources hydrauliques et géothermiques.
De plus il participera à l'évolution des systèmes et au développement de nouvelles activités.
Ce poste basé en région parisienne Nord, s'adresse obligatoirement à un ingénieur Grande Ecole (AM - ESE ou équivalent) ayant des qualités de gestionnaire.

Déplacements en France et à l'étranger. Anglais indispensable.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 5719 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE PUBLISME : LITÈREZ VOTRE MARQUE, 19 200 000

**Reuter... Reuter... Reu
Reuter... Reuter... Reu**

Le Groupe REUTER, leader mondial dans les domaines de l'information et de la télématique, en expansion continue depuis un siècle, recherche pour son bureau de Paris, l'informaticien qui saura vendre ses services et interfacer ses systèmes avec ceux des grandes salles de changes et des départements boursiers et bancaires.

Le candidat devra donc avoir une connaissance approfondie des logiciels et idéalement une connaissance de la pratique et des besoins des départements internationaux de change et de bourse.

Le poste donne à un technicien de haut niveau, l'occasion de faire ses preuves dans la vente et le contact avec le monde de la banque et des grandes sociétés.

La rémunération est particulièrement attractive pour un candidat à haut potentiel.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 408240 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

**Consultant "grandes
organisations"**

La forte progression de Bernard Julhiet Conseils s'explique par le développement d'interventions à haut niveau de CA, auprès d'entreprises importantes, dans les domaines du développement Marketing/Vente, des Etudes, du Diagnostic.

Notre activité vers les organisations publiques nous a permis d'acquies des références de qualité, parmi lesquelles les Ministères de l'Industrie, de l'Environnement, des Télécommunications.

Nous voulons aller plus loin auprès des grandes Administrations, Services et Entreprises Publiques, en les accompagnant dans leur volonté de se rapprocher des usagers, en les aidant dans leur réflexion Marketing, dans le lancement d'actions commerciales, dans la création d'un "esprit d'entreprise".

Comme nous, vous êtes plutôt jeune, 30-35 ans environ, diplômé d'études supérieures, avec une expérience de management plutôt commerciale acquise dans une grande organisation ou au contact de celle-ci. Le conseil, au sein d'un des plus importants groupes de conseils français vous tente.

Merci d'écrire 28 Bd Bellevue - 92500 Rueil-Malmaison et de joindre CV et photo.

BERNARD JULHIET CONSEILS



EVREUX

50.000 H.

RECHERCHE **HF**

**"CHARGE DE MISSION
ENTREPRISES"**

120 000 F +

Mission

- Mener des enquêtes financières
- Instruire tout dossier de prêt
- Analyser de façon approfondie les dossiers et assurer le suivi
- Entretenir des relations permanentes avec les Chefs d'Entreprise
- Informer et former les cadres de notre réseau d'agences.

Profil

- De formation supérieure (E.S.C. - I.T.B. - C.E.S.B. ...)
- Expérience commerciale souhaitée
- Goût du contact.

Adresser candidature manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à :
Monsieur le Chef du Département du Personnel - C.R.C.A.M. de l'EURE
5, rue de la Rochette - BP 422 - 27004 EVREUX Cedex.

une carrière dans le bon sens



Ingénieur chef de projet

Assurer la responsabilité des développements et des applications (principalement médicales) sur DPS 7, dans un deuxième temps, mettre en œuvre les analyses fonctionnelles pour les applications nouvelles en liaison directe avec les utilisateurs, dans un troisième temps, participer au développement du service et à l'animation d'une équipe d'une quinzaine de personnes.

C'est la mission que vous propose la COGEMA et son Etablissement de LA HAGUE, près de CHERBOURG.
Cette très importante Société (9.000 personnes - 10 Milliards de Frs de CA) est la première entreprise mondiale sur son secteur d'activité : le cycle complet du combustible nucléaire. Elle développe des systèmes informatiques très diversifiés aussi bien en termes de gestion que de contrôle de processus.

Son expansion permet de prévoir de réelles perspectives de carrière.
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieur ou Université) et vous vous êtes spécialisé dans l'informatique.
L'expérience des moyens ou gros systèmes serait un plus.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M.469 N à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOREM 1111

صكزا من الامثل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Consultants Gestion industrielle 250.000 / 300.000 F

Neuilly - Membre de PA International (1.300 consultants dans le monde), notre société conseille son développement dans le conseil en management et développe ses activités auprès des directions générales et industrielles. Elle recherche des consultants qui interviendront en clientèle dans le cadre d'applications de conseil orientées vers la mise en place de nouvelles stratégies industrielles et d'amélioration de la productivité, principalement dans des entreprises des secteurs mécanique, électromécanique et électronique. Les candidats auront acquis une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel avec notamment la prise en charge de résolutions de problèmes techniques tels que : amélioration de la productivité, industriel engineering, ordonnancement-lancement et maintenance. Des connaissances supplémentaires en analyse de la valeur, micro-informatique, circuits de qualité, etc., seraient appréciées. Ces postes conviendront à des ingénieurs AM, ENSI ou équivalent, âgés d'au moins 30 ans, pouvant justifier d'excellentes références en mécanique, électromécanique et électronique (thèses, communications écrites, etc.). La pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire. Basés à Neuilly, ces consultants auront une réelle mobilité sur le marché français et d'éventuelles affectations postérieures en Afrique Francophone. Ecrire à P. DEMAIER en précisant la référence A/062GM.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur Arts et Métiers

Benson Etudes mécaniques - Leader sur le marché français de l'infographie graphique, nous sommes mondialement connus pour la qualité et la fiabilité de nos produits. Les traceurs, digitaliseurs et écrans graphiques que nous fabriquons sont utilisés surtout par des industriels pour des applications de CAO/DAO. La conception de nos produits fait appel à des techniques aussi variées que la mécanique de précision, l'électronique et la micro-informatique. Nous offrons à un ingénieur Arts et Métiers (ou équivalent), ayant de préférence deux à trois ans d'expérience dans les automatismes et la physique des matériaux, la possibilité de s'intégrer à une équipe d'ingénieurs d'études. Il développera des sous-ensembles mécaniques puis des projets complexes qu'il suivra jusqu'à la réalisation du prototype. Un ingénieur créatif et désireux d'assumer des responsabilités évoluera rapidement au sein de notre société et dans le groupe Schlumberger dont nous sommes filiale. L'anglais est indispensable. Ecrire à Jérôme DAUMAS en précisant la référence A/2645M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ENGINEERING

Ensembles industriels thermiques
C.A. : 1,2 milliard de F.

SOCIÉTÉ CONCEVANT ET FAISANT RÉALISER
DES ENSEMBLES THERMIQUES IMPORTANTS
(toutes énergies)
Rech. pour Siège à PARIS

JEUNE INGÉNIEUR (ÉTUDES ET TRAVAUX)

Il lui sera confié des missions variées et très formatives
d'ÉTUDES et calculs
de SUIVI ET COORDINATION DE TRAVAUX
sur chantier (région Paris)

LA TRENTAINE, INGÉNIEUR généraliste
diplômé type AM, INSA, IDN, TP...

1^{re} EXPÉRIENCE EN INSTALLATIONS
THERMIQUES : étude, chantier ou exploitation. Compétences appréciées en voirie et réseaux divers et/ou informatique.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo à réf. 8184 à

sélection conseil
99, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS



Des financiers pour notre division informatique

Cette-ci commercialise notre gamme d'imprimantes, mini et micro-ordinateurs, dont notamment notre TIPC.
Elle recherche pour Vélizy un

responsable planification financière

Cette fonction implique une formation HEC, ESSEC ou ESCP et 4 à 6 ans d'expérience professionnelle. Outre le contrôle budgétaire de votre Division, vous établissez et construisez ses plans financiers. De nombreux échanges internes vous permettent d'intégrer les différents paramètres financiers nécessaires à l'élaboration des prévisions. Vous êtes également en rapports constants avec notre Direction Européenne à Nice. La qualité de vos contacts contribuera donc aussi à votre réussite.

jeune analyste financier

HEC, ESSEC ou ESCP, vous débutez ou avez une courte expérience. Vous assurez le suivi mensuel des résultats financiers de la Division, afin d'en déceler les anomalies. Votre sens des responsabilités vous permettra d'intervenir alors rapidement. Vous êtes également chargé du reporting à notre Direction Européenne et de certaines études ponctuelles.

L'environnement international qui sera le votre implique une bonne connaissance de l'anglais. Les possibilités d'évolution seront à la mesure de vos performances.

Thierry Vincent vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence du poste choisi à :
TEXAS INSTRUMENTS France - 8/10, avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex



BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 177 agences

La Direction Administrative recherche pour sa Direction de la Production (600 collaborateurs) :

UN RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Une expérience de quelques années et des connaissances informatiques sont souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo) à

BRED
Relations de
la Direction de
la Production (9011)
93/95 av. du Général
de Gaulle
94018 CRETEIL

crédit foncier de france

organise à Paris, à compter du 19 mars 1985 un concours pour le recrutement de
PROGRAMMEURS CONFIRMES

- De formation IUT ou équivalent, ils possèdent une réelle expérience acquise dans le développement en COBOL d'applications de gestion.
- Ils participeront à l'élaboration et à la maintenance des projets dans un contexte MVS/XA - IMS/DB/DC - T.S.O.

La clôture des inscriptions interviendra le 1^{er} mars 1985 inclus.

- Conditions d'inscription :
- âge maximum : moins de 30 ans ou 1^{er} janvier 1985,
 - nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne.
 - Rémunération compétitive et avantages divers.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au :
CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel, 19, rue des Capucines,
B.P. 65, 75050 Paris cedex 01, Tél. : (1) 244.80.66 ou 244.80.67.



Gestion internationale de trésorerie

Un important groupe de travaux publics
déploie l'essentiel de ses activités à l'étranger,
recherche, pour son Siège Parisien, un

JEUNE CADRE FINANCIER

de fort potentiel.

Sous l'autorité du Directeur Financier, il prendra en charge le service Trésorerie et l'animation d'une équipe de 8 personnes.
Cette responsabilité suppose, en outre, des contacts permanents avec les banques, les organismes financiers et les administrations ainsi que quelques déplacements occasionnels à l'étranger.
Ce poste s'adresse à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, spécialisé si possible en Finance, âgé d'au moins 28 ans, parlant anglais et pouvant justifier d'une première expérience financière dans une société tournée vers l'étranger et y ayant des implantations.

Adressez CV et prétentions sous réf. 3753 à
Média-System, 104 rue Réaumur
75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

EUROPE 1

Pour faire face au développement de son
département Télévision, EUROPE 1^{re} recherche
pour s'intégrer à l'équipe de maintenance, un

INGÉNIEUR D'EQUIPEMENT VIDEO

Il participera à l'installation, l'entretien et le
dépannage de tout le matériel vidéo, en particulier
des caméras broadcast, des magnétoscopes 1 pouce
type C, et des dispositifs de montage.

Sa formation : B.T.S. ou D.U.T. électronique complétée
par des cours CNAM ou Supélec, au
niveau d'une bonne expérience au sein d'un service
maintenance vidéo professionnel.

Ce poste est à pourvoir pour un an avec possibilité
d'extension à un contrat à durée indéterminée.

Envoyez lettre, C.V., photo et prétentions à
Christine d'AUBIGNY sous réf. 322 M
VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu 75002 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER A PARIS

LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche pour son département
ENGAGEMENTS

UN(E) CRÉDIT-MAN

DE HAUT NIVEAU

L'intéressé(e) âgé(e) de 30-35 ans doit avoir outre une
formation de base de type universitaire ou grande école,
une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise à
un poste de responsabilité dans un établissement
financier, bancaire ou d'assurance, crédit ou dans un
cabinet d'audit.

Son rôle opérationnel (responsabilité de l'information, de
l'arbitrage) sera doublé d'un rôle structurel (appartenance
à l'équipe de direction des risques).

Sa formation doit lui donner les moyens d'adaptation à un
outil technologiquement très évolutif.

Son expérience lui aura permis de développer un réseau de
relations privilégiées dans les milieux industriel et
financier.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à
REGIE PRESSE - Sous réf. 301.930 M.
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

JEUNES MANAGERS

HF



Société de gestion de centres commerciaux en plein développement
recherche **JEUNES MANAGERS**

Ces postes conviendront à des jeunes diplômés d'études supérieures
E.S.C., I.E.P., I.S.G. ou similaires, pouvant justifier d'une première expérience
réussie dans un poste de gestionnaire et/ou de responsable commercial.

Après une période de formation auprès d'un Directeur d'Etablissement, ils
devront être à même de prendre en charge la gestion et l'animation d'un
ou plusieurs centres commerciaux.

L'un de ces postes implique de nombreux déplacements en province.

Anglais parlé et écrit apprécié.

Réelles perspectives d'avenir pour des candidats de premier plan.
Rémunération motivante.

Adressez le dossier de candidature : lettre manuscrite, CV., photo et prétentions à
SERGECIM - Direction du Personnel 63, rue la Boétie - 75008 PARIS.

501 من الامم

150 من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique industrielle, filiale d'un groupe français, crée à PARIS (banlieue NORD), dans le cadre de ses B.E. le poste de

Jeune ingénieur logiciel développement d'applications avancées

Nous accueillons un ingénieur diplômé d'une grande école soit débutant soit possédant une première expérience significative d'applications industrielles en temps réel dans des domaines tels que visualisation, opto-électronique, ultrasons, logiciels de contrôle. Déplacements ponctuels sur site au niveau des installations. Intégré dans une petite cellule de recherche et développement, il pourra évoluer rapidement vers des fonctions d'encadrement.
Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 500 M.

Cabinet Gatier

CHARGÉ D'ÉTUDES HF

Pour notre service d'études et de prévisions nous recherchons un chargé d'études. Il devra développer et exploiter des modèles de simulation et de prévision concernant les frais de personnel ainsi que des outils de contrôle (tableaux de bord, budgets etc...). Il assurera auprès des autres services la cohésion des actions entreprises. De formation supérieure, le candidat souhaité aura acquis au cours d'une première expérience la pratique des techniques informatiques et budgétaires. Environnement IBM 30-33. Pratique de l'A.P.L. (formation assurée).
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 DU à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75008 PARIS

ITT Data Systems France SA, filiale informatique du géant ITT recherche une

Assistante de haut niveau pour son Service Recrutement

Nous demandons aux candidates d'avoir de très bonnes capacités de communication et d'écoute, de maîtriser parfaitement toutes les techniques du secrétariat, de parler couramment l'anglais et de bénéficier d'une excellente présentation.

Pour ce métier riche en contacts, vous organiserez et prendrez en charge la gestion administrative du service et l'accueil de nombreux candidats.

Si vers 30 ans, votre maturité, votre psychologie intuitive et déductive vous outillent des jugements fondés et si votre charme naturel et la chaleur de vos contacts incitent les gens à

aller vers vous, nous pourrions vous proposer une évolution vers le recrutement en 3 ans.

Didier Vandamme, Responsable du recrutement et du suivi de carrières, répondra personnellement à toutes les candidatures complètes (CV + lettre manuscrite + photo) qui lui seront adressées.

ITT DATA SYSTEMS, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, BP 148, 75755 Paris Cedex 15.

ITT

ITT Data Systems

Entre vous et nous : le dialogue.

ALEF BANK

recherche pour conseiller des placements financiers à une clientèle de tradition masculine, des personnes ayant la formation ou l'expérience de la prospection commerciale.

Envoyer C.V. avec photo pour un éventuel rendez-vous avec ALEF BANK, 14, avenue Hoche, 75008 PARIS.

PARIS-15^e SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN GESTION ET EN ORGANISATION

recherche pour son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

UN ORGANISATEUR

Chargé lors de l'implémentation de projets de gestion auprès de P.M.L. - P.M.E. :
- d'analyser et de définir les besoins en informatique ;
- de former et conseiller les utilisateurs du système ;
- de mettre en place les procédures d'utilisation ;
- de mener des missions ponctuelles d'organisation administratives et comptables.

FORMATION EXIGÉE :

- D.E.C.S. + formation supérieure de gestion ;
- Connaissance de l'entreprise ;
- Esprit de méthode et d'analyse.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à : E.O. CARRIÈRES, 21, rue des Favières, 75015 Paris sous référence OEG 365.

Audit comptable

dans un groupe de premier plan

Vous avez un DEC et 34 ans d'expérience dans la fonction en Cabinet ou en Entreprise. Vos qualités de diplomate, d'imagination et d'adaptation s'exerceront au sein du service Audit d'un important groupe industriel.

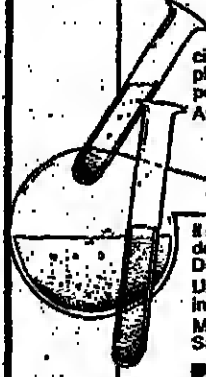
(Basé en banlieue Sud-Ouest de Paris, il compte plusieurs filiales en province). Vos missions d'analyse, de contrôle et vos recommandations toucheront non seulement à l'organisation comptable, mais aussi au droit des sociétés, à la fiscalité et au droit social. Bien sûr, l'aptitude au dialogue avec l'informatique et la disponibilité pour d'éventuels déplacements s'imposent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 5325 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Chef service physico-chimie



CECA S.A. se situe parmi les principaux leaders internationaux de la chimie produisant des spécialités telles que : Charbons Actifs, Tamis-moléculaires, Adjuvants de filtration, Amines grasses, Hypophosphites de sodium, Colles et Adhésifs, Anti-feu, Bentonites organophiles, Boues de forage, Additifs pétroliers, etc. Les principaux secteurs industriels sont des utilisateurs potentiels de ses produits. Avec ses nombreuses filiales étrangères, elle réalise 65 % de son C.A. à l'étranger.

Elle recherche pour Centre de Recherches un Chef de service physico-chimie. Directement rattaché au Directeur du Centre, il devra superviser l'activité de la section Adsorbants et Produits solides pour la réalisation d'études d'amélioration de procédés et de produits, ainsi que des études pour l'assistance technique, et l'activité de la Section Analyse Physico-chimie.

Il sera ingénieur diplômé de l'Ecole Supérieure de Physique et Chimie Industrielle ou de l'Ecole Supérieure de Chimie de Paris ou de l'ENSIC, ou niveau équivalent et aura obligatoirement soutenu une thèse de Doctorat Ingénieur ayant pour objet l'un des deux domaines concernés. Une expérience professionnelle d'au moins 10 ans et quelques années dans un poste similaire est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, s/réf. M/18, à CECA S.A. - DPRS - 11, av. Morane-Séguin - B.P. 66 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

CECA S.A.
CHIMIE DE SPECIALITES

Nous sommes la première banque privée française, filiale d'un des plus grands groupes internationaux et nous recherchons pour notre Direction des Grandes Entreprises à Paris

EXPLOITANT ENTREPRISES HF

minimum 28 ans.

Le candidat retenu devra justifier :

- d'une formation supérieure (ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP écofin...) et d'une bonne maîtrise de l'anglais,
- d'une expérience bancaire d'au moins 4 à 5 ans, dont 2 ans min. d'exploitation Grandes Entreprises, d'une excellente connaissance des produits bancaires français et internationaux pour ce type de clientèle,
- des qualités nécessaires pour les contacts et la négociation avec des interlocuteurs au plus haut niveau.

Nous offrons à ce candidat une situation intéressante avec de réelles possibilités de développement de carrière en France et à l'étranger.

Nous vous demandons d'adresser une lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHOU S.A. - s/réf. 11844 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Banque de dépôts en pleine expansion (530 pers.) recherche

Chargés de clientèles

Reims - Amiens - Bordeaux - Rouen

En filiation avec la direction de l'agence de rattachement, vous assurerez la suivi et le développement d'une clientèle diversifiée (associations, entreprises...).

Vous avez une expérience réussie dans un poste de même nature (3 ans minimum) et votre formation supérieure (BAC + 3) vous permettra d'assumer immédiatement votre mission d'exploitant de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 3327/M2 ainsi que le secteur choisi à :

bccm 12, place de la Bourse 75002 PARIS

Société électronique, informatique professionnelle, région parisienne, recherche

INGÉNIEUR

supplémentaire maintenance, supports techniques des personnes, études relations clients, définitions stratégiques av. direction, s/réf. 72.992.

PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, PARIS-2^e.

Le Centre d'Informations financières organise un stage pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (P.A.F.) (Paris ou Versailles)

- Avoir 200h des contacts à haut niveau, être des responsables.

- Formation assurée.

- Rémunération motivante. Tél. pour Paris et banlieue Ouest au 600-24-03, poste 41 et pour banlieue Sud au 660-52-52, poste 38.

CONTROLEUR DE GESTION HF

PARIS OUEST 200 000 F +

Nous sommes filiale d'un Groupe Industriel International. Notre développement rend nécessaire l'arrivée d'un contrôleur de gestion qui créera, en relation directe avec le D.A.F., les outils nécessaires à un meilleur contrôle des flux : tableaux de bord, gestion budgétaire. Ce poste évoluerait éventuellement à un jeune SUP. de CO. + DEC. bilingue anglais (liens avec le Siège européen).

Adressez votre dossier sous N° 851 M.

GABRIEL MARCU 154, bd Meisner - 75017 Paris.

STRATEGY MANAGER

Bilingue anglais

Rémunération ouverte

DIVERSIFICATIONS-REPRISES PROJETS INDUSTRIELS-NEGOCIATIONS

Le Président d'un Groupe Industriel privé recherche pour le secondar directement un cadre généraliste de haut niveau capable d'évaluer des projets, de bâtir des opérations de restructuration industrielle, de négocier des accords, de mettre en place des structures et de monter des financements à l'échelon le plus élevé. Esprit ouvert, non conformiste, battant et d'une audace prudente, ce généraliste aux compétences financières indiscutables sera en position fonctionnelle par rapport aux structures du groupe, il aura un rythme de vie « haute tension » et l'opportunité de jouer un rôle personnel majeur dans une équipe de management réduite et animée par la passion d'entreprendre et de rentabiliser ses actions.

Le poste sera proposé à un cadre de formation supérieure de 35 ans au moins, totalement disponible pour toute mission à l'étranger et alliant aux compétences d'un homme d'étude le talent d'un négociateur et le tempérament d'un décideur. Outre la maîtrise de l'anglais, la pratique de l'allemand serait un plus.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à Ressources Humaines Conseil

65, avenue de Wagram 75017 Paris en rappelant la référence 163.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PTT

les professionnels du contact recrutent leurs gestionnaires

RENSEIGNEZ-VOUS

sur les possibilités de carrière qui vous sont proposées à la Poste et aux Télécommunications en vous adressant :

POUR PARIS
SEDEPT Postes et Télécommunications
38, Bd de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 200 34 34

Direction des Télécommunications
d'Ile-de-France
8-10, Bd de Vaugrand
75746 PARIS CEDEX 15

POUR LA PROVINCE
Direction des Postes
ou des Télécommunications
de votre région

PAR CONCOURS

Inspecteur des services administratifs et commerciaux

NIVEAU BAC + 3

Licences

Agés de moins de 30 ans

Épreuves les 28 et 29 mars 1985

Clôture des inscriptions le 26 février 1985

Inspecteur principal technique

NIVEAU BAC + 5

Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce

ou Universités, options :

• Économie et Gestion Commerciale

d'entreprises publiques

Agés de moins de 30 ans

Épreuves les 15 et 16 avril 1985

Clôture des inscriptions le 11 mars 1985

MINISTÈRE DES PTT

Jeune chef du personnel

Nous sommes la filiale française d'un important laboratoire pharmaceutique international. Face à notre développement régulier, notre Directeur du personnel cherche à s'adjointre un collaborateur pour occuper la fonction de Chef du personnel. C'est une création de poste.

Basé au siège, ce jeune cadre d'environ 30 ans, aura pour mission d'assurer tous les recrutements, de développer la formation et d'en organiser la mise en œuvre complète. Homme de gestion, il devra également suivre et contrôler les prolongements administratifs de la paie (effectuée sur micro-ordinateur) jusqu'au bilan social. Homme de relation, il assistera le Directeur du personnel dans la conception et la mise en place des actions de communication propres à développer l'excellent climat humain existant, nécessaire à la poursuite de notre expansion.

Pour assurer cette fonction, nous recherchons un candidat possédant une solide formation supérieure (ESCAE - ESC - IEP...) jointe à quelques années d'expérience de la gestion humaine dans un Groupe multinational. Ce candidat à fort potentiel trouvera dans notre structure de réelles perspectives d'évolution. De bonnes connaissances en langue anglaise sont nécessaires. Le poste est basé en banlieue ouest.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous Réf. 8651 M, 1 rue de Béri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

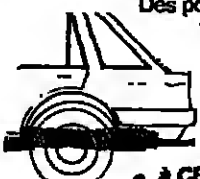
LE GROUPE LUCHAIRE

recherche

JEUNES INGENIEURS

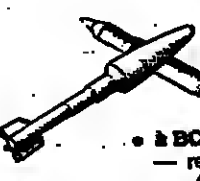
GRANDES ECOLES
ET ECOLES D'INGENIEURS MECANIENS

désireux de faire carrière dans un groupe dynamique et diversifié. Débutants ou possédant une première expérience. Des postes sont à pourvoir dans nos divisions :



DIVISION AUTOMOBILE

- à CREZANCY (AISNE)
— fabrication usinage (réf. F.U.)
— recherche et développement forge (réf. R.D.F.)
- à MESSEI (ORNE)
— contrôle de gestion (réf. C.G.)
- à OFFRANVILLE (SEINE MARITIME)
— fabrication extrusion (réf. F.E.)
- à BOULAY (MEUSE)
— recherche et développement en acoustique (réf. R.D.A.)



DIVISION ARMEMENT

- à BOURGES (CHER)
— recherche armement (réf. R.A.)
(roquettes, missiles, munitions d'artillerie, balistique)
- fabrication armement (réf. F.A.)
- planification de fabrication armement (réf. P.F.A.)



DIVISION AERONAUTIQUE

- à FIGEAC (LOT)
— recherche-achats en aéronautique (réf. R.A.A.)

Merci d'adresser un dossier de candidature, sous la référence choisie, à
LUCHAIRE S.A. - Direction des Relations Humaines
180, bd Hausmann - 75382 PARIS Cedex 08.

GROUPE LUCHAIRE

Jeune ingénieur à vocation commerciale

électronique électromécanique

Leader sur ces marchés, de haute technologie scientifique, militaire et industrielle, consacre plus de 10 % de son C.A. à l'innovation et au développement. C.A. : 1 milliard de \$ - 18 000 personnes dans le monde entier.

Nous recherchons pour notre division vide, un jeune ingénieur électromécanicien ou électromécanicien, après 3 ans d'expérience dans un service technique ou de maintenance, souhaite orienter sa carrière vers une fonction plus commerciale. Nous demandons avant tout de bonnes qualités de contact et de réactivité soutenues par une réelle maîtrise technique.

Son rôle, au sein d'une équipe de 3 personnes, sera de contribuer à la réalisation des objectifs de sa ligne de produits, auprès d'une clientèle composée de centres de recherches et d'universités ainsi que de secteurs industriels de haute technologie (électronique).

L'anglais est la langue de travail de notre société. Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements sur toute la France.

Nous offrons une rémunération fixe, un intéressement sur objectifs, ainsi qu'une prime de fin d'année. La taille de notre groupe permet, à terme, d'importantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + préférences, sous la réf. VGU/144, à :

ORECI 13 rue de Castellane 75003 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Un des premiers groupes industriels français, recherche

dans le cadre de l'expansion de l'une de ses filiales

spécialisée dans la fabrication de pièces en métaux non-ferreux

un responsable du service commercial

Il sera chargé de mener les opérations de prospection, de développement et de vente destinées à promouvoir la pénétration des produits sur le marché français et étranger.

Ce poste ouvre des possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe et s'adresse à un candidat issu d'une grande école commerciale, ayant acquis une expérience industrielle de quelques années dans le secteur de la métallurgie.

Anglais et/ou allemand souhaités. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 1810 à :

BAILLY CONSEIL 128, bd Hausmann 75008 PARIS

Jeune diplômé H/F DEBUTANT

Niveau BAC + 2 (DEUG Sciences Économiques - DUT - GEA ou gestion du personnel, ou formation équivalente), recherché par important organisme professionnel.

La personne retenue devra participer à des études spécifiques à la fonction recrutement, ainsi qu'à l'élaboration d'un tableau de bord, relatif à la gestion du personnel.

Envoyer lettre, C.V., prétentions, et photo sous la référence 5290 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Telemecanique

Les solutions de progrès

NOTRE DOMAINE : La production, l'Automatisme, les Technologies de Pointe : électromécanique, électronique, pneumatique, Automates Programmés, NOS PRODUITS : Réseaux, composants traditionnels, Interfaces Homme/Machine, composants traditionnels, NOS TECHNIQUES : Microprocesseurs, Prédiffusés, VLSI, CMS, HLL, NOS MOYENS : GFAO, Centre de Développement Logiciel, GFAO, NOS MARCHÉS : La France, 5 MILLIARDS EN 1984, 56 % du C.A. hors France, 11.000 pers. dont 27 % à l'étranger, 26 Filiales dans le monde - 27 unités de production

DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION, NOUS RECHERCHONS

CONTROLEUR DE GESTION H/F d'une Division commerciale EXPORTATION

ZONE : AFRIQUE + ASIE (8 filiales + Exportation directe)

MISSION : INTERFACE entre la Division et les Directions Centrales en matière d'organisation, de méthodes et procédures. ORGANISE ET ANIME LA PLANNIFICATION. PARTICIPE A L'ELABORATION DES BUDGETS ET PLANS. CONTRÔLE LEUR SUIVI et met en forme le tableau de bord de la Division. Analyses économiques et financières à la demande. Administration de l'Exportation directe.

UN «PROFESSIONNEL» H/F DU CONTRÔLE DE GESTION A L'EXPORTATION

au sein de STRUCTURES DIVERSIFIÉES (Filiales, Contrats, Exportation directe)

JEUNE (5 à 10 ANS D'EXPERIENCE)

PARLANT ANGLAIS COURAMMENT

Voyages en filiales (20 à 30 %)

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 6177 à :

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Paris 300 KF
Gérer, organiser, superviser

CHEF DE SERVICE GESTION-ADMINISTRATION COMMERCIALE

Filiale d'un des plus importants groupes industriels européens, cette société emploie 2400 personnes et réalise un C.A. de 1,2 milliard de francs, principalement à l'export. Elle élabore des biens d'équipement durables de haute technicité commercialisés auprès de clients institutionnels. Dans le cadre de sa réorganisation interne liée à son important développement, elle recherche un spécialiste de l'administration des ventes.

Le titulaire a pour mission de gérer, au plan commercial, des contrats France et export de forte valeur unitaire, de coordonner l'organisation administrative et informatique interne, d'assurer l'interface avec les directions opérationnelles. Adjoint au Directeur Commercial, il anime une équipe de 10 personnes.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel très confirmé de l'administration des ventes, de formation HEC, ESCP ou ESCAE. La taille de l'entreprise, l'importance des responsabilités, le niveau des engagements impliquent de solides compétences dans les domaines de l'organisation, des procédures export et de l'informatique, acquises de préférence dans un grand groupe industriel.

Un environnement technique de haut niveau suppose, outre l'expérience, une personnalité de premier plan.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 3/1270 C, à :

EGOR SA 8 rue de Béri 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILAN PERUSA ROMA VENEZIA CUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

le directeur du personnel

d'un établissement d'un groupe français très important cherche un

assistant

Il aura pour mission :

• LA GESTION DES RECRUTEMENTS : en liaison avec la hiérarchie et le service central du Groupe afin d'optimiser la gestion du potentiel interne et externe. Il prendra directement en charge certains recrutements de Techniciens et Cadres débutants.

• L'ANIMATION D'UNE POLITIQUE DYNAMIQUE D'HYGIENE ET DE SECURITE en liaison avec les Organismes représentatifs ; il aura à concevoir les moyens appropriés pour mener une action en profondeur.

Diplômé d'études supérieures, il a environ 28 ans, une première expérience en industrie dans des fonctions similaires et a une ouverture d'esprit aux aspects techniques suffisante pour être un interlocuteur crédible à tous les niveaux dans l'établissement.

Il recevra du Directeur du Personnel toutes les délégations nécessaires.

L'appartenance à un grand groupe offre après quelques années d'efficacité des possibilités d'évolution.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 2350-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92000 ANTONY

5290 من الاموال

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

quantel

LASERS ET ELECTRO-OPTIQUE

un des leaders mondiaux dans la spécialité des sources lasers
C.A. consolidé : 81 MF en 84
(85 personnes en FRANCE - 40 dans filiale USA)
recherche pour sa **DIVISION ETUDES**
(40 personnes dont 15 ingénieurs travaillant sur des marchés d'études et des applications variées des lasers)

UN RESPONSABLE COMMERCIAL (Rét. E 14)

- Rôle, auprès du responsable de la division :
- élaboration, négociation et suivi de contrats d'études.
- gestion et prospection commerciale.
- participation aux orientations des activités et relations avec l'extérieur.
- Formation : ingénieur souhaitée, quelques années d'expérience dans fonction commerciale équivalente, connaissant les activités de recherche scientifique, optoélectronique, aérospatiale.
- Dynamisme, sens de la négociation, capacité d'intégration dans une équipe, rigueur de gestion permettront au candidat choisi d'être efficace dans cette fonction.
Bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. E 14
Service du Personnel QUANTEL - BP 23 - 91941 LES ULIS CEDEX

BLAUPUNKT
Groupe BOSCH

recherche pour son Etablissement Commercial France
AUTORADIO/TV/VIDEO situé à 93400 SAINT OUE

CADRE D'ADMINISTRATION COMMERCIALE H/F

ayant l'expérience d'un système de gestion informatisée et ouvert à la mise en œuvre de moyens décentralisés (microinformatique, bureautique).

Il assurera le traitement des commandes, les relations administratives avec la clientèle en liaison avec la force de vente, la planification et la gestion des stocks commerciaux.

La connaissance de la langue allemande serait un atout.

Adresser C.V. photo et prétentions à
BLAUPUNKT (FRANCE) S.A.
Service du Personnel 15, rue Charles-de-coulomb
14120 MONDEVILLE

Jeunes Ingénieurs H/F
ECP, ECL, ENSTA, ENSAM, ESE, ENSERG.

Notre société compte parmi les leaders dans son domaine et rayonne au plan international. La Direction des Etudes et du Développement renforce actuellement ses équipes. Elle recherche deux ingénieurs débutants ou possédant quelques années d'expérience, une bonne maîtrise de l'anglais et surtout une excellente culture générale scientifique et technique.

- Une spécialisation en **mécanique** complétée par de solides connaissances en CAO, aérodynamique et mécanique des fluides sont nécessaires pour le premier poste basé au Nord de Paris. Réf. 211.
- Une spécialisation en **électromécanique** complétée par de solides connaissances en mécanique et électromécanique sont nécessaires pour le second poste basé au Nord de Paris ou en province (1h30 sud de Paris). Réf. 212.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

ACSOR 10, rue Bellini
75016 PARIS.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

chefs de mission réviseurs confirmés H/F

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus :

- Interviendront auprès de sociétés dans des secteurs d'activités variés.
- Bénéficieront d'une formation diversifiée.
- Prépareront au diplôme d'expertise comptable.

Merci d'envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à **COGERCO**
72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recrute pour sa Direction du Personnel

Correspondant informatique

chargé du développement de la paye informatisée (système PACA) et des outils informatiques appliqués à la gestion du personnel.

Le candidat a soit un diplôme de l'enseignement supérieur soit une réelle expérience d'un domaine identique.

Ce poste qui exige une bonne connaissance de la réglementation et d'excellentes qualités relationnelles avec les utilisateurs, est à pourvoir au Siège Social à Paris.

De courts déplacements sont à prévoir dans les établissements de Province.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5646 à Constance Publicité
20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante société de bâtiment à vocation internationale recherche pour son siège social à PARIS un(e) **ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES**

Disponible très rapidement
BTS ou IUT comptable
niveau DEC
Anglais lu et parlé.
Ayant une expérience professionnelle de 5 ans.

Adresser C.V. photo et prétentions à
S.F.E. Direction du Personnel
148, rue de Chevilly
94240 L'HAY-LES-ROSES

TELECOM
INGENIEUR ELECTRONICIEN
Contratant à 15-25
Tél. pour R.V. 784-74-52

DOCUMENTALISTE DIPLOME (E)
INTD, DESS Sciences po
Maitrise histoire contemporaine
Expérience indispensable : analyse film, contact avec public.
Envoyer urgent C.V. à VIDEOTHEQUE
PARIS 4, rue Beaumont
75004 Paris.

ETABLISSEMENT BANCAIRE
recherche

ECONOMISTE DE PROFESSION

Bonne formation académique, expérience pour service d'études, référence exigée.
30 ans environ.

Adresser curriculum vitae à
REGIE-PRESS
avenue 301 563 M.
7, r. de Montmorency, 75007 Paris.

Pour faire face à la croissance de nos activités dans les domaines de la TRANSMISSION DE DONNEES et des RESEAUX D'ENTREPRISES A COMMUTATION DE PAQUETS, carrefour de L'INFORMATIQUE DE LA TELEMATIQUE, nous recherchons pour PARIS 13ème

ingénieurs commerciaux
ingénieurs technico-commerciaux avant-vente
ingénieurs produits

(Définition de nouveaux produits en liaison avec les laboratoires d'études).

Formation supérieure technique ou expérience dans les domaines d'activités précitées indispensables.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel
5, avenue Réaumur - 92350 LES PLESSIS ROBINSON

T.R.T.
L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle

SIEMENS

recherche pour son département
Technique Médicale à Paris

des Ingénieurs de Maintenance

pour installations, mises en service, maintenance préventive et dépannages d'appareils d'imagerie nouvelle (type scannographie RX, RM, Radiologie Numérisée).

Diplômés en électronique, avec si possible une spécialisation en informatique.

La connaissance de l'allemand est souhaitée, celle de l'anglais est indispensable.

Une formation complémentaire en Allemagne sera assurée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature sous la référence 899/901/LM à :
Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

dans le cadre du développement de ses activités
RADARS MILITAIRES

INGENIEUR grandes écoles
(ENSEM, ENST, ESE) ou DOCTORAT

ayant plusieurs années d'expérience pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- très bon niveau mathématiques,
- goût de l'analyse.
- travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

Nous sommes une importante société industrielle (8000 personnes). Nous concevons et réalisons des ensembles industriels notamment dans le domaine électronique et nous recherchons

JEUNE INGÉNIEUR
Automatisme - Régulation

Débutant ou ayant une première expérience, vous serez amené, après une période de formation intensive, à prendre en charge sur nos chantiers la mise au point et le démarrage de chaînes de régulation des installations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81382/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE (PARIS 8^e)
(filiale d'un Groupe bancaire international)
recherche

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION
Classe V ou VI

Maitrisant bien tous les aspects des relations avec les entreprises et notamment les opérations de commerce international.

Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable.

Adresser C.V. et photo sous réf. 5527 à TELEX-PA.
34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE BATIMENT
région parisienne et export
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
Centrale ou A&M
expérience bâtiment, très intéressé par la gestion pour assister le Directeur Administratif et Financier.

LICENCIÉ EN DROIT
pour être le responsable juridique et contentieux.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à
S.F.E. Direction du Personnel
148, rue de Chevilly
94240 L'HAY-LES-ROSES

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Journaliste confirmé avec bonne expérience technique, bonne culture générale pour collaborer à un magazine. Si possible, expérience héraldique ou littéraire. Envoyer C.V. et photo à : **EDITION GORIS**, 35, rue de Chateaub., 75017 Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
RECRUTE

JOURNALISTE

POUR INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS, EXCELLENTE FORMATION ÉCONOMIQUE, SPÉCIALISÉ DANS LA MICRO-ÉCONOMIE ET DANS LE DROIT DES AFFAIRES.

ADRESSER CANDIDATURE, C.V.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

INGENIERIE INFORMATIQUE
recherche
PARIS-PROVINCE
DES INGENIEURS EXPERIMENTES EN

- SOLAR
- INTE 8086
- PLM 88
- MITRA
- UNIX
- RM 386/58
- HP 3000
- COMPUTATION X 25

Tél. : 359-17-85.

BIAO AFRIBANK

renforce son
DEPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX
et recherche un(e)

Juriste de Banque

Titulaire Maîtrise Droit Privé + DESS Droit des Affaires.
Expérience 3 à 5 ans, bon Anglais.
Poste basé à Paris.
Possibilités, à terme, de carrière au sein du réseau international.

Adresser lettre de candidature + C.V. à la Direction du Personnel,
BIAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

Juriste H/F

Un important organisme professionnel recherche un Juriste. Intégré dans un Département d'une quinzaine de personnes, il sera affecté au secteur DROIT DU TRAVAIL, pour réaliser des études et conseiller les organismes adhérents.

Le candidat sera un débutant possédant une Maîtrise ou un Doctorat en Droit. Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous la référence 5295 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

صلى الله عليه وسلم

économie

REPÈRES

Dollar : stable autour de 10 F

En baisse sur l'ensemble des marchés financiers le 18 février (ceux des Etats-Unis étaient clos en raison de la fête nationale commémorant la naissance du président Washington), le dollar est passé sous la barre des 10 F avant de remonter légèrement. En fin de matinée, il s'établissait à 10,0030 F, contre 10 F, cours rond, le vendredi précédent en séance officielle à Paris. A Francfort, la monnaie américaine régressait à 3,2540/2550 DM (contre 3,2700/2720 DM vendredi). Commentant la récente et forte hausse du billet vert, le nouveau secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a, officiellement, confirmé que les Etats-Unis étaient intervenus sur les marchés des changes depuis la réunion du « groupe des cinq » à la mi-janvier à Washington, pour freiner l'ascension du dollar.

Club Méditerranée : bénéfice en hausse de 21 %

Le Club Méditerranée annonce un bénéfice consolidé pour l'exercice 1984-1985 de 257 millions de francs, en hausse de près de 21 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 5,3 milliards de francs, contre 4,5 milliards pour l'exercice 1983-1984. La filiale américaine Club Med Inc a dégagé, pour l'exercice 1984-1985, un bénéfice de 12 millions de dollars (120 millions de francs), en hausse de 24 % sur celui de l'exercice précédent.

Echanges extérieurs : déficit record pour l'Italie

La balance commerciale italienne a enregistré, en 1984, un déficit record de 19 206 milliards de lire (36 milliards de francs), selon les chiffres de l'Institut central de la statistique. En 1983, le déficit avait été de 57 milliards de francs. Les échanges extérieurs ont lourdement pesé sur le commerce extérieur, avec 35 551 milliards de lire de déficit.

Gaz : les Belges prolongent leurs achats néerlandais

La société néerlandaise Gazunie a négocié avec son client Distrigaz (Belgique) la prolongation, jusqu'à l'an 2010, de son contrat de fourniture de gaz naturel, acceptant de livrer 40 milliards de mètres cubes supplémentaires. Le contrat précédent portait sur la livraison de 100 milliards de mètres cubes et expirait au milieu des années 90. A cette occasion, Gazunie a accepté une nouvelle formule de prix, fondée sur partie sur le prix du fuel domestique, qui a suivi le marché de plus près. Cette nouvelle formule, déjà négociée avec les trois clients allemands, entraîne une diminution du prix de vente de Gazunie. Des négociations dans le même sens sont menées avec la France et l'Italie.

Pétrole : nouvel oléoduc pour l'Irak, via la Turquie

Le ministre turc des finances a annoncé, vendredi 15 février, que l'Irak et la Turquie signeraient, le mois prochain, un accord pour la construction d'un oléoduc reliant les champs pétroliers irakiens au port de Dorytol, sur la Méditerranée. Cinq consortiums ont soumis à l'appel d'offres qui prendra fin le 1^{er} avril. Les travaux devraient commencer au second semestre. Cet oléoduc, capable de transporter environ 500 000 barils par jour de brut, sera parallèle à la ligne existante, qui constitue le seul débouché du pétrole irakien depuis la fermeture du terminal de Fao, sur le Golfe, et de l'oléoduc traversant la Syrie.

Prix : progression de 5,3 % dans l'OCDE

La hausse moyenne des prix à la consommation de l'OCDE, en 1984, a été de 5,3 %, soit le niveau le plus faible depuis 1972. Cette tendance à la baisse reflète la faiblesse des cours des matières premières et de l'énergie, mais aussi la modération des coûts unitaires de main-d'œuvre. En glissement annuel, la hausse des prix n'est même que de 4,9 %, les augmentations moyennes, de novembre et décembre, étant respectivement de 0,1 % et 0,2 %.

ANALYSES DE SECTEURS

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur : **DISTRIBUTION DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT PUBLIC**

Les trois professions concernées par cette étude opèrent sur le circuit de l'eau des collectivités locales. La pose de canalisations s'apparente à une activité de travaux publics, le traitement est surtout une activité d'assemblage (ingénierie) ; et les activités d'exploitation - services d'eau et assainissement - s'exercent avec des moyens différents selon la nature des contrats passés avec les collectivités locales : immobilisations importantes dans le cadre de l'affermage et surtout de la concession, et faibles dans le cadre de la gestion. Le marché des équipements, dont le ralentissement était sensible depuis 1978, connaît une régression très nette depuis 1981. Ceci se traduit, notamment pour la plupart des entreprises de canalisations analysées, par une baisse sensible des marges à partir de 1982 et, dans certains cas, par un équilibre financier fragile en 1983. Quant aux entreprises de traitement d'eau, leur situation déjà difficile s'est aggravée entraînant des regroupements. Les trois principales sociétés qui restent présentes sur ce marché sont filiales de groupes importants.

L'évolution future du marché des équipements sera influencée par :
- Les nouvelles normes de potabilité applicables en France à partir de 1985 (mise en conformité avec les normes européennes) qui peuvent induire une demande accrue dans le domaine des installations de traitement d'eau potable ;
- La loi sur la décentralisation qui, en substituant aux subventions spécifiques la dotation globale d'équipement, mettra les projets concernant l'eau, notamment dans le domaine de l'assainissement, en concurrence avec d'autres projets d'équipements publics ;
- Enfin, la baisse des ressources des agences financières de bassin qui interviennent dans le financement des équipements de dépollution.

Dans le domaine de l'exploitation, dont le marché connaît des fluctuations beaucoup moins fortes, les marges se sont réduites en 1982 en raison de blocage des prix et de l'accroissement de la production. Les taux de résultat se sont généralement améliorés en 1983, malgré le maintien des accords de modération.

Le groupe Saint-Gobain, déjà présent dans le secteur par des sociétés spécialisées de consultation et de distribution, a accru son influence en devenant le principal actionnaire de la Compagnie générale des eaux.

Le prix de cette étude est de 6 000 F HT - 6 420 F TTC. Cette étude est disponible à DAFSA, 7, rue Bergère, 75009-Paris, tél. : 233-21-23.

LE FMI ET LES PAYS ENDETTÉS

APRÈS LA SUPPRESSION D'UN CRÉDIT

Le Brésil s'apprête à renégocier son programme de redressement

De notre correspondant

Rio de Janeiro. - Les milieux économiques ont réagi avec modération aux décisions prises la semaine dernière par le FMI et les représentants de la communauté bancaire internationale. Ils ne considèrent pas que le Fonds monétaire ait déclenché une crise grave avec leur pays en retardant le versement d'un crédit d'attente (stand by) de 450 millions de dollars prévu pour mars prochain. Tous les trimestres, le FMI verse au Brésil une partie du crédit de 4,9 milliards de dollars qu'il a décidé, au début de 1983, de lui accorder sur trois ans. Mais ce crédit est lié à un « programme de redressement » établi pour la même durée. Si le redressement ne se fait pas - ou seulement en partie - il est normal que le FMI renégocie les conditions de son aide, laquelle détermine l'attitude des banquiers.

C'est ce qui vient de se passer. Le Brésil a respecté, et même dépassé, certains des objectifs qu'il s'était fixés l'an passé : il a redressé nettement ses comptes extérieurs, en obtenant un excédent commercial de 13 milliards de dollars. Mais dans d'autres domaines, comme le déficit public et l'inflation, il a continué de déraiser.

Le directeur du FMI, M. Jacques de Larosière, a fait ces constatations dans un télégramme la semaine dernière aux créanciers du Brésil. Après avoir donné acte au gouverne-

ment de Brasilia des progrès accomplis (reprise de la croissance, équilibre de la balance des comptes courants), il écrit que « la persistance d'une inflation élevée rend incertaines les progrès qui ont été faits ailleurs ». Le taux d'inflation, en effet, a été de 223,8 % en 1984, et le rythme des six derniers mois s'est accéléré, puisqu'il atteint 250 % par an. M. de Larosière précise dans son télégramme que la politique monétaire de Brasilia « s'est écartée substantiellement » de ce qui avait été prévu, et qu'une telle « déviation » n'est pas compatible avec le programme économique que le gouvernement a établi pour 1985 et présenté dans sa « dernière lettre d'intentions » (la septième) au FMI. En conclusion, le directeur de cet organisme estime que la situation du pays doit être « réexaminée ».

Réexamen d'autant plus nécessaire que l'opposition va s'installer au pouvoir le 15 mars, et que c'est avec le prochain gouvernement, celui de M. Tancredino Neves, que le FMI et les banquiers entendent désormais négocier. On en voit la preuve dans la mission qui part cette semaine à Washington reprendre les conversations avec le Fonds monétaire. Deux des experts qui en font partie ont déjà leur place assurée.

Accord probable entre la Bolivie et ses créanciers

Les principes d'un accord entre la Bolivie et ses vingt-huit banques internationales créancières ont été négociés à New-York entre une délégation officielle du gouvernement de La Paz et les dirigeants des banques privées, indique-t-on, le 17 février, dans la capitale bolivienne.

Le ministre du Plan et président de l'équipe économique du gouvernement, M. Freddy Justiniano, a annoncé que le représentant de la Banque centrale de Bolivie, Ruyvaldo Cardozo, était engagé dans une négociation positive sur le règlement des 700 millions de dollars dus par la Bolivie, et dont le remboursement a été gelé par La Paz en avril 1984.

« Si les conditions économiques actuelles persistent, a ajouté le ministre, la Bolivie ne pourra commencer à rembourser ses dettes à l'égard des banques privées que dans quinze ans ».

NOUVEAUX FONDS POUR LE CHILI

Le Chili est parvenu le 16 janvier à un accord avec le Fonds monétaire international sur l'obtention par Santiago d'un nouveau crédit.

L'accord est le résultat d'entretiens entre les autorités chiliennes et une mission du FMI, qui a quitté Santiago pour Washington, où l'accord devrait être officiellement annoncé.

L'obtention de ce nouveau crédit stand-by est considérée comme « vitale » pour le Chili, qui veut recevoir de nouveaux concours financiers des banques internationales et renégocier le remboursement d'une dette extérieure supérieure à 20 milliards de dollars.

Le précédent accord stand-by passé il y a deux ans entre Santiago et le FMI avait permis au Chili de tirer 950 millions de dollars, en échange de l'application d'un sévère programme d'austérité. - (AFP.)

Philippines : le gouvernement va se plier aux exigences du Fonds monétaire international. - Pour réduire le niveau des arriérés de la dette extérieure, des Philippines le gouvernement va demander aux débiteurs publics et privés de déposer l'équivalent en pesos de leurs arriérés auprès de la banque centrale. Cela devrait permettre à Manille de recevoir du FMI 630 millions de dollars de crédit stand-by. Le Fonds avait mis pour condition de cet octroi la réduction des arriérés. - (AFP.)

Italie : la réforme fiscale est adoptée. - Après cinq mois de débats au Parlement, le gouvernement italien a réuni, le 17 février, à faire voter par 255 députés (contre 89 et 140 abstentions) la loi sur la réforme fiscale. Les commerçants et les professions libérales sont les catégories les plus touchées par cette réforme.

dit-on, dans le prochain gouvernement.

Chacun, ici, avait jugé « irréaliste » les objectifs fixés pour 1985 par l'équipe économique dans sa dernière « lettre d'intentions ». Celle-ci prévoit en effet que l'expansion de la masse monétaire sera ramenée à 60 % cette année, et l'inflation à un taux de 120 % en décembre. Elle établit également que le déficit public « nominal » (c'est-à-dire compte tenu de l'inflation) devra passer de 18 % à 12 % du PNB.

Or, l'an dernier, Brasilia avait promis au FMI de réduire à 30 % l'expansion des moyens de paiement : on a été loin du compte, puisque celle-ci a été de 247,9 %. Après de nouvelles promesses, le laxisme monétaire s'est poursuivi. C'est cette « déviation » que le FMI entend corriger. Quant au déficit public, un effort a été fait par le gouvernement sortant, qui a annoncé une coupe de 80 % pendant le premier trimestre dans les dépenses d'investissement du secteur public.

Deux mois pour un accord

Dès son arrivée au pouvoir, donc, M. Tancredino Neves devra négocier avec le Fonds monétaire, il aura deux mois pour arriver à un accord, selon le calendrier établi par les banquiers. Les mots qu'il a prononcés avant et après son élection risquent alors de se révéler des pièges. N'a-t-il pas affirmé, en effet : « L'argent se rembourse avec de l'argent, non avec la faim et la misère des gens » ? Et aussi : « Nous rembourserons dans les délais et aux conditions que nous jugerons possibles » ? (Le Monde du 17 janvier).

Les représentants des banques créancières ont interrompu, la semaine dernière, des négociations qui semblaient bien engagées. Pour la première fois depuis trois ans, le Brésil ne demandait pas d'argent freis. Il sollicitait le rééchelonnement sur seize ans (donc jusqu'à l'an 2000) de la dette venant

à échéance entre 1985 et 1991, soit 43,5 milliards de dollars (sur une dette totale d'environ 100 milliards). Les dernières discussions portaient sur la taxe de risque exigée par les banquiers : le Brésil demandait qu'elle ne dépasse pas celle qui a été imposée au Mexique.

Les banquiers vont attendre évidemment une définition du FMI. Celui-ci « n'a pas rompu avec le Brésil », écrit le quotidien *O Estado de São Paulo*, qui estime qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter. Le pays a connu une situation plus grave en mai 1983, lorsque le Fonds monétaire suspendit son aide quelques mois après l'accord tri-annuel signé avec Brasilia, et que les banques étrangères firent de même en bloquant leurs apports d'argent frais. Le Brésil, alors, n'avait aucune réserve de devises, ce qui le conduisit, en août, à suspendre le paiement des intérêts qu'il devait à ses créanciers du Club de Paris (1). Il dut négocier tout le reste de l'année avant de parvenir à un accord avec les banques et le FMI.

Sa situation est meilleure aujourd'hui. Il a augmenté de 7 milliards de dollars ses réserves de change l'an dernier, ce qui lui a permis de payer ses arriérés. En outre, M. de Larosière a demandé aux créanciers du Brésil de maintenir les facilités commerciales accordées à ce pays ainsi que les crédits de banque à banque, qui doivent porter sur 6 milliards de dollars cette année.

Mais il est des questions qui reviennent avec insistance dans l'opposition, qui formera demain le gouvernement : Combien de temps le Brésil pourra-t-il se permettre une saignée annuelle de 12 milliards de dollars d'intérêts, ce qui représente le « transfert à l'étranger » de 4 % de son PNB ? Et que fera-t-il quand il devra payer le principal de sa dette, outre les intérêts ?

CHARLES VANHECKE.

(1) Le Club de Paris réunit non des banques privées, mais des gouvernements et des établissements publics.

Les "Plus" d'Air Lanka. Une Classe Affaires exceptionnelle.

Air Lanka a tout calculé pour vous offrir une Classe Affaires exceptionnelle.

Des sièges bien espacés

plus une cuisine de premier ordre.

Un service de grande classe

plus champagne gratuit.

L'enregistrement prioritaire

plus une franchise bagages de 30 kg.

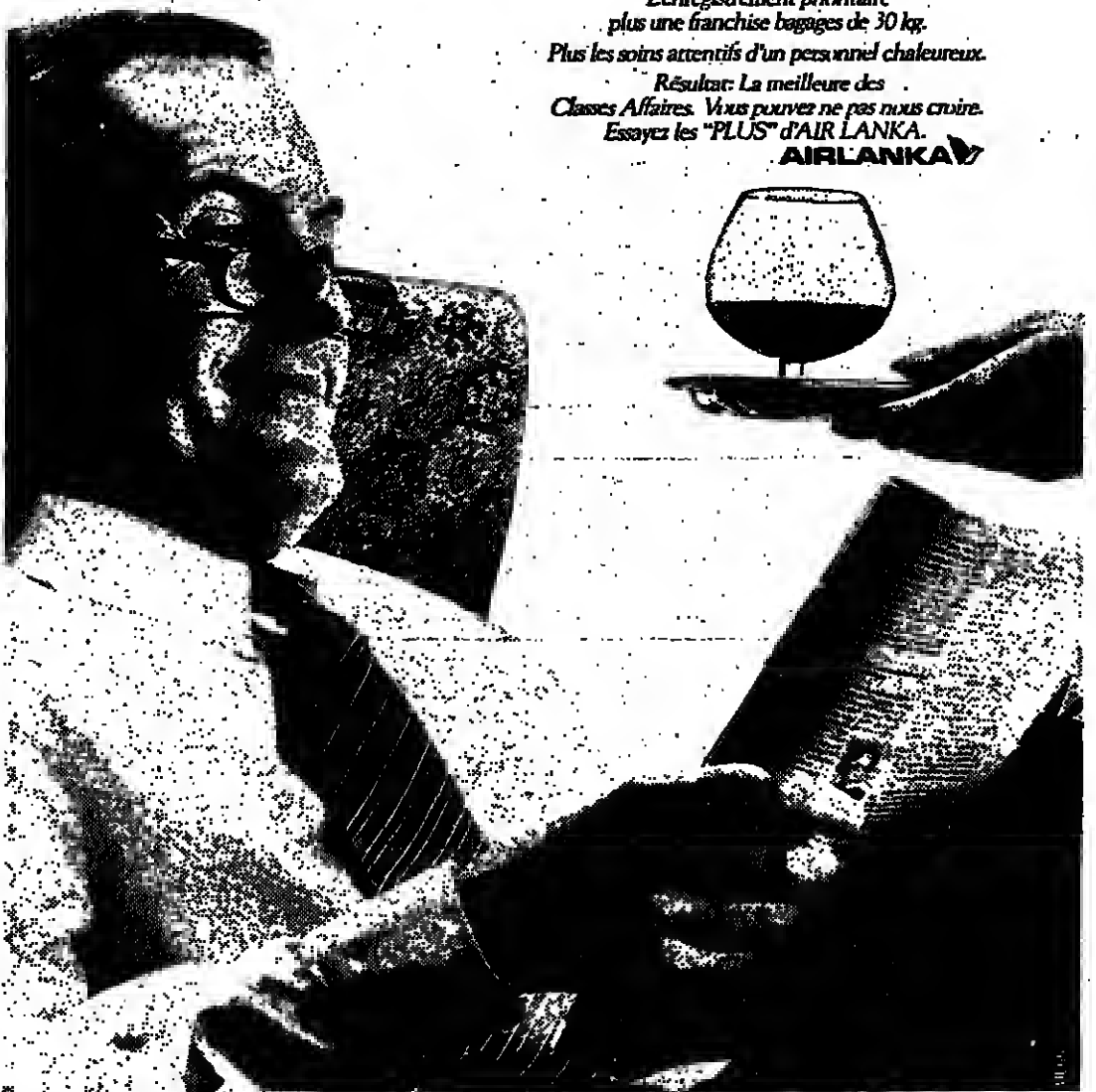
Plus les soins attentifs d'un personnel chaleureux.

Résultat : La meilleure des

Classes Affaires. Vous pouvez ne pas nous croire.

Essayez les "PLUS" d'AIR LANKA.

AIR LANKA



Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre, Paris 75002. Tél. 297.43.44.

ÉTRANGER

Changement de porte-parole à la Commission européenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - M. Hugo Paemen a été nommé, le 13 février, porte-parole de la Commission européenne. Il prend ses nouvelles fonctions ce lundi 18 février. M. Paemen, un Belge qui dans la précédente Commission était chef de cabinet de M. Etienne Davignon, le vice-président chargé des affaires industrielles, remplace M. Manuel Santarelli. Celui-ci, qui était le porte-parole de la Commission depuis 1981, devient directeur de l'information et sera notamment responsable de la trentaine de bureaux d'information dont dispose la Commission dans les États membres et les pays tiers.

M. Santarelli, cinquante-quatre ans, qui est français, quitte sa charge au moment où la Commission ne manque pas une occasion, depuis le 7 janvier, de vanter ses mé-

rites et de lui prédire le plus bel avenir.

Les raisons qui ont poussé M. Paemen à décider dès décembre, plusieurs semaines avant son entrée en fonction, de remplacer un porte-parole qui bénéficiait de l'estime de l'ensemble de la presse demeurent mystérieuses. On ne sait s'il a été influencé par ceux qui, de manière bien injuste, rendaient le porte-parole responsable de la mauvaise image de marque de la précédente Commission, et singulièrement son président, M. Gaston Thorn, ou bien s'il a redouté que les relations de grande confiance établies entre M. Santarelli et les journalistes rendent plus difficile une reprise en charge directe et attentive de la politique d'information de la Commission.

Ph. L.

L'entrée de l'Espagne dans la CEE en 1986 paraît compromise

(Suite de la première page.)

« Le Marché commun ne se justifie que si nous obtenons des conditions plus favorables que les actuelles. Nous sommes prêts à dire que nous abandonnons la négociation s'il n'y a pas d'autre issue », a affirmé M. Marin dans une entrevue publiée le dimanche 17 février par le journal *El País*.

Ces déclarations pessimistes visent-elles simplement à « forcer la main » des Dix, alors que les discussions sont censées entrer dans leur phase finale ? Il serait hasardeux de l'affirmer, d'autant que la négociation semble réellement dans l'impasse. La proposition globale de transaction sur les trois chapitres encore en discussion, formulée le 11 février par la Commission européenne, a été rejetée tant par les Dix que par l'Espagne, chacun la considérant comme trop favorable à l'autre.

En agriculture, des divergences subsistent, notamment à propos du vin, du sucre, de l'huile d'olive et des fruits et légumes. Le problème de la pêche semble plus délicat encore. Madrid rejette le système d'étapes transitoires exigé par certains pays de la Communauté, qui conduirait à reporter sa pleine intégration dans l'« Europe bleue » jusqu'à l'an 2002.

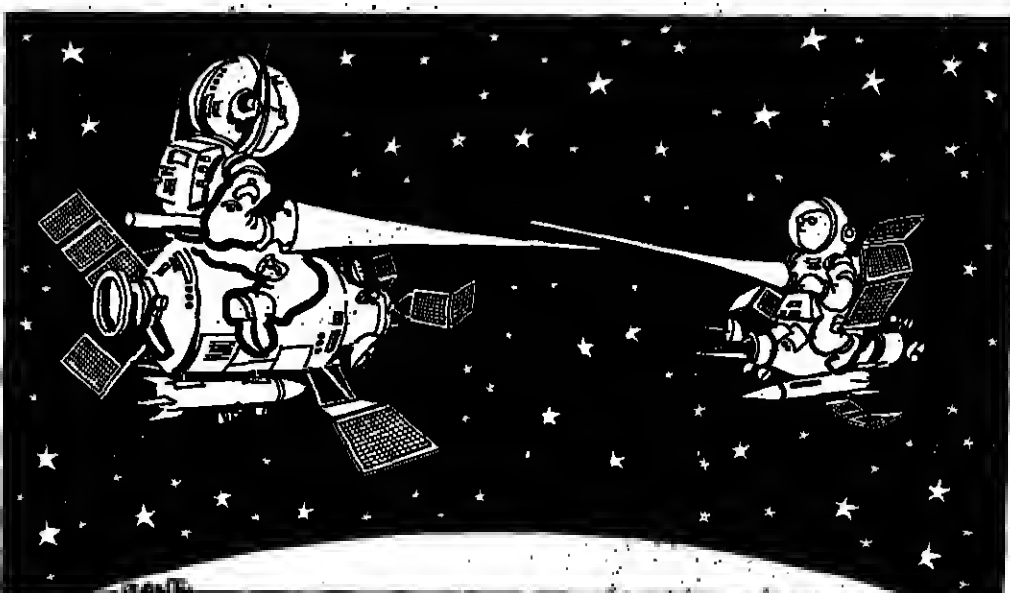
Le gouvernement espagnol espérait que les négociations progresseraient suffisamment pour que les dernières questions non encore réso-

lues puissent être tranchées directement par les chefs de gouvernement lors du conseil européen prévu pour les 30 et 31 mars. Tout porte à croire que ce calendrier ne pourra être respecté. Dans ces conditions, l'entrée de l'Espagne ne pourra pas, en tout état de cause, avoir lieu le 1^{er} janvier prochain, étant donné les délais nécessaires à la rédaction du traité d'adhésion et à sa ratification par les différents Parlements. A Madrid, on souligne qu'un tel retard posera de graves problèmes à la CEE elle-même, puisque la RFA continuera de lier l'augmentation du budget communautaire - une nécessité à court terme - à l'élargissement.

Enfin, le thème de l'adhésion à la CEE a cessé désormais de constituer une « question d'Etat » échappant à la controverse politique entre les partis : tant l'opposition conservatrice que la presse de droite ont entamé une vive campagne à ce sujet contre le gouvernement socialiste, qu'elles accusent, sans grand motif apparent, d'être prêt à entrer dans la Communauté en « brisant les intérêts nationaux ». Par ailleurs, le climat pré-électoral, qui coïncide avec les élections municipales (Belgique, Grèce, France) ne facilite pas, estime-t-on à Madrid, une approche générale des problèmes de l'élargissement.

THIERRY MAUMAK.

LES ENJEUX DE L'ESPACE



Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO SPÉCIAL - FÉVRIER 1985

L'HISTOIRE D'UNE CONQUÊTE - LES FUSÉES ET LA NAVETTE - DES SATELLITES EN TOUS GENRES - VIVRE ET TRAVAILLER DANS L'ESPACE - LES STATIONS SPATIALES - LA GUERRE DES ÉTOILES - LES BATAILLES ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES - SCIENCE-FICTION - BD - CINÉMA

18 PAGES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10,50 F

Selon l'OCDE

LA NORVÈGE

DOIT RÉDUIRE

LES SUBVENTIONS À L'INDUSTRIE

Le pétrole a bien servi l'économie norvégienne : au cours des dix dernières années, la croissance a été de l'ordre de 4 % par an et l'emploi a progressé de plus de 20 %. Mais il a aussi contribué à l'apparition de rigidités, à la hausse des salaires et au tassement de la production industrielle : il en est résulté « un affaiblissement du potentiel de réaction », que font ressortir les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur étude sur la Norvège.

Ainsi les autorités d'Oslo doivent accélérer la réorientation d'une politique économique associant la stimulation de la demande à une augmentation régulière des subventions au secteur privé. Le système de formation des salaires doit notamment être modifié pour faire face aux exigences de la concurrence internationale. Pour sa part, l'aide de l'Etat à l'industrie doit être revue en baisse, alors que les branches à forte croissance emploient une part relativement faible de la main-d'œuvre.

« Il est nécessaire de s'engager de manière ferme et crédible dans la voie d'une réduction planifiée et progressive des subventions », soulignent les experts. D'une façon générale, « un réexamen approfondi de la situation publique semble s'imposer : comme il est difficile de majorer encore les impôts - déjà les plus élevés de l'OCDE malgré la hausse pétrolière - la croissance rapide des transferts au secteur privé (plus de 60 % des dépenses publiques) en vient à poser un sérieux problème ».

Afin de limiter les prélèvements sur les richesses pétrolières, la Norvège doit donner une plus large place au jeu du marché. Sinon, compte tenu de « la grande incertitude qui entoure l'évolution future des prix pétroliers et de la parité de la couronne vis-à-vis du dollar », son économie sera trop vulnérable à des événements sur lesquels le gouvernement norvégien n'a pas de prise.

GALERIE NIKOLAIKO
- 220, bd Saint-Germain - 75 - 548-20-82

ICÔNES

RUSSES et GRECQUES
du 15^e au 19^e siècle

BANQUES

L'AIDE AUX CHOMEURS

Le Crédit mutuel de Bretagne va aider ses sociétaires en difficulté

De notre correspondant

Brest. - Et si les banques faisaient, elles aussi, un effort pour les gens en difficulté ? Le Crédit mutuel de Bretagne, qui est en train de monter un mécanisme de solidarité avec ses sociétaires dans le bassin, veut démontrer qu'on ne prête pas nécessairement qu'aux riches. La banque bretonne, il est vrai, les reins solides. En dix ans, ses dépôts ont été multipliés par cinq. Ils atteignent aujourd'hui 20 milliards de francs, ce qui représente 20 % de l'épargne bretonne.

Dans la région, l'image que s'est forgée le CMB est assez forte : celle de son concurrent direct, le Crédit agricole. Mais surtout, en même temps qu'il ne cesse d'affirmer son image régionaliste avec pour credo « l'argent des Bretons doit rester aux Bretons », il n'oublie pas que ce sont les salariés et les employés, ainsi que les jeunes qui constituent le gros bataillon de ses fidèles (respectivement 35,9 % et 27,2 % des sociétaires). Deux catégories sociales qui ressentent durement en Bretagne les difficultés de l'emploi en raison, principalement, du déclin des usines et des travaux publics, pilotes maîtresses de l'économie régionale, et, deuxièmement, du marasme de l'industrie téléphonique implantée localement.

« Nous-mêmes au CMB », constate le président, M. Louis Lichon, nous sommes sollicités tous les jours. Quand nous créons un emploi, nous recevons cent demandes, et bien souvent de la part des enfants des sociétaires et des administrations de nos

coûtées. Le Crédit mutuel de Bretagne estime qu'il est de son devoir d'apporter sa contribution aux chômeurs bretons. Et c'est l'occasion pour lui de prouver sa spécificité à un public qui ne fait pas la différence entre le système mutualiste et le système bancaire traditionnel.

Concrètement, dit M. Lichon, il s'agit de sécuriser la population en apportant des garanties en cas de coup dur comme la perte d'un emploi. Ces mesures, selon le président, auront pour effet de relancer le bâtiment, « une industrie qui ne souffre pas des taux d'intérêt mais d'une insécurité devant l'emploi ». Après avoir passé des conventions avec les quatre départements bretons aux termes desquelles il apporte son concours pendant toute la durée du 13^e Plan pour la réalisation d'objectifs à caractère social (15), le CMB s'est actuellement en place le deuxième volet de sa politique de solidarité en créant un fonds d'aide aux sociétaires en difficulté.

Ce fonds, dont profiteront les nouveaux emprunteurs, sera alimenté par les sociétaires (625 000) et la fédération bretonne. La part sociale devra passer de 10 F à 50 F, et celle que l'emprunteur paiera une cotisation de 1,20 franc à 1,80 F par tranches de 10 000 F. Le CMB, quant à lui, prélèvera de l'argent sur ses réserves. Mais il espère que la position fiscale de 50 % au titre de l'impôt sur les sociétés n'affecte pas

les sommes en question. La banque lorgne aussi vers les collectivités territoriales afin qu'elles versent leur obole.

Ce fonds servira à proposer des prêts à taux réduits, à consentir des bonifications d'intérêt et des remises sur certaines mensualités de remboursement, etc. Les caisses locales choisiront les formes d'aide car pas cas, le Crédit mutuel de Bretagne profite à la fois de l'avantage de son organisation. Il se dit en effet très proche de ses clients grâce à ses quarante mille administrateurs bénévoles.

« Nous identifierons les gens qui sont dans la difficulté et nous leur proposerons nos prêts sous leurs lettres de dignité », assure M. Lichon. Pour preuve, déjà, la contribution à l'effort, le CMB s'engage à financer deux familles d'aide à ses sociétaires en difficulté.

Pour les emprunteurs, une avance assortie d'un taux spécial de 6,5 % leur permettra de différer de quelques mois le paiement de leurs échéances dans l'attente d'un nouvel emploi ou d'une amélioration de leur situation financière.

Pour les autres sociétaires, un prêt remboursable au même taux de 6,5 % sur une durée pouvant atteindre trente mois et avec déblocage progressif des fonds en fonction de l'évolution de leur situation.

GABRIEL SIMON.

(1) Le CMB met à la disposition des collectivités des enveloppes dans la proportion de 50 %. Des interventions économiques retenues.

SOCIAL

LE BILAN 1984 DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Un salarié sur cinq souffre du bruit

La durée moyenne hebdomadaire du travail n'a cessé de baisser depuis 1949. Telle est l'une des conclusions du Bilan 1984 des conditions de travail publié par le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Jusqu'en 1968, elle est restée voisine de 45 heures, pour atteindre 39 heures en 1984. Les chiffres sont respectivement de 45 heures et 39 heures pour les salariés et les employés. D'autre part, le développement du travail à temps partiel s'est poursuivi depuis quelques années : il concernait 3,7 % des salariés en 1975 et 5 % en 1982.

C'est dans le secteur des services et des commerces que cette forme d'activité a le plus progressé. Le temps partiel touche en effet 36 % des salariés des services d'hygiène (nettoyage), un salarié sur cinq dans le commerce de détail alimentaire, un sur sept dans la restauration et l'hébergement. Il est, dans l'industrie (1,7 %), moins répandu, cependant développé dans certains secteurs comme l'industrie du cuir, l'imprimerie ou l'édition.

Ce sont les femmes qui sont les premières concernées (elles représentent les deux tiers des salariés à temps partiel). Les employés sont plus nombreux à être concernés par cette formule (11 %) que les ouvriers (8 %).

Une enquête sur les conditions de travail faite en 1978 montre que 850 000 salariés commencent leur travail avant 6 heures, 84 % d'entre eux (dont 580 000 ouvriers) doivent quitter leur domicile avant 5 heures.

Un salarié sur cinq travaille de temps en temps le dimanche et 550 000 tous les dimanches. Dans les services médicaux et sociaux, plus des deux tiers des employés travaillent au moins une nuit dans l'année. Ce sont les personnels médicaux et sociaux et le personnel hôtelier qui sont les plus nombreux à travailler la nuit.

Les statistiques concernant les nuisances montrent qu'un salarié sur cinq souffre du bruit, 69 % des

ouvriers doivent rester debout durant de longs moments, un manoeuvre sur deux porte de lourdes charges, 27 % des salariés respirent des poussières, 25 % craignent des brûlures, 25 % respirent des produits toxiques, 25 % en manipulant.

M.-Ch. R.

Chez Du Pont de Nemours à Besançon

PAS DE TRAVAIL LE DIMANCHE

L'inspection du travail ayant refusé la possibilité, pour des volontaires, de travailler le dimanche, la fabrique de connecteurs Du Pont de Nemours, à Besançon (Doubs), a annoncé, le 14 février, qu'elle avait dû renoncer à une partie de ses commandes. Le marché italien serait déjà affecté.

A l'automne dernier, la direction de l'entreprise, avait demandé une dérogation pour pouvoir faire face à une reprise des marchés de l'électronique, consommation de connecteurs. « Quand la reprise est là, tout le monde veut de nos connecteurs. Quand les marchés ralentissent, les commandes tombent en flèche », explique M. Jerry Vialon, le directeur général, pour justifier le recours à cette formule qui prévoyait de faire travailler une partie du personnel le dimanche en heures supplémentaires. « Un dimanche de fabrication, c'est 15 % de production en plus, cela permet de passer le cap d'une grosse commande à livrer à temps ».

Consulté, le conseil municipal de Besançon, à majorité socialiste, et la chambre de commerce et d'industrie du Doubs avaient donné leur accord. Finalement, l'inspection du travail s'y est opposé, mais a autorisé la mise en place d'une équipe de maintenance en fin de semaine.

AUGMENTATION DE 3,4 %

EN JANVIER DU NOMBRE DE CHÔMEURS INDEMNISÉS

Selon les statistiques de l'UNEDIC, publiées le 15 février, le nombre de chômeurs indemnisés à la fin janvier a augmenté de 3,4 % en un mois, soit une hausse « légèrement supérieure » à la moyenne saisonnière. En cours d'indemnisation, on comptait 2 055 672 personnes, contre 1 988 954 en décembre. Il convient cependant d'ajouter à ce chiffre le nombre de chômeurs qui, ayant déposé une demande d'allocation, feront l'objet d'une décision positive avec effet rétroactif. On peut ainsi estimer, selon l'UNEDIC, à 2 456 742 le nombre de personnes ayant reçu une allocation au titre du chômage au 1^{er} de janvier, contre 2 330 131 en décembre (+ 5,4 % en un mois).

A la fin janvier, les indemnités versées à 1 744 564 chômeurs (+ 7,1 % en un mois, + 16,1 % en un an), à 691 263 préretraités (+ 2 % en un mois, - 3,6 % en un an) et à 20 915 bénéficiaires de l'indemnité de formation.

LA RECONVERSION AVEC FORMATION DOIT DÉBOUCHER SUR UN EMPLOI, EST-IL MENT LES CADRES CGT

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT-CGT tiendra son neuvième congrès du 30 mai au 2 juin prochains à Toulouse sur le thème « s'unir, agir et gagner ». A l'occasion son secrétaire général, M. Alain Obadia, le 15 février devant la presse. M. Obadia s'est montré critique à l'égard du projet de congé formation recherche d'emploi (CFR), estimant qu'« il s'agit d'un plus ni moins d'un élément de plus du traitement social du chômage ». Il faut que la reconversion avec formation puisse déboucher sur un emploi », a-t-il ajouté.

M. Obadia a adopté une position plus nuancée sur l'individualisation des rémunérations, affirmant qu'il n'y était pas hostile « à condition que les critères de détermination soient négociés et non pas décidés uniquement par le patronat ce qui ouvre la porte à l'arbitraire ». Le secrétaire général de l'UGICT a considéré par ailleurs qu'« une action de grande envergure est nécessaire et possible ». L'objectif étant de « faire grandir un grand mouvement revendicatif sans s'enfermer dans une formule unique ». Il n'est pas question, a-t-il ajouté, de décider unilatéralement d'une grève générale mais de « dialoguer avec les travailleurs et les faire réfléchir » afin de développer l'action.

« La société américaine Fomac va créer deux cent cinquante emplois à Montpellier. La société américaine Fomac Corporation a décidé d'installer à Montpellier son centre d'assemblage européen d'appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM), Fomac qui emploiera deux cent cinquante personnes à Montpellier espère fournir 20 % du marché européen

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bar	+ bar	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	9,960	9,960	+ 120	+ 120
SE-IL	7,481	7,481	+ 20	+ 20
Yen (100)	3,376	3,383	+ 125	+ 125
DM	3,666	3,663	+ 114	+ 114
Mark	2,707	2,703	+ 75	+ 75
SE (100)	14,905	14,923	+ 18	+ 18
SE	1,021	1,021	+ 125	+ 125
L (1 000)	4,928	4,948	+ 128	+ 128
C...	11,184	11,227	+ 283	+ 283

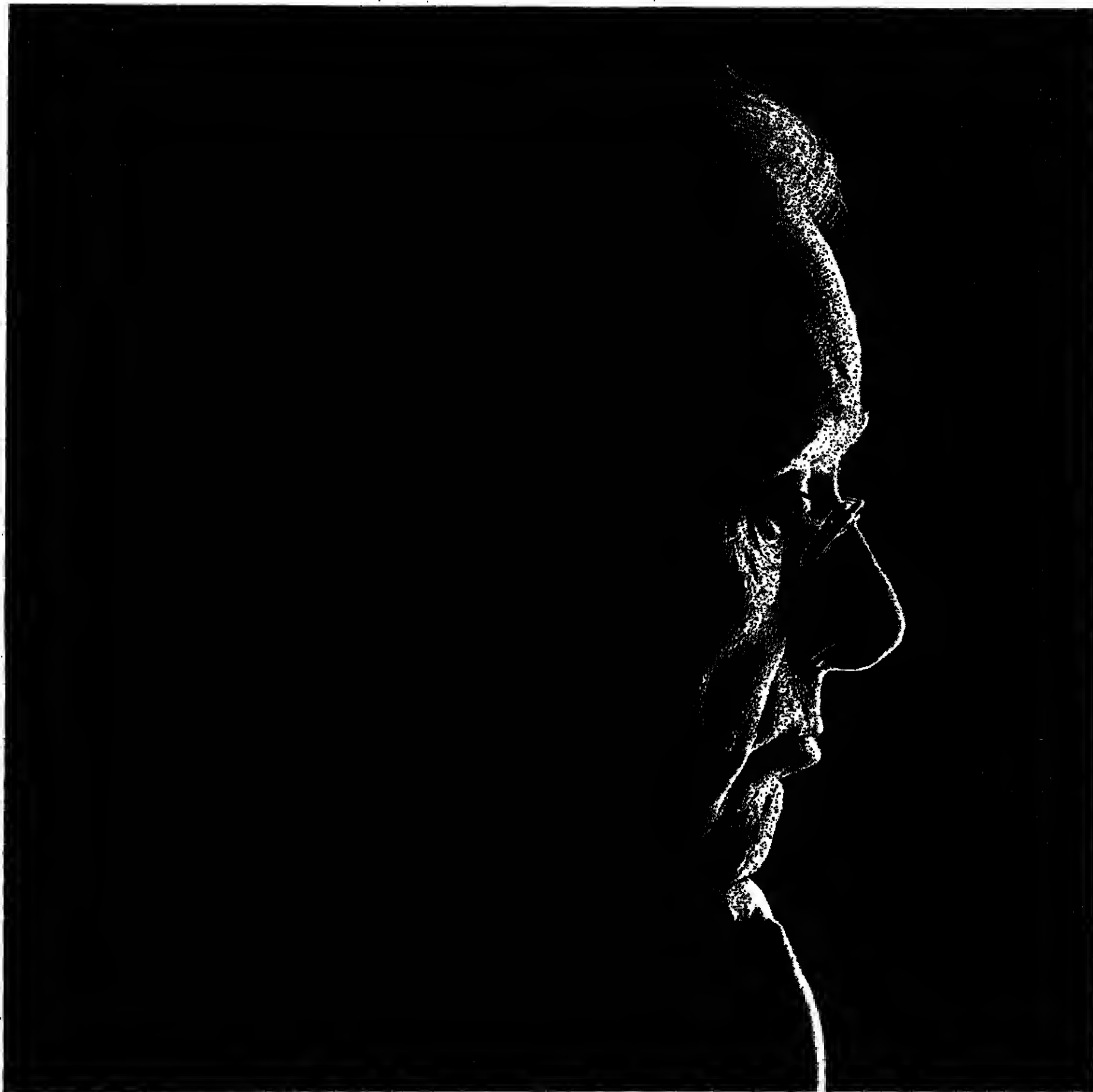
TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL
SE-IL	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
SE (100)	10	10	10	10	10	10	10
SE	2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
L (1 000)	14	14	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
C...	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8

من الارض

صكرا من الامل

NON M^r LE PRESIDENT, VOUS N'IREZ PAS EN ENFER.



L'heure du bilan a sonné. Eh oui ! Il va falloir payer les conséquences de la crise. Mais est-ce bien la crise qui vous a conduit là ? Ne serait-ce pas plutôt l'apathie, l'absentéisme ? Les contrats honorés avec retard par manque de productivité ?

Soyons francs, M. le Président, la situation est grave, mais pas désespérée. Colt International peut vous aider.

Comment ?

- La ventilation Colt des postes de travail surchauffés diminue les risques d'accidents (à 30 °C, les risques sont accrus de 50 %).
- La ventilation Colt libère l'environnement de la poussière, des gaz ou des odeurs. Résultat : moins de maladie, de fatigue et d'absentéisme.
- La ventilation Colt accroît la productivité (à 30 °C, elle baisse de 20 %).

- La ventilation Colt, en évacuant chaleur et fumée, facilite l'intervention en cas d'incendie, et protège votre personnel et votre capital.

- La ventilation Colt, en recyclant l'air chaud, allège jusqu'à 30 % vos factures de chauffage.

- La ventilation Colt est un principe qui n'occasionne aucun frais de fonctionnement. L'entretien est minimum et les produits garantis 10 ans.

- Colt met gratuitement à votre disposition son bureau d'études pour vous aider à déterminer la meilleure installation sur le plan technique et financier dans vos bâtiments existants et pour vos prochaines implantations. Comme 60 % des entreprises françaises qui réalisent les plus forts bénéfices, équipez-vous Colt, M. le Président, ne risquez plus l'enfer !

Pour plus d'informations, appelez-nous au : (3) 030.93.55.

COLT
International

L'AIR DES GAGNANTS

AFFAIRES

L'OFFRE D'ACHAT SUR PHILLIPS PETROLEUM

Capitalistes sauvages et industrie du « soleil couchant »

Pas de pitié pour les faibles. La règle vaut désormais outre-Atlantique pour les compagnies pétrolières comme pour les hommes. Depuis trois ans, une nouvelle race de financiers, dont le prototype est M. T. Boone Pickens, PDG de la société Mesa Petroleum, écume la Bourse, semant la terreur parmi les États-majors et réjouissant actionnaires et analystes. Leur philosophie est simple : toute société qui, faute de succès, ne renouvelle pas suffisamment ses réserves d'hydrocarbures est à court ou moyen terme vouée à la liquidation. Pourquoi, dès lors, ne pas donner aux actionnaires le moyen d'en profiter en liquidant eux-mêmes ladite société avant que sa valeur ne chute ? Aussi le secteur pétrolier et gazier américain, qualifié par M. Pickens d'industrie « du soleil couchant », est-il l'objet d'attaques incessantes, toute société dont la valeur boursière est inférieure à celle qui résulterait de la vente par appartements de ses actifs étant considérée comme une victime potentielle.

Pionnier de ce nouveau capitalisme sauvage, M. T. Boone Pickens s'est attaqué, en lançant à l'improviste des offres publiques d'achat, depuis 1982, d'abord à deux petites compagnies, Cities Service et General American, puis fin 1983, à la Gulf, finalement rachetée par Chevron, et l'an passé à Phillips, qui, après un accord à l'amiable avec M. Pickens, se débat toujours pour échapper aux griffes de ses familles. Plus récemment, Mesa Petroleum, qui a réalisé l'an passé des bénéfices records (254 millions de dollars, soit plus du double de l'année précédente, dont 214 millions de dollars de bénéfices sur titres boursiers), a acquis 7,9 % du capital d'Uocal, quatorzième société pétrolière américaine. Déjà sont considérées

comme des proies possibles, les sociétés Tenneco et surtout Mobil, dont l'action, selon la société John S. Herold Inc., vaudrait 88 dollars au cas de liquidation par opposition contre 28,75 dollars à la Bourse actuellement.

Faire monter les enchères

Le cas de Phillips est exemplaire. Contrairement à la tradition qui jusqu'ici voulait que toute société américaine confrontée à une offre publique d'achat non désirée ait pour seule issue que de racheter elle-même en Bourse ses propres actions ou provoquer une « contre OPA » amicale, par une autre société — ce qu'a fait Gulf l'an passé — Phillips, pour répondre à l'OPA lancée en 1974 par M. T. Boone Pickens, a mis sur pied un schéma original. Après accord avec M. Pickens, la compagnie, qui a réalisé 15,76 milliards de dollars de chiffre d'affaires l'an passé et emploie 29 600 salariés dans le monde, a proposé à ses actionnaires un plan de recapitalisation prévoyant l'échange de 38 % des actions contre des titres, ce qui lui coûte 3,5 milliards de dollars. De plus, profitant des nouvelles dispositions fiscales favorables au plan de participation des salariés, Phillips a proposé aux membres de son personnel 32 millions d'actions nouvelles au prix du marché, pour un total de 1,6 milliard de dollars. L'opération, fort compliquée, laisse au bout du compte aux actionnaires — y compris M. Pickens — un bénéfice de 2,7 à 2,8 milliards de dollars et oblige la compagnie à emprunter 2,9 milliards de dollars supplémentaires, donc à céder pour ce faire une partie de ses actifs (pour une valeur d'environ 2 milliards de dollars).

Cela n'a pas suffi. A peine l'accord à l'amiable était-il conclu

avec le PDG de Mesa — qui empoignait au passage la coquette somme de 89 millions de dollars grâce à la vente pour l'équivalent de 53 dollars d'actions, achetées en moyenne à 43 dollars — qu'un autre financier, M. Carl Icahn, lançait sur Phillips plusieurs offres publiques d'achat successives risquant de remettre en question la proposition faite par la compagnie à ses actionnaires. Alors que l'offre de Phillips visait à stabiliser le prix de son action au cours de 53 dollars, M. Icahn a proposé un effet des valeurs supérieures (55 puis 57 dollars par action). Phillips, jusqu'ici, a tenu bon, assurant qu'elle n'accepterait aucune offre inférieure à 62 dollars par action. Il semble, toutefois, probable que la compagnie sera contrainte d'augmenter l'offre faite aux actionnaires.

C'est d'ailleurs probablement l'objectif de M. Icahn, qui détient déjà 4,85 % du capital de Phillips, et a, dit-on, reçu le support de M. Pickens, lequel finalement, insatisfait de l'accord à l'amiable conclu avec la compagnie, mais lié par ses engagements, chercherait ainsi, une nouvelle fois, à faire monter les enchères.

Quelle qu'en soit l'issue, ces péripéties, qui font des délices de Wall Street, risquent fort, *in fine*, d'entraîner la compagnie à une quasi liquidation de fait. Guettant ces déboires, la plupart de ses concurrents se sont déjà mis sur les rangs pour racheter les réserves que Phillips détient, notamment en mer du Nord, avec des participations dans les gisements d'Ekofisk (Norvège), Maoreo et Hewett (Grande-Bretagne).

A long terme, le renouveau de ce capitalisme sauvage risque de s'avérer fort dangereux. Quand bien même elles ne sont pas, comme Phillips, obligées de céder des réserves pour se prémunir contre des prises de contrôle indésirables, les compagnies visées — ou victimes potentielles — sont contraintes de distribuer à leurs actionnaires des fonds qu'elles auraient, en d'autres temps, consacrés à l'exploration et au développement de nouvelles réserves. Ces pratiques réduisent donc, de fait, les efforts à long terme d'exploitation des compagnies, accélérant le déclin dont elles tirent profit.

VÉRONIQUE MAURUS.

POCLAIN DÉCIDE DE CONSERVER SA FILIALE PPM (GRUES MOBILES)

Le président du directoire de Poclain, M. Bigelow, a annoncé qu'il conserverait la société PPM (Poclain-Potain Matériels), spécialisée dans la construction de grues mobiles. « Aucune des sociétés avec lesquelles des négociations étaient en cours depuis quelques mois n'a été en mesure de faire une offre conforme » aux intérêts de Poclain et de l'industrie française, a précisé M. Bigelow.

Poclain, en difficulté, essai de rationaliser ses activités. Poclain Hydrauliques doit être repris par le groupe américain Vickers. PPM, dont Poclain détient 79 % des actions, doit, pour sa part, faire face à une chute brutale de son marché (-40 % en 1984). PPM, qui emploie environ sept cent cinquante personnes, a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 485 millions de francs et de pertes de 1,2 million.

FAITS ET CHIFFRES

Social

■ Force ouvrière demande au CNPF l'ouverture de négociations sur l'extension des congés de conversion. — Ainsi qu'il l'avait déjà annoncé, M. Bergéon, secrétaire général de FO, a adressé, le 17 février, une lettre à M. Yvon Gattaz, président du CNPF, pour demander « l'ouverture de négociations en vue d'étendre à l'ensemble des salariés les garanties du type de celles existant dans la sidérurgie, la construction navale ou l'automobile ».

Sans répondre directement, M. Gattaz a fait part de son sentiment dans une interview publiée par le *Journal du dimanche* du 17 février. « Le dialogue avec M. Laurent Fabius est facile, souligne le président du CNPF, mais l'on ne peut être que d'accord devant le peu d'écho que rencontrent les propositions du CNPF pour l'entreprise et pour l'emploi ».

Pêche

■ Huit tonnes de sardines déversées dans une avenue de Perpignan. — Une cinquantaine de marins-pêcheurs ont déversé, samedi 16 février, huit tonnes de sardines dans l'une des principales avenues de Perpignan. Ils entendaient attirer l'attention sur le marasme que connaît actuellement leur profession face, notamment, à la concurrence italienne. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES 1984

Le chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 1984 s'élève provisoirement à 11 230 millions de francs, en augmentation de 20,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent (9 335 millions de francs).

A structure comparable, tenant compte des sociétés entrées en 1984 dans le groupe, l'augmentation ressort à 14,1 % comme il apparaît ci-après :

Ventilation par secteur	1983	1984	Variation
Santé humaine	6 132	6 742	+ 9,9 %
Santé animale	628	665	+ 5,9 %
Arômes	405	434	+ 7,2 %
Parfums, produits de beauté	2 616	3 315	+ 26,7 %
Produits divers	62	74	+ 19,3 %
Total	9 843	11 230	+ 14,1 %

Pour l'ensemble de l'exercice, la part de l'activité assurée à l'étranger (exportations depuis la France et ventes des filiales étrangères), a représenté plus de 50 % du total des ventes contre 48 % précédemment.

COFIMEG

Les produits localisés de la Société au cours de l'exercice 1984 se sont élevés à 154,6 millions de francs. Ce chiffre, inférieur à celui de l'exercice précédent en raison de la cession de deux ensembles immobiliers de Moselle intervenus à la fin de 1983, est complété par des productions financières et accessoires, en augmentation concomitante, qui portent le total des résultats à 177,2 millions de francs contre 174,73 en 1983.

Il y ajoutera les indemnités dues par l'Etat au titre de la garantie contre les effets du blocage des loyers, pour former un montant global supérieur à 180 millions de francs qui, autorisant comme prévu, et malgré la très forte croissance des impôts fonciers, une légère augmentation du dividende.



CONJONCTURE

Au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. EMMANUELLI SE DIT « OPPOSÉ À TOUTE RELANCE SYSTÉMATIQUE »

Reconnaissant que les réductions d'impôts allaient introduire un peu de pouvoir d'achat pour les ménages, M. Henri Emmanuelli, député, le 17 février, au « Grand Jury RTL - le Monde » : « On n'a pas le droit de la rigueur. Simplement, après avoir demandé des efforts aux Français, comme nous constatons que des résultats sont visibles et tangibles et que nous retrouvons ici ou là quelques marges de manœuvre, lorsque nous le pouvons (...), nous essayons effectivement de soutenir l'activité de manière raisonnée (...). Il ne s'agit pas d'une politique de relance systématique ».

Après avoir énuméré les « trois axes » du gouvernement socialiste, le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation s'en est pris à « certains discours ». Ainsi, a-t-il dit, « en 1981 le taux de pression fiscale était de 18,5 %, en 1984 il était de 18 %. En 1985 il sera de 17,7 % ». Et de souligner qu'il n'y a pas de matraquage fiscal puisque « la masse des impôts payés par les Français a diminué en valeur relative ».

De même pour les contrôles fiscaux qui sont « stables depuis 1981 (il y a 40 000 contrôles fiscaux par an), mais dont le rendement a été doublé ».

M. Emmanuelli, enfin, a dénoncé le programme du RPR : « J'y ai trouvé beaucoup de dépenses, je n'y ai pas trouvé de recettes », a-t-il dit. « J'espère bien, a-t-il ajouté, que M. Juppé acceptera un jour d'en débiter avec moi ».

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

PRISE DE PARTICIPATION DANS SOFINCO

L'Est, la Compagnie Financière de Suez et la Banque SOFINCO ont arrêté le principe d'une prise de participation majoritaire de SUEZ dans SOFINCO. Dores et déjà ces deux derniers sont convenus que SOFINCO continuera, au sein du Groupe SUEZ, le rôle de société spécialisée dans les crédits aux particuliers : crédits à la consommation et leasing. Les moyens nécessaires seront domés à SOFINCO pour développer ses activités en France et à l'étranger. Le capital de SOFINCO sera porté à 180 millions de francs et le capital de SOFINCO devrait être réalisé au cours du deuxième trimestre 1985.



Le conseil d'administration de SOGERAP s'est réuni le 8 février 1985.

Les comptes de l'exercice clos, d'une durée de quinze mois, arrêtés au 31 décembre 1984, font apparaître un bénéfice net de 104,9 millions de francs (après un résultat exceptionnel de 18,4 millions de francs et 15 millions de francs d'amortissements), contre 139 millions de francs l'année précédente (après un résultat exceptionnel de 23,8 millions de francs et 24,5 millions de francs d'amortissements).

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 23 F par action pour l'exercice clos, contre 21 F l'année précédente. Le revenu global s'élève à 34,50 F par action, contre 31,50 F l'année précédente.

Les actionnaires pourront opter pour un paiement du dividende, soit en numéraire, soit en actions nouvelles créées le 1er janvier 1985, conformément à la loi n° 83.1 du 3 janvier 1983. Le prix d'émission de l'action sera déterminé lors de l'assemblée générale.

Les actionnaires de SOGERAP seront convoqués en assemblée générale ordinaire le mercredi 27 mars 1985, à 10 h 30, afin de statuer sur les comptes et les résultats de l'exercice.

GRUPPE BRUNO PETIT

PRINCIPAUX CHIFFRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ

En 1984, toutes marques confondues, 4655 maisons individuelles ont été construites, contre 2987 en 1983, soit une progression de 7,4 %. Le chiffre d'affaires TTC construction s'est élevé à 1 033 millions de francs, contre 985 en 1983, soit une progression de 4,8 %.

Le secteur de la construction de maisons groupées, en villages, pour le compte de maîtres d'ouvrages publics et privés, a dégagé 69 millions de francs de chiffre d'affaires.

Les résultats, qui seront arrêtés au Conseil d'Administration du mois de mai, traduiront un net redressement de Groupe.

Carnet des Entreprises

● BANQUE NATIONALE DE PARIS

M. EMMANUEL PHILIPPON

directeur central, qui assurait jusqu'à ce jour la responsabilité des réseaux extérieurs de la BNP, est nommé directeur général adjoint de la Banque Nationale de Paris et chargé de la direction de l'ensemble de la division internationale de la banque.

Agé de cinquante-six ans, entré à la banque en 1951, M. Philippou y a fait toute sa carrière. Successivement inspecteur à l'inspection générale, directeur d'une agence de Paris, M. Philippou a été appelé en direction générale en 1967, où il a occupé différents postes à la direction des agences parisiennes et à la direction des grandes entreprises et du développement.

Les activités internationales de la BNP relèvent du domaine placé sous la responsabilité de M. Jacques Henri Wahl, directeur général.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

Chez Citroën du 15 au 25 février 1985.

Reprise sauvage

5000F

au moins

pour tout achat d'une voiture neuve.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 15 au 25 février 1985 !

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.

CITROËN TOTAL

سكزا من الاموال

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

15 FEVRIER

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF		Aut
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	418	
dont :		
Or	258	
Disponibilités à vue et à court terme	71	
ECU	71	
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18	
des Banques	28	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	170	
dont :		
Effets escomptés	87	
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU PÉCUNI	75	
5) DIVERS	7	

PASSE

1) BILLETS EN CIRCULATION	196
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10
4) COMPTES CRÉDITEURS DE DÉPENSES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES dont :	82
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution des réserves	18
5) ÉCU À LIVRER AU FÉCOM	71
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2
8) DIVERS	8
Total	6

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)
Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	8 1/2 %	15 1/4 %
Valeurs francs, à revenu variable	177,5	108,5
Valeurs industrielles	108,3	30,8
Valeurs étrangères	112,5	117,1
Pétrole-Energie	104,5	108,2
Chimie	107,9	108,5
Métallurgie, aéronautique	110,6	113
Electricité, électronique	108,6	116
Agrochimie et minéraux	111,5	111,1
Alcool, papier, caoutchouc	104,9	112,4
Auto-alimentaire	102,2	103,9
Distribution	104	103,8
Transport, loyers, services	110,9	111,3
Assurances	115,7	116,4
Crédit bancaire	110,8	112,4
Stamps	104,5	104,5
Industrie des métaux	111,2	111,2
Investissement et portefeuille	111,6	111
Base 100: 28 décembre 1964		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,2	101,9
Emprunts d'Etat	101,6	101,1
Emprunts garantis et annuells	102,8	102,1
Sociétés	101,7	101,5
Base 100 au 1969:		
Valeurs françaises à revenu variable	1093,3	1094,7
Valeurs étrangères	3642,3	3673,9
Base 100 au 1972:		
Valeurs françaises à revenu variable	242,3	244,5
Valeurs étrangères	479,2	483,8
Base 100: 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à revenu	47,5	47,5
fixe	112,3	111,5
Emprunt d'Etat	111,6	111,6
Emprunts garantis et annuells	112,4	111,9
Sociétés	112,4	112,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGÉ		
Société fondée le 31 décembre 1981		
Indice général	199,3	206,2
Produits de base	178,3	179,3
Construction	131,6	130,5
Matière d'équipement	189,3	189,5
Matière de consommation	183,6	183,6
Matière de consommation, sans durables	209	217,2
Matière de consommation, alimentaires	248,7	251
Services	171,4	172,3
Matière de consommation, autres	294,7	293,3
Sociétés de la zone franc, entreprises		
principalement à l'étranger	190,2	192,2
Valeurs industrielles	194,2	197,1
SOURCES REGIONALES		
Base 100: 31 décembre 1981		

VALEURS	N° du mon.	N° du coupon	VALEURS	Cote préc.	Devis
3%.....	1 124	Epargne de France..	310	...
5%.....	43 86	0 205	Escout-Meuse	831	83

7870	7875	7880	7885	7890	7895	7900	7905	7910	7915	7920	7925	7930	7935	7940	7945	7950	7955	7960	7965	7970	7975	7980	7985	7990	7995	8000	8005	8010	8015	8020	8025	8030	8035	8040	8045	8050	8055	8060	8065	8070	8075	8080	8085	8090	8095	8100	8105	8110	8115	8120	8125	8130	8135	8140	8145	8150	8155	8160	8165	8170	8175	8180	8185	8190	8195	8200	8205	8210	8215	8220	8225	8230	8235	8240	8245	8250	8255	8260	8265	8270	8275	8280	8285	8290	8295	8300	8305	8310	8315	8320	8325	8330	8335	8340	8345	8350	8355	8360	8365	8370	8375	8380	8385	8390	8395	8400	8405	8410	8415	8420	8425	8430	8435	8440	8445	8450	8455	8460	8465	8470	8475	8480	8485	8490	8495	8500	8505	8510	8515	8520	8525	8530	8535	8540	8545	8550	8555	8560	8565	8570	8575	8580	8585	8590	8595	8600	8605	8610	8615	8620	8625	8630	8635	8640	8645	8650	8655	8660	8665	8670	8675	8680	8685	8690	8695	8700	8705	8710	8715	8720	8725	8730	8735	8740	8745	8750	8755	8760	8765	8770	8775	8780	8785	8790	8795	8800	8805	8810	8815	8820	8825	8830	8835	8840	8845	8850	8855	8860	8865	8870	8875	8880	8885	8890	8895	8900	8905	8910	8915	8920	8925	8930	8935	8940	8945	8950	8955	8960	8965	8970	8975	8980	8985	8990	8995	9000	9005	9010	9015	9020	9025	9030	9035	9040	9045	9050	9055	9060	9065	9070	9075	9080	9085	9090	9095	9100	9105	9110	9115	9120	9125	9130	9135	9140	9145	9150	9155	9160	9165	9170	9175	9180	9185	9190	9195	9200	9205	9210	9215	9220	9225	9230	9235	9240	9245	9250	9255	9260	9265	9270	9275	9280	9285	9290	9295	9300	9305	9310	9315	9320	9325	9330	9335	9340	9345	9350	9355	9360	9365	9370	9375	9380	9385	9390	9395	9400	9405	9410	9415	9420	9425	9430	9435	9440	9445	9450	9455	9460	9465	9470	9475	9480	9485	9490	9495	9500	9505	9510	9515	9520	9525	9530	9535	9540	9545	9550	9555	9560	9565	9570	9575	9580	9585	9590	9595	9600	9605	9610	9615	9620	9625	9630	9635	9640	9645	9650	9655	9660	9665	9670	9675	9680	9685	9690	9695	9700	9705	9710	9715	9720	9725	9730	9735	9740	9745	9750	9755	9760	9765	9770	9775	9780	9785	9790	9795	9800	9805	9810	9815	9820	9825	9830	9835	9840	9845	9850	9855	9860	9865	9870	9875	9880	9885	9890	9895	9900	9905	9910	9915	9920	9925	9930	9935	9940	9945	9950	9955	9960	9965	9970	9975	9980	9985	9990	9995	10000
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------

	Area	Perimeter
1	100	100
2	100	100
3	100	100
4	100	100
5	100	100
6	100	100
7	100	100
8	100	100
9	100	100
10	100	100
11	100	100
12	100	100
13	100	100
14	100	100
15	100	100
16	100	100
17	100	100
18	100	100
19	100	100
20	100	100
21	100	100
22	100	100
23	100	100
24	100	100
25	100	100
26	100	100
27	100	100
28	100	100
29	100	100
30	100	100
31	100	100
32	100	100
33	100	100
34	100	100
35	100	100
36	100	100
37	100	100
38	100	100
39	100	100
40	100	100
41	100	100
42	100	100
43	100	100
44	100	100
45	100	100
46	100	100
47	100	100
48	100	100
49	100	100
50	100	100
51	100	100
52	100	100
53	100	100
54	100	100
55	100	100
56	100	100
57	100	100
58	100	100
59	100	100
60	100	100
61	100	100
62	100	100
63	100	100
64	100	100
65	100	100
66	100	100
67	100	100
68	100	100
69	100	100
70	100	100
71	100	100
72	100	100
73	100	100
74	100	100
75	100	100
76	100	100
77	100	100
78	100	100
79	100	100
80	100	100
81	100	100
82	100	100
83	100	100
84	100	100
85	100	100
86	100	100
87	100	100
88	100	100
89	100	100
90	100	100
91	100	100
92	100	100
93	100	100
94	100	100
95	100	100
96	100	100
97	100	100
98	100	100
99	100	100
100	100	100

VALEURS			Cours préc.		Cours du jour	
Actions au comptant						
Air France	166	50	110			
A.G.F. (St. Genc.)	185	150	150			
A.G.P. Vie	8510					
Ag. Ind. Mach.	75		77			
Alupac		65	60			
Alusud	375		380			
A.C. Hydrom.	217	215				
Arbel		87	87 50			
Autos	955	940				
Ban. de Paris				1450	1440	
Ban. de Suez				450	440	
Ban. S. S. S.				58 50	58	
Ban. S. S. S.				50	49	
Ban. S. S. S.				30	32	
Ban. S. S. S.				234	235	
Ban. S. S. S.				55 20	55	
Ban. S. S. S.				387	387	
Ban. S. S. S.				150 50	150	
Ban. S. S. S.				130	135	
Ban. S. S. S.				240 50	240	
Ban. S. S. S.				26 25	26	
Ban. S. S. S.				40 10	40	
Ban. S. S. S.				240	240	
Ban. S. S. S.				280	280	

VALEURS	Unité prix	Unité cours
Société Marseillaise ..	310	310
S.E.P. (M)	195

Serv. Equip. Vols.	35	34
Sell	80	52
School	560	362
Sims-Alameda	845	
Sirvin	157	167
Spr. (Plant. H&B)	289	256
SMAC Acetimid	122	125
Sol. Génér. (C. Inc.)	580	580
Solair franchise	498	519
Sofia	238	238
Soficon	587	587
S.O.F.P. (M)	90	
Soltag	896	893
Souders Autog.	127	130
Sovabell	658	650
Spachman	140	
S.P.I.	385	380
Spr. Baginotes	159	152
Starr	393	386
Tezzinger	1275	

7-inch Acoustic	558	534
Tour Effil	374 40	380
Using S.M.D.	95 10	98 90

Ligorio	295 50	311 50
Ligorio Gutierrez	43 20	41 60
Unibail	740	735
Unidat	130 50	130 90
U.I.A.P.	3625	3625
Union Brasileira	70	67 20
Union Habit.	380	374
Un. Inst. Francia	358	380
Un. Inst. Credit	405	400
Unisor	8 75	6 50
U.T.A.	808	515
Vicat	305	307
Vinox	101	100
Waterman S.A.	331	336
Wasson, de Marac	195 50	

VALEURS	cote préc.	diffé- rence cote	VALEURS	cote préc.	diffé- rence cote
SECOND MARCHÉ			Hors-cote		

[illegible]

100	100	100	100
-----	-----	-----	-----

VALEURS	Extension Fin. Ind.	Rachet net	VALEURS	Extension Fin. Ind.	Rachet net
SICAV 15/2					
Am. France	284 97	272 05	Latéco	122 38	116 54
Am. Investim.	282 77	276 52	Laurel-cr. terme	121947	121947
Am. néerland.	417 30	389 33	Laurels-Expans.	854 10	653 00
Alfred	430 32	410 01	Laurels-France	223 25	212 03
FL. 5000	282 67	289 85	Laurels-Japan	228 29	218 00
Am. Ind.	454 85	416 01	Laurels-Océ.	149 19	143 00
ALF. Indefin.	363 57	342 00	Laurels-Presse	111809	111849
Am. Ind.	229 50	219 09	Laurels-Roy.	201 30	192 22
T.F.	196 40	189 40	Laurels-Tokyo	1022 78	976 60

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ZODIAC. — Connaissu du grand public pour l'une de ses spécialités, la fabrication de bateaux pneumatiques, cette société a été la première à inaugurer le second marché de la Bourse de Paris en février 1983, annonce une augmentation de capital par distribution d'actions gratuites à effet. 52.245 actions nouvelles seront créées portant jouissance au premier semestre 1984 et distribuées à raison d'une nouvelle action pour huit anciennes. A l'issue de cette opération, le capital social de Zodiac sera porté à 23,5 millions de francs divisé en 470.000 actions d'une valeur nominale de 50 F chacune.

Indosuez Népal cette création a été rendue possible à l'issue de la visite effectuée en France par le ministre népalais des finances, le D^{re} Chandra Lohani. De retour à Katmandou, le ministre a indiqué à l'AFP qu'un mémorandum d'accord sur la création de filiales à participation commune dans le secteur bancaire avait été signé avec le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, prévoyant l'implémentation, au Népal, de la banque Indosuez.

INDOSUEZ. - La banque Indosuez ouvrira dans les deux ou trois prochains mois une filiale à Katmandou sur la base d'un investissement financier à 50/50 avec les autorités locales. Baptiste Ban-

des bénéfices en 1984 selon les premières estimations publiées par la société, ce qui constitue un événement exceptionnel dans l'histoire récente de la société.

INDICES QUOTIDIENS
(1970-1980)

Valeurs françaises	107,8
Valeurs étrangères	113,5

DES AGENTS DE CHANGE
(Date 100 : 31 déc. 1981)

	14 fév.	15 fév.
Indice général	200,5	200
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		

RS DU DOLLAR A TOKY

1 dollar (on year)	15 f6v. 259,20	18 f6v. 255,
--------------------------	-------------------	-----------------

Règlement mensuel

Le jour par rapport à celui de la veille																		
Coupage année	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Coupage année	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Coupage année	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Coupage année
4100	4.6 % 1973	4075	4481	4091	- 0.38	1510	Emo S.A.F.	889 50	468	512	+ 2.80	1600	Anglo Amec C.	137 40	131 80	122 50	- 3.58	108
4100	C.I.E. S.P.	4075	4481	4091	+ 0.08	1510	Emmery	1238	468	512	+ 2.80	1600	ITT	340	368	358	- 0.44	108
1068	1068	1000	1000	1000	+ 0.08	1510	Europe n°1	972	974	978	+ 0.41	1600	Marshall	65 95	65	67	0.78	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°2	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°3	972	974	978	+ 0.41	1600	Marshall	65 95	65	67	0.78	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°4	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°5	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°6	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°7	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°8	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°9	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°10	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°11	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°12	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°13	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°14	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°15	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°16	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°17	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°18	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°19	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°20	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°21	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°22	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°23	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°24	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°25	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°26	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°27	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°28	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°29	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°30	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°31	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°32	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°33	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°34	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°35	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°36	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°37	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°38	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°39	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°40	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°41	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°42	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°43	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°44	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°45	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°46	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°47	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°48	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°49	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°50	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°51	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°52	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°53	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°54	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°55	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°56	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°57	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°58	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°59	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°60	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°61	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°62	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°63	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°64	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°65	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°66	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°67	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°68	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068	1000	1000	1000	- 0.12	1510	Europe n°69	972	974	978	+ 0.41	1600	March	1068	1068	1068	0.00	108
1068	1068</																	

COTE DES CHANGES

MARCH OFFICIAL	COURS préc.	COURS 15/2
Start-Univ (5 1)	10 051	10
ECU	5 797	8 610
Allargare (100 DM)	305 810	306 240
Belgium (100 fr)	15 227	16 233
Pay (50 100 fl)	269 570	270 440
Costa (100 lire)	85 420	85 330
Norvège (100 kr)	106 470	106 530
Grande-Bretagne (L 1)	10 883	11 037
Colone (100 drachmes)	4 825	4 916
Galles (1 000 lire)	7 657	7 658
Grèce (100 dr)	288 120	369 140
Suède (100 kr)	108 080	107 940
Autriche (100 sch)	43 690	43 690
Espagne (100 pes.)	5 533	5 543
Portugal (100 esc.)	5 640	5 530
Canada (5 can 1)	7 488	7 488
Japon (100 yen)	3 857	3 867

COURS DES BILLETS

ACHAT		VENTE		MONNAIES ET DEVISES		COURS P.A.C.	
8 730	10 210			Or fin (dalle au barreau)	98000	57800	
254	314			Or fin (saucisson)	57003	57403	
14 800	15 700			Platin (saucisson) (20 g)	455	455	
280	280			Platin mineur (20 g)	567	567	
98	98			Stovarsen	700	700	
102	109			Platin de 10 dollars	3880	3880	
5 600	7140			Platin de 5 dollars	2380	2080	
4 750	5 250			Platin de 60 pesetas	1350	1350	
348	395			Platin de 80 pesetas	3690	3646	
42 800	44 800			Platin de 10 florins	590	599	
5 200	5 800						
5	5						
7 270	7 800						
5 738	6 850						

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. « Le juge d'instruction : l'homme le plus dangereux de France », par Marcel Lemoine ; « Foi et fantaisie », par Henri Fesquet.
11. Un cahier spécial d'Autrement consacré au Caïre.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- 4-5. ASIE
6. AFRIQUE
7. EUROPE
8. AFRIQUE
9. AFRIQUE
10. AFRIQUE
11. AFRIQUE
12. AFRIQUE
13. AFRIQUE
14. AFRIQUE
15. AFRIQUE
16. AFRIQUE
17. AFRIQUE
18. AFRIQUE
19. AFRIQUE
20. AFRIQUE
21. AFRIQUE
22. AFRIQUE

POLITIQUE

8. La situation en Nouvelle-Calédonie.
9. Le débat sur la cohabitation.
10. La préparation des élections cantonales.

SOCIÉTÉ

12. La guerre des enterrements.

CULTURE

15. THÉÂTRE : les Possédés, de Dostoevski, mis en scène par Loubimov.
16. MUSIQUE : culture française à Stockholm.
18. COMMUNICATION.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. Les prix du pétrole.
20. Le symposium de Davos : esprit d'entreprise est-il ?

SPORTS

22. RUGBY : le Tournoi des cinq nations.

89 FM

à Paris

ABO « Le Monde »

232-14-14

Lundi 18 février, 19 h 20

Échec au roi

BRUNO DE CAMAS

et LASZLO NEMÉTY

répondent aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par FRANÇOIS KOCH

ÉCONOMIE

35. Le FMI et les pays endettés.
36. BANQUES
37. SOCIAL
38. AFFAIRES : l'OPA sur Philips Petroleum.

Le numéro du « Monde »

daté 17-18 février 1985

a été tiré à 404 412 exemplaires

Le premier

magasin de tissus

à droite,

en remontant les

Champs-Élysées

RODIN

TISSUS

«COUTURE»

L'originalité et

l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

En Grande-Bretagne

Débat aux Communes sur le torpillage du croiseur argentin « General-Belgrano » pendant la guerre des Malouines

Londres (AFP, Reuter). — Les députés britanniques devaient commencer, ce lundi 18 février, un débat sur les circonstances du torpillage, lors de la guerre des Malouines, en 1982, du croiseur argentin *General-Belgrano*, qui avait provoqué la mort de trois cent soixante-huit marins de l'équipage.

L'opposition travailliste accuse M^{rs} Thatcher d'avoir ordonné ce fait d'armes dans le seul but de contrecarrer une médiation proposée alors par le Pérou. Le gouvernement conservateur soutient, en revanche, que le croiseur, bien que se trouvant hors de la « zone d'exclusion totale » déclarée par Londres autour des Falklands, constituait une menace réelle pour la flotte britannique déployée dans l'Atlantique Sud après l'invasion du 2 avril 1982 par les troupes de Buenos-Aires.

Cependant, M. Clive Ponting, ce haut fonctionnaire du ministère de la défense qui avait décidé de divulguer certains documents secrets relatifs au torpillage, qui venait d'être acquitté de ce chef, a annoncé, le 15 février, qu'il démissionnait de son poste, le gouvernement lui ayant retiré toute accréditation en matière de sécurité.

Le lendemain, dimanche 17, l'hebdomadaire *Observer* a commencé la publication de bonnes feuilles d'un ouvrage, *Le Droit de savoir*, écrit par M. Ponting à propos

de cette affaire. Le haut fonctionnaire démissionnaire y accuse M. John Stanley, secrétaire d'Etat aux forces armées, d'avoir personnellement insisté auprès de M^{rs} Thatcher pour que certaines informations concernant le *General-Belgrano* soient « cachées » au Parlement.

Le ministère de la défense avait annoncé, le 15 février, qu'il allait entreprendre une nouvelle enquête sur les agissements de M. Ponting, portant sur des fuites autres que celles jusque-là reprochées au haut fonctionnaire et pour lesquelles la justice britannique avait, le 11 février, absous l'inculpé.

L'opposition travailliste entend faire préciser, ce lundi 18, par le ministre de la défense, M. Michael Heseltine, s'il est exact que le gouvernement de Londres avait eu connaissance de la proposition de médiation péruvienne avant le torpillage du *General-Belgrano*, comme l'a écrit dans ses mémoires l'ancien secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, ou après, comme l'a déclaré en son temps M^{rs} Thatcher.

Un autre point controversé sera la mystérieuse disparition, pendant quelque temps, du journal de bord du sous-marin nucléaire d'attaque *Conqueror*, qui a torpillé le croiseur argentin.

En Inde

Nouvelle arrestation dans l'affaire d'espionnage

New-Delhi (AP). — Un fonctionnaire indien retraité a été arrêté samedi 16 février à son domicile dans le cadre de l'affaire d'espionnage révélée en janvier (*Le Monde* du 22 janvier), selon l'agence United News of India. Un homme d'affaires, M. Corman Narain, personnage clef semble-t-il du réseau, aurait déclaré à un magistrat avoir reçu de ce fonctionnaire des documents secrets qu'il remettait à des diplomates français, polonais et allemands de l'Est (*Le Monde* du 13 février).

Deux diplomates soviétiques, un d'Allemagne et l'autre d'Espagne, ont été arrêtés à l'ambassade de Pologne, sont impliqués dans l'affaire d'espionnage révélée le mois dernier, a-t-on indiqué dimanche au ministère indien des affaires étrangères. De même source, on a précisé que le diplomate polonais expulsé est M. Wincenty Rybak, qui occupait les fonctions d'attaché commercial avec rang de premier secrétaire depuis septembre 1983. Il travaillait pour les services de renseignement de son pays, a-t-on ajouté de même source.

Le diplomate est-allemand venait pour sa part de quitter l'Inde lorsque l'affaire a été découverte. Il n'est pas revenu. Enfin, on confirme au ministère que deux diplomates soviétiques sont effectivement impliqués. Leur identité n'a pas été révélée. « Le gouvernement indien a déjà adressé à l'ambassade d'URSS une demande de rappel de ces diplomates », a-t-on précisé.

(Voir l'article de Patrice Chude page 5.)

Pour contrer IBM

SIX CONSTRUCTEURS EUROPÉENS CHOISISSENT UN LOGICIEL D'ATT

L'Europe informatique choisit ATT contre IBM. Les six constructeurs principaux d'ordinateurs du vieux Continent — Bull, Siemens, ICL, Nixdorf, Philips et Olivetti — ont annoncé le 18 février la création d'un « club » de promotion en Europe de la norme Unix, développée par les laboratoires de recherche du groupe américain American Telephone and Telegraph (ATT).

Voilà en réalité plusieurs mois que les constructeurs travaillaient à la fondation de ce club, qui devrait conforter l'unité européenne face à IBM après la création d'un centre de recherche commun entre Bull, Siemens et ICL.

Unix est un système d'exploitation, c'est-à-dire un logiciel de base indispensable pour faire fonctionner un ordinateur. Très efficace, en particulier pour les applications scientifiques, il a été adopté par de nombreux constructeurs et s'impose peu à peu comme une norme mondiale : quand nombre d'applications ont été développées « sous Unix », les constructeurs sont contraints de faire figurer ce système sur leur catalogue. Bull, par exemple, l'a déjà fait pour les ordinateurs DPS 6, SPS 7 et SPS 9.

En fondant ce club européen, les constructeurs concrétisent leur volonté d'« ouverture » : avec Unix, leurs ordinateurs seront plus facilement interchangeables ou du moins connectables entre eux. Ils donnent aussi un « coup de main » à ATT, le géant américain du téléphone, qui se diversifie dans l'informatique, face à IBM.

89 FM à Paris

du lundi au vendredi

à 12 h 55

Philippe Boucher

Au Maroc

M. FILALI

NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rabat (AFP). — Le premier ministre marocain, M. Karim Lamrani, vient d'être chargé par le roi Hassan II de consulter les dirigeants de principaux partis politiques marocains sur leur intention de participation à un éventuel gouvernement d'« union nationale ».

Selon des informations non confirmées, la composition du nouveau gouvernement serait annoncée à l'issue du voyage que le monarque compte entreprendre début mars au Sahara occidental. En attendant, le ministre marocain de l'information, M. Abdellatif Filali, a été nommé, dimanche, par le roi Hassan II, ministre des affaires étrangères. M. Filali remplacera M. Abdelouahed Belkiz, à qui seront confiées d'autres fonctions.

Agé de cinquante-sept ans, M. Abdellatif Filali était ministre de l'information depuis novembre 1983. Il avait déjà été à la tête de la diplomatie marocaine en 1971-1972. Ce proche du roi Hassan II — son fils Fouad, un jeune banquier, a épousé en 1984 la princesse Lalla Mériem, fille aînée du souverain — a également été délégué du Maroc aux Nations unies et ambassadeur de son pays à Alger, où il a accompli en janvier une importante mission, en compagnie de M. Réda Guedira, conseiller royal, en vue de la réunion d'un sommet maghrébin à Cinq.

Au Pakistan

DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE

Islamabad (AFP). — Le chef de l'opposition et plusieurs autres dirigeants du Mouvement pour la restauration de la démocratie ont été placés en résidence surveillée, lundi 18 février, à Karachi, une semaine avant des élections qu'ils avaient appelé à boycotter, a-t-on appris de sources sûres.

Il s'agit de MM. Ghulam Mustafa Jatoi, chef du Parti du peuple pakistanais (PPP), Khwaja Khairuddin et Sherbaz Khan Mazari. Selon les mêmes sources, la police a également tenté d'arrêter plusieurs responsables du PPP, qui sont, semble-t-il, passés dans la clandestinité.

Le Mouvement pour la restauration de la démocratie, dont la plupart des dirigeants ont été arrêtés au cours des dernières semaines, avait appelé, dimanche, la population à manifester, le 20 février, à travers le pays contre les élections.

Depuis l'annonce des élections, le 12 janvier, plus de trois cents opposants ont été arrêtés au Pakistan, selon des sources sûres.

J4CM la serrure incrochetable

Communiqué de J4CM

la serrure incrochetable

testé par l'INM (17 déc. 1984).

J4CM déclare.

A la suite d'une action malveillante, le code secret de 3 000 serrures de notre fabrication a fait l'objet d'un cambriolage à notre usine au mois d'août 1984, entraînant la possibilité pour un tiers de reproduire nos clés. « Non reproductibles » Les malfaiteurs sont aujourd'hui arrêtés et les risques de divulgation éliminés.

J4CM s'engage.

Sur simple demande, nous fournissons gratuitement 2 nouveaux cylindres avec les clés « non reproductibles » en remplacement des cylindres de serrures dont les installations datent de Mars 1983 à Août 1984, ce qui correspond au vol des codes secrets. Ainsi chaque client ayant choisi une serrure J4CM se voit à nouveau certain d'une sécurité la plus totale.

J4CM garantit.

Notre ensemble représente la plus haute technologie dans la protection grâce aux cylindres MEDECO qui constituent le cœur de la serrure J4CM. Celle-ci ayant satisfait aux tests les plus rigoureux a été déclarée INCROCHETABLE (constat d'expert auprès de la Cour d'Appel - 17 déc. 1984). Nombreuses références d'appartements privés, banques, points sensibles, Fort Knox et la Maison Blanche aux USA, OTAN, IBM France, etc.

J4CM remercie.

Merci à tous les installateurs-revendeurs de leur soutien face à notre produit unanimement reconnu par les professionnels, et merci à tous les clients-acheteurs pour la confiance qu'ils continuent de nous témoigner en s'équipant de notre serrure comme l'attestent les multiples installations réalisées chaque jour actuellement.

J4CM FRANCE

13-15, impasse Trézel 93200 LA PLAINE-ST-DENIS ☎ 809.38.99

Sur le vif

Sucré

« Abs ! C'est moi... »

— Écoute, Minette, ça va pas la tête, t'es vu l'heure qu'il est ? Quatre heures du mat.

— Ben oui, justement. Je déprime complètement. Figure-toi que j'ai trouvé un mec, hier soir, au Palais et que j'ai même réussi à le ramener chez moi...

— C'est génial, ça, dis donc ! Comment t'es fait ?

— Ja lui ai dit que j'étais directrice du personnel chez IBM.

— Je croyais que les hommes n'aimaient pas les femmes indépendantes, les femmes qui gagnent bien leur vie. Il paraît que ça leur fait peur.

— Qu'est-ce que tu racontes ?

— Ce que me racontent les nanes.

— Elles dilaient n'importe quoi, ils sont ravis au contraire. Comme ça ils sont pas obligés de casquer pour s'envoyer en l'air.

— Ouais, t'as peut-être raison. Ça paraissait pas très vraisemblable cette trouille panique à la vue d'un carnet de chèques émergeant d'un sac à main. Donc, tu le ramènes rue Saint-Dominique. Et après ?

— Le grand jeu. Bain de mousses arrosé au champagne.

feu de bois, chablis, toasts, saumon fumé.

— Tu t'es pas moquée de lui, dis donc !

— Moi, non, lui, oui. Je pensais qu'il passerait la nuit là. Je viens de me réveiller. Il s'est déjà tiré. Je sais plus quoi faire, moi, pour en épingler un. C'est à désespérer.

— Écoute, je crois que j'ai un truc pour toi. Il faudrait que tu le fasses venir de Rome ou de Turin. Tu sais ce qu'elles s'achètent à tour de bras, les filles là-bas, pour séduire et retenir les mecs ? Des soutiens-gorge et des slips à la fraise ou au chocolat.

— Tu te fous de moi ou quoi ?

— Mais non, je te jure, c'est très sérieux. J'ai lu ça dans un journal italien.

— Et ça marche ?

— Le tonnerre. Les adonors. C'est des grands enfants, faut jamais oublier ça. L'annul, c'est que le service de répression des fraudes en a déjà saisi des stocks entiers. Ça risque de manquer dans les rayons.

— Il y a fraude ?

— Oui, il y a pas de sucre. C'est à la saccharine.

CLAUDE SARRAUTE.

L'ANNULATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

Boris Spassky : « M. Karpomanes... »

La décision prise, samedi 15 février, par M. Floriano Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs (FIDE), d'annuler le championnat du monde continué de susciter de vives réactions dans le monde entier, l'URSS exceptée, du moins officiellement.

Aux États-Unis, dans un communiqué, la fédération américaine se déclare « atterrée » par cette décision survenant alors que Kasparov était « en voie d'infliger à Karpov un KO technique ».

En Yougoslavie, les milieux des échecs sont « indignés ». « J'ai été choqué par cette décision inouïe. A quoi bon organiser de tels matchs si la FIDE peut les interrompre quand bon lui semble ? », a déclaré Ljubomir Ljubovic, actuel tenant du titre yougoslave.

Aux Philippines, pays de M. Campomanes, le *Daily Express* commente dans un éditorial la décision du président de la FIDE et pose deux questions importantes pour les échecs et l'avenir de la fédération : « Campomanes a-t-il subi des pressions de la part des autorités soviétiques, et bien que le plan des règlements lui permette de prendre des décisions discrétionnaires, la première des choses à faire n'aurait-elle pas été de consulter les deux joueurs préalablement ? Et, finalement, même avec l'apparente intention de prendre en compte l'intérêt des deux joueurs, que va-t-il advenir de la crédibilité de la FIDE après cette décision ? »

De son côté, Boris Spassky, l'ancien champion du monde, ex-soviétique et aujourd'hui de nationalité française, s'est étonné, à Reykjavik, où il dispute un tournoi, des conditions de l'annulation du championnat par le président de la FIDE, M. Campomanes, et dont on sait qu'il est un ami personnel de Karpov. « A-t-il remarqué. Cette décision est un produit typique de la paranoïa des échecs », a-t-il ajouté, avant de préciser qu'il considérerait avec scepticisme l'hypothèse d'une manœuvre politique, « Karpov et Kasparov étant tous deux communistes, même si le premier est mieux en cour que le second ». En revanche, il n'a pas exclu « une cabale russe, Kasparov n'étant pas d'origine russe comme Karpov » (Kasparov est un juif arménien).

L'ancien champion du monde a conclu ses déclarations en Islande en disant : « Je ne suis pas un communiste ».

UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE EN CORÉE DU SUD

A la suite du succès de l'opposition aux élections législatives, le président Chun Doo-hwan a accepté, lundi 18 février, la démission de son cabinet et nommé premier ministre M. Lho Shin-yong, responsable des services de sécurité, en remplacement de M. Chin Ieo-chong. Les autres membres du gouvernement n'ont pas encore été désignés. M. Lho Shin-yong, qui est âgé de cinquante-cinq ans, a également occupé, dans le passé, les fonctions de ministre des affaires étrangères. — (UPI.)

● Trente morts dans l'incendie d'un hôtel aux Philippines. — Un incendie, qui a ravagé l'Hôtel Régent de Manille pendant quatre jours, a fait trente victimes. Quatre policiers qui surveillaient l'hôtel ont été arrêtés pour vol. Des pompiers ont également été surpris en train de piller l'établissement. — (AFP.)

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique/permanence télex

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

100 idées très originales pour votre ordinateur familial.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

سكرا من الامم